

VILLE DE TOURNAI

Procès-verbal du Conseil communal du 24 avril 2016

Présents : M. R. DEMOTTE - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale,
M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE - Echevins;
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes M.C. MARGHEM, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE - Conseillers communaux;
M. T. LESPLINGART - Directeur général adjoint.

Le conseil communal est réuni sur convocation du collège communal remise à domicile le jeudi 14 avril 2016.

1. Communications.

Le **président** d'assemblée ouvre la séance publique à 19 heures 40 et dépose sur le bureau du conseil communal les procès-verbaux des séances publiques des 7 et 21 mars 2016, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, ils seront considérés comme adoptés en fin de séance.

Monsieur le **Président** d'assemblée passe ensuite la parole à Monsieur l'Echevin Vincent BRAECKELAERE qui rend un vibrant hommage en picard à Monsieur Jean-Pierre VERBEKE, membre comme lui de la Royale compagnie du cabaret wallon tournaisien, récemment décédé :

"Ceulle intervintieon j' vas l' faire in patois, cha li areot fait plaisi.

Tout d'abord j'ormercie not' bourguémette présidint d' séance de m' laicher dire c' petit meot pasque Jean Pierre ch'éteot bin puque pour mi qu'ein compagneon d' cabaret. Ch'éteot bin seûr ein comarate, mais ch'éteot aussi ein amisse de l' famille et i m' connisseot d'puis l'âche de mes 10 ans. Et j' direos qu' au point d'vue patoisant et du cabaret ch'éteot, comme qui direot, m' mopère spirituel.

I s'in est allé saimdi, décollant à jamais ces leonques choles de s' belle ville de Tournai, Ceulle ville de Tournai qu'i-a tant canté, qu'i-a tant vanté, qu'i-a tant aimé.

Jean Pierre ein vrai infant d' Tournai né à l'ombre du clothier d' Sainte-Magrite, ein rambile de no chité, qui viveot Tournai, pinseot Tournai, respireot Tournai.

Qui pouveot nous canter s' ville, ses evèn'mints, ses turpitudes, ses personnages citoyens et politiques et bin d' éautes queosses acor avec humour, sinsibilité et alfeos aussi avec s' griffe caustique bin acérée.

L' cabaret vient d' perte ein d' ses piliers, ein d' ses compagneons, ein d' ses frères. Et Tournai ceulle belle file, ceulle belle feimme qu'i-a tant d' prétindants elle vient d' perte l' ein d' ces pus passionné et grand amoureux.

Ch't' ein grand heomme, au prope comme au figuré, qui vient d' disparaîte et

j' d'ai l' cœur mansé. J' sus bin certains qu' je n' sus pos l' seul.

T'ov'là d'allé orjointe t' feimme chérie et tes compagneons d' cabaret, Eloi, Albert, Edmond, Lucien, Félicien, René, Rudy. Et si comme on l' dit i-a eine vie après la mort i s' reont contints d' t' accueillir au cabaret d' l' au-delà.

Si ch'est l' cas, quand cha s'ra m' tour d' vous orjointe garde mi bin eine plache à côté d' toi comme quand on éteot su l' ponteon.

Te vas m' manquer, comme à tous tes compagneons et brammint d' gins tournaisiens ou pos.

Salut grand et beon voyache.

On pinse à toi, on t'aime et pour t'asseurer d' tout not' respect et not' reconnaissance on va t'faire eine minute d' silince."

A l'issue de cet hommage émouvant, l'assemblée est invitée à observer un moment de recueillement

Le conseil communal prend connaissance :

- de la réponse de Monsieur le Ministre, Maxime PREVOT, sur la mise à gabarit de l'Escaut au niveau du pont à Pont et de la précision apportée ensuite quant à la formulation :

"Concerne : mise à gabarit de l'Escaut au niveau du pont à Pont

Dans le cadre de l'objet sous rubrique, suite à l'émission de NO TELE de ce 12 avril 2016, il me revient certains éléments selon lesquels l'élargissement du quai Saint-Brice à une largeur de 27m serait davantage motivé par une question de fluidité du trafic fluvial que par une question de sécurité.

Il importe à cet égard de préciser que la sécurité de la navigation et la fluidité du trafic fluvial sont intimement liées et que les experts de mon administration m'ont bien confirmé que la sécurité et la fluidité ont été envisagées et analysées dans le cadre de la mise à gabarit de l'Escaut.

L'élargissement du quai Saint-Brice au droit du pont à Pont à une largeur de 27m est nécessaire pour assurer la sécurité du trafic fluvial, tout en garantissant une fluidité de ce trafic à la fois compatible avec le contexte urbain de la traversée de Tournai et avec les objectifs d'une voie d'eau intégrée au réseau à gabarit européen.

Elle figure d'ailleurs dans la demande de permis d'urbanisme qui a été déposée. Cette largeur ne sera pas modifiée. Il en va d'une question de responsabilité civile qui pourrait être engagée en cas de sinistre."

- de la précision apportée ensuite quant à la formulation :

"A la suite du courrier de ce 18 avril 2016 envoyé par Monsieur le Ministre au collège communal et pour éviter toute ambiguïté à ce sujet, il faut bien évidemment comprendre que celui-ci évoque l'élargissement de l'Escaut à 27m au droit du quai Saint-Brice.";

- du rapport de la réunion de la 1ère commission relative à la réorganisation de la zone de secours de Wallonie picarde :

Réunion de la première commission : réorganisation de la zone de secours

Etaient présents :

Messieurs les Conseillers communaux Benoît MAT, Guy LECLERCQ, Amine MELLOUK, Xavier DECALUWE, Geoffroy HUEZ, Jean-Louis CLAUX, Emmanuel VANDECAVEYE, Claude MICHEZ, Brieuc LAVALLEE, Jean-Marie VANDENBERGHE, Mesdames les Conseillères communales Hélène CLEMENT-COUPLET, Marie-Christine LEFEBVRE, Sylvie LIETAR et Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS.

Intervenant : Monsieur Olivier LOWAGIE, commandant de la zone se secours de Wallonie picarde.

Le président Claude MICHEZ ouvre la séance à 19 heures 10.

La zone de secours rassemble 19 communes et, par conséquent, 19 bourgmestres. L'Echevin délégué à la fonction maïorale, Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, nous explique qu'il est très compliqué de rassembler les 19 membres et que c'est également une raison de la réorganisation.

De plus, Monsieur DELANNOIS nous informe que le changement n'est pas très attendu autant du coté des politiques que des pompiers.

Le commandant LOWAGIE commence ensuite son exposé sur la réorganisation.

D'où vient cette réorganisation ?

Le collège communal a demandé aux pompiers un plan de réorganisation essentiellement pour générer des économies d'échelle sans toucher à la sécurité des citoyens.

2 constats :

Il y a une augmentation du manque de volontaires (\pm 200 places disponibles pour 60 candidatures).

Une forte hausse des obligations légales pour les pompiers, que cela soit en hommes, en délais d'arrivée ou concernant le matériel.

Que faut-il faire ?

Trouver un équilibre entre les ressources humaines et les délais d'intervention en agissant sur l'organisation.

Quelles sont les mesures proposées ?

- Réorganiser les gardes
- Glissement d'Antoing vers Tournai
- Fusion d'Estaimpuis et de Dottignies
- Glissement des volontaires de Ploegstert vers Warneton
- Fusion d'Ath et de Lessines
- Fusion de Beloeil – Basècles – Péruwelz – Bernissart.

Ces mesures permettront d'économiser approximativement 3,5 millions sur le coût total de la réforme.

Brieuc LAVALLEE,

rapporteur.

* Monsieur le **Président** d'assemblée précise enfin que trois questions orales ont été déposées en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal :

1) "Déménagement temporaire de la bibliothèque au stade Luc Varenne", déposée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID.

2) "Nuisances engendrées par la circulation routière à Ramegnies-Chin", déposée par Monsieur le Conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE.

3) "Problèmes de mobilité à Ramegnies-Chin et dans les villages en général", déposée par Monsieur le Conseiller communal ECOLO, Guillaume DENONNE.

Il y sera répondu en fin de séance publique par, successivement, Monsieur l'Echevin Tarik BOUZIANE, qui a la culture dans ses compétences et Monsieur l'Echevin Armand BOITE, qui a la mobilité dans ses compétences.

2. Directeur général. Prestation de serment.

Le **conseil communal** désigne Monsieur Nicolas DESABLIN comme secrétaire de séance, le temps de la prestation de serment de Monsieur Thierry LESPLINGART.

Cette prestation de serment se clôture par des applaudissements nourris de l'assemblée.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le conseil communal a décidé, en séance du 21 mars 2016, de nommer à titre stagiaire Monsieur Thierry LESPLINGART au grade de directeur général, avec effet au 1er mai 2016; Considérant qu'avant d'entrer en fonction, l'intéressé doit prêter serment en séance publique, entre les mains du président d'assemblée, conformément à l'article L1126-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation : "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge.";

Considérant que l'article 24 ter du règlement d'ordre intérieur du conseil communal stipule: "Lorsque le secrétaire communal n'est pas présent dans la salle de réunion à l'heure fixée par la convocation ou lorsqu'il est empêché, le secrétaire communal adjoint le remplace d'office; si ce dernier n'est pas présent ou est également empêché, le conseil communal désigne un secrétaire pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement du ou des titulaires en cours de séance.";

Considérant qu'il désigne Monsieur Nicolas DESABLIN comme secrétaire de séance pour le point 2 de la séance publique;

ACTE

que Monsieur **Thierry LESPLINGART**, nommé à titre stagiaire au grade de directeur général, avec effet au 1er mai 2016, a prêté en séance publique de ce jour le serment suivant : "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge", entre les mains du président d'assemblée, conformément à l'article L1126-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La présente délibération sera transmise pour notification à l'autorité supérieure.

3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, avenue Leray : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant la demande du directeur de l'école communale du Château qui sollicite la création d'un second emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son établissement situé avenue Leray, 33 à 7500 Tournai;
Attendu que ce second emplacement se justifie dans la mesure où plusieurs élèves fréquentant l'école sont reconnus comme handicapés;
Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant le plan de situation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans l'avenue Leray à Tournai, face au n°33, un second emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec l'additionnel handicapés et avec la mention de distance (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<p>4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Moulin de Marvis : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</p>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue du Moulin de Marvis, 41 à 7500 Tournai;
Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;
Considérant le plan de situation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue du Moulin de Marvis à Tournai, face au n°41, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec l'additionnel handicapés et avec la mention de distance (6m).

L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue des Collets Rouges : déplacement d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu sa décision du 22 octobre 2012 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n°30 de la rue des Collets Rouges à Tournai;

Considérant le déménagement de la bénéficiaire au n°11 de la rue des Collets Rouges à Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressée est toujours dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour bénéficier d'un tel emplacement de stationnement et que sa domiciliation est bien effective;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue des Collets Rouges à Tournai, face au n°30, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : dans la rue des Collets Rouges à Tournai, face au n°11, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal

E9a avec l'additionnel handicapés et avec la mention de distance (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

6. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Rumillies, rue de la Liberté : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision du conseil communal du 22 septembre 2014 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n°97 de la rue de la Liberté à Rumillies;

Considérant que cet emplacement n'a plus de raison d'être suite au déménagement du bénéficiaire;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue de la Liberté à Rumillies, face au n°97, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

7. Tournai, rue des Trois Coins. Nouvelle dénomination: rue Augustin et Fernand Dufour. Approbation définitive.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le décret de la Communauté française du 28 janvier 1974 relatif au nom des voies publiques, tel que modifié par le décret du 3 juillet 1986;

Vu la circulaire ministérielle du 7 décembre 1972 relative aux dénominations des voies et places publiques;

Considérant la demande de la famille DUFOUR, par le biais de l'atelier d'architecture MEUNIER-WESTRADE SCPRL, de modifier la rue des Trois Coins à Tournai en rue Fernand Dufour, fondateur de l'entreprise tournaisienne DUFOUR;

Considérant sa délibération du 25 janvier 2016 décidant:

- 1) de marquer son accord de principe sur la modification de la dénomination de la rue des Trois Coins en rue Augustin et Fernand Dufour;
- 2) d'avertir les riverains, par écrit, de l'intention de modifier la dénomination de la rue des Trois Coins en rue Augustin et Fernand Dufour; les riverains disposant d'un délai de 15 jours pour faire valoir, par écrit, leurs remarques ou observations;
- 3) de rendre publique, par voie d'affichage, l'intention de modifier la dénomination de la rue des Trois Coins en rue Augustin et Fernand Dufour; les remarques et observations éventuelles pouvant être adressées, par écrit, dans un délai de 30 jours.

Considérant que les riverains ont été informés, par courrier, en date du 1er février 2016;

Considérant qu'un avis à la population a été affiché et publié sur le site internet de la Ville de Tournai en date du 2 février 2016;

Considérant qu'un procès-verbal de clôture d'avis à la population faisant partie intégrante de la présente délibération, a été établi en date du 11 mars 2016;

Considérant que ce procès-verbal stipule qu'une riveraine a posé deux questions d'ordre pratique et administratif (changement d'adresse sur la carte d'identité et frais engendrés pour les riverains);

Considérant qu'aucune autre remarque n'a été formulée;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver définitivement la modification de la dénomination de la rue des Trois Coins à Tournai en rue Augustin et Fernand Dufour.

8. Convention de partenariat entre la Ville et l'asbl Infor Jeunes. Modifications. Approbation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée comme suit :

"Très bonne initiative de laisser plus de place à l'associatif qui connaît vraiment les besoins et les demandes des jeunes. Mais pouvez-vous m'assurer qu'il y aura quand même une représentation de chaque parti présent au conseil communal au sein du conseil d'administration d'infor jeunes ?"

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, prend ensuite la parole :

"Il est indiqué que le conseil d'administration comprend 12 membres. Mais il n'est pas précisé la répartition de ces membres, selon deux catégories."

Le directeur général adjoint, **Thierry LESPLINGART**, précise que cette répartition sera de 5 membres désignés par le conseil communal et de 7 représentants du monde associatif. Concernant la

désignation des représentants politiques, il rappelle que la règle de base est l'application de la clef D'Hondt. Mais l'autorité communale peut décider d'une autre répartition, ce qui sera le cas selon l'échevin de la jeunesse, Vincent BRAECKELAERE.

Monsieur l'Echevin **Vincent BRAECKELAERE** précise, par ailleurs, qu'il s'agit à ce stade de mettre les statuts en adéquation avec les normes décrétales.

Le **président** d'assemblée confirme ces propos. Le collège communal formulera donc une proposition de répartition pour que chaque famille politique soit représentée.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la Ville de Tournai et l'asbl Infor Jeunes Tournai sont liées par la convention de partenariat du 31 mai 1995 et son avenant du 26 octobre 2000;

Considérant qu'afin de respecter l'esprit du décret, il y a lieu de revoir la représentativité politique afin qu'elle soit conforme à la base légale, en l'occurrence que la répartition entre les représentants publics et privés soit plus équilibrée;

Considérant les réunions de travail conduites par l'échevin de la jeunesse en présence de l'inspection de la Fédération Wallonie-Bruxelles, du président d'Infor Jeunes qui avaient pour objectif de rédiger le projet de convention soumis au conseil communal;

Considérant le nouveau projet de convention de partenariat entre la Ville et l'asbl Infor Jeunes Tournai, en vue de fixer les obligations réciproques des parties dans le cadre de ce partenariat;

Considérant que la convention approuvée par le conseil communal fera partie intégrante du plan quinquennal qu'Infor Jeunes Tournai doit introduire au plus tard le 30 avril 2016 auprès des services de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

de marquer son accord sur les termes de la nouvelle convention de partenariat conclue entre l'asbl Infor Jeunes Tournai et la Ville de Tournai :

Convention de partenariat Infor Jeunes/Ville de Tournai

"Entre la Ville de Tournai, dont le siège est établi rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, et Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint;

En exécution de la délibération du conseil communal prise en date du 25 avril 2016,

Ci-après dénommée "LA VILLE"

et

L'association sans but lucratif «Centre d'Accueil et d'Information des Jeunes du Tournais» en abrégé «Infor Jeunes Tournai», dont le siège social est établi à la rue Saint-Martin 4-6, 7500 Tournai, représentée par Monsieur Jawad LAWRIZY, président, et Monsieur Jérôme PESTIAUX, secrétaire,

agissant en exécution d'une délibération du conseil d'administration en date du

.....

Ci-après dénommée "L'ASSOCIATION"

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

L'association a, conformément à ses statuts joints en annexe, pour objet social :

- d'accueillir, d'informer, d'aider et de conseiller toutes les personnes qui le souhaitent et plus particulièrement les jeunes, dans tous les domaines les concernant, en toute indépendance et dans le respect du pluralisme en favorisant le développement d'une citoyenneté critique, active et responsable, principalement chez les jeunes de 12 à 26 ans, par une prise de conscience et une connaissance des réalités de la société, des attitudes de responsabilité et de participation à la vie sociale, économique, culturelle et politique ainsi que la mise en œuvre et la promotion de pratiques socioculturelles et de création;
- de poser tous les actes et fournir tous les services se rapportant directement ou indirectement à son objet;
- de promouvoir l'information pluraliste des jeunes sous toutes ses formes. Elle pourra mener à cet effet toute action susceptible de favoriser cette information;
- l'association adhère aux prescrits de la charte Infor Jeunes et de la charte européenne d'information jeunesse Eryica.

La Ville souhaite s'associer à l'accomplissement par l'association de son objet social et soutenir l'association en lui octroyant une subvention aux conditions définies ci-après.

Article 1. Objet

La Ville de Tournai s'engage, par la présente :

- à octroyer à l'association une subvention à affecter à l'accomplissement de son objet social.

Sans préjudice des subsides et autres formes d'aides qui sont ou seront accordés à l'association dans le cadre de l'exécution de missions particulières, cette subvention est consentie sous la forme d'une aide directe d'un montant annuel de 16.500,00 €.

Ladite subvention sera accordée annuellement sous réserve de l'approbation du conseil communal pour son inscription budgétaire lors de l'élaboration du budget annuel, et sous réserve de son approbation par l'autorité de tutelle.

Elle sera versée sur le compte n° de l'association dès lors que cette dernière aura produit, pour le 30 septembre, les pièces justificatives sollicitées à l'article 3 et se sera conformée à l'ensemble des dispositions de la présente convention.

Ce montant sera indexé une fois par an, le 30 septembre de chaque année, en fonction de l'évolution de l'indice santé des prix à la consommation selon la formule suivante :

Subvention de base x indice du mois d'août qui précède l'indexation

Indice de départ (août 2016)

- à mettre disposition des locaux appropriés à l'exécution des missions de l'association, par contrat séparé, et ce moyennant paiement par l'association d'un loyer dont le montant ne dépassera pas le montant de la subvention annuelle.

Article 2. Respect de dispositions diverses

L'association se conformera :

- aux dispositions élaborées par la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre de sa politique d'information des jeunes au niveau local et/ou régional,
- aux critères de reconnaissance des centres d'information des jeunes tels que spécifiés dans le décret déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations du 20 juillet 2000 et publié au Moniteur belge le 26 août 2000; modifiés par décret le 5 décembre 2008 et publié au Moniteur belge le 12 mars 2009
- aux dispositions de la charte européenne de l'information jeunesse adoptée par l'agence européenne pour l'Information et le conseil des jeunes (ERYICA).

Article 3. Respect de la législation en vigueur

L'association se conformera aux lois en vigueur et notamment aux dispositions de la loi du 16 juillet 1973, garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques de même qu'aux articles L3331-3 à L3331-9 du code de la démocratie locale et décentralisation relatifs à l'octroi de subvention.

Article 4. Pièces justificatives

L'association s'engage à adresser chaque année à la Ville pour le 30 septembre :

- ses comptes et bilan
- un rapport de gestion et de situation financière
- son budget
- son rapport d'activités.

L'association s'engage par ailleurs à fournir à la première demande de la Ville toutes pièces justificatives liées aux documents précités.

Article 5. Assurances

L'association souscrira des assurances en matière :

- de responsabilité civile,
- d'incendie,
- de risques locatifs.

A la demande de la ville, l'association devra être à tout moment en mesure de justifier du paiement des primes afférentes à ces assurances.

Article 6. Composition de l'assemblée générale

L'assemblée générale de l'association est composée :

- de personnes physiques et de personnes morales qui, par leurs actions contribuent à l'information, la formation, l'éducation ou l'aide aux jeunes mais qui n'assurent pas une activité régulière au sein de l'association et qui manifestent un intérêt motivé pour l'association
- de personnes représentant les pouvoirs publics locaux subsidiaires en respectant la pluralité des expressions par une représentation équilibrée des différentes forces politiques.
- du directeur
- d'un représentant des membres du personnel de l'association.

L'assemblée générale désigne en son sein les membres du conseil d'administration conformément aux statuts de l'association dans le respect de l'article 7 et le conseil d'administration attribue souverainement les mandats en son sein.

Article 7. Composition du conseil d'administration

Le conseil d'administration comprend 12 membres élus par l'assemblée générale. Il est composé :

- de personnes physiques et de personnes morales qui, par leurs actions contribuent à l'information, la formation, l'éducation ou l'aide aux jeunes mais qui n'assurent pas une activité régulière au sein de l'association et qui manifestent un intérêt motivé pour l'association
- de personnes représentant les pouvoirs publics locaux subsidiaires en respectant la pluralité des expressions par une représentation équilibrée des différentes forces politiques

Dans la mesure du possible, le conseil d'administration doit être composé prioritairement de membres âgés de moins de 35 ans tout en veillant à une représentation équilibrée hommes/femmes.

Article 8. Durée-résiliation-résolution

La convention prendra cours le jour de la signature des présentes et prendra fin le 31 décembre 2018. La convention est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes de 6 ans sauf préavis notifié par l'une des parties par pli recommandé 6 mois avant l'échéance du terme.

La dissolution de l'association ou le retrait d'agrément de la Fédération Wallonie-Bruxelles entraînera la résolution de la convention de plein droit et sans sommation.

Sans préjudice de l'alinéa 3, le non-respect par l'association d'un ou plusieurs engagements résultant de la présente convention ou de ses statuts entraînera de plein droit la résolution des présentes s'il n'est pas satisfait dans les 30 jours à la mise en demeure adressée à cet effet par la Ville.

Toute modification apportée aux statuts de l'association ouvrira, dans le chef de la Ville, le droit de résilier la présente convention moyennant un préavis de 6 mois à dater de la communication à la Ville de la modification statutaire.

Article 9. Abrogation

La présente convention remplace et annule celle du 31 mai 1995 ainsi que l'avenant du 26 octobre 2000.

Article 10. Litige

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention relève de la compétence des juridictions de l'arrondissement de Mons - Division Tournai.

Toutefois, avant de les saisir, les parties s'engagent à rechercher la conciliation devant une commission ad hoc comprenant, en nombre égal, des représentants de la Ville de Tournai, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de l'Asbl Infor Jeunes ainsi que de la Fédération à laquelle l'association est affiliée. Cette commission sera composée de maximum 9 membres. Celle-ci sera présidée par un tiers choisi de commun accord par les parties.

Article 11. Ratification

La convention est ratifiée par les parties et portée à la connaissance du ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Fédération Infor Jeunes Wallonie-Bruxelles.

Fait à Tournai, en trois exemplaires, le,
chacune des parties ayant reçu le sien.

L'ASSOCIATION,
Le Secrétaire, Le Président,

Jérôme PESTIAUX Jawad LAWRIZY

LA VILLE,
Le Directeur général adjoint, L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Thierry LESPLINGART Paul-Olivier DELANNOIS".

9. Stationnement. Convention de gestion. Avenant n°1. Approbation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient d'emblée comme suit :

"Dans le dossier, City Parking évoque le fait d'un développement futur grâce au nouveau sous-traitant, sans en préciser la teneur. De quels développements s'agit-il ? Pouvez-vous nous en dire plus ?"

Le **président** d'assemblée précise qu'il est fait référence à l'usage des outils technologiques dans les procédures de contrôle, ce qui permettra, selon lui, plus de souplesse.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant sa délibération du 22 septembre 2014 portant décision de concéder à l'entreprise CITY PARKING SA la gestion du stationnement à durée limitée situé en parking(s) public(s) et en surface (zones horodateurs, zones bleues et à usage de riverains) sur le territoire de la Ville de Tournai;

Considérant que la délibération précitée a été approuvée par l'autorité de tutelle par arrêté ministériel du 27 octobre 2014;

Considérant que la convention de concession de gestion, dont question ci-avant, a été signée le 30 octobre 2014;

Considérant que le second alinéa de l'article 13 de la convention de concession de gestion stipule expressément ce qui suit : "... *Dans le cadre de sa mission portant sur le contrôle du stationnement, le concessionnaire travaille avec un sous-traitant agréé dans le cadre de la loi sur la sécurité privée. A la date d'entrée en vigueur du contrat, ce sous-traitant est l'entreprise G4S SECURE SOLUTIONS (n° d'entreprise 0411 519 431).* ";

Considérant que, par lettre recommandée du 22 février 2016, l'entreprise CITY PARKING SA a informé la Ville de Tournai qu'à partir du 1er avril 2016, après une analyse du marché, elle travaillerait avec l'entreprise SECURITAS NV, en lieu et place de l'entreprise G4S SECURE SOLUTIONS;

Considérant que, par une loi du 13 janvier 2014 publiée au Moniteur belge du 23 janvier 2014, le législateur a introduit un §3bis à l'article 2 de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière qui dispose :

"Les missions de gardiennage ne peuvent pas être sous-traitées à une autre entreprise ni acceptées ou exécutées en sous-traitance, sauf si :

1° tant l'entrepreneur principal que le sous-traitant sont autorisés pour l'exercice de ces activités

2° la convention écrite entre l'entrepreneur principal et le mandant détermine le nom du sous-traitant, ses coordonnées et la période, les moments et les lieux où il effectuera les activités.

L'entrepreneur principal prend, en tous les cas, toutes les mesures de précaution et effectue les contrôles nécessaires afin que le sous-traitant et les personnes, qui travaillent pour son compte, respectent les lois en général et la présente loi et ses arrêtés d'exécution en particulier et exécute correctement ce qui a été convenu avec le mandant.";

Considérant que l'entreprise SECURITAS NV, par arrêté ministériel du 7 mai 2007 modifié par l'arrêté du 22 février 2011, est, notamment, autorisée à exercer des activités "consistant en la réalisation de constatations se rapportant exclusivement à la situation immédiatement perceptible de biens se trouvant sur le domaine public, sur ordre de l'autorité compétente ou du titulaire d'une concession publique" (enregistrée auprès du service public fédéral Intérieur sous le n° d'autorisation 16.1055.04);
Considérant qu'en exécution de l'article 2, §3bis de la loi du 10 avril 1990, telle que modifiée par la loi du 13 janvier 2014, il convient de mentionner ce changement de sous-traitant pour le contrôle du stationnement dans un avenant à la convention de concession de gestion précitée;
Considérant le projet d'avenant n°1 à la convention de concession conclue le 30 octobre 2014;
Vu les articles L1222-1 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur le projet d'avenant n°1 à la convention de concession conclue le 30 octobre 2014 entre la Ville de Tournai et la SA CITY PARKING et dont les termes suivent :

"Entre :

La Ville de Tournai, représentée par, et Monsieur, en exécution d'une délibération du conseil communal du 25 avril 2016, approuvée par l'autorité de tutelle par courrier daté du, ci-après dénommée "La Ville"

et

la société CITY PARKING, représentée par M.

.....,
ci-après dénommée "La société" ou "Le concessionnaire"

Préambule

Par convention signée le 30 octobre 2014, la Ville a concédé à la société CITY PARKING SA la gestion du stationnement à durée limitée situé en parking(s) public(s) et en surface (zones horodateurs, zones bleues et à usage de riverains) sur le territoire de la Ville de Tournai.

L'article 13 de la convention précitée prévoit que, dans le cadre de sa mission portant sur le contrôle du stationnement, le concessionnaire travaille avec un sous-traitant agréé dans le cadre de la loi sur la sécurité privée. A la date d'entrée en vigueur du contrat, ce sous-traitant était l'entreprise G4S SECURE SOLUTIONS.

Par lettre du 22 février 2016, la société CITY PARKING SA a informé la Ville de Tournai qu'à partir du 1er avril 2016, après analyse du marché, elle travaillerait avec la société SECURITAS NV en lieu et place de la société G4S SECURE SOLUTIONS.

En application de l'article 2, §3bis de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : les parties conviennent de remplacer, par la phrase suivante, le second alinéa de l'article 13 du contrat de concession de gestion du stationnement identifié dans le préambule : "... *Dans le cadre de sa mission portant sur le contrôle du stationnement, le concessionnaire travaille avec un sous-traitant agréé dans le cadre de la loi sur la sécurité privée. Ce sous-traitant est l'entreprise SECURITAS NV (n° d'entreprise 0427.388.334 - enregistrée auprès du service public fédéral Intérieur sous le n° d'autorisation 16.1055.04) ...*".

Article 2 : le présent avenant sort ses effets à la date du 1er avril 2016.

Article 3 : sans préjudice des modifications apportées par le présent avenant, toutes les dispositions du contrat de gestion du stationnement identifié en préambule restent d'application.

Fait à Tournai, le, en trois exemplaires, dont un est destiné à l'enregistrement; chaque partie signataire reconnaissant avoir reçu le sien."

10. Règlement communal relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et le domaine public. Modifications. Approbation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient d'emblée comme suit :

"Nous partageons l'idée d'une extension du marché dans le centre-ville. Nous le demandons depuis très longtemps. Nous regrettons qu'on ne fasse qu'une partie du travail : faire revenir le marché de la place Crombez en ville a aussi tout son intérêt. Les gens me disent souvent qu'ils sont nostalgiques du temps où les petits animaux étaient sur les quais. Le marché aux légumes pourrait s'étirer jusqu'à la rue de l'Hôpital, bien triste depuis la rénovation. Ce qui importe est de faire revenir le chaland dans le centre-ville régulièrement, qu'il y reprenne ses habitudes."

Madame l'Echevine PS, **Ludivine DEDONDER**, lui répond comme suit :

"On en avait déjà parlé il y a quelques années. L'objectif est d'essayer de renforcer et d'élargir le marché du samedi matin, sans pour autant que d'autres quartiers soient lésés. C'est pour cela que je n'ai pas voulu toucher à celui de la place Crombez. Les commerçants de la rue Royale ont besoin du marché du samedi pour garantir leur chiffre d'affaires. C'est difficile pour tout le monde. J'ai voulu dans un premier temps élargir celui de la Grand Place pour permettre un flux de piétons. De la place Paul-Emile Janson, on peut poursuivre vers la rue de l'Hôpital puis vers la rue Royale, qui sera prochainement réaménagée. Ce sera agréable et ce n'est pas très loin. Il serait facile de mettre ce parcours en place.

Parallèlement à cela, nous allons poursuivre le démarchage auprès des commerçants ambulants. L'objectif est d'avoir beaucoup plus d'ambulants, ce qui nous permettra d'aller plus loin vers la rue de l'Hôpital. La place Saint-Pierre est aussi demandeuse. Pourquoi pas ? Si nous avons plus d'ambulants ! A l'occasion du lancement du nouveau marché le 30 avril, les nouveaux commerçants ambulants que l'on a démarchés, vont venir pour la première fois. S'ils se plaisent, ils auront envie de s'installer. D'autant plus qu'à Tournai, le prix des emplacements est un peu moins cher par rapport à d'autres villes."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'une demande de la part des commerçants de la zone piétonne a été introduite afin de faire évoluer le marché hebdomadaire du samedi matin et de dynamiser le centre piétonnier;

Considérant que, lors de ses séances des 18 mars et 8 avril 2016, le collège communal a marqué son accord sur :

- l'élargissement du marché hebdomadaire de la Grand Place au Vieux marché aux Poteries, à la portion de la rue des Chapeliers comprise entre le Vieux marché aux Poteries et la rue Soil de Moriamé, à la rue Soil de Moriamé et à la place Paul-Emile Janson

- le rétablissement de la zone de stationnement située Grand Place (côté Saint-Quentin), les ambulants situés sur la partie "parking" côté Saint-Quentin étant déplacés et répartis dans la nouvelle configuration du marché;

Considérant que, lors des réunions rassemblant les commerçants de la Grand Place, de la rue des Maux, de la rue de l'Yser, du centre piétonnier, du Vieux marché aux Poteries et de la rue des Chapeliers, la majorité d'entre eux a émis un avis favorable sur l'élargissement du marché du samedi matin rue des Chapeliers, place Paul-Emile Janson et Vieux marché aux Poteries, récupérant ainsi le stationnement du parking situé Grand Place;

Considérant que, lors de la réunion organisée le 30 mars 2016, des représentants des commerçants ambulants abonnés occupant le samedi matin un emplacement sur la zone de stationnement, ont souhaité, afin de pouvoir s'organiser, que l'élargissement du marché du samedi matin soit effectif non pas à partir du 16 avril 2016 (comme prévu initialement), mais à partir du 30 avril 2016;

Considérant que l'élargissement du marché implique que l'article 2 §1er A.1 – 2/ du règlement communal du 27 août 2007 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public soit complété (ajout des nouvelles rues et places où sera organisé le marché);

Considérant que cet article limite actuellement les types de produits pouvant être vendus sur la Grand Place en excluant ceux qui sont vendus sur la place Crombez dont, notamment, les denrées cuites sur place;

Considérant l'avis formulé par l'ASBL Tournai Centre-Ville aux termes duquel il y aurait lieu de permettre sur la Grand Place, sur le Vieux marché aux Poteries, à la rue des Chapeliers et sur la place Paul-Emile Janson, la vente de tout service et tout produit (alimentaire et non alimentaire) autorisés par la législation et la réglementation sur le commerce ambulant, y compris les denrées cuites sur place, mais à l'exception des oiseaux, volailles et animaux domestiques vivants;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- de marquer son accord, sur le remplacement de l'article 2 §1er A.1 – 2/ du règlement communal du 27 août 2007 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public par le texte suivant :

[§1er Les marchés publics suivants sont organisés sur le domaine public communal comme suit :

A. Des marchés hebdomadaires

A.1. Dans la partie intra-muros de Tournai

...]

2/ chaque samedi, de 6 heures à 13 heures 30, sur la Grand Place, sur le Vieux marché aux Poteries, à la rue des Chapeliers (portion de la rue comprise entre le Vieux marché aux Poteries et la rue Soil de Moriamé), à la rue Soil de Moriamé et sur la place Paul-Emile Janson, pour la vente de tout service et tout produit (alimentaire et non alimentaire) autorisés par la réglementation et la législation sur le commerce ambulant, y compris les denrées cuites sur place, mais à l'exception des oiseaux, volailles et animaux domestiques vivants;

- de fixer l'entrée en vigueur de cette modification du règlement à la date du 30 avril 2016.

11. Personnel communal. Emploi de travailleurs handicapés par les communes. Rapport 2015.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'arrêté du gouvernement wallon du 7 février 2013 relatif à l'emploi des travailleurs handicapés par les provinces, communes, centres publics d'action sociale (CPAS) et associations de service public;

Considérant l'obligation d'employer un nombre de travailleurs handicapés fixé à 2,5% de l'effectif au 31 décembre de l'année précédente, soit 21,33 équivalents temps plein (E.T.P.) pour la ville de Tournai;

Considérant que la ville de Tournai rencontre cette obligation, employant 24,90 équivalents temps plein (E.T.P.) travailleurs handicapés;

Considérant le courrier du 23 décembre 2015 de l'agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées (AWIPH) relatif à l'obligation d'employer des travailleurs handicapés au sein des communes et d'établir tous les deux ans, pour le 31 mars au plus tard, un rapport relatif à l'emploi des travailleurs handicapés au 31 décembre de l'année précédente;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

du rapport ci-annexé relatif à l'obligation d'employer des travailleurs handicapés à l'administration communale de Tournai, résumé comme suit :

- effectif déclaré à l'office des régimes particuliers de sécurité sociale (ORPSS) au 31 décembre 2015 : 884,52 équivalents temps plein
- personnel à ne pas prendre en considération : 31,25 équivalents temps plein - personnel de soin (crèches)
- solde de l'effectif à prendre en considération : 853,27 équivalents temps plein
- nombre de travailleurs handicapés à employer (2,5%) : 21,33 équivalents temps plein
- nombre de travailleurs handicapés employés : 24,90 équivalents temps plein (+3,57).

12. Convention entre la Ville et l'institut technique de la Communauté française Val-ITMA. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, formule trois remarques à propos de ce point. Elles portent sur la liste des engins mis à disposition, la durée de la convention et l'assurance des stagiaires.

Le **président** d'assemblée et le **directeur général adjoint** répondent tour à tour que l'assurance des stagiaires est du ressort de l'établissement d'enseignement et que la durée de la convention est d'un an, ce qui permet une mise à jour du matériel mis à disposition.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la convention de mise à disposition d'engins dans le cadre de la formation des élèves de l'institut technique de la Communauté française du Val-ITMA;

Considérant les remarques émises par le service juridique et la convention modifiée en conséquence;

Considérant que le coût de cette formation estimé à 50,00 € x 100 jours, soit 5.000,00€, sera imputé sur l'article 772/124-06 "Enseignement. Prestations techniques de tiers";

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver la convention à conclure entre l'institut technique de la Communauté française du Val-ITMA et la Ville, dont les termes suivent:

"CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'INSTITUT TECHNIQUE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE VAL-ITMA TOURNAI ET LA VILLE.

Entre les soussignés :

1. Ville de Tournai

sise rue Saint-Martin 52 à 7500 Tournai, représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, Ci-dessous dénommée "l'organisme d'accueil";

2. I.T.C.F VAL-ITMA TOURNAI - COMMUNAUTE FRANCAISE

sis chaussée de Lille, 2 à 7500 Tournai, représenté par Monsieur D. DEBEY, chef d'établissement d'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice ou son délégué (dénomination et adresse du siège administratif), Ci-dessous dénommé "l'établissement scolaire";

3. Le stagiaire mineur, représenté par (nom et adresse des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale), Ci-dessous dénommé "le stagiaire";

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1er

L'organisme d'accueil accepte d'accueillir le stagiaire inscrit dans l'établissement scolaire susmentionné.

Il s'engage à encadrer le stagiaire, à le traiter avec correction, à lui désigner un "tuteur" et à lui offrir des situations de travail réelles dans une véritable perspective de formation selon le planning fixé dans le document ci-annexé.

Des travaux étrangers à la formation du stagiaire ne peuvent lui être confiés.

L'organisme d'accueil s'engage à respecter :

- les projets éducatif et pédagogique en vigueur dans l'établissement scolaire;
- les choix pédagogiques définis par l'établissement scolaire en matière de formation professionnelle (objectifs, contenu, modalités de supervision, d'évaluation continue et formative);
- la planification des stages faite par l'établissement scolaire ainsi que le nombre d'heures à prester par jour et par stagiaire.

Article 2

Les objectifs de la formation sont définis dans un document ci-annexé reprenant les compétences à développer et à exercer en cours de stage ainsi que les modes et les critères d'évaluation continue et formative, selon les horaires de la Ville, à savoir de 7 heures 30 à 16 heures 30.

Ce document sera cosigné par le tuteur désigné par l'organisme d'accueil en application de l'article 1 et par l'enseignant(e) – maître de stage visé à l'article 5.

Toute modification dans la durée et des dates prévues pour l'exécution du contrat de stage n'est autorisée qu'avec accord du stagiaire de la présente convention et fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

En aucun cas, les prestations du stagiaire ne pourront excéder 40 heures/semaine et 8 heures par jour, en ce compris les périodes de formation scolaire et uniquement pendant les jours légaux de scolarité.

Le stagiaire ne peut fournir de prestations pendant plus de 4 heures et demie sans une interruption minimale d'une demi-heure. L'intervalle entre deux journées de stage doit être de 12 heures consécutives au moins.

Les prestations de nuit (c'est-à-dire entre 23 heures et 6 heures) sont interdites. Si des stages sont organisés le dimanche, ils ne pourront l'être qu'un dimanche sur deux.

Articles 3 et 4

Ceux-ci concernent des articles propres au Val-Itma – clauses élèves.

Article 5

L'établissement scolaire désigne M. COLART, membre de son personnel, en qualité "d'enseignant(e) – maître de stage", le soin d'encadrer la formation en entreprise, en concordance avec les objectifs poursuivis.

L'organisme d'accueil désigne Mme/M. qui occupe la fonction de RESPONSABLE DU SERVICE TECHNIQUE, en qualité de "tuteur", lequel partagera avec l'enseignant(e) – maître de stage, le soin d'encadrer la formation en entreprise, en concordance avec les objectifs poursuivis.

Article 6

§1. En cas de force majeure, le stagiaire, qui ne peut se présenter à son stage, avertit aussitôt l'établissement scolaire et l'organisme d'accueil.

§2. Le stagiaire informera l'enseignant(e) – maître de stage de tout problème de nature à influencer le bon déroulement du stage.

§3. Dans les plus brefs délais, le tuteur informera l'établissement scolaire de toute absence du stagiaire ou de tout autre problème pouvant apparaître au cours de la période de stage dans l'entreprise et de nature à influencer cette formation.

§4. L'organisme d'accueil sera à même, à tout moment, de renseigner l'établissement scolaire quant à la localisation du stagiaire.

§5. L'enseignant(e) – maître de stage informera l'organisme d'accueil de tout problème pouvant apparaître au cours de la période de stage et de nature à influencer la formation du stagiaire.

§6. Les informations dont objet aux paragraphes 2, 3 et 5 doivent revêtir un caractère de confidentialité.

Article 7

Le stagiaire continue de relever de la responsabilité de l'établissement scolaire où il est inscrit. Il n'existe entre lui et l'organisme d'accueil aucun engagement de louage de services.

Cette situation entraîne les conséquences suivantes :

- le stagiaire reste entièrement sous statut scolaire et, de ce fait, n'est ni rémunéré, ni assujéti à la législation sur la sécurité sociale;
- en matière d'assurance : le pouvoir organisateur et/ou le chef d'établissement scolaire veilleront à ce que leur contrat d'assurance couvre : la responsabilité civile du stagiaire et des enseignant(e)s – maîtres de stage au sein de l'entreprise, les accidents corporels pouvant survenir au stagiaire au sein de l'entreprise, ainsi que sur les trajets domicile-entreprise ou établissement scolaire-entreprise ainsi que les actes techniques que les enseignant(e)s – maître de stage seraient amenés à poser dans l'entreprise.

Dénomination de la compagnie d'assurance : BELFIUS INSURANCE – numéro de police C-11/1580156/00.

L'organisme d'accueil vérifiera que son contrat d'assurance couvre bien sa responsabilité civile vis-à-vis du stagiaire. A défaut, elle fera en sorte qu'il en soit ainsi.

Article 8

L'organisme d'accueil veillera à fournir au stagiaire les vêtements et équipements de sécurité spécifiques à des tâches particulières.

Sur demande expresse et spécifique de l'organisme d'accueil, l'établissement scolaire mettra à disposition du stagiaire les outils motorisés (véhicules spéciaux de terrassement, grue, Bobcat, pelleuse,...) nécessaires à l'exécution des travaux prévus dans le cadre de l'exécution du stage.

Liste des engins :

Samsung SE130W;

Tracteur international 746;

Bobcat E50;

Bobcat E337;

Bobcat E341;

Chargeur Terex 857;

Yan Mar B25V.

Article 9

L'organisme d'accueil est tenu d'avertir l'établissement scolaire et/ou l'organisme chargé de la tutelle sanitaire de tout problème de nature médicale constaté dans l'entreprise.

Article 10

Le stagiaire accepte de se conformer au règlement en vigueur au sein de l'organisme d'accueil et aux dispositions dictées par des impératifs de sécurité.

Il s'engage, en outre, à ne pas dévoiler les informations à caractère confidentiel dont il aurait eu connaissance lors de son stage et à remettre à l'organisme d'accueil, à la fin du stage, tout document, matériau ou équipement mis à sa disposition au cours du stage.

Le stagiaire demeure toujours sous la guidance du tuteur ou d'un membre du personnel qualifié.

Article 11

A n'importe quel moment, il pourra être mis fin à la convention de stage après concertation préalable entre toutes les parties si le stagiaire ne convient pas. Elle pourra être suspendue selon les mêmes modalités.

Article 12

Sans préjudice des articles de la présente convention, les dispositions convenues entre les établissements d'enseignement et le fonds sectoriel de la construction ou autres restent d'application.

Article 13

En cas de mise à disposition, en application de l'article 8 des présentes, d'engins de chantier nécessaires à l'accomplissement de travaux confiés au stagiaire, des frais à concurrence de 50,00 € par jour et par engin seront facturés par l'établissement scolaire à l'organisme d'accueil.

Le transport de l'engin ainsi que son approvisionnement en carburant seront à charge de l'organisme d'accueil.

Le paiement des frais s'effectuera sur base d'une déclaration de créance mensuelle appuyée d'une fiche de décompte journalier établie de commun accord avec le tuteur désigné par l'organisme.

Fait en 3 exemplaires à Tournai, le 2016.

Pour la Ville de Tournai,

Lu et approuvé,

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Monsieur le Directeur général,

Paul-Olivier DELANNOIS, Thierry LESPLINGART

Pour l'établissement scolaire,

Lu et approuvé,

Communauté française

Institut technique du Val-Itma, chaussée de Lille, 2 à 7500 Tournai;

Le stagiaire représenté par (nom et adresse des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale)

Lu et approuvé.

13. Plan de cohésion sociale. Rapports d'activités et financier 2015. Approbation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée comme suit :

"Il est noté que les logements de transit de la rue de la Madeleine, gérés conjointement par le CPAS et le SAIS, ont dû être évacués parce qu'ils avaient été fortement détériorés. Il est envisagé de les réhabiliter. Quel est le calendrier de cette réhabilitation et quels en seront les financements ?"

Monsieur l'Echevin **Vincent BRAECKELAERE** répond comme suit :

"En fait, il ne s'agit pas de logements de transit, mais de logements d'urgence. C'est donc une autre procédure. Ces locaux doivent être rénovés, car ils ont été saccagés. Pour ce qui concerne la rénovation, il a été demandé à nos services de faire une étude. Rien n'est défini à ce stade concernant la gestion future : Ville, CPAS ou Logis tournaïen. Le logis tournaïen est tout à fait à même de le faire en tant qu'opérateur du logement. Il dispose d'assistantes sociales pour assurer le suivi social, ce qui me paraît impératif. Ces logements étaient destinés à des personnes victimes d'un incident calamiteux. Nous avons eu affaire à de très mauvais locataires. Le suivi a été un peu aléatoire. Ce n'était pas à la Ville de s'en charger. Cette situation va évoluer. Des négociations sont en cours.

Nous terminons le plan d'ancrage 2014-2016. Nous allons devoir réintroduire des projets. Les moyens financiers nécessaires à la rénovation de ces logements seront prévus dans cet ancrage communal. Mais nous devons envisager une solution alternative si cela n'est pas retenu."

La conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient à nouveau :

"La rénovation sera à charge du Logis tournaisien ?"

Monsieur l'Echevin **Vincent BRAECKELAERE** précise qu'à ce stade, rien n'est défini. "Une chose est certaine, ces logements ne peuvent pas rester ainsi inoccupés. C'est clair !" conclut-il.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient ensuite :

"Les dégâts commis dans ces logements, c'est inacceptable. Je voulais connaître les mesures prises à l'égard de ceux qui ont dégradé ce logement, pour que cela ne se reproduise plus ultérieurement."

Monsieur l'Echevin **Vincent BRAECKELAERE** précise qu'une plainte a été déposée. L'instruction judiciaire est en cours.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, précise pour conclure qu'il souhaite qu'un rapport mensuel, voire semestriel, soit établi pour chaque logement géré par l'administration communale. "Les dégâts causés dans ce logement-là, c'est un scandale ! On parle souvent de prévention. Nous devons aider les personnes en difficulté, mais il faut serrer la vis quand c'est nécessaire, d'autant qu'il s'agit d'argent public. C'est l'objectif du collège communal !", ajoute-t-il.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 visant à remplacer les plans de prévention de proximité par les plans de cohésion sociale (P.C.S.);

Vu l'appel à adhésion lancé par le gouvernement wallon le 13 février 2013 à toute les communes wallonnes de langue française en vue de reconduire le plan de cohésion sociale (P.C.S.) pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2019, conformément à l'article 22 du décret du 6 novembre 2008;

Vu le plan de cohésion sociale 2014-2019 conclu entre la Région wallonne et la Ville de Tournai et approuvé par le conseil communal du 24 février 2014, qui prévoit, notamment, la mise en oeuvre de projets développés au sein de quatre axes, en plus de la coordination, les projets "personnel inter quartiers" et "Tremplin 2000" dans l'axe 1 consacré à l'insertion socioprofessionnelle, "logements de transit" et "travail social de rue" dans l'axe 2 relatif à l'accès au logement, "maisons de quartier", "médiation de proximité" et "accès à l'information sans condition" dans l'axe 4 dédié aux liens sociaux, intergénérationnels et interculturels, ainsi que les projets déposés dans le cadre de l'article 18 du décret;

Considérant que les dispositions du décret prévoient l'établissement d'un rapport annuel d'activités et d'un rapport financier qui doivent être transmis à la Région wallonne pour le 31 mars 2016 au plus tard;

Considérant que ces rapports doivent préalablement avoir reçu, d'une part, l'avis de la commission d'accompagnement et, d'autre part, l'approbation du conseil communal;

Considérant que la commission d'accompagnement a approuvé ces rapports d'activités et financier
Considérant que, la commission d'accompagnement n'ayant pu se réunir que le 22 mars 2016, une demande de report de l'envoi des documents précités a été adressée à la Région wallonne qui l'a acceptée;

Considérant que, dans le but d'éclairer au mieux les mandataires communaux, la commission d'accompagnement du 22 mars 2016 a souhaité qu'une note complémentaire au rapport d'activités soit réalisée, dont les termes suivent :

" Les rapports d'activités et financier portent sur toutes les actions mises en œuvre dans le cadre du plan de cohésion sociale (12) et de l'article 18 du décret (6) en 2015, à savoir :

Cellule de gestion :

- coordination de projets
- mise en oeuvre du réseau des chefs de projet de Wallonie picarde;

AXE I : insertion socioprofessionnelle

- projet personnel inter-quartier (PIQ)
- Tremplin 2000
- projet déposé par "la Ressourcerie le Carré", dans le cadre de l'article 18 du décret;

AXE II : logement

- projet "logement de transit"
- travail de rue : trois actions liées au logement, à savoir :
 - * rechercher un logement,
 - * accéder au logement et
 - * garder son logement;

AXE III : accès à la santé et traitement des assuétudes

- projet déposé par "la maison des familles" dans le cadre de l'article 18 du décret;

AXE IV : retissage des liens sociaux, intergénérationnels et interculturels

- travail social de rue
- maisons de quartier de Templeuve, de Gaurain et du Maroc et écoles de devoirs de Marvis, de Gaurain et du Maroc
- médiation de proximité
- accès à l'information sans condition (par Infor Jeunes)
- projet déposé par "ANAMA" dans le cadre de l'article 18 du décret
- projet déposé par "Port'ouverte" dans le cadre de l'article 18 du décret
- projet déposé par "Vie féminine" dans le cadre de l'article 18 du décret
- projet déposé par "Vit'ALE" dans le cadre de l'article 18 du décret.";

Considérant qu'une note complémentaire au rapport d'activités 2015 a été rédigée et présentée à la commission d'accompagnement comme suit:

"1. Coordination et mise en réseau, gestion du plan et missions du chef de projet

- Participation des deux coordinateurs à divers réseaux (relais social urbain de Tournai, réseau santé mentale du Hainaut occidental, réseau social urbain de Tournai (RSUT), relais santé, commission pauvreté du conseil d'arrondissement d'aide à la jeunesse, collectif acteurs jeunesse de Tournai, coordination assuétudes du Hainaut occidental, atelier de prévention de l'usage des drogues, atelier de prévention en milieu scolaire, comité d'accompagnement centre d'accueil des demandeurs d'asile, commission communale du logement)

- Création du réseau insertionS: mise en réseau des acteurs tournaisiens du lien social et de l'insertion socioprofessionnelle pour une meilleure insertion des publics éloignés de l'emploi
- Collaboration avec la chambre subrégionale de l'emploi et de la formation dans le cadre du Wapi café et dans le cadre de l'opération générations outils mise en place sur Tournai par la coordination du plan de cohésion sociale (PCS).
- Participation au comité de pilotage du projet MéliVélocation – Economie verte.

2. Mise en réseau des chefs de projet de Wallonie picarde

Participation des coordinateurs aux réunions du réseau et échange d'informations

3. Personnel inter quartier (PIQ)

Organise la mise à disposition de manœuvres article 60§7 par le centre public d'action sociale (C.P.A.S.) au bénéfice de la Ville.

Les stagiaires du PIQ sont affectés à des services en fonction de leurs compétences et en acquièrent d'autres sur place ainsi qu'une expérience valorisable.

Au 1er janvier 2015, l'équipe était composée de 7 manœuvres affectés au service travaux et d'une personne, chargée de tâches administratives, affectée au service d'aide à l'intégration sociale (S.A.I.S.). L'engagement de cette dernière a pris fin le 31 janvier 2015.

Par la suite, trois autres contrats ont pris fin à terme échu, tandis qu'un quatrième a pris fin de manière anticipée. Les manœuvres engagés pour les remplacer ont été affectés dans différents services : garage communal, bâtiment, propreté, voirie et espaces verts.

Pour l'année 2016, une amélioration du projet est prévue. Celle-ci consiste à faire évoluer le nombre de personnes mises à disposition à partir des crédits disponibles. Cette modification devrait permettre la mise à disposition d'un nombre plus élevé de bénéficiaires.

4. Tremplin 2000

33 personnes, soit 16.590 heures prestées en 2015. Public composé de demandeurs d'emploi et de bénéficiaires du R.I.S.(revenu d'intégration sociale)

Actions de préformation dans les principaux métiers du bâtiment pour un public éloigné de l'emploi via l'organisation d'ateliers didactiques et de stages en entreprise (830 heures).

Les objectifs poursuivis sont l'accès à la formation qualifiante, à un emploi à l'échéance du parcours de formation.

Les partenaires sont la Ville, le CPAS de Tournai, le Logis tournaisien, le FOREM, la MIREWAPI, les entreprises (petites et moyennes entreprises locales et de Wallonie picarde) et certaines communes de Wallonie picarde.

Public très éloigné de l'emploi – Accès difficile aux stages en entreprise – Marché de l'emploi très sélectif.

Perspectives pour 2016 : poursuivre les actions entreprises en 2015 soit 15.000 heures de prestations.

Introduire une nouvelle demande d'agrément centre d'insertion socioprofessionnelle (CISP).

Depuis octobre 2013, grâce au partenariat avec le Logis tournaisien, Tremplin 2000 a terminé la rénovation du cinquième logement et commencé le sixième logement à Gaurain-Ramecroix dans le cadre des chantiers didactiques (stages).

5. Logements de transit

Le projet logement de transit fonctionne en partenariat avec le CPAS dans la mesure où celui-ci effectue une enquête sociale préalable à l'attribution des logements.

Difficultés particulières rencontrées, inhérentes à ce projet, à savoir :

- des périodes d'occupation trop longues par rapport aux délais prévus dans le projet (deux fois trois mois au maximum) et ce, malgré l'aide et l'accompagnement assurés par le CPAS et les éducateurs du SAIS;
- des dégâts locatifs nombreux, fréquents, et importants;

- la présence d'animaux (non autorisée par le règlement);
- des retards dans les paiements, voire des loyers impayés;
- des troubles de voisinage.

Après chaque départ de locataires, il convient de renouveler certaines pièces du mobilier ayant pu être usées ou détériorées, mais aussi d'effectuer certaines réparations afin de rendre le logement apte à accueillir les futurs bénéficiaires.

En 2015, il a fallu procéder à l'expulsion de tous les occupants de ce logement suite à la survenance de tous les désagréments précités.

Perspectives 2016 : suite aux dégradations commises par les occupants précédents, il convient de remettre tout le bâtiment en état.

6. Travail social de rue (regroupe les actions 6. Aide à la recherche d'un logement, 7. Accéder au logement, 8. Garder son logement et 9. Créer et maintenir des liens grâce au travail de rue).

264 dossiers ont été ouverts pour 63% d'hommes et 37% de femmes en 2016 (206 dossiers en 2015). 12% d'âge inconnu. Représentation importante de la tranche 18-24 ans (18% au lieu de 12% en 2014). 78,5 % de nationalité belge

Pourcentage important des personnes sans ressource financière (24%) en hausse.

Près de la moitié sont des personnes isolées sans enfants (dont une majorité d'hommes). 31% des personnes sont ou des isolés avec enfants, couples avec enfants ou enfants placés.

17% des personnes étaient dans un squat ou en rue, 21% chez de la famille ou un tiers et 13% dans l'abri de nuit

43% du public consomme des psychotropes (alcool, cannabis, héroïne,...), 23% dans une situation indéterminée (vu l'aspect sensible de cette information)

Au total, 1.887 demandes traitées (en moyenne, 7,2 par jour).

Les demandes liées au logement n'ont pas diminué malgré les permanences de l'atelier logement (28%).

Deux tiers des demandes s'expriment durant les permanences, le travail de rue permettant le lien avec le public en décrochage et son maintien.

Poursuite de la collaboration avec le RSUT (maraudes conjointes avec l'infirmier social, collaboration dans le cadre du plan grands froids et dans le cadre de la Homeless Cup)

Poursuite de la collaboration avec le réseau dans le cadre du projet DAMSI (dispositif d'accès au matériel stérile d'injection), du projet PRISM (prévention, réduction des risques, information dans les lieux de sortie et milieux festifs), de l'atelier logement, du réseau InsertionS.

7. Maisons de quartier et écoles de devoirs (EDD)

7.1. Maisons de quartier

- Templeuve : maison de quartier ouverte 6 jours par semaine et pendant les congés scolaires

72 jeunes (64 en 2014) dont 23 filles et 49 garçons. Age moyen des jeunes plus élevé par rapport à 2014, pour diverses raisons. Plusieurs jeunes de 12 à 14 ans arrivés en 2014. Toutes les situations scolaires ou professionnelles sont représentées. En termes d'histoire scolaire, il est interpellant de constater que la moitié des jeunes ont doublé au moins deux fois. Moins de suivis individuels ont été effectués, car les plus réguliers sont tendanciellement plus jeunes et donc moins inscrits dans des parcours de décrochage et moins demandeurs d'aide. Les problématiques traitées se répartissent différemment vu le changement de public.

- Gaurain : maison de quartier ouverte deux jours par semaine et pendant une partie des congés scolaires

40 jeunes en 2015. Le public a diminué pour diverses raisons. 10 filles et 30 garçons. Les plus réguliers ayant entre 14 et 18 ans. Toutes les situations scolaires sont représentées. 24 jeunes ont bénéficié

d'un suivi individuel. On peut noter, entre autres, que la majorité des jeunes manifestent un besoin d'écoute, de conseils et d'attention.

- Maroc : maison de quartier ouverte au total 3 heures (2 le mercredi +1 le vendredi) par semaine pendant la période scolaire

39 jeunes (16 filles et 23 garçons). Les plus réguliers étant âgés entre 13 et 15 ans. Toutes les situations scolaires sont représentées. L'équipe note, entre autres, que beaucoup de jeunes ont une image négative de leurs capacités scolaires et du corps enseignant. 12 jeunes ont fait l'objet d'un suivi individuel.

Les 3 maisons de quartier ont développé divers projets collectifs éducatifs (ateliers d'information, de jeux de rôle, d'arts urbains, jeux de société coopératifs, multiculturels, sportifs, de théâtre/improvisation, médias, musique, ciné-débats, sorties culturelles, etc.) visant principalement le développement de l'esprit critique des jeunes, leur ouverture socioculturelle, la socialisation et la responsabilisation (dont prévention de la violence), la coopération, le développement de la confiance en soi ainsi que leur insertion scolaire et/ou professionnelle.

A Templeuve et au Maroc, l'opération «Eté solidaire, je suis partenaire» a été renouvelée. Au Maroc, la reproduction de l'action en 2016 sera conditionnée par la disponibilité du personnel l'été prochain, l'équipe étant appelée à évoluer au vu de l'arrivée en fin de contrat des actuelles conventions premier emploi.

L'action des maisons de quartier sera poursuivie en 2016, dans les trois quartiers à condition que les conventions premier emploi soient maintenues.

Le local de Gaurain est dans un état préoccupant.

A Templeuve, les locaux sont parfois justes pour accueillir tous les jeunes.

Poursuite des actions dans les 3 maisons de quartier moyennant le renouvellement de la mesure "convention premier emploi" finançant un poste d'éducateur.

7.2. Ecoles de devoirs (EDD)

A Marvis, Maroc et Gaurain

83 enfants âgés entre 6 et 15 ans et leurs familles

Suivi scolaire: aide aux devoirs, contacts avec les enseignants, collaboration avec les parents et tout service travaillant sur la scolarité de l'enfant (centres psycho-médicaux-sociaux, centre de réadaptation, service d'aide à la jeunesse (SAJ),...)

Suivi psychosocial : entretiens avec l'enfant, observation de son évolution, travail sur son intégration au sein du groupe, orientation vers des services spécialisés, entretien avec les familles, aide aux démarches concernant le suivi social de la famille,... (planning familial, services de l'aide à la jeunesse, CPAS...)

Organisation d'activités culturelles et de loisirs: participation aux manifestations culturelles et festives locales, atelier avec la bibliothèque de rue, organisation de stages sportifs, culturels (théâtre) pendant les vacances scolaires, organisation d'excursions (visite de musées, d'exposition, parc d'attractions...)

Nous suivons plusieurs familles (particulièrement pour l'EDD Marvis) où les parents ne maîtrisent pas la langue française. Ceci demande un travail particulier avec les enfants pour lesquels le français est une langue étrangère (nécessité d'un suivi presque individuel) et implique une communication différente avec les parents.

Pour Gaurain, un rang accompagné d'un éducateur est effectué à partir des 2 écoles du village afin d'amener les enfants à l'EDD. Ceci crée une proximité avec les équipes pédagogiques en place.

En cours d'année, il est difficile d'inscrire de nouveaux enfants en EDD, le nombre de place est limité afin de respecter les normes d'encadrement, d'effectuer un suivi de qualité et au vu de l'espace dont les EDD disposent.

Local de l'EDD Gaurain est vétuste et partagé avec la maison de quartier.

Local de l'EDD Maroc est petit (maison mitoyenne sur 2 étages).

Difficultés pour certaines familles ne bénéficiant pas de véhicule d'amener les enfants en EDD.

Poursuite des actions dans les 3 EDD moyennant le renouvellement de la mesure "convention premier emploi" finançant un poste d'éducatrice.

8. Médiation de proximité

3 personnes dont deux médiatrices formées et une personne en cours de formation

En 2014, 68 dossiers ouverts et 83 dossiers traités.

52 dossiers ont concerné des conflits dont les protagonistes vivaient à Tournai centre.

40 dossiers concernaient des conflits de voisinage (en diminution), 14 des conflits intrafamiliaux (en augmentation) et 8 entre propriétaires et locataires.

Divers partenaires ont orienté des situations vers le service, la police restant le partenaire le plus actif en la matière, suivi de près par le Logis tournaisien.

Une action de sensibilisation directe de la population dans les quartiers a été organisée en partenariat avec le Logis tournaisien, la police et la justice de paix du deuxième canton. Elle s'est déroulée au Beau Séjour et est programmée dans d'autres quartiers en 2016.

En 2016, une campagne de promotion de la médiation sera réorganisée auprès des divers partenaires et du grand public.

9. Accès à l'information, sans condition (Infor Jeunes)

Public atteint : les jeunes fréquentant les maisons de quartier de Tournai, en général; leur nombre varie. Au total, pour 2015, 52 participations aux animations et 13 rencontres avec les maisons de quartier.

Présence dans les maisons de quartier de Tournai afin de diffuser une information auprès de jeunes y ayant moins accès. Celle-ci est transmise de façon ludique et adaptée aux jeunes. Les animations sont prévues en début d'année, en accord avec les jeunes et les éducateurs. Supports d'information amenés aux éducateurs et aux jeunes.

Les maisons de quartier ont toutes des particularités, les jeunes en ont également. Infor Jeunes est donc présent dans chacune d'elles, mais de manière différente afin de répondre au mieux aux jeunes et à leur besoins en information.

Difficultés particulières rencontrées : le public n'est pas stable et très changeant, nous devons toujours nous adapter. Nous ne pouvons jamais prévoir le nombre de jeunes qui sera présent lors de notre venue.

Perspectives 2016 : recontacter toutes les maisons de quartier afin d'établir un planning d'animations durant l'année 2016 en accord avec les jeunes et leurs besoins. Via ce planning, mettre en place des moments de rencontre auprès des jeunes afin de leur donner une information soit via une animation, soit via une séance d'information sur une thématique.

10. Inter Actions (Port'Ouverte)

Autour de 200 personnes touchées directement (jeunes, personnes âgées et adultes comprises)

Potager collectif du Luchet d'Antoing : création et participation du potager collectif au Luchet d'Antoing

Trois bacs entretenus par les jeunes et échanges avec les participants au potager. Participation aux tâches collectives. Toute l'année depuis le mois de juin 2014. En partenariat avec le Logis tournaisien et un comité d'habitants

Potager collectif de la Culture : création et participation au potager collectif à la rue de la Culture.

Toute l'année depuis octobre 2015. En partenariat avec habitants et ASBL jeunes et nature

Atelier photos : mise en place d'un studio mobile de photographie

Séances de photos avec les personnes âgées du quartier qui acceptent dans les quartiers du Vert

Bocage et du Luchet d'Antoing. Première exposition réalisée sur le temps dans le cadre de la semaine

nationale des prisons. Préparation d'une deuxième exposition photo sur les personnes âgées (avant-après). Ce projet génère beaucoup d'échanges entre les jeunes et les plus âgés sur la vie des personnes âgées.

Tables d'hôtes et autres repas avec les aînés : les jeunes préparent des repas auquel sont conviés les adultes, les habitants du quartier, les personnes âgées avec, pour objectif, de favoriser la rencontre et de valoriser les actions des jeunes (1ère notamment sur le Congo : présentation d'un projet des jeunes de Port'Ouverte). 3 à 4 fois par an

Les papotes : espace de rencontres et d'échanges entre personnes âgées autour d'un repas au Luchet d'Antoing. Chaque semaine les jeudis, sauf pendant les vacances scolaires. Ensuite, les participants confectionnent un goûter ou une soupe à partager avec les enfants qui arrivent à l'école de devoirs. Création d'un calendrier intergénérationnel.

Le goûter/soupe intergénérationnel : les participants aux papotes confectionnent un goûter ou une soupe à partager avec les enfants qui arrivent à l'école de devoirs et échangent en partageant le goûter. Chaque semaine, tous les jeudis sauf les jours fériés, période de vacances scolaires

Atelier Vidéo : créations de vidéos dans un but de valorisation des jeunes. En partenariat avec Inforjeunes Tournai (consultant spécialiste) et le CJWAPI, collectif des centres de jeunes de Wallonie Picarde. Développement d'un groupe de "reporters". Depuis novembre 2015. Les mercredis hors période de vacances scolaires.

Rencontres intergénérationnelles avec un home de personnes âgées.

Rencontres organisées une fois tous les deux mois (7 rencontres actuellement). Partenariat avec la résidence Jeanne d'Arc et l'ASBL AG'y Sont

Art dans la ville : Création d'un banc public en matériel de récupération et autres aménagements publics. 1 fois par an

«Mon quartier, j'en prends soin» : opération de nettoyage du quartier avec les habitants. En partenariat avec le Logis tournaisien, l'intercommunale de propreté publique (Ipalle) et le comité de quartier Saint-Jean. 2 fois par an.

Perspectives 2016 : pérennisation des actions : concrétisation de la deuxième exposition de photos.

11. Journée «Le vieillissement actif» (ASBL Anama)

Public atteint (nombre) : +/- 120 personnes, des personnes pour la plupart précarisées

Actions menées : Anama initie différents ateliers de réflexion pour permettre à ces personnes fragilisées de retrouver leur rôle de citoyen, de rester acteur de leur vie, donner leur avis, être entendu et respecté.

Journée de réflexion sur le vieillissement actif: atelier yoga senior, atelier Fleur de Bach, atelier réflexion sur le bien vieillir, ateliers «retrouver l'estime de soi» public mixte (personnes précarisées /membres Anama)

Rencontre avec une troupe de théâtre seniors (+ 80 ans)

Difficultés à trouver des salles adaptées aux animations.

Perspectives 2016 : évènement «Le jeu comme vecteur de communication», pour apprendre à se connaître et aller vers les autres, sortir de son isolement grâce au jeu (atelier théâtre, atelier écriture, présentation de vieux jeux, atelier «5 sens»)

12. Projet «collectif jeunes femmes» (ASBL Vie Féminine)

Dans le cadre de la marche mondiale des femmes, une action a été menée le 24 avril (date de commémoration de l'effondrement d'une usine n'employant que des femmes au Bangladesh) devant les locaux du Forem, pour sensibiliser à l'impact des mesures d'austérité sur la vie des femmes. Nous avons pu toucher un public plus jeune, directement concerné par les mesures d'exclusion.

Le mardi 16 juin en fin d'après-midi, le collectif jeunes femmes «les cocottes minutes», groupe noyau de 4 jeunes femmes, a mené une action de sensibilisation sur le sexisme et l'insécurité en ville. Elle s'est déroulée dans le parc communal de Tournai en y accrochant des origamis en forme de poissons sur lesquels était inscrit «aussi à l'aise en rue qu'un poisson dans l'eau». Cette action a permis d'aller à la rencontre d'une dizaine de passantes, qui se sont aussi exprimées par rapport à ces thématiques. Suite à la sensibilisation au parc de l'Hôtel de Ville, le samedi 27 juin entre 11 heures 30 et 14 heures, le collectif a organisé un pique-nique dans le parc Crombez. Ce lieu avait été pointé précédemment comme un endroit «insécurisant». Les jeunes femmes se sont réapproprié le parc en menant une action avec les mêmes poissons et en invitant d'autres jeunes femmes, passantes, à compléter le leur avant de l'accrocher.

Afin de continuer la sensibilisation sur le sexisme, le dimanche 29 novembre, le collectif a participé pour la deuxième fois à la journée «Jeu t'Aime» en proposant une animation sur l'éducation non sexiste.

Difficulté de mobiliser et de toucher les jeunes femmes. Elles sont moins présentes dans l'espace public et quand elles le sont, c'est avec un timing précis et un temps limité à accorder du fait qu'elles assument, entre autres, les tâches du quotidien. Exemple avec le pique-nique du samedi 27 juin, en plein jour de marché.

Travailler avec les publics implique pour nous de rester réactifs, c'est-à-dire pouvoir revoir le projet ou remettre en place rapidement des activités qui répondent aux besoins de ce public. Parfois, on se retrouve dans des difficultés liées à l'administration, comme par exemple devoir anticiper très à l'avance l'investissement de l'espace public, avec une tonnelle par exemple, pour que cela soit décidé au collège communal.

Perspectives 2016 : continuer de sensibiliser et d'agir sur le sexisme dans les différents domaines de la vie (emploi, rue, médias et pubs, culture,...) en diversifiant les portes d'entrées pour toucher les jeunes femmes, mais aussi continuer d'informer les jeunes femmes par rapport à leurs droits liés à toutes les sphères de leurs vies. Pour ce faire, continuer à développer des partenariats en termes de mobilisation.

13. Lutte contre la pauvreté par le biais de la vente de biens de seconde main (ASBL La Ressourcerie le Carré)

- Mise à l'emploi de 3 personnes
- Public atteint : au niveau de la fréquentation, plusieurs centaines
- Actions menées : collecte et vente de biens de seconde main. Réparation, entretien et vente de vélos de seconde main.
- Perspectives 2016 : ouverture d'une nouvelle antenne à Tournai : Boulevard Eisenhower 61 : bâtiment plus facile d'accès pour les personnes n'ayant pas de moyen de transport, situé juste derrière la gare; mise à l'emploi d'un grand groupe de personnes dans le cadre du nouveau magasin, location de vélos sur fonds propres.

14. Gestion de l'entrepôt de la Maison des Familles

- Public atteint: 318 familles (437 adultes et 266 enfants) sur l'antenne de Tournai
- Actions menées : Il s'agira, en amont de l'aide alimentaire fournie par la Maison des Familles à des personnes et familles en difficultés économiques et sociales, d'assurer la réception des marchandises fournies par la banque alimentaire ainsi que d'entreprises du secteur de l'agro-alimentaire, leur traçabilité, le tri, le stockage, le traitement éventuel des déchets ainsi que la redistribution de celles-ci auprès des lieux de permanences (distribution directe aux personnes précarisées).

Objectif 1 : avec une gestion des produits reçus, permettre une distribution auprès des familles bénéficiaires de la Maison des Familles de produits diversifiés et de qualité.

Apporter une garantie quant à la traçabilité des produits reçus et redistribués [→ agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA)]

Objectif 2 : avec une gestion rigoureuse de l'entrepôt, il s'agira de lutter contre le gaspillage (éventuellement en reconditionnant des produits frais par exemple)

Objectif 3 : au travers de la gestion de l'entrepôt, il s'agira de permettre à des personnes en difficultés, au départ bénéficiaires de nos services de se réinsérer socioprofessionnellement au travers de mesures à l'emploi comme les articles 60 ou les PTP (programme de transition professionnelle).

Difficultés particulières rencontrées : difficultés de trouver des sources d'approvisionnement récurrentes et correctes pour nos épiceries sociales

Perspectives 2016 : pérenniser l'action menée et étoffer l'offre en matière d'aide alimentaire au sein de nos épiceries sociales.

15. Taxi soci'ALE

500 utilisateurs inscrits au service «mobilité +» (Taxi soci'ALE et ALE Mobile), avec une moyenne de 25 trajets par jour sur le véhicule subsidié par le PCS.

Pour tous rendez-vous médicaux et administratifs, visites familiales, courses, loisirs. Du lundi au vendredi de 7 heures à 19 heures, le samedi de 9 heures à 23 heures et le dimanche de 11 heures à 19 heures (pas de transport les jours fériés).

Pour les personnes âgées de 65 ans et plus, les personnes ayant un handicap reconnu, les personnes seules ou en couple avec des ressources mensuelles nettes ne dépassant pas 1394,64€, les mamans seules avec un enfant de moins de 12 ans à charge et les jeunes âgés de 12 à 18 ans devant suivre des soins médicaux ou paramédicaux.

En partenariat avec le CPAS et la Ville de Tournai.

Difficultés particulières rencontrées : parmi nos utilisateurs, un certain nombre d'entre eux sont fragilisés physiquement et/ou mentalement (personnes âgées, à mobilité réduite, handicapées, précarisées,...). Notre service fait le maximum pour répondre à leurs demandes de transport en collaboration avec les différents services sociaux (CPAS, hôpitaux, aide à domicile, etc.), maisons de repos, institutions pour personnes handicapées, etc.

Avec le développement constant du service, l'augmentation des inscriptions et des demandes de trajet pour personnes à mobilité réduite (en chaise roulante), notre service rencontre de plus en plus de difficultés à assurer tous les déplacements demandés.

Perspectives 2016 : notre service est désormais au maximum de ses capacités. Un taxi équipé pour les personnes à mobilité réduite supplémentaire nous permettrait de répondre à plus de demandes."

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE:

1°) **le rapport d'activités 2015**, annexé et résumé comme suit :

" Partie 1 : les données relatives au chef de projet, à l'équipe permanente du plan de cohésion sociale et à la commission d'accompagnement, qui précisent :

- le régime de travail du chef de projet (temps plein), le temps hebdomadaire qu'il consacre au plan (38 heures), le type de contrat sous lequel il a été engagé (C.D.I.), le type de tâches qui occupe le plus son temps de travail (tâches administratives), la date de son entrée en fonction (1er janvier 2014), les

profils des personnes engagées dans le cadre du plan (1,5 équivalent temps plein coordinatrice et/ou responsable de projets, 4,5 ETP éducateurs, 6 ETP ouvriers, 8 ETP manoeuvres ouvriers article 60 § 7),

- que 34 personnes ont été présentes lors des commissions d'accompagnement sur les 51 qui y ont été conviées,
- qu'une sous-commission a réuni 32 partenaires autour de "l'insertion socioprofessionnelle des publics éloignés de l'emploi", que les citoyens/usagers sont impliqués dans 6 des 18 actions du plan,
- que les canaux internes et externes de communication utilisés sont constitués des outils offerts par internet et intranet ainsi que les courriers, les affichages et la presse."

Partie 2 : les données générales qui précisent:

- que le taux de réalisation des actions est de 12/12 pour celles qui relèvent du plan et de 6/6 pour celles qui relèvent de l'article 18;
- que les partenaires les plus impliqués dans le plan sont le Centre public d'action sociale, le Logis tournaisien, le relais social urbain de Tournai, les partenaires du groupe de travail ayant collaboré à la mise en place du "Réseau InsertionS" (Mission régionale MIREWAPI, plateforme des centres d'insertion socioprofessionnelle -CISP- de Wallonie picarde, le FOREM, le réseau santé mentale en Hainaut occidental, l'agence locale pour l'emploi), la bibliothèque de rue de la Ville, la police et les associations dont certaines actions constituent le PCS (Tremplin 2000, Infor Jeunes, Port'Ouverte, Vie féminine, Anama, la Maison des familles, La Ressourcerie le Carré, l'agence locale pour l'emploi)
- que les acteurs de la mobilité, de la santé, du logement et de l'insertion socioprofessionnelle sont très impliqués dans les actions mises en oeuvre au sein du plan;

Partie 3 : où il est souligné que l'accompagnement actuel de la direction interdépartementale de la cohésion sociale convient au plan.

Partie 4 : focus contre la pauvreté qui relève que 15 actions du plan luttent directement contre la pauvreté, que tous les droits fondamentaux - et plus particulièrement le droit à l'aide sociale ainsi que celui à un logement décent - et les différents publics cités sont visés;

2°) le rapport financier en annexe et résumé comme suit :

Rapport financier 2015

Comme chaque année, 2 rapports sont à soumettre à l'approbation du conseil communal. Le premier établi sur base de la fonction 84010 de la comptabilité communale est relatif au plan proprement dit, tandis que le second se rapporte à l'article 18 du décret (fonction 84011).

Depuis le 1er janvier 2014, une nouvelle procédure est entrée en vigueur. Tous les documents utiles sont produits automatiquement via le module eComptes.

La comptabilité publique des pouvoirs locaux tenue par le directeur financier ayant valeur probante, toute dépense imputée sous un autre article budgétaire d'une autre fonction et ayant servi à l'accomplissement du plan ne peut être prise en considération que moyennant une facturation interne.

Dès lors, pour que la Ville puisse percevoir les subsides promis, la Région wallonne demande l'établissement par le directeur financier de :

- la balance budgétaire récapitulative par article budgétaire et groupes économiques des fonctions 84010 pour le plan de cohésion sociale et 84011 pour l'article 18
- le grand livre budgétaire des recettes et des dépenses afférentes aux mêmes fonctions
- le rapport financier simplifié.

En cas d'investissement(s), les pouvoirs locaux produiront également la ou les fiche(s) des projets extraordinaires afférents à ces fonctions ainsi que le tableau de l'amortissement des biens concernés. Il est certain que l'intégralité des subsides, tant pour le plan de cohésion sociale proprement dit que pour l'article 18, a été perçue.

En résumé, la Ville a justifié en dépenses la somme de 806.089,10€. Pour percevoir l'intégralité du subside de 501.433,44€, elle est tenue d'y ajouter une participation minimale de 25% et donc de justifier des dépenses pour un montant de 626.791,80€.

Pour ce qui concerne l'article 18, les comptes sont parfaitement en équilibre : 41.300,00€ en recettes, 41.300,00€ en dépenses ".

14. Service d'aide à l'intégration sociale. Projet "plan global". Convention 2015 entre la Ville et le service public fédéral justice. Ratification.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le projet «plan global» - Circulaire du 12 septembre 1996 relative au recrutement par les communes de personnel supplémentaire pour l'encadrement des mesures judiciaires alternatives;

Vu le courrier adressé le 7 mars 2016 par la Fédération Wallonie - Bruxelles qui transmet la convention 2015 relative au subventionnement du projet d'encadrement des mesures judiciaires alternatives;

Considérant que ce type de sanctions consiste en un ensemble de tâches au profit de la communauté et que certains délinquants peuvent être astreints à effectuer gratuitement un nombre déterminé d'heures pendant leur temps de loisirs au sein des services publics, d'associations sans but lucratif ou de fondations;

Considérant que le courrier précité a pour objet le renvoi d'un exemplaire signé par la Ville, de la convention 2015 relative à l'encadrement des mesures judiciaires alternatives;

Considérant que cette convention est conclue pour une durée d'un an, qu'elle est identique à celle en vigueur les années précédentes, excepté quelques précisions concernant les bases légales;

Considérant qu'elle prévoit la rémunération d'un assistant social (niveau 2+) à temps plein et celle d'un assistant social (niveau 2+) à mi-temps pour un montant total de 48.339,24€;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

d'approuver la convention 2015 conclue entre le service public fédéral justice et la Ville de Tournai, dont les termes suivent :

Entre :

d'une part, l'Etat, représenté par le ministre de la justice, établi boulevard de Waterloo, 115 à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé "l'Etat",

et,

d'autre part, la Ville de Tournai, représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, et Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint, ci-après dénommée "la Ville",

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT:

I. Objet

La présente convention est prise en exécution de l'article 69, 3°, premier tiret, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales et l'arrêté royal du 12 août 1994, déterminant les conditions auxquelles les communes/villes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives. Cette convention a pour objet la mise au travail de personnel recruté en vue de promouvoir l'application des peines et mesures alternatives suivantes :

- a) la peine de travail
- b) la médiation pénale
- c) la probation
- d) les mesures alternatives à la détention préventive
- e) les mesures de grâce.

II. Obligations de la ville

La ville s'engage à recruter du personnel civil supplémentaire chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires.

Le projet développé par la ville encadre des peines de travail, des travaux d'intérêt général et/ou assure de la formation. Sur base de l'arrêté royal du 7 décembre 2015 accordant une aide financière aux communes et aux villes pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'encadrement des peines et des mesures judiciaires alternatives pour l'année 2015, il est pourvu à l'engagement **d'une personne niveau B à temps plein et d'une personne de niveau B à mi-temps.**

Le personnel recruté par la Ville peut être mis à disposition d'une ASBL. Les conditions de cette mise à disposition font l'objet d'un accord écrit liant la ville à l'association. Dans ce cas d'espèce, seule l'association sera responsable de l'encadrement proprement dit des mesures judiciaires alternatives à l'égard des autorités judiciaires compétentes.

Pour un projet de travaux d'intérêt général, la ville s'engage à prendre en charge de façon permanente 7 prestataires minimum et 12 maximum pendant une durée minimum de 800 heures par an pour pouvoir recruter un travailleur à temps plein.

Pour un projet de formation individuelle, la ville s'engage à prendre en charge de façon permanente 7 prestataires minimum et 12 maximum pendant une durée de 550 heures minimum par an pour pouvoir recruter un travailleur à temps plein.

Les projets de plus de deux années d'existence doivent atteindre annuellement 90% des objectifs.

La ville bénéficiaire doit prendre en charge les frais de fonctionnement et d'investissement liés à ces recrutements.

Dans le cadre de ces activités et en fonction des différents types de mesures et de peines, la ville s'engage à respecter les obligations suivantes :

A. Mesures de formation au sens de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation modifiée par la loi du 10 février 1994 :

1. Collaborer avec l'assistant de justice en vue de la mise en place et de l'exécution de la mesure
2. Désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de la mesure
3. En cas d'irrégularités, l'assistant de justice doit en être informé sans délai.

B. Peines de travail (loi du 17 avril 2002 instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police) :

1. Collaborer avec l'assistant de justice en vue de la mise en place et de l'exécution de la peine

2. Désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution de la peine de travail

3. En cas d'irrégularités, l'assistant de justice doit en être informé sans délai.

C. Modalités de la médiation pénale (loi du 10 février 1994) :

1. Collaborer avec l'assistant de justice en vue de l'organisation d'un plan d'accompagnement de l'exécution des travaux d'intérêt général, de la formation ou du traitement

2. Désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des travaux d'intérêt général, de la formation ou du traitement

3. en cas d'irrégularités, l'assistant de justice doit en être informé sans délai.

D. Mesures alternatives à la détention préventive (articles 35 et suivants de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive) :

1. Collaborer avec l'assistant de justice en vue de l'organisation d'un plan d'accompagnement de l'exécution des conditions

2. Désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des conditions

3. En cas d'irrégularités, l'assistant de justice doit en être informé sans délai.

E. Mesures alternatives dans le cadre de la grâce (article 110 de la Constitution) :

1. Collaborer avec l'assistant de justice en vue de la mise en place et de l'exécution de la mesure

2. Désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des travaux d'intérêt général ou de la formation

3. En cas d'irrégularités, l'assistant de justice doit en être informé sans délai.

III. Durée

La convention est conclue pour une durée déterminée. Elle entre en vigueur le **1er janvier 2015 et prend fin le 31 décembre 2015**. Elle est révisée en accord avec les parties.

IV. Rapport d'activités

La ville (ou l'association désignée par la ville) est tenue de rendre un rapport trimestriel. Ce dernier doit être transmis pour le 15ème jour du mois suivant le trimestre écoulé. Le rapport annuel, composé d'un volet qualitatif et d'un volet quantitatif, est transmis pour le 15 janvier. Le volet qualitatif porte sur les objectifs du projet, le programme d'activités, l'analyse critique des développements observés au cours de l'année écoulée.

Ces documents sont adressés au coordinateur des mesures judiciaires alternatives de la maison de justice concernée. En l'absence de coordinateur, ces documents doivent être envoyés à l'administration générale maisons de justice - direction partenariats - (rue de Louvain, 38 à 1000 Bruxelles), à l'exception du rapport annuel qui devra, quant à lui, être adressé à la maison de justice concernée.

V. Intervention financière de l'Etat

Après signature de cette convention et eu égard à l'article 5 de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les villes/communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire, les crédits correspondant à l'intervention forfaitaire prévue par la convention sont, à la requête du ministre de la justice, mis à la disposition de la ville par le ministre de l'Intérieur, à l'intervention de l'office des régimes particuliers de sécurité sociale (ORPSS).

Dans la limite des crédits disponibles, qui sont annuellement soumis à l'approbation du conseil des ministres, un montant total annuel de **48.339,24€** est, dans le cadre de cette convention, alloué à la ville de Tournai. Cette allocation se détaille comme suit :

Frais de personnel :

1 niveau B à temps plein : 32.226,16€

1 niveau B à mi-temps : 16.113,08€

TOTAL 48.339,24€.

Le paiement de l'intervention financière s'effectue par le paiement d'une première tranche de 70% à partir du moment où les engagements sont effectifs. Le solde sera versé après contrôle des pièces justificatives.

Au cas où les personnes sont recrutées pour une partie de l'année budgétaire de référence, l'intervention forfaitaire est réduite **au prorata de la période effectivement prestée.**

Pour que le paiement des frais de personnel convenu soit effectué, la ville doit remplir le formulaire "Modification de personnel" à chaque engagement. Tout départ, modification de contrat et/ou au remplacement d'un membre du personnel doit également être directement communiqué à l'aide dudit formulaire. Ce formulaire doit clairement mentionner la date à partir de laquelle le personnel intéressé est entré en service. Ce formulaire doit être transmis à l'administration générale maisons de justice - direction partenariats (rue de Louvain, 38 à 1000 Bruxelles). Tout le personnel ne doit pas être recruté à la même date.

Avant le 31 mars de l'exercice budgétaire suivant celui au cours duquel les crédits ont été octroyés, la ville transmettra également une copie des documents justificatifs prouvant la nature et le montant des dépenses effectuées (notamment le formulaire "Relevé du personnel", reprenant une liste du personnel engagé dans le cadre de la présente convention ainsi que, pour chaque membre du personnel, le formulaire "Frais de personnel", détaillant les frais de personnel ainsi que les annexes demandées dans lesdits formulaires).

Le non-respect des conditions mises dans la convention liant la ville et le ministre de la justice peut entraîner la suppression du paiement de l'intervention forfaitaire et la récupération partielle voire entière de l'intervention.

Toute décision du service public fédéral justice de procéder à la suppression voire à la récupération de l'intervention est notifiée au ministre de l'intérieur avec requête de charger l'office précité de prendre les mesures nécessaires à cet effet.

Outre les contrôles prévus par l'arrêté royal du 26 avril 1968, la Cour des comptes peut effectuer des contrôles sur place.

Compte tenu de la date de mise en vigueur de la convention et du temps utile au traitement du dossier financier qui doit permettre de verser les fonds à la ville, celle-ci doit prévoir, pour cette période, les fonds nécessaires pour commencer l'application des mesures figurant dans la convention et ce dès sa signature.

La présente convention a été signée en deux exemplaires.

Chaque partie déclare en avoir reçu un exemplaire.

**Pour l'Etat,
Le Ministre de la justice
Koen GEENS**

Pour la Ville de Tournai

Le Directeur général adjoint L'Echevin délégué à la fonction maïorale

Bruxelles, le".

15. Service d'aide à l'intégration sociale. Convention de partenariat entre la Ville et le Relais social urbain. Ratification.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la Région wallonne a donné l'autorisation de lancer un appel à projet d'un montant maximum de 5.000,00€, aux relais sociaux en vue de réaffecter les soldes des crédits non consommés;

Considérant que, par sa décision du 25 septembre 2015, le collège a répondu favorablement à cet appel en marquant son accord sur un projet mené en partenariat par la Ville et le relais santé de Tournai (branche du Relais social urbain), qui visait à subventionner l'achat, avant le 31 décembre 2015, de kits d'hygiène contenant le matériel nécessaire à une hygiène corporelle minimale et destinés à être distribués gratuitement à un public précarisé;

Considérant, par ailleurs, que cet outil constitue, pour le travailleur de rue, un moyen supplémentaire permettant de faciliter la prise de contact avec le public cible;

Vu la décision du collège communal prise en séance du 4 décembre 2015 :

- d'autoriser l'achat de 600 kits d'hygiène avec communication du nombre au Relais social urbain de Tournai;
- d'autoriser l'envoi de la déclaration de créance, d'un montant de 5.000,00€, accompagnée de tous les justificatifs, au Relais social urbain de Tournai;

Considérant que parmi les justificatifs à produire, figurait une convention de partenariat entre la Ville et le Relais social urbain de Tournai;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de ratifier la convention de partenariat entre le Relais social urbain et la Ville, dont les termes suivent :

"Entre

L'association chapitre XII du Relais social urbain de Tournai, rue des Sœurs de Charité 11 à 7500 Tournai, valablement représentée par Madame Marie-Line COLIN, Présidente de l'association, et Madame Corinne VILLEE, Coordinatrice générale.

Et

La Ville de Tournai, valablement représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint.

En vue d'accorder une subvention d'un montant de 5.000,00€ (cinq mille euros) pour couvrir les frais de fonctionnement comprenant les frais de la mission décrite dans le cahier des charges annexé à la présente: financement du microprojet "Kits d'hygiène" pour une période s'étendant du 1er août 2015 au 31 décembre 2015.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Vu l'approbation du projet précité par le conseil d'administration sur proposition du comité de pilotage du relais social urbain de Tournai;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 22 mai 2013 allouant une subvention à l'association chapitre XII du relais social urbain de Tournai en vue d'assurer le financement de projets dans le cadre de l'association chapitre XII du relais social urbain de Tournai;

Une subvention de 5.000,00 € est accordée à titre d'intervention du projet précité. La période couverte par la subvention s'étalera du 1er août 2015 au 31 décembre 2015. Les frais visés au point 2 de la présente convention pourront être valorisés s'ils sont afférents à cette période et la subvention sera liquidée sur le compte suivant : BE41 0910 0040 5510.

L'institution est tenue de justifier la subvention, en communiquant à l'association chapitre XII du Relais social urbain de Tournai, les documents nécessaires pour le lundi 16 février 2016 au plus tard.

Les documents à communiquer sont les suivants :

- a. un rapport final d'activités et d'évaluation à soumettre au comité de pilotage;
- b. la déclaration de créance attestant les frais réellement engagés dans le cadre du projet;
- c. la déclaration sur l'honneur attestant que le projet ne fait pas l'objet d'un double subventionnement;
- d. pour les dépenses en fonctionnement : les copies de factures acquittées avec preuve de paiement (extrait de compte ou extrait du livre de caisse), les notes complétées avec les déplacements effectués + la copie d'extrait de compte justifiant le paiement au travailleur.

Les factures (tickets de caisse, fiches de traitement...) devront être regroupées par rubriques et accompagnées d'un relevé récapitulatif reprenant le numéro de chaque pièce, son montant ainsi que les totaux des différentes rubriques.

L'ensemble de ces documents sera établi et envoyé à l'association en deux exemplaires. Le tableau excel reprenant les dépenses de fonctionnement et le rapport d'activités seront également transmis par e-mail aux deux adresses suivantes : relais.social.tournai@gmail.com et info.rsut@gmail.com

Ces documents répondent aux conditions énoncées aux points 2 à 5 suivants :

2. Si la mission n'a pas été partiellement ou complètement remplie, si la subvention n'est pas utilisée aux fins pour lesquelles elle a été allouée ou si les pièces justificatives des frais couverts par la subvention se révèlent insuffisantes, non probantes ou portent sur des dépenses non éligibles, l'institution bénéficiaire s'engage à rembourser sans délai la partie de la subvention qui n'aura pas été justifiée.

3. Le bénéficiaire est tenu de respecter la législation en matière de marchés publics lors de travaux, achats de fournitures ou prestations de services subventionnés (et notamment la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services).

4. Une déclaration de créance correspondant à l'ensemble des frais afférents aux frais exposés dans le cadre du projet susmentionné sera adressée en deux exemplaires originaux.

5. Sur tout courrier, dépliant, affiche ou publication émis dans le cadre de la présente subvention, le bénéficiaire veillera à faire apparaître la mention : «Avec le soutien financier de la Région wallonne, actions menées dans le cadre du Relais social urbain de Tournai.»

Fait en double exemplaire,
Tournai, le

Pour le Relais social urbain de Tournai, Pour la Ville de Tournai,
la Présidente générale, l'Echevin délégué à la fonction maïorale,
Marie-Line COLIN Paul-Olivier DELANNOIS

la Coordinatrice générale, le Directeur général,
Corinne VILLEE Thierry LESPLINGART.

**16. Tournai en fête 2016. Envol des Cités. Convention entre la Ville et la province de Hainaut.
Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale approuvé par le conseil communal du 18 décembre 2012 par lequel la majorité a décidé de structurer la politique événementielle, en fédérant, notamment, certains événements afin de renforcer leur visibilité et d'élargir le rayonnement de Tournai;

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que l'Envol des Cités, événement soutenu par la Ville depuis son origine, consiste en une opération artistique et interculturelle, dont le but est de promouvoir la créativité et la diversité musicale sous la forme d'une tournée sillonnant certaines villes dans toute la province de Hainaut et acceptant divers styles de musique (pop, rock, R'nB, ethnique, variétés, etc.);

Considérant que le budget prévisionnel de l'événement à charge de la Ville est établi comme suit:

	montant	Article budgétaire
AIB VINCOTTE SA - Contrôle des installations électriques	200,00 €	763/124-06
SCRL SABAM - droits d'auteur	2.000,00 €	763/122-04
Poste de secours	500,00 €	763/124-06
Quote-part Hainaut Culture (selon convention)	6.000,00 €	763/124-06
TOTAL	8.700,00 €	

Considérant que la somme de 6.000,00€ TVA comprise sera facturée par l'ASBL HAINAUT CULTURE et correspond à la quote-part du coût du personnel et du surplus de matériel pour la technique son et lumière, ainsi qu'à la coproduction du groupe ou artiste professionnel;

Considérant que l'événement aura lieu sur la Grand Place de Tournai le vendredi 13 mai 2016;

Considérant qu'une convention entre la province de Hainaut et la Ville de Tournai définit les obligations de chacune des parties;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur les termes de la convention entre la direction générale des affaires culturelles de la province de Hainaut (secteur audiovisuel) et la Ville de Tournai :

"CONVENTION ENVOL DES CITES 2016"

Entre :

La province de Hainaut - HCT (Hainaut culture tourisme-secteur audiovisuel) portant le projet l'Envol des Cités (siège administratif : place de Hestre, 19 à 7170 La Hestre) et l'ASBL Hainaut.Culture (siège social : rue Arthur Warocqué, 83 à 7100 La Louvière) représentée par Madame Fabienne CAPOT, députée provinciale et présidente de l'ASBL et Madame Nathalie BRASSART, inspectrice générale et administratrice déléguée de l'ASBL,

Ci-après dénommées : l'Envol des Cités/province de Hainaut

Et la Ville de Tournai, représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, et Monsieur le Directeur général adjoint, Thierry LESPLINGART, dont le siège social est établi à la rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : dans le cadre du projet musical l'Envol des Cités, il est prévu que la Ville accueille ledit spectacle l'Envol des Cités le 13 mai 2016.

Lieu : Grand Place

Article 2 : le spectacle sera composé d'une série de groupes et chanteurs de styles différents (rock, pop, hip hop, chanson française...) émanant des quatre coins du Hainaut, sélectionnés lors des journées éliminatoires qui ont eu lieu les 25 et 26 février 2016 à l'Auditorium Abel DUBOIS (RTBF) à Mons, ainsi que des concerts de Mustii et Kid Noize.

Article 3 : la Ville s'engage à organiser l'accueil dudit spectacle dans les meilleurs conditions techniques possibles en collaboration avec le responsable technique de l'Envol des Cités chargé d'assurer la régie son et lumière.

L'organisation de l'accueil comprend :

- la sécurité (police) ainsi que le matériel y afférent (barrières Nadar, signalisation,...)
- la prise en charge d'un service de secours (Croix Rouge, Géosecours,...)
- la fourniture de la puissance électrique pour la technique son et lumière (soit triphasé 400 V 2 X 63A ou au moins 120 kva via un point d'accès direct, un comptoir forain, un groupe électrogène...)
- la prise en charge du contrôle électrique par une société agréée (VINCOTTE, BTV,...)
- la promotion de la soirée sur le territoire de la ville
- la prise en charge du catering et de l'accueil loge des artistes têtes d'affiche
- la Sabam.

Article 4 : la Ville de Tournai s'engage à verser la somme de 6.000,00€ TVA comprise représentant la quote-part du coût du personnel et du surplus de matériel technique son et lumière ainsi que la coproduction du groupe ou artiste professionnel, somme qui sera facturée par l'ASBL Hainaut Culture.

Article 5 : la Ville prendra toutes les assurances nécessaires pour l'organisation du spectacle, en ce compris les assurances liées à l'accueil du groupe ou artiste professionnel. L'Envol des Cités/province de Hainaut décline toute responsabilité en cas d'accident, sauf dans l'hypothèse où cet accident trouverait son origine dans un manquement à ses obligations telles que stipulées à l'article 7 des présentes.

Article 6 : l'entrée au spectacle sera gratuite, mais la Ville pourra récupérer les bénéfices liés à la vente des boissons et autres dérivés.

Article 7 : en contrepartie, l'Envol des Cités/province de Hainaut s'engage à prendre en charge les aspects suivants :

- la livraison du spectacle complet à la date convenue, spectacle qui représente une valeur de minimum 25.000,00€ par date
- le cachet complet du groupe ou artiste professionnel
- la réalisation d'une promotion générale de l'événement dans toute la province de Hainaut
- la mise à disposition des affiches, flyers, produits dérivés de la manifestation
- la mise à disposition d'un complément en matériel, régisseurs son et lumière (minimum trois)
- la sécurisation par une entreprise privée de tout l'arrière-scène (backstage), en ce compris la sécurité des artistes et de leur matériel
- la prise en charge d'une assurance "Responsabilité civile" exploitation.

Article 8 : le présent contrat ne peut être résilié par les deux parties par lettre recommandée qu'en cas de retard dans le planning ou de dysfonctionnement grave. La résiliation produira ses effets à la date du courrier recommandé.

Article 9 : en cas de litige concernant la présente convention, seuls les tribunaux de Mons sont compétents.

Article 10 : la province de Hainaut et l'ASBL Hainaut Culture s'engagent de manière solidaire et indivisible quant à l'exécution des obligations qui leur incombent aux termes des présentes.

Fait à La Louvière en 3 exemplaires, le 1er mars 2016

Pour la Ville de Tournai,
Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale,
Paul-Olivier DELANNOIS
Monsieur le Directeur général adjoint,
Thierry LESPLINGART

Pour Hainaut-Culture Tourisme et l'ASBL Hainaut-Culture,
Madame Fabienne CAPOT,
députée provinciale
Madame Nathalie BRASSART,
inspectrice générale."

17. Plan d'alignement du quai Saint-Brice, du quai Vifquin et du quai Taille-Pierres, dans le cadre de la mise à gabarit de l'Escaut aux bateaux de classe Va. Approbation.

D'emblée, le **président** d'assemblée suggère de grouper les interventions pour les points 17 et 18. Il invite ensuite chaque famille politique à désigner un intervenant unique pour ces points.

Il cède ensuite la parole à Monsieur le Conseiller communal **Geoffroy HUEZ** qui s'exprime pour le parti socialiste :

"Je voudrais tout d'abord faire une mise au point, au risque de me répéter. Le parti socialiste n'est pas attaché spécialement à 27m. Il est clair que pour nous, moins on doit concéder de patrimoine tournaisien, mieux c'est. Mais il faut aussi souligner que c'est ce qui doit être nécessaire qui doit être attribué pour l'élargissement de l'Escaut.

Il ne faut pas pour autant croire que le parti socialiste tournaisien est un bureau entérinant l'avis d'experts. Nous avons une autre lecture des différentes expertises qui ont été déposées. Il faut rappeler qu'un travail sérieux a été fait par l'administration wallonne. C'est une étude de navigabilité de 800 pages. Ce travail a commencé en 2010. Des architectes nous disent que l'élargissement à 27m est une contrainte. Nous n'en sommes pas très heureux. Le service public de Wallonie a tenté de minimiser au mieux cet élargissement. Ses experts sont partis de normes internationales qui nous auraient obligés à exproprier des habitations. Une autre solution a été trouvée. Il reste maintenant une contrainte qui a été expliquée par le SPW. Mais il y a une courbe qui a été aussi envisagée pour sauver la pile en rive droite, cette courbe à 23m qui, aujourd'hui, suscite beaucoup de discussions. Depuis mai 2013, donc depuis 3 ans, les experts du SPW n'ont pas changé d'avis; le ministre non plus. Ils nous confirment bien qu'à un endroit, l'Escaut doit être élargi à plus de 27m. Le parti socialiste, par ma voix, veut s'exprimer de manière très claire par rapport à cela : il y a une nécessité d'élargir l'Escaut et nous devons aller au bout du raisonnement. Je ne peux donc pas rejoindre la position développée par les réclamants. Nous avons écouté et examiné avec sérieux; nous avons envoyé nos émissaires, nous avons posé plusieurs fois la question au ministre.

La nécessité de sécurité a un impact plus important sur une distance réduite. Cette nécessité se décline en 4 points :

- d'abord la sécurité : le trafic fluvial peut entraîner des risques importants. Il y aura certainement des matériaux lourds, mais aussi l'industrie chimique qui fera passer sur cette voie navigable des produits qui pourraient être dangereux. Nous devons prévenir tout risque d'accident. Cette sécurité fluviale doit être prioritaire parce qu'elle a un impact sur la santé, le développement économique et la fluidité de la voie navigable. L'avis donné par les experts, par le ministre, est clair à ce sujet. Je ne crois pas qu'on puisse parler d'un travail qui n'a pas été sérieux.

- le développement économique : les patrons carriers se sont exprimés, mais ils ne sont pas les seuls concernés. Je ne peux pas entendre que Tournai passerait à côté du développement fluvial, alors que Courtrai y aurait droit et qu'on laisserait tout passer par la Lys. Il faut avoir de l'ambition pour Tournai, se tourner vers le futur. Aujourd'hui, on nous demande de faire deux modifications pour passer à la classe Va. Il est clair, dans la tête de tous les représentants politiques, qu'il n'est pas question ici de la classe Vb. Cela a été infirmé par le ministre et nous en serons les garants. Je ne pense pas qu'on puisse toujours avoir une position de méfiance par rapport à ce qui nous est dit en termes de responsabilité politique.

- le développement durable : il est clair que pour nous, la voie fluviale est la voie de l'avenir. Elle nous permettra d'éviter d'avoir des camions sur nos routes. Cette voie n'est pas en contradiction avec le développement de circuits courts comme j'ai pu l'entendre. Elle est complémentaire.

- la diminution des nuisances : les bateaux devront faire moins de manoeuvres. Ils seront plus récents et, donc, entraîneront moins de nuisances pour les riverains.

C'est une chose qu'il faut accepter. Nous devons nous orienter résolument vers le futur à ce niveau-là aussi. On nous dit qu'une zone accidentogène sera créée sur le quai. On veut sans doute insinuer que la sécurité serait mise en danger à hauteur du rétrécissement et de la bande de circulation, les véhicules étant confrontés à une zone de rencontre. On connaît ce type d'aménagements ailleurs en ville. Les études nous montrent que ces zones ne sont pas accidentogènes, bien au contraire. Elles entraînent une diminution de la vitesse des véhicules. Nous nous orientons vers une mobilité moderne qui ne voit plus la ville comme une voie de passage de transit entre deux points extérieurs. Voilà pourquoi le parti socialiste s'oriente, après examen, après avoir écouté tous les arguments qui ont été développés, mais sans en rejeter d'autres a priori, en ce compris l'administration qui peut parler et développer ses arguments et qui a été claire à ce sujet-là, vers l'approbation de l'élargissement."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient ensuite :

"Le titre de mon intervention est le suivant : Elargissement de l'Escaut, que de questions !

Depuis de nombreuses semaines, nous avons questionné, écouté, rencontré, essayé de comprendre au mieux ce dossier aux facettes multiples, aux retombées certaines, qu'il est bien difficile d'apprécier.

Le vote, qui nous est demandé ce soir, implique donc de prendre en compte certains enjeux économiques, mais aussi, et c'est important, le bien-être de nos concitoyens.

Est-il concevable que l'Escaut devienne, à court terme, une voie navigable de plus grande importance dans la traversée de notre ville ?

La réponse du cdH est sans équivoque :

Oui à l'élargissement de l'Escaut !

Oui à plus de transport par voies navigables !

Oui au développement économique !

Oui au nécessaire avis des techniciens !

Mais !

Oui à l'écoute des inquiétudes légitimes de la population !

Oui aux travaux justes et indispensables !

Des travaux justes et indispensables !

Une remarque d'ordre général, tout d'abord : le conseil communal n'étant que depuis peu associé à la démarche, ce n'est que récemment, comme bon nombre de nos concitoyens, que le cdH a pris connaissance de l'option dite des 27m20.

Cette demande, que dis-je, cette exigence du SPW, a pour conséquence la réduction du quai Saint-Brice pour partie à une largeur de 5m85.

Un conseil communal spécial a été consacré au dossier. Le cdH a posé de nombreuses questions dont la plupart sont restées sans réponse satisfaisante.

Quid des normes allemandes et hollandaises ? Elles sont une référence, mais dans ces pays, des dérogations sont prévues. De plus, elles ne sont pas transposables à Tournai.

Quid de l'emploi ? 5.000 emplois seraient concernés ! Mais l'étude socio-économique ne prouve, en rien, un effet développeur d'emploi. Au contraire, un transport plus aisé peut faire craindre une certaine délocalisation d'activités.

Quid de l'option des 24m apparue à un moment dans les études ? Le flou reste entier. Elle a existé, n'a pas existé ?

Quid de la stabilité des bâtiments au droit du quai le plus étroit ? Pas de réponse rassurante.

L'expérience vécue à Courtrai devrait pourtant nous inquiéter.

Quid d'une largeur inférieure à 27m20 ? Ici, au moins, la réponse du SPW est radicale : c'est non ! Non pour la sécurité, puis pour la fluidité parce qu'elle garantit la sécurité. Bon, on ne discute pas puisque, sinon, il y a danger !!

Mais quels sont donc ces dangers attendus sur le fleuve en cas de largeur moindre ? Bien difficile de s'en faire une idée. En tous cas, le passage très difficile du pont des Trous dans son état actuel n'a pas donné lieu à de nombreux accidents très dommageables.

Sans refaire le débat dans son ensemble, nous sommes donc dans le dossier présenté par le collège face à deux situations : l'Escaut à 27m20 et le quai à 5m85.

Et là, soudainement, les mêmes arguments sont avancés de manière contradictoire pour défendre l'option retenue.

Le quai est plus étroit, bien sûr, mais cela va amener de la sécurité ! Et pourtant, le plan présenté prévoit sur 5m85 de large, deux vélos (un dans chaque sens), une voiture et des piétons.

Conséquence : une diminution de la fluidité qui augmentera donc la sécurité !

L'Escaut est bien plus large et cela va amener plus de sécurité ! Conséquence : une augmentation de la fluidité qui augmentera la sécurité ! Hé oui, les bateaux devraient naviguer plus vite et cela devrait rassurer tout le monde.

Et pourtant, l'objectif ne devrait-il pas être de préserver les deux ? Des quais assez larges pour assurer sécurité et convivialité.

L'Escaut assez large pour assurer un confort de navigation, certes un peu limité, mais acceptable dans une traversée qui, de toute façon, restera difficile dans Tournai.

Car traverser Tournai se fera toujours au ralenti pour les bateaux, que ce soit avec une largeur navigable de 24m ou de 27m (ralentissement pour aborder le pont des Troues, accélération après le passage de celui-ci, passage des écluses, respect de l'alternat inévitable).

L'Escaut à Tournai ne sera jamais une autoroute fluviale !"

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, intervient ensuite :

"On a beaucoup lu à propos de l'Escaut et des voies navigables. J'ai découvert beaucoup de choses. Une réflexion m'interpelle au niveau du réseau global. D'accord, on va faire beaucoup de travaux à Tournai. Nous sommes convaincus qu'il faut élargir l'Escaut, mais de manière raisonnable. J'ai réfléchi à certaines choses justement pour garder cette vision globale, cette vision d'un Escaut dans la Wallonie.

Lors des récents débats, nous avons souvent entendu parler du point de vue économique et du développement de la Wallonie. Après la lecture de tous les documents, nous regrettons d'avoir peu développé les arguments de la dorsale wallonne. Et ce, dans l'optique du plan global tel qu'il est présenté sur internet, le plan global Seine Escaut en Région wallonne.

L'élargissement de l'Escaut devrait permettre un délestage du trafic routier entre Anvers et Paris. C'est une chose. Mais l'élargissement de l'Escaut doit aussi avoir des retombées régionales. La Région wallonne, rappelons-le, finance en partie ces travaux.

Il faut que les voies navigables traversant la Wallonie trouvent leur intérêt. Cet intérêt passe par le canal Péronnes-Blaton qui, via le canal du Centre, donne un accès par voie d'eau vers Liège, Bruges et Bruxelles. Force est de constater que les écluses de Péronnes ont une longueur de seulement 85m, correspondant seulement à la classe IV. Le plan incliné de Ronquières peut accueillir des bateaux de 91m correspondant tout juste à la classe Va. Le tout nouvel ascenseur de bateaux de Strépy-Bracquegnies, le plus grand du monde, a une longueur de 112m, limitant aussi la dimension des péniches.

Il faut un élargissement raisonnable de l'Escaut permettant la navigation de péniches de classe Va, nous en sommes convaincus. Néanmoins, qu'en est-il du goulot d'étranglement qui se situe à Péronnes ? D'accord, nous allons élargir l'Escaut à Tournai, mais cet élargissement permettra-t-il le développement de toutes les voies d'eau wallonnes ? Ou bien devons-nous encore attendre un peu, plusieurs décennies peut-être ?"

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, reprend alors la parole pour conclure son intervention :

"Quelle solution ? Nous l'avons déjà suggérée à plusieurs reprises : que le conseil décide de ne transférer au SPW que l'emprise nécessaire à un élargissement à 24m. Cela obligerait l'administration à revoir sa copie.

C'était et cela reste notre proposition, mais elle ne semble pas entendue. Pourtant, l'obstination de certains risque de plonger le dossier dans bien des difficultés !

Pour le cdH, le dossier tel que présenté par le collège est inacceptable. Trop de questions restent sans réponse ! Trop d'affirmations semblent aléatoires !

C'est pourquoi nous voterons contre le projet de délibération proposé ce soir."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, prend ensuite la parole :

"J'ai intitulé mon exposé "Au tour du quai".

Lors du conseil communal du 7 mars dernier, j'ai insisté sur l'importance du choix posé ce soir pour les Tournaisiens, car l'élargissement de l'Escaut va transformer notre ville et s'inscrit dans un projet plus large d'amélioration du visage du fleuve en ville.

Aujourd'hui, ce dossier a pris une tournure trop politique que nous déplorons. Nous nous trouvons tous sur un échiquier où il faut conserver sa reine ou faire échec au roi. Les écologistes ne sont pas des pions qu'on balade sur cet échiquier.

Lorsque nous avons proposé une consultation populaire, il y a tout juste un an, nous avons privilégié le débat ouvert en conseil et n'avions pris aucun contact avec d'autres partis avant le vote, ni appelé la presse avant le conseil. Il en est de même aujourd'hui : nous voulons redonner des couleurs au débat en conseil communal.

Il y a un an, l'essentiel pour nous était d'ouvrir une brèche dans la politique «politicienne» à la tournaïenne, sclérosée depuis trop longtemps en excluant les citoyen(ne)s de toute prise de décision. C'est par l'ouverture de cette brèche que les citoyens ont pu s'emparer du dossier. Ils nous ont confirmé à plusieurs reprises qu'ils n'avaient pas pris conscience de l'enjeu de l'élargissement de l'Escaut, avant cette consultation.

Cette brèche nous a permis d'essayer différentes formes de politique participative. En ce sens, le dossier de l'Escaut marquera l'histoire politique de notre ville.

Deux exemples de cette rupture avec l'ancienne culture :

1) en mars dernier, un conseil communal unique en son genre a eu lieu : les citoyens ont pu en direct dans cette salle, ou calmement devant leur TV, assister à un vrai débat argumenté entre des partisans et des opposants du projet d'élargissement au quai Saint-Brice. Pourquoi ne pas s'en inspirer dans des dossiers futurs ?

2) le nouveau processus participatif mis en place par la ville pour définir l'avenir du pont des Trouis et de ses abords a trouvé sa vitesse de croisière. Citoyen(ne)s, associations, politiques, fonctionnaires, nous relevons ensemble le défi un peu fou de déposer sur le bureau du Ministre PREVOT le projet des Tournaisiens le 30 juin prochain.

ECOLO exprime un tout grand merci à ceux et celles qui travaillent sans relâche à la réussite de cette aventure.

Les écologistes sont convaincus qu'une nouvelle ère politique s'ouvre à Tournai : nous ne devons faire aucune concession qui amènerait un retour vers d'anciennes pratiques. Les dossiers du plateau de la gare et de la rue Royale, de la ZACC Morel, mais aussi les aménagements dans les villages et les quartiers devront s'inspirer de cette nouvelle manière de gouverner.

Mais nous dénonçons à nouveau la manière dont la majorité a géré le dossier de l'Escaut dans le passé. Comme le rappelle très bien l'émission communautaire, ce projet aurait dû être pris à bras-le-corps par la ville depuis 40 ans ! Mais les autorités communales ont préféré jouer sur l'émotion et fermer les yeux sur les enjeux pour l'avenir.

En 2007, le conseil communal décide, à l'unanimité, de soutenir la mise à gabarit Va de l'Escaut par la Région wallonne.

Depuis lors, les seuls moments de débat public ont eu lieu dans le cadre de l'étude d'incidence et de l'enquête publique. On se rend compte aujourd'hui que l'enquête publique, considérée par certains politiques comme la forme ultime de participation citoyenne, est plutôt «un ersatz de démocratie» parce qu'elle arrive bien trop tard dans le parcours du dossier et ne mobilise que quelques personnes. Vous faites certainement ce constat comme nous, mais nous vous avons prévenu à plusieurs reprises. Ce dossier devait se construire avec les Tournaisiens, en mettant en avant l'intelligence collective... La ville aurait pu développer un processus participatif depuis près de 10 ans «autour du fleuve».

Quel est le rôle économique du fleuve ? Quel rôle jouent les quais dans la ville ?

Quel plan de mobilité autour du fleuve ? Comment relier le fleuve à la ceinture verte de la ville ?

Toutes ces questions sont aujourd'hui reprises en raccourci dans le processus participatif « au tour du pont» parce que répondre à ces questions est indispensable pour que le projet soit cohérent.

Mais vous ne l'avez pas fait pour le projet global d'aménagement du fleuve et nous nous trouvons dans une situation quasi inextricable: une cristallisation à outrance des positions, plus de possibilité d'écoute attentive des points de vue des uns et des autres, qu'ils soient techniciens, citoyens, politiques, riverains. Les gens un peu extérieurs au dossier n'y comprennent rien et ont une image encore plus négative des jeux politiques qui se trameraient, d'après eux, en coulisse.

Quelle que soit la position défendue, quels que soient les éléments nouveaux qu'on peut apporter dans le débat, tout est interprété, tout est prétexte à manipulation, à un lobbying effréné des uns et des autres. Nous ne pouvons absolument plus décider dans une ambiance sereine.

Le conseil communal a toute compétence pour prendre la décision dans le dossier d'alignement des quais.

Nous voulons éviter de tomber dans le piège d'un jeu politique stérile et rester fidèles à nos principes : la démocratie représentative a tout son sens et doit poursuivre son chemin aux côtés d'autres formes de démocratie participative.

C'est pourquoi, avant de voter aujourd'hui, nous avons voulu comprendre tous les enjeux de ce dossier et analyser les arguments développés par les uns et les autres.

Nous avons échangé avec les ingénieurs du SPW. Nous avons échangé avec des membres du cabinet du Ministre HENRY en charge du dossier du transport fluvial.

Nous avons échangé avec des membres de la majorité communale, avec des membres du collectif «l'Escaut c'est vous», avec des riverains,...

Nous nous sommes ensuite repliés sous notre tente, entre militants tournaisiens et picards, pour nous rappeler ensemble les principes forts que nous voulons défendre et avoir ce soir une position en cohérence avec ceux-ci.

Nous l'avons redit avec force : le développement durable exige un soutien au développement du transport fluvial pour diminuer le transport routier.

Les questions précises de ce dossier ont été abordées sans tabou :

- un quai rétréci à 5,80m, est-ce compatible avec une mobilité correcte et apaisée en ville ?
- un quai rétréci, est-ce compatible dans le contexte urbanistique de notre ville ?
- un fleuve élargi à moins de 27m, est-ce un problème de sécurité important pour la navigation en ville ?
- un fleuve élargi à moins de 27m, est-ce compatible avec la sécurité des riverains et des usagers des quais ?
- un fleuve élargi à moins de 27m, est-ce compatible avec la tranquillité des riverains ?
- un fleuve élargi à moins de 27m met-il en péril le projet wallon de mise à gabarit Va sur toutes les voies navigables et la relance du transport fluvial en Wallonie ?

Nous avons constaté que des questions cruciales restaient sans réponse. La majorité communale ne s'est pas emparée du dossier et n'a pas posé les bonnes questions à l'administration.

Nous sommes très sensibles à l'argument de sécurité avancé par les ingénieurs de l'administration wallonne : des bateaux chargés de produits dangereux traversent déjà notre ville et il y en aura certainement plus à l'avenir. Mais nous déplorons que la ville n'ait pas demandé des simulations plus précises : à 23, 24 ou 25m. Nous aurions pu faire un choix éclairé ce soir : à telle largeur, c'est possible, à telle autre c'est limite et à telle autre cela devient très dangereux.

Mais ces simulations n'ont pas été demandées à l'administration. Le gouvernement wallon décidera donc, pour les Tournaisiens, la largeur optimale du fleuve dans la ville. Le Ministre PREVOT l'a rappelé : ce sont les ingénieurs du SPW qui signeront les plans et leur position est sans appel : le fleuve doit être élargi à 27m pour des raisons de sécurité et de fluidité.

De même, une analyse plus approfondie du bruit occasionné par la navigation n'a pas été réalisée : la ville devait le demander pour le confort sonore des riverains.

Quant au quai Taille-Pierres, vous avez affirmé qu'on pouvait revoir le projet de halte nautique, mais, aujourd'hui, on nous demande de voter l'alignement du quai Tailles-Pierres dans une totale incertitude quant à ce qui y sera réalisé. Nous demandons que ce projet soit revu et qu'on injecte les fonds économisés dans la construction d'une passerelle cyclo-piétonne entre les quartiers Saint-Jean et Saint-Piat.

D'autres points nous préoccupent dans le dossier d'élargissement comme l'avenir des petits bateliers dans ce futur voué aux grands bateaux. Plus précisément à Tournai, la situation du commerce pendant les travaux : il est urgent de mettre sur pied un comité d'accompagnement permanent regroupant riverains, commerçants, politiques, fonctionnaires, qui suivra le dossier durant toute la durée des travaux.

Pour toutes ces raisons, nous voudrions dire «OUI à l'élargissement de l'Escaut», mais nous regrettons très fort de devoir dire NON aujourd'hui au plan d'alignement. Vous avez créé cette situation impossible dans laquelle se trouvent tous les conseillers qui doivent décider aujourd'hui. C'est à la majorité, qui a géré seule ce dossier depuis le début, en tenant soigneusement l'opposition comme les citoyens à l'écart, d'assumer pleinement les conséquences des choix, des options qu'elle a prises et qu'elle prendra encore aujourd'hui."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient à son tour :

"Ce dossier est un exemple à ne pas reproduire dans l'organisation de la gestion politique de notre cité. La saga épique, qui entoure la mise à gabarit de l'Escaut, aurait certainement été évitée si la majorité avait associé la minorité, l'opposition, dans les préparations et réflexions entourant cette importante transformation urbaine.

Nous espérons qu'à l'avenir, cette écrasante majorité donnera un peu plus de place à la minorité qui n'est pas là uniquement pour jouer son rôle de contre-pouvoir démocratique, mais qui, avant tout, se veut constructive et positive pour Tournai, ses villages et les Tournaisiens.

"Choisir, c'est renoncer" (ce n'est pas de moi, mais d'André GIDE). Croire qu'on peut tout avoir est une lourde erreur. Le choix est salutaire. Le savoir, c'est déjà moins se tromper. Le choix est bon, même quand on pense s'être trompé, rien que par le fait qu'on ait dû faire un choix. Et nous l'assumerons. Nous avons décidé de nous inscrire dans la démarche économique, écologique, durable soutenant l'emploi local.

Certains auront relevé de nombreuses incertitudes, d'incohérences dans le dossier de demande de permis. Tous les travaux en amont, en aval de Tournai, sur les ponts, les écluses, sur la profondeur de certains tronçons seront-ils réalisés en temps et en heure ? Nous faisons le pari que oui; que la volonté politique et l'intérêt public qui ont amené à opérer la mise à gabarit de l'Escaut dans sa

traversée tournaisienne, seront encore bien présents jusqu'à la mise en place d'un réseau fluvial cohérent et performant.

En soutenant ces deux points de l'ordre du jour de ce conseil communal, nous avons choisi de montrer l'exemple aux concitoyens flamands, aux autres communes wallonnes et françaises qui auront aussi à supporter des travaux importants pour le développement de la voie d'eau.

Nous ne sommes pas ingénieurs en hydraulique, ni même ingénieurs tout court. Nous ne sommes pas à même de remettre en question les calculs et affirmations du SPW et de son ministre.

Par ailleurs nous insistons sur quatre points :

- 1) Que les travaux et leur gestion, que la communication avec les riverains, avec les commerçants et acteurs de l'horeca, que la concertation avec tous les gestionnaires d'impétrants soient menés de manière transparente, optimale et pas de la façon dont cela a été fait à de nombreuses reprises, lors de chantiers récents en ville.
- 2) Que tous les aménagements connexes à l'élargissement de l'Escaut et aux transformations du pont des Troues soient mûrement réfléchis et concertés avec les forces vives de notre cité.
- 3) Que la réalisation de l'ensemble de ces travaux soit garantie sans intervention financière de la ville, même si on se rend compte un jour que l'enveloppe budgétaire actuelle est trop courte. Il incombera au SPW d'aller chercher les compléments de financement
- 4) Que le cahier des charges des différents appels d'offre intègre le bilan carbone et d'autres paramètres spécifiques de telle sorte que soient privilégiées les entreprises locales ou wallonnes. Notre choix correspond aux valeurs que nous défendons dans notre mouvement. Il est à l'opposé d'un opportunisme politicien de contre-pied en vogue de nos jours."

Madame la Conseillère communale MR, **Marie Christine MARGHEM**, intervient ensuite :

"Le dossier, que nous devons traiter aujourd'hui, est extraordinairement délicat puisque le problème politique qu'il pose est tout autant technique, économique, urbanistique qu'affectif.

La déclaration de politique communale adoptée le 18 décembre 2012, ainsi qu'elle est rappelée dans le dossier qui nous est soumis, a notamment pour objectif «d'agir pour créer de l'activité économique et de l'emploi» avec l'une des priorités en cette matière, la mise à gabarit à 2.000T de l'Escaut (DPC pages 7-8.).

Par ailleurs, cette même DPC prévoit en page 41, la poursuite de la requalification des quais, notamment sur la rive droite, des aménagements connectant le fleuve avec des pôles d'attraction et des itinéraires de randonnées et de promenades.

Le SPW (DG02) a introduit, par un courrier du 17 septembre 2015, une demande de permis d'urbanisme relative à la modernisation de la traversée de Tournai à la classe Va (CEMT) consistant notamment à :

- remplacer le pont à Pont par un nouvel ouvrage et élargir l'Escaut dans la zone du quai Saint-Brice et partie du quai Vifquin.
- modifier les alignements par l'élaboration d'un plan d'alignement pour les quais Saint-Brice/ Vifquin et Taille-Pierres.

Le Ministre des travaux publics wallon, Monsieur Maxime PREVOT, a adressé en date du 17 février 2016, un courrier confirmant que le projet envisagé portait bien sur une mise à gabarit de la classe Va en rappelant que le nouveau tracé du quai Saint-Brice provient de l'étude de navigation menée par Alkyon en 2009.

Dans le cadre de l'enquête publique relative au permis dont question ci-dessus, la consultation des documents mis à disposition a entraîné un débat sur le rayon de courbure nécessaire à opérer au niveau du quai Saint-Brice.

Schématiquement, deux camps développent une argumentation différente.

Le SPW, demandeur du permis, qui, sur base de ses propres études, a utilisé un simulateur de navigation via le bureau spécialisé d'Alkyon. Les conclusions de ce rapport ont été évoquées dans un premier temps dans le cadre des travaux du comité d'accompagnement du 23 janvier 2013 et ont conduit à proposer un élargissement du quai soit à 22,5m, soit à 24,41m.

"C'est cette courbe, légèrement adaptée au niveau de son raccord aval sur la berge existante, qui est dessinée dans les documents présentés à la demande du permis d'urbanisme. La figure 2 permet de montrer l'intégration de la trajectoire théorique idéale du bateau de classe Va dans cette courbe redessinée et en y faisant figurer en trame foncée les zones de garde de 4m requises par les normes allemandes." (extrait du document du conseil communal du 25 avril).

Lors du conseil communal extraordinaire du 7 mars dernier, tant le SPW que le collectif citoyen ont pu, en toute liberté, développer leur thèse, celle du collectif s'approchant des premiers calculs d'Alkyon tels que présentés à l'époque en janvier 2013 lors des réunions du comité d'accompagnement, arguant du fait qu'il s'agirait de la seule position qui garde au quai carrossable une largeur urbanistiquement acceptable.

Des considérations de fluidité et de sécurité sont restées en suspens, outre l'irréductibilité des deux thèses en présence. Au niveau de la sécurité, je voudrais signaler que le transport ne sera qu'un transport d'inertes, ainsi qu'il en résulte de l'étude socio-économique.

Par ma voix, le MR a signalé qu'il restait sur sa faim, ne disposant, en termes d'études techniques, que de simulations théoriques émanant du dossier élaboré par le SPW. C'est dans ce contexte que le MR a décidé de mandater un expert afin de pouvoir se forger une opinion critique permettant de répondre au questionnement non résolu jusqu'alors.

Cette étude est à la disposition de tous et dit en substance ceci :

1. En termes de fluidité, tout gain substantiel de vitesse sur la traversée de Tournai ne peut s'acquérir qu'au prix d'un approfondissement du chenal actuel ou d'une disposition réglementaire précisant un tirant d'eau maximum pour les bateaux franchissants.

2. En ce qui concerne la largeur du chenal dans l'hypothèse Va :

- La refonte du passage de Tournai se doit de faire référence à une évolution de bon sens profitant des exploitations et des expériences vécues.
- Si on applique les ratios de navigation concrète (bateau de classe IV) sur l'Escaut au niveau du pont à Pont à la classe Va (soit un bateau de 110m sur 11,4m), on obtient, au terme de deux calculs, une largeur de chenal nécessaire soit de 21,2m, soit de 23,14m. La largeur de chenal proposée à 23m dans le débat, offre une distance de sécurité entre coque et murs de quai de 5,8m (contre 4,9m pour un bateau de classe IV actuellement).
- La pratique montre qu'il est fait usage permanent de bateaux non standardisés de 110mx10,5m, soit quasiment la classe Va; dans ce cas, la distance de sécurité latérale existante actuellement pour les bateaux de classe IV, soit 4,9m, devient pour les bateaux de classe IV+ de 4,4m. Ce qui, à l'évidence des praticiens, ne pose pas de problèmes particuliers, aucun n'ayant eu à déplorer d'accident sur son bateau, ni à relater un accident tiers. Ce qui permet de justifier d'autant plus une largeur à 23m autorisant une navigation de classe Va dans des conditions supérieures à ce qui a existé jusqu'alors.

3. En ce qui concerne la classe Vb :

- «Si, après contrôle additif, on pouvait voir valider la largeur de 23m pour les convois de classe Va et ce, dans le respect quasi total de la configuration actuelle portée à 23m de large après modification du pont des Trous, le passage à la classe Vb en utilisant la voie actuelle de l'Escaut paraît totalement improbable sans de grands travaux de redressement de courbes.

Je vous demanderai donc d'attendre le résultat de ma visite sur place pour apporter plus de précisions sur ce point.»

Le MR s'est toujours placé dans la droite ligne de la déclaration de politique communale puisqu'il a toujours été favorable au développement économique global et qu'il a accepté, le grand contournement ayant été abandonné, que la seule solution était un élargissement raisonné de l'Escaut en centre-ville dans le respect de la cité et de son patrimoine. Dans des dossiers d'une telle complexité qui vont remodeler notre ville pour des dizaines d'années, il est, en effet, essentiel de garder le sens de l'équilibre.

Ainsi, donc, en relisant dix années de commentaires de presse dans les années 2000, je me suis rendue compte que plus d'un parmi nous avait varié, par essai-erreur, dans ses positions. Et nous estimons, au MR, après avoir pris tous les éléments en compte et avoir eu la chance d'approfondir tous ces éléments au travers du conseil communal extraordinaire, à travers les documents de l'enquête publique, à travers les consultations multiples et diverses qui ont eu lieu, que seule la liberté de vote de chacun de nos membres est légitime, chaque point de vue dans ce vote pouvant être défendu de façon solide et argumentée.

Pour ceux qui vont adhérer à la thèse du SPW, ils estiment pouvoir se fier à l'expertise théorique développée par le demandeur de permis, sachant que l'administration wallonne est là précisément pour effectuer ce travail.

Pour ceux qui vont voter contre la proposition du SPW, ils se fient à l'expertise extérieure qu'ils ont recherchée ou à l'argumentation développée dans la société civile par des citoyens attentifs et pleinement participatifs, l'un et l'autre ayant également étayé leur thèse.

Pour ceux qui vont s'abstenir, l'on peut comprendre qu'ils préfèrent éviter d'entrer dans la problématique tant qu'une décision définitive n'a pas clos le débat d'aujourd'hui dont le parcours administratif ne fait que commencer.

Il serait injuste et irrespectueux, ce que nous ne serons pas, de caricaturer les positions libres et de conviction, qui ont recherché la vérité dans ce dossier sans argument d'autorité.

Il serait réducteur et de petite analyse de considérer que la voix de chacun des membres de cette assemblée a été guidée par des considérations autres que techniques, économiques ou affectives.

En effet, chers collègues, l'on ne peut reprocher à quiconque d'exprimer pleinement son point de vue par rapport à notre ville que nous chérissons tous à notre manière. Ce qui restera de tout ceci s'inscrira, en effet, dans la chair de notre cité pendant des décennies.

Nous ne pouvons mieux faire que de décider en ayant à l'esprit que nos décisions pèseront longtemps encore sur l'avenir de ceux qui nous suivront."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, intervient ensuite :

"Je voudrais d'abord apporter une précision à Monsieur le Conseiller communal Jean-Marie VANDENBERGHE à propos des 5.000 emplois. Ces 5.000 emplois ne sont pas sortis de mon chapeau ni de celui de mon voisin. C'est un chiffre qui a été estimé par la chambre de commerce et d'industrie et par le conseil wallon du développement durable. J'ai entendu, d'autre part, que ce dossier avait été traité sans aucune collaboration avec la minorité. Je m'inscris en faux à ce sujet : vous n'êtes peut-être pas venus à ce moment-là, les citoyens ne se sont peut-être pas manifestés, l'intérêt était peut-être moins important, mais sachez quand même que des réunions ont été organisées en juin et en novembre 2013 au cours desquelles tous les éléments du projet ont été présentés.

Vous parlez de sécurité. Vous faites pratiquement un parallèle entre le vélo et le bateau. Je ne suis pas sûr qu'on pratique de la même manière le vélo et le bateau de classe Va.

Au sujet des voiries, quid de la responsabilité en cas d'accident ? Encore une fois, ce n'est pas l'échevin délégué à la fonction maïorale qui va dire si la voirie au quai Saint-Brice à 5,85m est accidentogène. Ce n'est pas moi qui le dis, mais les ingénieurs de la province et le député provincial Gérald MOORTGAT. Et je ne pense pas avoir fait pression sur qui que ce soit à propos de ce dossier. En termes de responsabilité, le ministre PREVOT écrit que cette largeur de 27m ne sera pas modifiée. C'est une question de responsabilité civile qui pourrait être engagée en cas de sinistre. Nous avons donc des avis d'experts et une prise de position politique. Quand j'ai rencontré le ministre PREVOT, avec d'autres responsables politiques, toutes ces questions ont été abordées et des réponses ont été données. Je trouve anormal qu'il ne vous ait pas donné les mêmes réponses pour vous rassurer ou que vous n'ayez pas prêté l'oreille pour les entendre.

Madame la Conseillère communale Marie-Christine LEFEBVRE, je suis d'accord avec vous sur un certain nombre de points. Au sujet des simulations, je pense que si nous avions demandé différentes simulations au SPW, nous aurions eu le choix entre une hypothèse à 29m, 30m, 32m, 34m et nous aurions été satisfaits avec celle à 27m. Tout cela me fait un peu peur.

Ce que le SPW nous dit, et d'aucuns ne veulent pas l'entendre, c'est qu'en deçà des 27m, ce n'est pas possible parce que c'est dangereux.

La question des aménagements au quai Taille-Pierres et à d'autres endroits n'est pas à l'ordre du jour. Nous ne sommes pas pour autant fermés à la discussion à ce propos.

Quant à Madame la Conseillère communale Marie Christine MARGHEM, je lui dirai que j'ai beaucoup de respect pour toutes les études menées à droite, surtout à droite. Mais lorsque vous dites qu'il faut une opinion critique, je ne suis pas certain que celle-ci puisse être alimentée par une étude financée par un parti politique. Mais je veux bien essayer d'écouter.

Voilà, les précisions que je souhaitais apporter par rapport aux remarques qui ont été faites.

Monsieur le Président, j'ai entendu beaucoup de choses depuis pas mal de semaines; des choses agréables, intéressantes et d'autres qui l'étaient moins. Je rejoins aussi Madame la Conseillère communale Marie-Christine LEFEBVRE. Lorsqu'on a des débats animés dans notre cité, c'est positif et enrichissant pour tout le monde, pour autant qu'on ne tombe pas dans le passionnel. Et je pense qu'une grande majorité des intervenants dans ce dossier n'est pas tombée dans le passionnel. Certains sont, néanmoins, tombés dedans et cela rend plus difficile la prise de décision. Très honnêtement, je pense qu'une grande majorité n'est pas tombée dans le passionnel.

Je retiens aussi des choses qui ont été dites au cours des dernières semaines, de cette dynamique qui a été mise en place par le citoyen. La consultation populaire reste, néanmoins, pour moi un ersatz de démocratie. Je ne serai jamais d'accord avec vous sur ce point. Mais je peux aussi entendre, lors des enquêtes publiques, des choses que les citoyens veulent dire et je veux le souligner.

Le conseil communal du 7 mars dernier était une idée du président d'assemblée. C'était inédit. J'ai trouvé ce conseil communal très intéressant. Le seul problème, c'est que lorsque les uns et les autres restent sur leurs positions, il est difficile de concilier les points de vue. J'aurais été heureux qu'à la suite de ce conseil, le SPW nous dise "oui effectivement, on aurait pu aller un peu en deçà des 27m", ou qu'à l'inverse les opposants nous disent "oui, il y avait des arguments que nous n'avions pas relevés et, donc, maintenant, nous sommes d'accord avec les 27m".

Or, ce soir-là, nous nous sommes rendu compte que les points de vue restaient opposés.

J'ai aussi entendu parler de réunion secrète. Mais, comme par bonheur, des procès-verbaux de ces réunions ont été établis. Il est toujours agréable, lorsqu'on en dispose, de les analyser. Certains ont manifestement l'intention de faire capoter le projet. Je ne peux pas entrer dans cette logique.

J'entends, je lis, et je peux aussi faire une analyse politique pour plus tard.

J'ai entendu aussi à No Télé que certains ne voulaient pas des travaux annexes. Je ne peux pas entendre cela. Certains, qui se disent parfois défenseurs du patrimoine, sont en fait des défenseurs de l'immobilisme.

J'ai entendu dire que les socialistes faisaient de ce vote un vote de principe. Des votes de principe, au parti socialiste, il y en a. Lorsqu'on nous parle de la suppression de l'indexation des salaires, effectivement, nous allons nous y opposer pour le principe. Quand vous parlez de la hausse de la TVA sur l'électricité, il y en a aussi. Ceci étant, j'ai relu toutes les revues de l'institut Vandervelde, j'ai regardé tous les documents que je pouvais trouver au boulevard de l'Empereur, je n'ai jamais vu un symbole quelconque sur les 27m. Il faudrait donc arrêter de penser que le parti socialiste fait une fixation sur les 27m. Il ne faut pas tout confondre.

D'aucuns parlent de courage politique. De quoi s'agit-il ? De dire oui à tout ?

Certains confondent le courage politique et le sens de la responsabilité. Je trouve dommage qu'on en arrive à un débat dans lequel on veut faire croire que ceux, qui ne défendent pas les 27m, sont les défenseurs de Tournai et que tous les autres sont des espèces de barbares prêts à tout sacrifier et à faire un massacre.

Ce qui me fait peur dans ce genre de dossier, c'est qu'on mette le doigt dans un tel engrenage. C'est un engrenage qui pourrait être dangereux. Je suis prêt à entendre tout ce qu'on veut sur les aménagements. Par contre, quand on parle de sécurité, je vais faire appel systématiquement aux experts et je vais suivre leur avis. Je prends le cas de l'intercommunale IPALLE. Demain, s'il faut remplacer un four à l'incinérateur de Thumaide, va-t-on se baser sur les calculs d'experts pour étudier la résistance calorifique des fours ou sur l'avis des "joyeux compagnons de Bailleul"? Nous devons être très prudents dans ce genre de dossier.

Si, demain, il faut démanteler une centrale nucléaire parce qu'il y a des fissures importantes, je pense que je ferais plus confiance à des experts en science nucléaire qu'à l'ASBL "J'ai perdu la Doel". Soyons sérieux. Il ne faut pas dénigrer le travail citoyen,, mais il faut aussi se baser sur le travail des experts. Je ne suis pas du tout un technicien. Je me suis demandé ce que représentait l'espace public qu'on allait perdre au quai Saint-Brice. Si on prend l'hypothèse des 24m et 27m, on parle de 110m². Avant de venir au conseil communal, j'ai pris mon mètre et j'ai mesuré la salle du conseil. Cette salle fait 120m². Pour le quai Saint-Brice, on parle de moins de deux fois la surface de cette salle. Je ne sais pas si vous vous rendez compte de cela !

Plutôt que de sombrer dans la sinistrose à Tournai, comme c'est souvent le cas, il vaudrait mieux défendre le projet. Je trouve que ce projet est correct, que beaucoup de personnes vont pouvoir s'y retrouver : les Tournaisiens, les riverains, les personnes à mobilité réduite, les cyclistes, les joggeurs. Le défendre procède aussi d'une certaine forme de courage politique.

Madame la Conseillère communale, Marie Christine MARGHEM, je vous ai entendue ce week-end chanter "Charlie, t'iras pas au paradis". Je crains que vous non plus. Je vous entends encore dire au ministre PREVOT : "Monsieur le Ministre, vous avez apporté toutes les réponses à mes questions et je m'engage ainsi que toute la famille libérale à soutenir unanimement ce projet".

Encore une fois, ce n'est pas le projet de Paul-Olivier DELANNOIS. Ce n'est pas le projet des socialistes tournaisiens. Mais on parle quand même bien du projet du ministre cdH, Maxime PREVOT. Ne pas respecter sa parole, c'est un vilain défaut qui vous interdira d'aller au paradis. Je cite BRASSENS, car je sais que vous avez horreur de ce poète : "Sur le chemin du ciel, je ne ferai pas un pas, la foi viendra d'elle-même ou elle ne viendra pas, si l'éternel existe en fin de compte, il voit que je ne me conduis pas plus mal que si j'avais la foi".

Madame la Conseillère communale, Marie Christine MARGHEM, pour être en phase avec l'au-delà, s'il existe, je dois aussi faire mon mea culpa et donc présenter mes excuses à toutes celles et ceux qui ont pu penser qu'au détour d'une conversation, j'exerçais une pression sur eux. Je voudrais aussi

m'excuser auprès des 1.500 personnes que j'ai obligées à visionner ma vidéo. Je voudrais également présenter mes excuses non pas à vous, mais au premier ministre Charles MICHEL qui, en réponse à ma question parlementaire, avait répondu qu'il soutenait inconditionnellement le projet d'élargissement de l'Escaut, car il trouvait ça superbe. Ma confession est terminée et j'ai la certitude de fréquenter un paradis où je ne risque pas de vous rencontrer."

Le **président** d'assemblée clôture comme suit les interventions :

"J'ai demandé que chacun puisse s'exprimer librement.

Je voudrais vous remercier. Vous avez tous eu la correction d'exprimer les choses parfois avec des mots différents, mais qui faisaient part de la complexité du dossier. Je voudrais, avant de passer au vote, vous faire part en tant que président d'assemblée de quelques considérations.

D'abord, merci pour vos interventions qui témoignent que l'exercice de la démocratie dans cette commune est un exercice auquel nous procédons en temps réel.

Je demande aussi que, même si la tentation peut être forte d'en faire des questions de personnes, nous ayons un regard sur l'intérêt de la ville qui dépasse les personnes et les intérêts partisans.

L'autre observation que je veux faire, c'est qu'il n'y a pas de bons ou de mauvais Tournaisiens. Il y a des hommes et des femmes qui aiment Tournai, avec passion. Et la passion exprime parfois les différences. Mais dans le camp de ceux qui choisissent l'une ou l'autre option, vous ne pouvez pas considérer qu'il y en ait un qui prévale sur l'autre.

La recherche de l'intérêt général est notre préoccupation. Nous ne sommes pas des défenseurs de l'intérêt particulier, ni de l'intérêt d'un groupe économique quelconque, ni d'un comité de riverains, ni du SPW en tant qu'institution. Nous devons essayer de transcender ces points de vue. Et quand nous entendons les organes qui se sont exprimés, que ce soient les collectifs comme «l'Escaut c'est vous», la chambre de commerce et d'industrie, le conseil de développement, des institutions comme la province de Hainaut, les conseils consultatifs tournaisiens comme le conseil des aînés, celui de la personne handicapée, ce sujet est devenu un sujet qui permet de parler du projet pour Tournai. C'est la raison pour laquelle l'intérêt général n'est pas l'intérêt défendu par une opinion contre une autre.

Je me suis aussi laissé dériver, comme on parle d'eau de fleuve, sur l'histoire de Tournai et sur la canalisation de l'Escaut qui eut lieu, comme vous le savez, à la fin du 17ème siècle sous Louis XIV.

A l'époque, un débat a animé la société tournaisienne et un procès a été intenté. Ce procès a été intenté autour d'un personnage qui joue un rôle historique à l'époque. Il s'agit des PIREMANS.

Les PIREMANS sont des passeurs. Il se fait qu'entre le pont des Trous et le pont à Pont à l'époque, l'Escaut offre une boursoufflure. La profondeur de l'Escaut est assez irrégulière et même relativement réduite. Il faut donc que les bateaux soient guidés dans ces eaux compliquées. Les PIREMANS font ce métier.

Un procès va être intenté parce que, dans l'optique de la canalisation de l'Escaut et de son aménagement, les PIREMANS refusent ces travaux, alléguant de l'intérêt singulier de leur corporation et de Tournai à travers leur corporation.

Ce procès va voir s'affronter aussi leurs intérêts particuliers avec ceux des citoyens vivant dans les villes en amont et en aval de Tournai.

Dans le texte qui porte sur le jugement, en vieux français, il est encore compréhensible aujourd'hui : "l'usage de laquelle rivière est publique et commune à tous et nullement propre et particulier ausdicts de Tournai et que le bien publicq est tousiours plus favorable et prefferable au privéé et particulier".

C'est une grande leçon que le droit nous donne sur les besoins d'équilibre entre la lecture de la somme des intérêts particuliers et ce qui doit les dépasser. Je pense que le conseil de ce soir au

même titre que celui que nous avons organisé au sujet de l'élargissement de l'Escaut nous en donnent le témoignage.

Je voudrais donc remercier, sans aucune forme d'hypocrisie, tous ceux qui se sont mobilisés dans ce dossier, les citoyens, les membres des administrations, les institutions, les formations politiques.

Je voudrais aussi vous dire que nous ne devons pas atteindre à l'image extérieure de Tournai. Il est important qu'à l'inverse de ce que j'ai pu lire ce matin dans la presse, nous ne résumions pas cette discussion à ce que l'on qualifie de "piètre saga" ou encore, dans le chef d'un autre journaliste d'une autre presse non écrite de "ridicule et risible".

J'attire votre attention sur un point. Il concerne la temporalité. Nous n'avons pas affaire à des dossiers dont le financement, comme ceux des fonds publics européens, est soumis à la règle N+2. L'échéancier final de 2019 ne permettra pas des paiements en 2021.

Après vérification, nous avons eu confirmation que les projets européens RTE étaient soumis à un principe d'annualité, c'est-à-dire que les délais sont extrêmement courts. Pour le bien de notre ville et des aménagements généraux, nous ne pouvons pas courir le risque d'une démarche dilatoire quelconque.

Pour clore ce point, je voudrais encore vous dire ceci. Nous ne sortons pas indemnes de ces échanges. Il y a des enseignements politiques à en tirer.

D'abord, je voudrais en tirer des enseignements personnels avant d'émettre des considérations qui concernent l'ensemble du collège et du conseil. Ce dossier nous a occupés plusieurs semaines. La première conclusion, que je tire, concerne la démarche participative. C'est celle que nous avons utilisée pour le projet Technicité pour lequel je remercie le D.A.L., pour le skatepark, nous remercions les groupements associatifs, pour la maison de la culture, nous remercions les usagers et désormais aussi pour la démarche "autour du pont" dont j'ai été en partie l'initiateur, nous remercions son animatrice, Marie-Hélène HELLEBOUT, qui fait un travail extraordinaire. Je tire comme conclusion de tout cela qu'à l'avenir, nous devons mettre davantage l'accent sur une forme de participation aux projets, j'oserais même dire de co-construction des projets.

C'est cela que nous devons effectivement retenir de notre débat de ces dernières semaines.

L'autre élément, c'est que le respect des individus et des idées en démocratie passe par la divergence. Et que la divergence ne veut pas dire pour autant le mépris. J'aimerais également dire que ce mépris ne doit pas concerner, non plus, ceux qui ne siègent pas à ce conseil communal et qu'on a parfois qualifiés de pseudo-experts. D'ailleurs, le débat est sorti des cercles des experts dès lors qu'un ministre, à partir de cette expertise, nous dit - il parle non pas des experts mais de sa position personnelle - que cette largeur ne sera pas modifiée et qu'il en va de la question de la responsabilité qu'il engage. Je voudrais, à ce titre, dire que nous ne sommes pas non plus ici pour faire le procès des experts. D'ailleurs, je voudrais dire que je sors relativement marri et, dans une certaine mesure, aussi déçu des propos que j'ai pu lire, notamment sur la question des pressions. Je crois que le ministre PREVOT a été clair à ce sujet. Il est normal qu'un bourgmestre - et d'ailleurs si le bourgmestre ne le faisait pas, aimerait-il sa ville ? - ait des contacts avec les autorités de tutelle. Mais, à aucun moment, un débat technique comme celui-là ne peut faire l'objet d'amodiation, de modification de comportement sur base de pression, mais de la détermination de ce que l'on pense être la raison et l'équilibre.

Je suis, cependant, satisfait. Tournai s'engage avec votre aide, malgré les désaccords qui émaillent parfois nos réunions de conseil, dans le sens d'un développement durable, c'est-à-dire qui dépasse la ligne d'horizon. Et je suis aussi satisfait parce que l'un des objectifs principaux est le développement fluvial. Nous avons tous dit, malgré les divergences qui sont les nôtres, que nous reconnaissons cette importance. Je voudrais dire à ce sujet que personne ne massacre ou ne balafre Tournai. Nous avons tous le souci de rendre cette ville plus belle et plus agréable pour les citoyens.

Nous avons dit oui à un projet de qualité pour la ville. Nous voulons que les quais soient réaménagés. Nous voulons qu'ils deviennent des espaces de vie. Nous voulons qu'ils soient végétalisés et nous voulons aussi que les propositions constructives, qui ont été émises par les comités de riverains, par le collectif «L'Escaut c'est vous», par l'ARAO pour reprendre quelques exemples, soient suivies d'effets. Il est clair que ce soir n'est qu'un début et que nous allons poursuivre cette discussion. Ce dossier n'a pas terminé son parcours. Le collège, je m'y engage et je serai le porte-parole du conseil, devra tenir compte d'un certain nombre de propositions. Nous avons trouvé effectivement raisonnable de revenir vers la question de l'aménagement de la halte plaisancière. Nous avons trouvé tout à fait cohérentes les remarques formulées, notamment sur l'escalier monumental. Nous avons compris et pensons justifié le besoin d'aménager une passerelle qui permette la mobilité douce et, justement, la mobilité dans le flux entre les deux rives. Nous avons également compris que certaines propositions aux alentours du pont des Trous sur les questions de parking et de terrassage devaient être revues. Tout cela fera l'objet de discussions.

Mais, aujourd'hui, la décision est sur un point technique et ne doit rester que sur ce point technique, sachant que chacun a pu se faire son opinion. Mais personne ne part de l'argument de l'autorité. Sur cette base, Mesdames et Messieurs, membres du conseil, je vais maintenant devoir procéder au vote formellement et vous demander de vous prononcer."

Par 23 voix pour, 15 voix contre et 1 abstention, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mme L. BARBAIX, MM. L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE, Mme M. C. MARGHEM, M. B. LAVALLEE, Mme C. GUISET-LEMOINE, M. L.-D. CASTERMAN, Mmes D. CLAEYSSENS, H. LELEU, B. DEWAELE, M. R. DELVIGNE.

S'est abstenu : M. J.-L. CLAUX.

Vu le programme de politique générale (PPG) approuvé par le conseil communal le 18 décembre 2012, dont l'un des objectifs est : *"Agir pour créer de l'activité économique et de l'emploi"*, notamment en ayant une attention sur les équipements structurants qui favorisent l'attractivité économique. Parmi les priorités en cette matière figure la mise à gabarit à 2.000 tonnes de l'Escaut : *"il s'agit d'un élément décisif pour la Ville qui l'aidera à proposer aux entreprises un accès adéquat au réseau fluvial. Tournai ne peut être marginalisée dans le contexte de la réalisation du canal Seine-Nord. Le passage à 2.000 tonnes et la présence d'accès à l'Escaut permettront à la Ville de demeurer attractive pour les entreprises susceptibles de recourir à la voie d'eau."* (extrait de la déclaration de politique communale, pages 7 et 8);

Vu, en outre, que l'aménagement des quais est également l'une des priorités du programme de politique générale (PPG) en son chapitre *"Agir pour relever le défi de l'attractivité urbaine et rurale"*, notamment par la reconquête de l'Escaut : *"La présence d'un cours d'eau est un élément marquant pour une ville. Tournai a, à ce titre, une formidable carte à jouer dans son dialogue avec l'Escaut. Nous poursuivrons la requalification des quais, notamment sur la rive droite. Cela implique, aussi, de multiplier les aménagements connectant le fleuve avec les pôles d'attraction et les itinéraires de randonnées et de promenades. Nous valoriserons davantage la halte fluviale – qui doit contribuer à l'ambiance et au charme du lieu – par un aménagement des quais et une connexion terrestre agréable*

avec la ville. Enfin, nous étudierons la faisabilité d'un port de plaisance dans la ville nouvelle (au-delà du pont des Trous)." (extrait de la déclaration de politique communale, page 41);

Attendu que ces objectifs ont été traduits dans le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP), notamment en son article 127 traitant des permis de la compétence du fonctionnaire délégué et en son article 129 quater traitant de la suspension des délais d'instruction des demandes des permis d'urbanisme dans l'attente de l'obtention de l'accord définitif relatif à la voirie communale et de l'arrêté relatif au plan d'alignement;

Vu le Code de l'environnement en son chapitre traitant des dossiers soumis à étude des incidences sur l'environnement;

Vu le décret wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale et, plus précisément, ses articles traitant des demandes impliquant la modification d'un plan d'alignement;

Considérant le courrier du service public de Wallonie, direction générale opérationnelle 4 (DGO4), aménagement du territoire du 17 septembre 2015, par lequel est transmis le dossier de demande de permis d'urbanisme du service public de Wallonie, direction générale opérationnelle 2, direction des voies hydrauliques de Tournai, dont les bureaux se trouvent à 7500 Tournai, rue de l'Hôpital Notre-Dame, 2, qui a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à la **MODERNISATION DE L'ESCAUT DANS SA TRAVERSE DE TOURNAI A LA CLASSE VA**;

Considérant que le projet consiste notamment à :

- remplacer le pont à Pont par un nouvel ouvrage et élargir l'Escaut dans la zone du quai Saint-Brice et partie du quai Vifquin;
- réaménager l'ensemble des quais de l'Escaut (non encore aménagés lors des dernières années) entre le pont Delwart et le pont Devallée et intégrer une halte nautique évolutive aux alentours du quai Taille-Pierres;
- remplacer les arches du pont des Trous avec intégration de lisses de guidage;
- modifier les alignements par l'élaboration d'un plan d'alignement pour les quais Saint-Brice, Vifquin et Taille-Pierres;

Considérant qu'une partie de ce projet a été retirée de la demande de permis suite à la consultation populaire du 25 octobre 2015 relative au pont des Trous;

Considérant que la partie retirée concerne, selon la lettre du 10 décembre 2015 de la direction des voies hydrauliques, la phase 4 du projet, à savoir tant le pont des Trous que les aménagements connexes du quai des Vicinaux (en ce compris la halte nautique) jusqu'au pont de Fer et quai Donat Casterman au droit du parc de la Reine;

Considérant que la demande implique la procédure préalable liée à l'article 129 quater du Code wallon de l'aménagement du territoire (CWATUP) ainsi que celle prévue par le décret wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale; de fait un plan d'alignement est ici nécessaire aux termes de l'article 394 du CWATUP compte tenu de la modification de la largeur de certains quais;

Considérant que l'enquête publique a été organisée du 23 octobre au 24 novembre 2015, conformément aux dispositions du susdit décret, mais aussi conformément au décret relatif à l'évaluation des incidences sur l'environnement tel qu'inséré dans le code de l'environnement (affichage préalable à l'enquête, parution préalable dans les journaux,...);

Considérant que cette enquête publique, aux termes des susdits décrets, est une enquête "unique" qui concerne à la fois l'étude des incidences sur l'environnement (étude requise dès lors que le projet concerne des bateaux de plus de 300 tonnes (rubrique 61.20.02 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002), les plans d'alignement (quai Saint-Brice, quai Vifquin, et quai Taille-Pierres) ainsi que l'ensemble du projet;

Considérant qu'en conséquence, l'enquête publique a concerné aussi la phase 4 puisque l'enquête a été annoncée avant la consultation populaire sur le pont des Trous et avant le retrait de celle-ci par courrier daté du 10 décembre 2015;

Vu le procès-verbal de clôture d'enquête, à savoir :

" L'an deux mil quinze,

Le vingt-quatre du mois de novembre,

Je soussigné Armand BOITE, Echevin de la Ville de Tournai, délégué par le collège communal, pour procéder à l'enquête ouverte le vingt-trois octobre deux mille quinze relative à la demande de permis d'urbanisme avec plan d'alignement introduite par le Service public de Wallonie, direction générale opérationnelle 2, direction des voies hydrauliques de Tournai pour la modernisation de la traversée de Tournai à la classe Va.

Me suis rendu à l'hôtel de ville, lieu indiqué où étaient présents :

Pour l'Administration communale de Tournai

M. Armand BOITE, Echevin des travaux et de la mobilité, mandaté par le collège communal pour clôturer l'enquête publique;

M. Alexandre VACHAUDEZ, conseiller au cabinet de Monsieur l'Echevin de l'Urbanisme;

Mme Line RENAUX, chef de division au service urbanisme;

Mme Nabila CHARARA, chef de bureau au service urbanisme

Pour les réclamants

M.	Jacques	GUILLAUME	rue Joseph Poutrain	16	7540	KAIN
Mme	Chantal	GHELEYS	rue Joseph Poutrain	16	7540	KAIN
Mme	Anny	DESEYN	rue des Augustins	31	7500	TOURNAI
Mme	Annie	NORGA	rue de la Brasserie	27	7536	VAULX
M. et Mme	Yves	BOYAVALL	quai Notre-Dame	9	7500	TOURNAI
M.	Eric	MARCHAL	rue Saint-Bruno	18	7500	TOURNAI
Mme	Keith	MILLS	rue du Rempart	27	7500	TOURNAI
M.	Michel	WISEUR	boulevard Léopold	114	7500	TOURNAI
Mme	Annie	VANTIEGHE M	rue de l'Arsenal	1 boîte21	7500	TOURNAI
Mme	Nadine	WILLOCQ DEPAUW	rue de l'Arsenal	1 boîte31	7500	TOURNAI
Mme	Thérèse	JAUNIAU MARTIN	rue de l'Arsenal	1/24	7500	TOURNAI
M.	Eric	VANOVERST RAETEN	place Verte	9	7500	TOURNAI
Mme	Geneviève	BODART	chemin Montagne	19	7500	TOURNAI

Mme	Ghislaine	VIFQUIN	rue Michel Holyman	10	7500	TOURNAI
Mme	Carine	FOSSE	rue Basse Couture	33	7500	TOURNAI
M.	Thierry	OTTEVAERE	rue Haigne	27	7500	TOURNAI
Mme	Jacqueline	FOUCART	rue Derasse	4	7500	TOURNAI
M.	Simon	BUSIEAU	placette aux Oignons	20//18	7500	TOURNAI
M.	Alain	VANDENBROUCKE	rue Frinoise	33/22	7500	TOURNAI
M.		ROCHE				
M.	Jean Pierre	WINBERG	chemin des Pilotes		7540	KAIN
M.	Bernard	PARFAIT	quai Andreï Sakharov	20//7	7500	TOURNAI
M.	Philippe	PIERQUIN	Pic-au-Vent "Le Moulin"	2	7500	TOURNAI
M.	Pol	BAUDRU	rue Saint-Eleuthère	50	7500	TOURNAI
M.	François	COUPE	quai Saint-Brice	7	7500	TOURNAI
M.	Roger	THIBAUT	avenue des Alliés	1	7540	KAIN
M.	Daniel	BARBEZ	rue Michel Holyman	10	7536	VAULX
M.	André	THIEBAUT	résidence des Mottes	40	7503	FROYENNES
M.	Pierre	VITRY	chemin Montagne	19	7500	TOURNAI
M.	Pierre	ROLAND	avenue des Alliés	57	7540	KAIN
M.	Bruno	DEPELCHIN	rue Pierre	31	7540	KAIN
M.	Alain	CARBONNELLE	rue Rogier	35	7500	TOURNAI

J'ai reçu et annoté les questions et observations ci-après :

En préambule, Mme RENAUX précise qu'aux termes du décret "voirie communale" (sur le volet plan d'alignement), il y a lieu d'organiser une réunion de concertation si le nombre de réclamants est supérieur à 25. Ce qui peut être considéré comme étant le cas ici sans faire la distinction entre les réclamations sur le volet plan d'alignement (quai Saint-Brice, quai Vifquin et quai Taille-Pierres) et le reste du projet. Une réunion de concertation aura donc lieu le jeudi 3 décembre 2015 à 17 heures à l'Hôtel de Ville de Tournai, à la salle du collège communal.

M. Bernard PARFAIT

Comment se fait-il qu'un avis de marché de service soit déjà lancé pour la phase du pont à Pont, alors que l'enquête publique n'est pas encore terminée?

M. VAN OVERSTRAETEN

Précise que le marché a déjà été attribué par ailleurs le 29 septembre 2015.

M. VITRY

Les péniches avec 3 conteneurs de front et 2 superposés passent déjà au niveau du pont à Pont. À quoi aspire-t-on de plus?

Comment les cyclistes peuvent-ils circuler sur les quais du pont à Pont dès lors que leur largeur sera réduite à 6 m? Il faut assurer la continuité des aménagements des quais pour les modes actifs.

Les bateliers ne passeront-ils pas de préférence par la Lys en France?

Quid de la modification des écluses?

M. MILS

La modernisation de la traversée de Tournai ne va-t-elle pas permettre à des "géants" de traverser la ville et de dévaloriser le patrimoine de celle-ci?

M. COUPE

Côté français, la Lys est déjà au gabarit souhaité. Les bateaux passeront par la Lys. L'élargissement à hauteur du quai Saint-Brice est donc inutile.

M. THIEBAUT

Les bateaux de classe Va et de 10,50 m de largeur permettent de charger 3 conteneurs de front. Les bateaux de 11,30 m de largeur ne permettent pas de charger un conteneur de plus.

M. Roger THIBAUT

Qui porte le projet?

Il est répondu que c'est le SPW, voies hydrauliques qui est le demandeur. Le permis d'urbanisme est de la compétence du fonctionnaire délégué du ministre et du gouvernement wallon. C'est donc la Région wallonne qui a la main!

M. PIERQUIN (ASBL LES AMIS DE LA CITADELLE)

Il a été décidé, aux termes de l'arrêté du gouvernement wallon du 12 juillet 2012, soit d'élargir les arches du pont des Trous, soit d'envisager la solution du contournement, sur base de différentes études dont l'étude d'ECOREM de 2011. Le SPW n'a donc retenu qu'une seule option qui l'intéressait, à savoir l'élargissement des arches.

En outre, l'arrêté royal du 24 juillet 1981 arrêtant le plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz préconisait un contournement par le nord-est.

Des bateaux pouvant aller jusque 2.500 tonnes traversent déjà la ville!

M. Paul BAUDRU

La présente demande de permis prévoit que la coursive du pont des Trous soit réalisée en résille. Quid donc de la suite réservée aux résultats de la consultation populaire pour le pont des Trous?

Il est répondu que le bourgmestre en titre a fait part de son intention de se rallier à l'avis des Tournaisiens. D'autre part, un courrier du ministre compétent (PREVOST) précise que, sur demande du collège communal, il peut retirer la phase relative au pont des Trous de la demande de permis d'urbanisme. Il est également précisé qu'à ce stade, aucune décision de retrait n'a été encore notifiée par le ministre à notre connaissance. Le collège communal s'en inquiétera.

M. MARCHAL

Le courrier dit de Pierre DUMORTIER est en réalité au nom de l'ARAO.

Les éléments manquants de l'étude d'incidences ne permettent pas d'apprécier le projet. Est-ce que ces compléments seront disponibles pour la réunion de concertation?

Il est répondu que le contenu de l'étude d'incidences est défini par le Code de l'environnement et que le dossier a été jugé complet par la Région wallonne. Après, il appartient au demandeur, s'il l'estime nécessaire, de fournir les compléments sollicités par les réclamants en vue d'une motivation par l'autorité compétente.

M. VAN OVERSTRAETEN

Est-ce qu'il est prévu, au même titre qu'on retire la phase du pont des Trous de la demande de permis d'urbanisme et qu'on revienne à une version pierre pour le pont des Trous (suite à la consultation populaire), qu'on rectifie le rayon de courbure prévu pour la passe du pont à Pont suite à l'enquête publique?

Il est répondu négativement.

M. PIERQUIN

L'étude d'incidences pose un problème éthique en ce sens qu'elle contient beaucoup de contradictions.

M. VITRY

Rappelle que le gabarit Va est différent du gabarit Vb particulièrement sur le plan de la longueur 110 m pour le premier et 185 m pour le second avec les impacts plus conséquents sur les rayons de courbure à envisager.

M. WISEUR

Regrette l'absence du demandeur (voies hydrauliques).

M. THIEBAUT

A l'impression que le projet est déjà figé.

Mme CHARARA expose, brièvement et à titre informatif, les différentes thématiques soulevées dans les réclamations et précise qu'il s'agit d'une synthèse non exhaustive à ce stade, à savoir :

- étude d'incidences : constat d'incohérences ou de lacunes d'où la contestation de la validité de l'étude;*
- pont à Pont : contestation de la modification de la passe (rayon de courbure-largeur du chenal de navigation – hauteur libre sous pont);*
- pont des Trous : contestation des modifications envisagées ou suggestion de modifications autres;*
- chantier : crainte des impacts socio-économiques, commerciaux et urbanistiques du projet;*
- projet : suggestions d'améliorations;*
- méthodologie et processus: demande d'une méthodologie différente : concours - consultation dès la genèse du projet - processus plus collaboratif avec les citoyens;*
- contournement : revendication de la solution du contournement et aménagement d'un port plaisance à un autre emplacement;*
- mobilité douce : constat de lacunes et/ou demande d'améliorations;*
- demande de clarification gabarit Va ou Vb – demande de justification économique du projet;*
- aspects juridiques;*
- etc.*

M. PARFAIT et M. PIERQUIN

Quid du certificat de patrimoine pour le pont des Trous? Est-il encore possible de travailler sur la forme des arches?

Le dossier relatif au pont des Trous comprend bien, dans le cadre du certificat de patrimoine, un cahier de charges circonstancié (sur avis de la commission royale des monuments, sites et fouilles et en possession uniquement de l'administration wallonne du patrimoine).

Par contre, un nouveau certificat de patrimoine doit intervenir pour la version pierre. On peut supposer que les voies hydrauliques réenclencheront ce processus dès décision de retrait du gouvernement wallon.

M. VAN OVERSTRAETEN

Quid de la procédure au niveau du plan d'alignement?

Il est répondu que le conseil communal (après avis du collège provincial) devra statuer sur le plan d'alignement. Sa décision fera l'objet d'un affichage qui ouvre la voie à recours auprès du ministre des travaux publics. Un autre type de recours est prévu pour les citoyens auprès du Conseil d'Etat et pour le demandeur auprès du ministre compétent, aux termes de la procédure de permis.

M. VAN OVERSTRAETEN

Fait part de son entretien avec M. Alain LEFEBVRE, ancien directeur du PACO. Selon ce dernier, et aux termes de l'étude de TRITTEL, il est prévu, à l'horizon de 2050 d'upgrader le gabarit de l'Escaut à du Vb pour résorber le déséquilibre qui interviendra entre l'Escaut et la Lys en termes de flux et d'absorber une partie de celui-ci. Il s'interroge donc sur la logique de mise en place des financements?

J'ai ensuite clôturé le présent procès-verbal en annexant les remarques de :

M.	Eric	VAN OVERSTRAETEN	place Verte	9	7500	TOURNAI
M.	René	DEPAS	rue François-Joseph Peterinck	bloc 1 appartement 2	7500	TOURNAI
Mme	Marie-France	DEPAS	rue des Ecoles	63	7760	VELAINES
M.	Daniel	BARBEZ	rue Michel Holyman	10	7536	VAULX
Mme	Marie-Christine	LEFEBVRE conseillère communale	rue Albert Asou	25	7540	KAIN
M.	Bernard	PARFAIT	quai Andreï Sakharov	20//7	7500	TOURNAI
Mme	Chantal	DECOCQ	rue de la Lanterne	22	7500	TOURNAI
M.	Roger	THIBAUT	avenue des Alliés	1	7540	KAIN
Mme	Livine	GAUTHIER	pas d'adresse			
M.	Jacques	POULART	rue de l'Escalette	59b3	7500	TOURNAI
M.	Christian	DEMASY				
M.	Charles	DENONNE	rue Edouard Valcke	41/2	7500	TOURNAI
M.	Claude	CALONNE				
M.	Jean-François	PONTEGNIE	rue de l'Union	2	7500	TOURNAI
M.	René	VIFQUIN	rue Basse Couture	20	7500	TOURNAI
Mme	Claudie	JEUDY	chaussée de Saint-Amand	252	7521	CHERCQ
Mme	Virginie	GODFROY	rue du Saulchoir	11 boîte 123	7540	KAIN
Mme	Audrey	REHEUL	sentier de Taintignies	13	7500	ERE
M.	Jacques	VARRAME	rue Frinoise	2A/4.2	7500	TOURNAI

Mme	Maud	NICOLAS	rue du Saulchoir	33	7540	KAIN
Mme	Micheline	GRUSON	rue Frinoise	2A/4.2	7500	TOURNAI
Mme	Antoinette	BECQ	rue de l'Union	2	7500	TOURNAI
M.	Jean-François	PONTEGNIES	rue de l'Union	2	7500	TOURNAI
Mme	Marie Paule	PONTHIEU	rue de Warnaffe	24	7500	TOURNAI
M.	Michel	WISEUR Architecte	boulevard Léopold	114	7500	TOURNAI
Monsieur le Président de l'ARAO	Jean-Louis	DUMORTIER	ruelle des Moines	8	7500	TOURNAI
M.	Jean	SABBE	avenue Henri Paris	13	7500	TOURNAI
M.	Gérard	BAUDRU	rue Hautem	64	7500	TOURNAI
Mme	Gisèle	ROLAND	avenue des Alliés	57	7540	KAIN
Mme	Annie	NORGA	rue de la Brasserie	27	7536	VAULX
Mme	Carine	FOSSE	rue Basse Couture	33	7500	TOURNAI
M.	Benoît	DOCHY	rue Albert Asou	21	7500	TOURNAI
M.	P.-Emmanuel	LENFANT (PETITION 4033)	lenfantpierre@yahoo.fr			
Monsieur le Président de L'ASBL PASQUIER GRENIER	Benjamin	BROTCORNE	rue des Sœurs Noires	19	7500	TOURNAI
Mme	Anne	BOYAVAL - de GOUY	quai Notre-Dame	9	7500	TOURNAI
Mme	Thérèse	MARTIN	rue de l'Arsenal	1	7500	TOURNAI
Mme	Annie	VANTIEGHE M	rue de l'Arsenal	1	7500	TOURNAI
Mme		WILLOCQ	rue de l'Arsenal	1	7500	TOURNAI
M.	Keith	MILLS	rue du Rempart	27//2	7500	TOURNAI
M.	Claude	HUBAU	avenue des Alliés	57	7500	TOURNAI

Mme	Delphine	HANICQ	rue d'Ormont	10	7540	KAIN
M.		PIERQUIN MERLO	Pic au Vent-Le Moulin	2	7500	TOURNAI
M. et Mme	Michel	BIONDARO BRUNAIN	quai Dumon	6	7500	TOURNAI
Messieurs		LES AMIS DE LA CITADELLE	rue Saint-Eleuthère	50	7500	TOURNAI
M. et Mme	Gérard	COUSSEMEN T	rue de l'Athénée	56//3	7500	TOURNAI
Mme	E.	ALLARD CANIVET	quai des Salines	30	7500	TOURNAI
MM.		LEGGE-VERMEERSC H cellule architecture WAPI				

Considérant, eu égard à l'article 25 du décret voirie communale, qu'une réunion de concertation en principe "*pour le volet plan d'alignement*" a dû être organisée pour avoir reçu plus de 25 réclamations;

Vu le procès-verbal de cette réunion de concertation (*cfr annexe 1*) qui s'est tenue le 3 décembre 2015 et qui rassemblait 3 groupes chacun de 5 personnes;

Attendu que s'agissant d'un dossier avec étude d'incidences sur l'environnement (EIE), tant l'avis du CWEDD (conseil wallon de l'environnement pour le développement durable) que l'avis de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) ont été sollicités (articles R81 et R82 du Code de l'environnement), l'un pour la qualité de l'étude d'incidence et sur l'opportunité environnementale du projet, l'autre pour la qualité de l'étude et sur les objectifs du projet, conformément aux objectifs définis à l'article 1er § 1er alinéa 2 du CWATUP;

Considérant le libellé de l'article 1er § 1er alinéa 2 du CWATUP, à savoir :

".../... La Région et les autres autorités publiques, chacune dans le cadre de ses compétences et en coordination avec la Région, sont gestionnaires et garants de l'aménagement du territoire. Elles rencontrent de manière durable les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité par la gestion qualitative du cadre de vie, par l'utilisation parcimonieuse du sol et de ses ressources et par la conservation et le développement du patrimoine culturel, naturel et paysager.../...";

Considérant l'avis du CWEDD du 12 octobre 2015, lequel a formulé un avis favorable sur l'opportunité environnementale du projet dans la mesure où les recommandations de l'auteur de l'étude d'incidences et recommandations ci-après soient prises en compte, à savoir :

".../...

Il constate que le projet intègre une bonne partie des recommandations de l'auteur d'étude. Il insiste néanmoins particulièrement sur les points suivants :

- assurer la continuité et la lisibilité des connexions piétonnes et vélo tout au long des quais en rives droite et gauche, en ce compris l'accès aux ponts;*
- éviter au maximum la remise en suspension des sédiments qui devront être excavés du lit et des berges de l'Escaut;*

- *traiter boues de dragage et terres de déblai selon la législation en vigueur.*

Le CWEDD demande, en outre, que des mesures de limitation de la dispersion des plantes invasives soient intégrées dans le cahier des charges des travaux, entre autres lors de la destruction du pont des Trous.

Il regrette, par ailleurs, que la demande d'élargissement du trottoir du pont Delwart ait été déposée sans justification. D'après les informations recueillies après la visite de terrain, il s'inscrirait dans l'idée de circuits touristiques le long des quais.

Enfin, le CWEDD suggère d'envisager à plus ou moins long terme :

- *un aménagement touristique du quai des Vicinaux, point de vue idéal sur le pont des Trous. Le libérer de la circulation automobile nécessiterait un bouclage alternatif à mettre en place;*
- *le remplacement de la passerelle de l'Arche qui dénotera par rapport à la qualité architecturale du nouveau pont à Pont;*
- *la suppression du stationnement sur le pont à Pont, comme le recommande l'auteur d'étude.*

Par ailleurs, le CWEDD aurait souhaité connaître la destination des pierres et dalles démontées du pont des Trous, notamment sur la possibilité de les réutiliser dans les aménagements de l'espace qui sera reconfiguré autour de ce pont.

.../...";

Considérant que le CWEDD recommande aux autorités compétentes d'aménager un parking public en rive droite en bordure de la ville, destiné au "usagers" de Tournai, pour compenser en partie la perte de places de stationnement due au projet;

Attendu que, sur ce sujet, l'auteur de projet affirme qu'il n'y a pas de déficit de places de parking en ce qui concerne les implantations légales;

Considérant l'avis du 28 octobre 2015 de la CCATM, tel qu'amendé à sa séance suivante :

" .../...

M. GENS, du bureau GREISCH, explicite le projet de la modernisation de la traversée de Tournai à la classe Va dans ses grandes lignes. Il précise que les travaux seront réalisés en 4 phases et qu'ils sont prévus entre 2016 et 2020.

Une représentante du bureau STRATEC présente également les grandes lignes de l'étude d'incidences environnementales (EIE). Elle précise que son bureau a rencontré quelques difficultés pour la réalisation de la susdite étude en raison de certains documents ou informations manquants.

Elle précise également que l'étude d'incidences comporte 4 parties : présentation du projet, situation existante de droit, incidences du projet par thèmes (faune, flore, bruit et vibrations, paysage, bâti et patrimoine, navigabilité et aspects socio-économiques, mobilité etc.), recommandations générales et recommandations par zones.

M. SCHLIT, du bureau ANMA, présente l'aménagement des quais.

S'ensuit une série de questions/réponses, à savoir :

Un membre qui a fait une lecture de l'E.I.E. pose les questions suivantes :

Question 1 sur l'élargissement de l'Escaut, au droit du pont à Pont.

Il est dit, dans l'étude d'incidences, que l'étude d'ALKYON (2009) démontre que la configuration actuelle de la zone du pont à Pont permettrait la navigation des unités de classe Va : " (...) La zone du pont à Pont pourrait être modifiée pour faciliter la navigation, mais cela n'est absolument pas nécessaire pour les bateaux de classe Va".

En conclusion, l'étude d'incidences nous dit "...la géométrie actuelle du chenal au droit de la zone du pont à Pont permet la navigation des unités de classe Va, mais la rend difficile, surtout en remonte suite aux phénomènes d'aspiration des berges et de résistance hydraulique (collisions légères fréquentes avec les berges et résistance à l'avancement).

Il est indiqué que le rayon de courbure fait actuellement 425 mètres et devrait faire idéalement 440 mètres pour une courbure réduite. Pourquoi faire passer ce rayon à 740 mètres (cela permettrait de faire passer le gabarit de l'Escaut non plus à Va mais à Vb en cet endroit)? La conséquence de ce changement de rayon surdimensionné pour les gabarits de classe Va porte la berge de l'Escaut à un peu moins de 6 mètres des façades existantes (posant le problème de la modification des voiries communales et du plan d'alignement de la Ville de Tournai.)

Au pont de routage, aucune modification n'est prévue. Le rayon est là de 325 mètres. L'Escaut, à cet endroit, ne sera donc pas aux normes Va.

Il est dit que la navigation des bateaux de classe Va a besoin d'un chenal de navigation de 22,80 mètres. Pourquoi faire passer au droit du pont à Pont le chenal à 27,43 mètres alors qu'en amont du pont, le chenal est de 26,17 mètres et en aval du même pont le chenal est de 24,21 mètres?

En cas de modification de la zone du pont à Pont, l'amélioration et la sécurisation des conditions de navigabilité de l'Escaut dans la zone du pont à Pont en période de crue pourraient induire une faible croissance du trafic fluvial dans la traversée de Tournai... Au total, environ 90 bateaux supplémentaires pourraient naviguer sur l'Escaut par an. Ce gain est relativement faible, puisqu'il ne représente que 0,64% du trafic de 2012.";

Plan d'alignement :

Dans l'annexe 4 du permis d'urbanisme, qui est la note explicative sur les modifications des plans d'alignement, il est écrit "Dans le cadre du projet de modernisation de la traversée de Tournai, pour des bateaux de classe CEMT Va et éventuellement Vb, une étude de la société spécialisée ALKYON a été menée. Elle conclut à la nécessité de supprimer ce rétrécissement ponctuel et "brutal en donnant à la passe navigable une largeur quasi constante (ou plutôt en variation progressive). Ce qui n'est pas le cas.

Question 2 : sur le tirant d'air

Pour être à la classe Va, et suivant les normes CEMT, le tirant d'air doit être de 4,95 ou 6,70 ou 8.80. Le pont des Trous sera à un gabarit de 7.00 mètres. Il ressort d'une analyse que, en France comme en Wallonie, la hauteur libre minimale sur l'Escaut est inférieure à 7 mètres, ce qui restreint automatiquement le transport de conteneurs à 2 couches. Un tableau reprend d'ailleurs une liste de 42 ponts qui ne sont pas au gabarit. Quel est le planning pour la mise aux normes de ces ouvrages d'art?

Question 3 : sur les plans

Le permis d'urbanisme est disponible sur le site de la Ville de Tournai et est consultable par tout un chacun.

L'avis de marché pour la première phase des travaux a été lancé le 3 août et les documents sont également disponibles et consultables sur le site des marchés publics.

Pourquoi les plans du permis d'urbanisme ne sont pas semblables aux plans de l'avis de marché?

M. VANMUUSEN apporte la réponse suivante :

Actuellement, la traversée de Tournai permet le passage des bateaux de la classe IV, soit 1.350 tonnes. Le rayon de courbure au droit du pont à Pont est de 445 m.

Quand le débit de l'Escaut atteint 70 à 80 m³/seconde, la navigation doit être interrompue en raison des risques de collision avec les berges. A certains endroits, d'ailleurs, de l'Escaut, où la passe est bien plus large, le stationnement des bateaux est interdit, car, quand le débit augmente, les bateaux sont refoulés vers les berges et causent des avaries. Le passage aux bateaux de la classe Va (2.000 tonnes) va accentuer cette difficulté. L'objectif poursuivi est donc de sécuriser et fluidifier la navigation dans la traversée de Tournai et de l'optimiser sur le plan économique.

Question 4 : concernant le débit de l'Escaut

Le même intervenant de la CCATM conteste la réponse du demandeur en avançant les éléments d'observation suivants :

Le débit médian observé sur les 13 dernières années (2000-2015) à Tournai est de 23,15 m³/seconde. Des difficultés de navigation apparaissent au-dessus de 70 m³/seconde, ce qui a été le cas : 0 jour en 2005, 2 jours en 2006, 2 jours en 2007, 8 jours en 2008, 6 jours en 2009, 9 jours en 2010 : 7 jours en 2011 et 9 jours en 2012.

M. VANMUYSEN apporte la réponse suivante :

Au-delà des chiffres théoriques, ce sont les simulations de navigation qui permettent de déterminer réellement la largeur du chenal de navigation et le rayon de courbure optimaux pour naviguer en toute sécurité.

En l'occurrence, pour la modernisation de la traversée de Tournai, il a été fait appel à un logiciel performant avec un batelier expérimenté pour effectuer les simulations dans toutes les conditions de navigabilité (débits, bateaux, sens de navigation et chargements différents, etc.). Ces simulations ont conclu que même les bateaux actuels de classe IV rencontraient des difficultés de navigation à cet endroit, a fortiori les bateaux de classe Va. Il est donc nécessaire d'élargir la passe du pont du Pont dans ces proportions pour assurer une navigabilité des classes Va dans les conditions de sécurité requises par les normes.

En outre, suite à l'analyse multicritères effectuée dans le cadre des réunions du comité d'accompagnement, il a été décidé de réduire le quai sur la rive droite et non sur la rive gauche récemment restauré.

In fine, l'amélioration de la navigabilité profitera aux ports multimodaux implantés le long de l'Escaut. Pour la hauteur libre sous le pont à Pont, il n'y aura pas d'impact, car le profil en long ne sera pas modifié et le nouveau tablier du pont sera plus mince.

Concernant les plans de l'avis de marché, ils sont conformes à la demande de permis.

M. VANMUYSEN invite le membre de la CCATM à les comparer en sa présence.

Un membre de la CCATM demande si le spécialiste en simulation a tenu compte qu'il naviguait dans un centre urbain dense.

Un autre membre précise que l'instauration d'une nouvelle taxe économique va avoir un impact positif sur le trafic fluvial.

L'autre membre lui répond qu'à son sens, il y a une prise de position sur la question des containers dans le chef des voies hydrauliques (volonté de faire passer des bateaux chargés de 3 containers). Or, il n'est développé, avance-t-il, que des petites plates-formes multimodales en région wallonne induisant la navigation de bateaux avec 2 couches de containers uniquement.

Il estime que les grands flux vont transiter par la Lys. L'Escaut ne sera dévolu qu'aux petits gabarits. Il persiste donc et soutient que le projet vise le Vb alors que ce qui est prévu dans le cadre du projet Seine-Escaut est le gabarit Va.

La présidente de la CCATM s'interroge quant aux retombées économiques du projet pour la Wallonie picarde.

Elle estime également que les lisses de guidage projetées au niveau du pont des Trous sont inesthétiques. Elle s'interroge sur leur utilité réelle et sur la possibilité des les immerger complètement.

M. VANMUYSEN rétorque, en ce qui concerne les impacts économiques en Wallonie picarde, qu'actuellement 7,5 millions de tonnes de marchandises par an passent par l'Escaut (Liège comparativement; 13 millions de tonnes).

Ce tonnage est véhiculé par des bateaux de 1.350 tonnes (classe IV) et des 2.000 tonnes non standardisés. Pour que la voie d'eau reste compétitive, il est nécessaire de naviguer avec des bateaux standardisés. Une étude économique prévoit d'augmenter le tonnage de 2 millions par an. Dans le

futur proche, la Lys sera modernisée à 4.500 tonnes (classe Vb). Si rien n'est fait sur l'Escaut, tout le trafic transitera par la Lys sans que les entreprises locales puissent en bénéficier.

Pour ce qui est des lisses de guidage, elles sont nécessaires pour éviter d'élargir l'arche centrale du pont des Trous à 17 ou 18 mètres car, dans ce cas, il aurait été impossible de garder la structure des trois arches, qui est le souhait du comité d'accompagnement.

De fait, les lisses permettent de réduire l'élargissement à 12,5 m en jouant un rôle d'entonnoir. Elles servent à canaliser et réaligner les bateaux sous le pont.

Un membre suggère de réaliser une sorte de plateau ou de plancher pour couvrir la partie entre les berges et les lisses de guidage et ainsi atténuer leur effet.

A cela, il est répondu que cette hypothèse a été écartée pour des raisons de sécurité (des personnes peuvent s'installer sur le plateau ou le plancher en question, se mettant ainsi en danger ou mettant en danger le trafic fluvial).

Un membre de la CCATM déclare qu'il ressent une forte tension au sein de la CCATM. Il précise qu'il a ressenti du plaisir à participer aux réunions très riches du comité d'accompagnement du projet dans lesquelles la CCATM était, d'ailleurs, représentée. Il estime qu'il faut rester dans une logique de dialogue.

Il souhaite :

- la pose de panneaux rappelant le rôle de Louis XIV, l'histoire des ponts et moulins...;*
- la mise en lien de la halte nautique avec le pôle technicité;*
- l'intégration de la circulation des vélos.*

Il regrette, toutefois, qu'il n'y ait pas d'intervention sur la passerelle de l'Arche.

Il préconise l'intervention de Jean GILBERT, par exemple, sur la question du coloris.

M. VANMUYSEN précise que la passerelle de l'Arche sera restaurée, mais pas dans le cadre du présent projet.

Les conseillères en aménagement du territoire rappellent que le projet ne se limite pas à la zone du pont à Pont (200 m), mais concerne toute la traversée de Tournai qui représente un tronçon de 2,2 km et englobe plusieurs projets visant l'amélioration des quais. Elles précisent également qu'indépendamment des délais légaux, les membres de la CCATM peuvent prendre plus de temps pour rendre leur avis vu que les délais seront statés le temps que le conseil communal se prononce sur la question de la modification des voiries. Il leur est loisible, dans ce cas, de demander des explications supplémentaires ou de ressolliciter une ou plusieurs présentations du projet.

Les membres de la CCATM décident, toutefois, de voter en séance. Le vote intervient sur :

- la qualité de l'étude d'incidences;*
- sur le respect du projet quant à l'article 1er du CWATUP.*

Concernant la qualité de l'étude d'incidences :

Par 11 voix contre, 3 abstentions et 1 voix pour, la commission émet un avis défavorable.

Concernant le respect du projet quant à l'article 1er du CWATUP :

Par 11 voix contre, 3 voix pour et 1 abstention pour, la commission émet un avis défavorable.";

Considérant l'avis de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) du 7 octobre 2015 (cfr annexe 2), laquelle est favorable sous quelques réserves, dès lors que le projet a fait l'objet de réunions préparatoires en présence, notamment, de l'administration communale, des impétrants et des voies navigables pour définir les solutions les plus optimales : la configuration effective du pertuis étant définie sur le plan du bureau GREISH du 20 août 2015;

Vu l'avis du 30 octobre 2015 du service de l'archéologie du SPW (service public de Wallonie) demandant aux voies hydrauliques de prendre contact dès à présent pour aborder les modalités d'intervention éventuelle du fait que le projet se situe dans une zone sensible sur le plan

archéologique et/ou concerne une surface importante justifiant une évaluation archéologique systématique;

Vu l'avis du 27 octobre 2015 de la zone de secours de Wallonie picarde formulant les remarques suivantes sur les voiries et les abords, à savoir :

".../...

Avis concernant les voiries et les abords

1. *L'auteur de projet devra vérifier si des bouches ou des bornes incendie sont déplacées. Si tel est le cas, elles seront remplacées de façon à être aussi proches que possible de la situation actuelle.*
2. *Les voiries seront conformes à l'annexe 3/1 de l'arrêté royal du 4 juillet 1994. Elles auront les caractéristiques suivantes :*
 - *largeur libre minimale : 4 m*
 - *rayon de braquage minimal : 11 m (courbe intérieure), 15 m (courbe extérieure)*
 - *hauteur libre minimale : 4 m*
 - *pente maximale : 6 %*
 - *capacité portante : telle que les véhicules, dont la charge par essieu est de 13 t maximum, puissent y circuler et y stationner sans s'enliser, même s'ils déforment le terrain;*
 - *permettre la présence simultanée de 3 véhicules de 15 t;*
 - *distance entre le bord de la voirie et le plan de la façade : entre 4 m et 10 m.*

Si nécessaire, l'auteur de projet introduira une demande de dérogation auprès du SPF Intérieur en ce qui concerne la largeur des voiries (largeur de 3,5 m prévue aux plans).

1. *Les immeubles se situant en zone de travaux devront rester accessibles aux véhicules de la zone de secours de Wallonie picarde pendant toute la durée desdits travaux.*
2. *Les plantations se trouvant en bord de voiries seront entretenues de telle manière à ce que les largeur et hauteur mentionnées au point 2 restent telles quelles.";*

Vu l'avis du 18 novembre 2015 de la zone de police du Tournaisis sans incidence sur le projet dès lors qu'il fait état de la réalisation du chantier pendant lequel des itinéraires spécifiques aux différents modes de déplacement ont été étudiés et seront mis en œuvre en concertation avec la société désignée : les déviations prendront en compte la mobilité douce (notamment sur les aménagements cyclables réalisés au centre-ville);

Vu l'avis du 19 février 2016 de la cellule mobilité (cfr annexe 3), à savoir :

".../...

Madame,

Veuillez trouver ci-dessous l'analyse sous l'aspect mobilité de la demande de permis d'urbanisme pour la modernisation de la traversée de Tournai à la classe Va.

Cette analyse s'appuie notamment sur le plan communal cyclable et l'actualisation du plan communal de mobilité.

Remarques préalables

Le plan communal cyclable

Les quais sont des axes structurants majeurs pour la circulation des cyclistes.

Le plan communal cyclable propose également l'aménagement de deux nouvelles passerelles cyclo-piétonnes :

- *au niveau du pont Delwart*
- *au niveau de la passerelle de l'Arche.*

Le plan communal de mobilité

L'actualisation du plan communal de mobilité propose d'établir un "RAVeL" sur les deux rives de l'Escaut liaisonné par des cheminements cyclo-pédestres au niveau du jardin de la Reine, du pont Delwart et du quai Sakharov (voir figure n°3.3.2b et annexes 3.3.2b et 3.3.2c).

Les quais Sakharov et Dumon sont repris dans le réseau collecteur (figure 3.4.7 et annexe 3.4.5).

L'ensemble des autres quais de l'intra-muros ne sont pas déterminants et ne font pas partie du réseau collecteur. Il s'agit de voiries de quartier n'ayant pas vocation à supporter une circulation dense. L'enjeu majeur des ces voiries est "des cheminements et traversées cyclo-pédestres à sécuriser et dont le confort est à améliorer" (annexe 3.4.6).

Dossier technique

Sens de circulation

Des erreurs sont à relever :

- *sens de circulation existant : la portion de quai située entre la rue des Puits l'Eau basse et la rue Madame est à double sens;*
- *sens de circulation projeté :*
 - *inverser le sens de circulation du sens "existant" au niveau de la portion du quai Saint-Brice, entre la rue Royale et le quai Dumon;*
 - *le quai Sakharov est ici en sens unique alors que, sur les plans, il est à double sens (?).*

Mobilier

Il y a lieu d'ajouter du mobilier vélo aux endroits suivants :

- *quais Sakharov/Dumon, aménagement face à la rue du Château;*
- *quai Saint-Brice, placette au pied du pont à Pont;*
- *place Gabrielle Petit;*
- *quai Taille-Pierres, balcon sur le fleuve face à la rue des Petits Récollets.*

Plans projets

.../...

Plan projet zone 2

1. Le quai Saint-Brice

Une zone 20 est aménagée entre la rue Cambron et la ruelle d'Alluin. Ce type d'aménagement facilitera les manœuvres d'accès aux garages localisés dans cette zone et permettra de garder une continuité de la promenade piétonne + vélos. Les aménagements devront être conformes aux prescriptions d'une zone résidentielle.

La ruelle d'Alluin est actuellement à double sens et pourra, suite aux aménagements, être mise en sens unique limité.

Un plateau devrait être établi à hauteur de la ruelle Moncheur.

La largeur du trottoir au niveau du raccordement avec la rue Royale est insuffisante et doit atteindre 1,5 m.

Plan projet zone 3

1. quai Vifquin

Une rampe est manquante au niveau du plateau rue Cambron.

2. place Gabrielle Petit

Pour rappel, une demande de l'école de danse DANSE & CIE sollicitait d'intégrer du stationnement en épi dans la partie "place".

3. quai Taille-Pierres

Une rampe est manquante au niveau du plateau rue Cherequefosse.

Plan projet zone 4

1. quai du Luchet d'Antoing

Il n'y a aucun détail sur le raccordement de la promenade piétonne + vélos avec le quai du Pays Blanc (en dessous du pont Devallée). Cela devra être précisé.

2. quai Taille-Pierres

Une rampe est manquante au niveau du plateau rue Tour Cantraine (sentier du Leu).

3. pont Devallée

Veiller à garantir le cheminement des piétons et des cyclistes en cohabitation avec le passage des bus.

Il y a un arrêt TEC à ce niveau qu'il y aurait lieu d'intégrer.

A quoi correspond l'inscription "escalier à créer" dans le parc Marvis?";

Vu l'avis des services techniques communaux du 8 mars 2016, à savoir :

".../...

- L'ensemble de l'éclairage public installé sera de type LED agréé par le gestionnaire de réseau ORES;*
- L'ensemble des travaux sera conforme au cahier des charges type "Qualiroutes".*
- Aux profils 14-14 et 15-15, il est mentionné au plan terrier un filet d'eau le long de la promenade en dalle de pierre bleue. Celui-ci n'est pas pourvu d'avaloirs.*
- Est-il utile? Le cas échéant, prévoir des avaloirs. Dans le cas contraire, il faut supprimer le filet d'eau.*
- Au niveau du profil 12-12, le revêtement en pierre bleue d'une épaisseur de 12 cm sera adapté en largeur et en longueur pour supporter la circulation automobile. Préférer un format "pavés" plutôt qu'un format "dalles".*
- Les caniveaux à fente auront une couverture suffisante en fonction de la nature du revêtement pour en assurer la bonne tenue dans le temps.*
- Solliciter l'avis du HIT (Hainaut ingénierie technique) pour les rieux canalisés (exemple : rieu d'Amour).*
- Solliciter l'avis d'IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) en ce qui concerne l'égouttage.*
- Solliciter l'avis du gestionnaire du patrimoine arboré de la Ville de Tournai.*
- Solliciter l'avis du service mobilité et des services de police, de secours.*
- Le choix et la teinte des mobiliers urbains seront dans le même esprit que pour ceux des quais déjà aménagés.";*

Attendu que la présente décision intervient dans le cadre du décret sur la voirie communale en son article traitant des plans d'alignement dès lors que ceux-ci doivent être élaborés eu égard à l'article 394 du CWATUP (les voiries concernées étant dans le centre ancien protégé en matière d'urbanisme, à savoir :

"Article 394 : les largeurs des rues, ruelles et impasses, les dimensions des places et les fronts de bâtisse doivent être maintenues dans leur état de fait actuel.../...

Toute modification des dimensions de ces espaces ne pourra se faire que sur base d'un plan d'alignement approuvé.";

Considérant qu'un plan d'alignement est nécessaire pour le quai Saint-Brice et le quai Vifquin (*cfr annexe 4 : figure 1 - plan 25a*) eu égard à l'élargissement de l'Escaut et, donc, à la diminution de l'espace public;

Considérant qu'un plan d'alignement est aussi nécessaire pour le quai Taille-Pierres (*cfr annexe 5 : figure 2 - plan 26a*) eu égard à la création d'une halte nautique évolutive avec des zones de balcon s'avancant sur le fleuve et, donc, à une augmentation de l'espace public;

Attendu que ces plans d'alignement, après enquête publique, ont été soumis à l'avis du collège provincial par courrier expédié le 23 décembre 2015;

Vu l'avis favorable du collège provincial du 25 février 2016 communiqué au collège communal par lettre datée du 2 mars 2016 : le collège provincial ayant considéré que les modifications de voirie projetées n'entraîneront aucun inconvénient significatif à la circulation viaire et sont conformes aux règles de l'art;

Considérant que cet avis du collège provincial (*cfr annexe 6*) est de toute façon réputé favorable dès lors qu'il a été transmis au-delà des 60 jours comme précisé à l'article 5, 2ème alinéa du décret voirie;

Vu l'article 5, 3ème alinéa du décret voirie précisant que, dans les 120 jours à dater de la clôture de l'enquête publique, le conseil communal prend connaissance des résultats de l'enquête publique et de l'avis du collège provincial et arrête, le cas échéant, le plan d'alignement;

Vu, également, l'article 22 du décret voirie (hypothèse où le projet de plan d'alignement est élaboré par un demandeur simultanément avec son projet) précisant que le conseil communal se prononce alors par décisions distinctes sur la demande de modification de voirie communale et sur le projet de plan d'alignement;

Vu sa décision en même séance sur la demande de modification de la voirie communale;

Attendu qu'à ce stade des procédures administratives, le collège communal n'a pas à se prononcer sur le projet tel qu'annexé à la demande de permis d'urbanisme dont la compétence est d'ailleurs du fonctionnaire délégué;

Attendu que le collège communal pourra, en temps opportun, formuler des conditions sur le projet dans le cadre de son avis, à savoir dès que l'approbation des plans d'alignement aura un caractère définitif;

Attendu que, eu égard à certaines réclamations, il faut rappeler que le collège communal n'est pas compétent sur la complétude de la demande en ce compris sur l'EIE, qu'il actera, toutefois, que celle-ci aurait pu aborder le sujet des nuisances sonores (vibrations), mais que, sur ce sujet, il peut être argumenté une amélioration notable vu le recours généralisé à une nouvelle flotte de bateaux de classe Va avec des conditions de navigabilité plus aisées;

Attendu que, eu égard à certaines réclamations sur la largeur du quai Saint-Brice, il s'agit aux termes du plan communal de mobilité (PCM) dont l'actualisation a été approuvée par le conseil communal du 23 novembre 2015, d'une voirie de desserte de toute façon à sens unique; qu'il s'agira ici, dans le tronçon rétréci, d'une voirie zone 20 jusque la ruelle d'Alluin : ce type d'aménagement facilitera les manœuvres d'accès aux garages et permettra de garder une continuité dans la promenade piétonne et vélos;

Vu, en ce qui concerne le quai Taille-Pierres, le plan de coupe explicatif du balcon sur le fleuve qui vient donc en surplomb sur pilotis avec un habillage en bois vertical de type "azobé", en ce compris les garde-corps, ne laissant certes plus la lisibilité des façades comme actuellement avec les garde-corps en tête de lion caractéristique le long des quais (*cfr annexe 7 : figure 3*);

Vu la lettre du 17 février 2016 de Monsieur Maxime PREVOT, ministre des travaux publics (*cfr annexe 8*), confirmant qu'il s'agit bien d'une mise à gabarit de classe Va (110 m x 11,40), rappelant que le nouveau tracé du quai Saint-Brice provient de l'étude de navigation menée par ALKYON en 2009; qu'il a juste été adapté à l'aval du tracé afin de se raccorder tangentiellement sur le mur de quai existant (± 50 cm de correction au point de raccord aval) et qu'affirmer que le tracé a été modifié entre 2013 et 2015 constitue une contrevérité (il n'a en fait quasi plus évolué depuis 2009...);

Vu également, dans ce courrier, les commentaires suivants en ce qui concerne les bateaux de classe Va :

".../...

Quant aux bateaux de classe Vb, l'explication est fournie dans le rapport ci-annexé et, plus particulièrement au point 7 : "Dans un but de prédiction des évolutions possibles des besoins en matière de transports fluviaux, les aménagements projetés, dimensionnés pour le gabarit Va, ont été, par principe de précaution, confrontés à une simulation de navigation d'un bateau de gabarit Vb. La trajectoire idéale empruntée par ce type de bateau dans la passe navigable élargie pour le gabarit Va approche le mur de berge à moins de 2 mètres, ce qui ne répond absolument pas aux exigences minimales de navigation des bateaux de ce gabarit Vb, mais montre la possibilité théorique géométrique de passage de ces bateaux moyennant le recours à de périlleuses manœuvres".

En résumé, cette considération très technique conduit à démontrer que le passage des bateaux de classe Vb ne répond pas aux normes de navigation et est donc interdit.

Actuellement, des bateaux de gabarit NON STANDARDISE (par exemple 109 x 10,5 m comme cité dans l'article) peuvent effectivement passer à Tournai. Ces bateaux non standardisés sont rares et, dans le

futur, ne seront plus construits. L'avenir du transport fluvial passe donc par des gabarits standardisés et donc par le gabarit Va qui nécessite cet élargissement pour pouvoir naviguer dans des conditions acceptables.

En outre, je vous rappelle que divers ouvrages sur l'Escaut à proximité immédiate de Tournai (notamment les écluses de Kain et Hérinnes ainsi que le pont des roulages) ne permettent pas le passage des bateaux de classe Vb. Il n'y a donc aucune crainte à avoir et le spectre d'une manœuvre en coulisse de la part de la Région pour permettre le passage de bateaux de gabarit Vb est donc totalement infondé.

.../...";

Vu également la note de synthèse de l'auteur de projet sur l'analyse de la navigabilité des bateaux de classe Va dans la zone du pont à Pont et du quai Saint-Brice, à savoir :

"NOTE DE SYNTHESE

Remarque initiale

*Le but de la présente note est de fournir une synthèse de l'analyse de la navigabilité des bateaux Va (110*11,4 m) dans la zone du pont à Pont. Pour une connaissance plus approfondie des sujets exposés, nous renvoyons le lecteur à la note générale.*

Le rétrécissement actuel de la passe navigable dans la zone du pont à Pont ne permet pas aux bateaux de la classe Va de naviguer dans des conditions acceptables de sécurité.

La largeur du chenal de 19 m combinée à la présence d'un rayon de courbure de l'ordre de 425 m permet à peine au convoi de s'inscrire géométriquement entre les berges, ce qui rend la trajectoire extrêmement difficile.

Afin d'autoriser la navigation normale des unités de classe Va jusqu'à des débits de 70 m³/seconde (débit de l'Escaut dépassé seulement une quinzaine de jours par an à Tournai), un élargissement du chenal dans la zone du pont à pont est nécessaire. Cet élargissement se justifie tant du point de vue de la trajectoire géométrique du bateau que du point de vue de la vitesse de navigation.

Plusieurs méthodes existent pour dimensionner la largeur à donner à la passe navigable.

*La première repose sur les **normes** de dimensionnement des voies navigables **hollandaises** (Richtlijnen Vaarwegen RVW 2005). Ces dernières fixent la largeur minimale pour une voie d'eau à sens unique à deux fois la largeur du bateau, augmentée d'une sur-largeur dans les zones en courbe.*

Selon le rayon de courbure de la trajectoire théorique idéale empruntée par le bateau de classe Va naviguant dans la zone du pont à Pont (704 m), la largeur minimale du fleuve fixée par les normes hollandaises devrait être de 31,40 m. Elle devrait être de 47,10 m pour un bateau de classe Vb.

*La seconde méthode abordée repose sur les **normes** de dimensionnement des voies navigables **allemandes** (Richtlinien für Regelquerschnitte von Binnenschiffahrtskanälen, 2011). Ces dernières fixent une zone de garde de 4 m entre une bande de navigation théorique et une berge verticale. La bande de navigation théorique considérée par ces normes possède une largeur minimale de 18,40 m pour un bateau de classe Va dans une voie d'eau en alignement droit. A nouveau, une sur-largeur doit être considérée dans les zones en courbe. Selon le rayon de courbure de la trajectoire théorique idéale empruntée par le bateau de classe Va naviguant dans la zone du pont à Pont (704 m), cette sur largeur vaudrait 8,40 m. La largeur minimale du fleuve fixée par les normes allemandes devrait alors être de 34,80 m. Elle devrait être de 37,70 m pour un bateau de classe Vb.*

*Ces largeurs théoriques étant incompatibles avec l'inscription du fleuve dans la Ville, une troisième méthode nécessitant un recours à des **simulations de navigation** a été abordée. Le bureau spécialisé ALKYON a donc été mandaté en 2009 pour réaliser ces simulations sur le logiciel Ship Navigator.*

Dans son rapport final, ALKYON propose d'adopter, pour la rive droite dans la zone du pont à Pont, une courbe redessinée qui lui a servi de base pour vérifier le passage en sécurité des bateaux de classe Va (voir figure 1)

C'est cette courbe, légèrement adaptée au niveau de son raccord aval sur la berge existante, qui est dessinée dans les documents présentés à la demande de permis d'urbanisme. La figure 2 permet de montrer l'intégration de la trajectoire théorique idéale du bateau de classe Va dans cette courbe redessinée et en y faisant figurer en trame foncée les zones de garde de 4 m requises par les normes allemandes.

Dans un but de prédiction des évolutions possibles des besoins en matière de transport fluviaux, les aménagements projetés, dimensionnés pour le gabarit Va, ont été, par principe de précaution, confrontés à une simulation de navigation d'un bateau de gabarit Vb. La trajectoire théorique idéale empruntée par ce type de bateau dans la passe navigable élargie approche le mur de berge à moins de 2 mètres, ce qui ne répond absolument pas aux exigences minimales de navigation des bateaux de ce gabarit, mais montre la possibilité théorique géométrique de passage de ces bateaux moyennant le recours à de périlleuses manœuvres.

Afin de maximiser la largeur résiduelle du quai Saint-Brice, les simulations de navigation menées par ALKYON ont permis de valider un tracé qui ne pouvait l'être sur base des normes usuelles de dimensionnement de la voie d'eau.

	Largeur minimale du fleuve au droit du quai Saint-Brice au niveau du bâtiment de la Croix-Rouge			
	Normes hollandaises	Normes allemandes	Simulations de navigation par ALKYON	Valeur retenue dans le cadre de la demande de permis
Bateau Va	31,40 m	34,80 m	27,20 m	27,20 m

Ce tracé entraîne sur une quarantaine de mètres, des largeurs de quai inférieures à 8 m et jusqu'à un minimum de 5,85 m (au niveau du bâtiment de la Croix-Rouge).

L'aménagement projeté de ce quai donne la priorité aux piétons dans une logique de partage de l'espace par les différents usagers. La vitesse de circulation maximale sera fixée à 20 km/heure dans cette zone, alors que l'ensemble des quais sera porté en zone 30 km/h.

Des revêtements distincts existent pour guider les flux, mais la largeur complète du quai se positionne sur un même niveau. Ce type d'aménagement dans des largeurs comparables existe déjà en de nombreux endroits de la ville de Tournai tout en montrant un bon fonctionnement. L'exemple de la rue Dame Odile située à proximité de la zone sur l'autre rive peut être cité. Deux fronts bâtis s'y font face, ce qui, pourtant, complique encore l'aménagement urbain par rapport au quai Saint-Brice.

Les aménagements projetés permettent de conserver l'accès aux garages situés le long du quai Saint-Brice. La réglementation en vigueur sur ce sujet demande en effet un recul de 5 m pour accéder à un emplacement de stationnement privé. Ce recul théorique est respecté par le profil du quai développé pour ce projet et l'accès a été confirmé par une simulation de giration avec un véhicule de 4,80m de longueur.";

Vu le tableau des débits de l'Escaut, duquel il appert que le débit de 25 m³/seconde est rencontré 1 jour sur 2 et que, dans ce cas, pour un bateau Va, la navigation est très lente avec des blocages aux extrémités de la traversée (cfr annexe 8);

Vu la note générale, dont question ci-dessus mise en annexe (cfr annexe 9) de la présente décision; Attendu que ce projet est inscrit dans le PLAN "Seine-Escaut est" approuvé par le gouvernement wallon du 12 juillet 2012;

Attendu qu'il s'agit de l'avenir du transport fluvial pour le bénéfice aussi d'entreprises de la Wallonie picarde (CCB, HOLCIM, CBR, DUFOUR, COSUCRA, TRANSLOMAT, SARENS, TRBA, ROSIER, ESCAUT

SILOS, DERASSE, LEBRUN, VANDEPUTTE, DESCHIETER BCMA, établissements LAURENT, HAINAUT TANKING, YARA, ADVACHEM, STORME,...), soit aujourd'hui plus de 5.000 emplois directs;

Vu la présentation du projet faite en sa séance publique du 7 mars 2016 où, tant les représentants des réclamants que ceux des demandeurs, ont pu exprimer leur point de vue;

Attendu que, sur base de ces auditions, il y a lieu de faire sienne l'analyse de la passe navigable des spécialistes sur ce sujet, notamment en ce qui concerne la marche de sécurité à assurer pour une traversée en sécurité maximale;

Compte tenu que cette analyse a été réalisée en faisant appel à un logiciel performant avec un batelier expérimenté pour effectuer les simulations dans toutes les conditions de navigabilité (débit, bateaux, sens de navigation et chargement) et que ces simulations ont été validées sur le plan scientifique par le laboratoire de la direction de recherches hydrauliques (SPW);

Attendu qu'il importe d'assurer la commodité et la sécurité de passage tant des usagers de la navigation que des usagers de la route qui est ici assurée dès lors que la voirie est conçue en zone 20 à sens unique et que les aménagements envisagés sont conformes au PCM dont l'actualisation a été approuvée par le conseil communal du 23 novembre 2015;

Attendu qu'il importe aussi d'assurer une fluidité du trafic fluvial qui, déjà dans la traversée de Tournai, est en alternat : cette fluidité ne peut être assurée que si le bateau peut manœuvrer aisément et en sécurité;

Attendu qu'il s'agit d'un projet à portée européenne du transport fluvial dans un souci de développement durable;

Vu la décision du collège communal du 25 mars 2016 de soumettre le dossier au conseil communal tout en actant que l'Echevin Robert DELVIGNE marque d'ores et déjà son désaccord sur l'élargissement de l'Escaut à 27 m à hauteur du quai Saint-Brice;

Pour les motivations susdites;

Sur proposition du collège communal;

Par 23 voix pour, 15 voix contre et 1 abstention;

PREND CONNAISSANCE

comme stipulé à l'article 5, 3ème alinéa du décret du 6 février 2014 sur la voirie communale, des résultats de l'enquête publique (enquête unique) tels que repris dans le susdit procès-verbal de clôture d'enquête ainsi que de l'avis favorable du collège provincial;

DECIDE

d'arrêter, d'une part, le plan d'alignement du quai Saint-Brice et du quai Vifquin tel que repris sur le plan référencé plan 25a (*cfr annexe 4*) et, d'autre part, le plan d'alignement du quai Taille-Pierres tel que référencé plan 26a (*cfr annexe 5*).

Annexes à la décision :

- *Annexe 1 : procès-verbal de cette réunion de concertation*
- *Annexe 2 : avis de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE)*
- *Annexe 3 : avis cellule mobilité + croquis*
- *Annexe 4 : figure 1 - plan 25a un plan d'alignement est nécessaire pour le quai Saint-Brice et le quai Vifquin*
- *Annexe 5 : figure 2 - plan 26a un plan d'alignement est aussi nécessaire pour le quai Taille-Pierres*
- *Annexe 6 : avis du collège provincial*
- *Annexe 7 : figure 3 - structure proposée halte nautique évolutive*
- *Annexe 8 : débit de l'Escaut*
- *Annexe 9 : courrier du ministre Maxime PREVOT + note générale.*

18. Modification de la voirie communale dans le cadre de la mise à gabarit de l'Escaut aux bateaux de classe Va pour le quai Saint-Brice, le quai Vifquin et le quai Taille-Pierres. Approbation.

Par 23 voix pour, 15 voix contre et 1 abstention, le conseil communal prend la délibération suivante :
Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mme L. BARBAIX, MM. L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCOQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVI, M. G. DENONNE, Mme M. C. MARGHEM, M. B. LAVALLEE, Mme C. GUISET-LEMOINE, M. L.-D. CASTERMAN, Mmes D. CLAEYSSENS, H. LELEU, B. DEWAELE, M. R. DELVIGNE.

S'est abstenu : M. J.-L. CLAUX.

Vu le programme de politique générale (PPG) approuvé par le conseil communal le 18 décembre 2012, dont l'un des objectifs est : *"Agir pour créer de l'activité économique et de l'emploi"*, notamment en ayant une attention sur les équipements structurants qui favorisent l'attractivité économique. Parmi les priorités en cette matière figure la mise à gabarit à 2.000 tonnes de l'Escaut : *"il s'agit d'un élément décisif pour la ville qui l'aidera à proposer aux entreprises un accès adéquat au réseau fluvial. Tournai ne peut être marginalisée dans le contexte de la réalisation du canal Seine-Nord. Le passage à 2.000 tonnes et la présence d'accès à l'Escaut permettront à la ville de demeurer attractive pour les entreprises susceptibles de recourir à la voie d'eau."* (extrait de la déclaration de politique communale, pages 7 et 8);

Vu en outre que l'aménagement des quais est également l'une des priorités du programme de politique générale (PPG) en son chapitre *"Agir pour relever le défi de l'attractivité urbaine et rurale"*, notamment par la reconquête de l'Escaut : *"La présence d'un cours d'eau est un élément marquant pour une ville. Tournai a, à ce titre, une formidable carte à jouer dans son dialogue avec l'Escaut. Nous poursuivrons la requalification des quais, notamment sur la rive droite. Cela implique, aussi, de multiplier les aménagements connectant le fleuve avec les pôles d'attraction et les itinéraires de randonnées et de promenades. Nous valoriserons davantage la halte fluviale – qui doit contribuer à l'ambiance et au charme du lieu – par un aménagement des quais et une connexion terrestre agréable avec la ville. Enfin, nous étudierons la faisabilité d'un port de plaisance dans la ville nouvelle (au-delà du pont des Trous)."* (extrait de la déclaration de politique communale, page 41);

Attendu que ces objectifs ont été traduits dans le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP), notamment en son article 127 traitant des permis de la compétence du fonctionnaire délégué et en son article 129 quater traitant de la suspension des délais d'instruction des demandes des permis d'urbanisme dans l'attente de l'obtention de l'accord définitif relatif à la voirie communale et de l'arrêté relatif au plan d'alignement;

Vu le Code de l'environnement en son chapitre traitant des dossiers soumis à étude des incidences sur l'environnement;

Vu le décret wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale et, plus précisément, ses articles traitant des demandes impliquant la modification d'un plan d'alignement;

Considérant le courrier du service public de Wallonie, direction générale opérationnelle 4 (DGO4), aménagement du territoire du 17 septembre 2015, par lequel est transmis le dossier de demande de permis d'urbanisme du Service public de Wallonie, direction générale opérationnelle 2, direction des voies hydrauliques de Tournai, dont les bureaux se trouvent à 7500 Tournai, rue de l'Hôpital Notre-Dame, 2, qui a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à la **MODERNISATION DE L'ESCAUT DANS SA TRAVERSEE DE TOURNAI A LA CLASSE VA;**

Considérant que le projet consiste notamment à :

- remplacer le pont à Pont par un nouvel ouvrage et élargir l'Escaut dans la zone du quai Saint-Brice et partie du quai Vifquin;
- réaménager l'ensemble des quais de l'Escaut (non encore aménagés lors des dernières années) entre le pont Delwart et le pont Devallée et intégrer une halte nautique évolutive aux alentours du quai Taille-Pierres;
- remplacer les arches du pont des Trous avec intégration de lisses de guidage;
- modifier les alignements par l'élaboration d'un plan d'alignement pour les quais Saint-Brice, Vifquin et Taille-Pierres;

Considérant qu'une partie de ce projet a été retirée de la demande de permis suite à la consultation populaire du 25 octobre 2015 relative au pont des Trous;

Considérant que la partie retirée concerne, selon lettre du 10 décembre 2015 de la direction des voies hydrauliques, la phase 4 du projet, à savoir tant le pont des Trous que les aménagements connexes du quai des Vicinaux (en ce compris la halte nautique) jusqu'au pont de Fer et quai Donat Casterman au droit du parc de la Reine;

Considérant que la demande implique la procédure préalable liée à l'article 129 quater du Code wallon de l'aménagement du territoire (CWATUP) ainsi que celle prévue par le décret wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale; de fait un plan d'alignement est ici nécessaire aux termes de l'article 394 du CWATUP compte tenu de la modification de la largeur de certains quais;

Considérant que l'enquête publique a été organisée du 23 octobre au 24 novembre 2015, conformément aux dispositions du susdit décret mais aussi conformément au décret relatif à l'évaluation des incidences sur l'environnement tel qu'inséré dans le code de l'environnement (affichage préalable à l'enquête, parution préalable dans les journaux,...);

Considérant que cette enquête publique, aux termes des susdits décrets, est une enquête "unique" qui concerne à la fois l'étude des incidences sur l'environnement (étude requise dès lors que le projet concerne des bateaux de plus de 300 tonnes (rubrique 61.20.02 de l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002), les plans d'alignement (quai Saint-Brice, quai Vifquin, et quai Taille-Pierres) ainsi que l'ensemble du projet;

Considérant qu'en conséquence, l'enquête publique a concerné aussi la phase 4 puisque l'enquête a été annoncée avant la consultation populaire sur le pont des Trous avant le retrait de celle-ci par courrier daté du 10 décembre 2015;

Vu le procès-verbal de clôture d'enquête, à savoir :

" *L'an deux mil quinze,*

Le vingt-quatre du mois de novembre,

Je soussigné Armand BOITE, Echevin de la Ville de Tournai, délégué par le collège communal, pour procéder à l'enquête ouverte le vingt-trois octobre deux mille quinze relative à la demande de permis d'urbanisme avec plan d'alignement introduite par le Service public de Wallonie, direction générale opérationnelle 2, direction des voies hydrauliques de Tournai pour la modernisation de la traversée de Tournai à la classe Va.

Me suis rendu à l'hôtel de ville, lieu indiqué où étaient présents :

Pour l'administration communale de Tournai

M. Armand BOITE, Echevin des travaux et de la mobilité, mandaté par le collège communal pour clôturer l'enquête publique;

M. Alexandre VACHAUDEZ, conseiller au cabinet de Monsieur l'Echevin de l'Urbanisme;

Mme Line RENAUX, chef de division au service urbanisme;

Mme Nabila CHARARA, chef de bureau au service urbanisme

Pour les réclamants

M.	Jacques	GUILLAUME	rue Joseph Poutrain	16	7540	KAIN
Mme	Chantal	GHELEYS	rue Joseph Poutrain	16	7540	KAIN
Mme	Anny	DESEYN	rue des Augustins	31	7500	TOURNAI
Mme	Annie	NORGA	rue de la Brasserie	27	7536	VAULX
M. et Mme	Yves	BOYAVAL	quai Notre-Dame	9	7500	TOURNAI
M.	Eric	MARCHAL	rue Saint-Bruno	18	7500	TOURNAI
Mme	Keith	MILLS	rue du Rempart	27	7500	TOURNAI
M.	Michel	WISEUR	boulevard Léopold	114	7500	TOURNAI
Mme	Annie	VANTIEGHE M	rue de l'Arsenal	1 boîte21	7500	TOURNAI
Mme	Nadine	WILLOCQ DEPAUW	rue de l'Arsenal	1 boîte31	7500	TOURNAI
Mme	Thérèse	JAUNIAU MARTIN	rue de l'Arsenal	1/24	7500	TOURNAI
M.	Eric	VANOVERST RAETEN	place Verte	9	7500	TOURNAI
Mme	Geneviève	BODART	chemin Montagne	19	7500	TOURNAI
Mme	Ghislaine	VIFQUIN	rue Michel Holyman	10	7500	TOURNAI
Mme	Carine	FOSSE	rue Basse Couture	33	7500	TOURNAI
M.	Thierry	OTTEVAERE	rue Haigne	27	7500	TOURNAI
Mme	Jacqueline	FOUCART	rue Derasse	4	7500	TOURNAI
M.	Simon	BUSIEAU	placette aux Oignons	20//18	7500	TOURNAI
M.	Alain	VANDENBRO UCKE	rue Frinoise	33/22	7500	TOURNAI
M.		ROCHE				

M.	Jean Pierre	WINBERG	chemin des Pilotes		7540	KAIN
M.	Bernard	PARFAIT	quai Andreï Sakharov	20//7	7500	TOURNAI
M.	Philippe	PIERQUIN	Pic-au-Vent "Le Moulin"	2	7500	TOURNAI
M.	Pol	BAUDRU	rue Saint-Eleuthère	50	7500	TOURNAI
M.	François	COUPE	quai Saint-Brice	7	7500	TOURNAI
M.	Roger	THIBAUT	avenue des Alliés	1	7540	KAIN
M.	Daniel	BARBEZ	rue Michel Holyman	10	7536	VAULX
M.	André	THIEBAUT	résidence des Mottes	40	7503	FROYENNES
M.	Pierre	VITRY	chemin Montagne	19	7500	TOURNAI
M.	Pierre	ROLAND	avenue des Alliés	57	7540	KAIN
M.	Bruno	DEPELCHIN	rue Pierre	31	7540	KAIN
M.	Alain	CARBONNEL LE	rue Rogier	35	7500	TOURNAI

J'ai reçu et annoté les questions et observations ci-après :

En préambule, Mme RENAUX précise qu'aux termes du décret "voirie communale" (sur le volet plan d'alignement), il y a lieu d'organiser une réunion de concertation si le nombre de réclamants est supérieur à 25. Ce qui peut être considéré comme étant le cas ici sans faire la distinction entre les réclamations sur le volet plan d'alignement (quai Saint-Brice, quai Vifquin et quai Taille-Pierres) et le reste du projet. Une réunion de concertation aura donc lieu le jeudi 3 décembre 2015 à 17 heures à l'Hôtel de Ville de Tournai, à la salle du collège communal.

M. Bernard PARFAIT

Comment se fait-il qu'un avis de marché de service soit déjà lancé pour la phase du pont à Pont, alors que l'enquête publique n'est pas encore terminée?

M. VAN OVERSTRAETEN

Précise que le marché a déjà été attribué par ailleurs le 29 septembre 2015.

M. VITRY

Les péniches avec 3 conteneurs de front et 2 superposés passent déjà au niveau du pont à Pont. À quoi aspire-t-on de plus?

Comment les cyclistes peuvent-ils circuler sur les quais du pont à Pont dès lors que leur largeur sera réduite à 6 m? Il faut assurer la continuité des aménagements des quais pour les modes actifs.

Les bateliers ne passeront-ils pas de préférence par la Lys en France?

Quid de la modification des écluses?

M. MILS

La modernisation de la traversée de Tournai ne va-t-elle pas permettre à des "géants" de traverser la ville et de dévaloriser le patrimoine de celle-ci?

M. COUPE

Côté français, la Lys est déjà au gabarit souhaité. Les bateaux passeront par la Lys. L'élargissement à hauteur du quai Saint-Brice est donc inutile.

M. THIEBAUT

Les bateaux de classe Va et de 10,50 m de largeur permettent de charger 3 conteneurs de front. Les bateaux de 11,30 m de largeur ne permettent pas de charger un conteneur de plus.

M. Roger THIBAUT

Qui porte le projet?

Il est répondu que c'est le SPW, voies hydrauliques qui est le demandeur. Le permis d'urbanisme est de la compétence du fonctionnaire délégué du ministre et du gouvernement wallon. C'est donc la Région wallonne qui a la main!

M. PIERQUIN (ASBL LES AMIS DE LA CITADELLE)

Il a été décidé, aux termes de l'arrêté du gouvernement wallon du 12 juillet 2012, soit d'élargir les arches du pont des Trous, soit d'envisager la solution du contournement, sur base de différentes études dont l'étude d'ECOREM de 2011. Le SPW n'a donc retenu qu'une seule option qui l'intéressait, à savoir l'élargissement des arches.

En outre, l'arrêté royal du 24 juillet 1981 arrêtant le plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz préconisait un contournement par le nord-est.

Des bateaux pouvant aller jusqu'à 2.500 tonnes traversent déjà la ville!

M. Paul BAUDRU

La présente demande de permis prévoit que la courbure du pont des Trous soit réalisée en résille. Quid donc de la suite réservée aux résultats de la consultation populaire pour le pont des Trous?

Il est répondu que le bourgmestre en titre a fait part de son intention de se rallier à l'avis des Tournaisiens. D'autre part, un courrier du ministre compétent (PREVOST) précise que, sur demande du collège communal, il peut retirer la phase relative au pont des Trous de la demande de permis d'urbanisme. Il est également précisé qu'à ce stade aucune décision de retrait n'a été encore notifiée par le ministre à notre connaissance. Le collège communal s'en inquiétera.

M. MARCHAL

Le courrier dit de Pierre DUMORTIER est en réalité au nom de l'ARAO.

Les éléments manquants de l'étude d'incidences ne permettent pas d'apprécier le projet. Est-ce que ces compléments seront disponibles pour la réunion de concertation?

Il est répondu que le contenu de l'étude d'incidences est défini par le Code de l'environnement et que le dossier a été jugé complet par la Région wallonne. Après, il appartient au demandeur, s'il l'estime nécessaire, de fournir les compléments sollicités par les réclamants en vue d'une motivation par l'autorité compétente.

M. VAN OVERSTRAETEN

Est-ce qu'il est prévu, au même titre qu'on retire la phase du pont des Trous de la demande de permis d'urbanisme et qu'on revienne à une version pierre pour le pont des Trous (suite à la consultation populaire), qu'on rectifie le rayon de courbure prévu pour la passe du pont à Pont suite à l'enquête publique?

Il est répondu négativement.

M. PIERQUIN

L'étude d'incidences pose un problème éthique en ce sens qu'elle contient beaucoup de contradictions.

M. VITRY

Rappelle que le gabarit Va est différent du gabarit Vb particulièrement sur le plan de la longueur 110 m pour le premier et 185 m pour le second avec les impacts plus conséquents sur les rayons de courbure à envisager.

M. WISEUR

Regrette l'absence du demandeur (voies hydrauliques).

M. THIEBAUT

A l'impression que le projet est déjà figé.

Mme CHARARA expose, brièvement et à titre informatif, les différentes thématiques soulevées dans les réclamations et précise qu'il s'agit d'une synthèse non exhaustive à ce stade, à savoir :

- étude d'incidences : constat d'incohérences ou de lacunes d'où la contestation de la validité de l'étude;
- pont à Pont : contestation de la modification de la passe (rayon de courbure-largeur du chenal de navigation – hauteur libre sous pont);
- pont des Trous : contestation des modifications envisagées ou suggestion de modifications autres;
- chantier : crainte des impacts socio-économiques, commerciaux et urbanistiques du projet;
- projet : suggestions d'améliorations;
- méthodologie et processus: demande d'une méthodologie différente : concours - consultation dès la genèse du projet - processus plus collaboratif avec les citoyens;
- contournement : revendication de la solution du contournement et aménagement d'un port de plaisance à un autre emplacement;
- mobilité douce : constat de lacunes et/ou demande d'améliorations;
- demande de clarification gabarit Va ou Vb – demande de justification économique du projet;
- aspects juridiques;
- etc.

M. PARFAIT et M. PIERQUIN

Quid du certificat de patrimoine pour le pont des Trous? Est-il encore possible de travailler sur la forme des arches?

Le dossier relatif au pont des Trous comprend bien, dans le cadre du certificat de patrimoine, un cahier de charges circonstancié (sur avis de la commission royale des monuments, sites et fouilles et en possession uniquement de l'administration wallonne du patrimoine).

Par contre, un nouveau certificat de patrimoine doit intervenir pour la version pierre. On peut supposer que les voies hydrauliques réenclencheront ce processus dès décision de retrait du gouvernement wallon.

M. VAN OVERSTRAETEN

Quid de la procédure au niveau du plan d'alignement?

Il est répondu que le conseil communal (après avis du collège provincial) devra statuer sur le plan d'alignement. Sa décision fera l'objet d'un affichage qui ouvre la voie à recours auprès du ministre des travaux publics. Un autre type de recours est prévu pour les citoyens auprès du Conseil d'Etat et pour le demandeur auprès du ministre compétent, aux termes de la procédure de permis.

M. VAN OVERSTRAETEN

Fait part de son entretien avec M. Alain LEFEBVRE, ancien directeur du PACO. Selon ce dernier, et aux termes de l'étude de TRITTEL, il est prévu, à l'horizon de 2050 d'upgrader le gabarit de l'Escaut à du Vb pour résorber le déséquilibre qui interviendra entre l'Escaut et la Lys en termes de flux et d'absorber une partie de celui-ci. Il s'interroge donc sur la logique de mise en place des financements?

J'ai ensuite clôturé le présent procès-verbal en annexant les remarques de :

M.	Eric	VAN OVERSTRAET EN	place Verte	9	7500	TOURNAI
----	------	-------------------------	-------------	---	------	---------

M.	René	DEPAS	rue François-Joseph Peterinck	bloc 1 appartement 2	7500	TOURNAI
Mme	Marie-France	DEPAS	rue des Ecoles	63	7760	VELAINES
M.	Daniel	BARBEZ	rue Michel Holyman	10	7536	VAULX
Mme	Marie-Christine	LEFEBVRE conseillère communale	rue Albert Asou	25	7540	KAIN
M.	Bernard	PARFAIT	quai Andreï Sakharov	20//7	7500	TOURNAI
Mme	Chantal	DECOCQ	rue de la Lanterne	22	7500	TOURNAI
M.	Roger	THIBAUT	avenue des Alliés	1	7540	KAIN
Mme	Livine	GAUTHIER	pas d'adresse			
M.	Jacques	POULART	rue de l'Escalette	59b3	7500	TOURNAI
M.	Christian	DEMASY				
M.	Charles	DENONNE	rue Edouard Valcke	41/2	7500	TOURNAI
M.	Claude	CALONNE				
M.	Jean-François	PONTEGNIE	rue de l'Union	2	7500	TOURNAI
M.	René	VIFQUIN	rue Basse Couture	20	7500	TOURNAI
Mme	Claudie	JEUDY	chaussée de Saint-Amand	252	7521	CHERCQ
Mme	Virginie	GODFROY	rue du Saulchoir	11 boîte 123	7540	KAIN
Mme	Audrey	REHEUL	sentier de Taintignies	13	7500	ERE
M.	Jacques	VARRAME	rue Frinoise	2A/4.2	7500	TOURNAI
Mme	Maud	NICOLAS	rue du Saulchoir	33	7540	KAIN
Mme	Micheline	GRUSON	rue Frinoise	2A/4.2	7500	TOURNAI
Mme	Antoinette	BECQ	rue de l'Union	2	7500	TOURNAI
M.	Jean-François	PONTEGNIES	rue de l'Union	2	7500	TOURNAI
Mme	Marie Paule	PONTHIEU	rue de Warnaffe	24	7500	TOURNAI

M.	Michel	WISEUR Architecte	boulevard Léopold	114	7500	TOURNAI
Monsieur le Président de l'ARAO	Jean-Louis	DUMORTIER	ruelle des Moines	8	7500	TOURNAI
M.	Jean	SABBE	avenue Henri Paris	13	7500	TOURNAI
M.	Gérard	BAUDRU	rue Hautem	64	7500	TOURNAI
Mme	Gisèle	ROLAND	avenue des Alliés	57	7540	KAIN
Mme	Annie	NORGA	rue de la Brasserie	27	7536	VAULX
Mme	Carine	FOSSE	rue Basse Couture	33	7500	TOURNAI
M.	Benoît	DOCHY	rue Albert Asou	21	7500	TOURNAI
M.	P.- Emmanuel	LENFANT (PETITION 4033)	lenfantpierre @yahoo.fr			
Monsieur le Président de L'ASBL PASQUIER GRENIER	Benjamin	BROTOCORN E	rue des Sœurs Noires	19	7500	TOURNAI
Mme	Anne	BOYAVAL - de GOUY	quai Notre- Dame	9	7500	TOURNAI
Mme	Thérèse	MARTIN	rue de l'Arsenal	1	7500	TOURNAI
Mme	Annie	VANTIEGHE M	rue de l'Arsenal	1	7500	TOURNAI
Mme		WILLOCQ	rue de l'Arsenal	1	7500	TOURNAI
M.	Keith	MILLS	rue du Rempart	27//2	7500	TOURNAI
M.	Claude	HUBAU	avenue des Alliés	57	7500	TOURNAI
Mme	Delphine	HANICQ	rue d'Ormont	10	7540	KAIN
M.		PIERQUIN MERLO	Pic au Vent- Le Moulin	2	7500	TOURNAI
M. et Mme	Michel	BIONDARO BRUNAIN	quai Dumon	6	7500	TOURNAI
Messieurs		LES AMIS DE LA CITADELLE	rue Saint- Eleuthère	50	7500	TOURNAI

M. et Mme	Gérard	COUSSEMEN T	rue de l'Athénée	56//3	7500	TOURNAI
Mme	E.	ALLARD CANIVET	quai des Salines	30	7500	TOURNAI
MM.		LEGGE- VERMEERSC H cellule architecture WAPI				

Considérant, eu égard à l'article 25 du décret voirie communale, qu'une réunion de concertation a du être organisée pour avoir reçu plus de 25 réclamations;

Vu le procès-verbal de cette réunion de concertation (*cfr annexe 1*) qui s'est tenue le 3 décembre 2015 et qui rassemblait 3 groupes chacun de 5 personnes;

Attendu que s'agissant d'un dossier avec étude d'incidences sur l'environnement (EIE), tant l'avis du CWEDD (conseil wallon de l'environnement pour le développement durable) que l'avis de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) ont été sollicités (articles R81 et R82 du Code de l'environnement), l'un pour la qualité de l'étude d'incidences et sur l'opportunité environnementale du projet, l'autre pour la qualité de l'étude et sur les objectifs du projet, conformément aux objectifs définis à l'article 1er § 1er alinéa 2 du CWATUP;

Considérant le libellé de l'article 1er § 1er alinéa 2 du CWATUP, à savoir :

" .../... La Région et les autres autorités publiques, chacune dans le cadre de ses compétences et en coordination avec la Région, sont gestionnaires et garants de l'aménagement du territoire. Elles rencontrent de manière durable les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité par la gestion qualitative du cadre de vie, par l'utilisation parcimonieuse du sol et de ses ressources et par la conservation et le développement du patrimoine culturel, naturel et paysager.../...";

Considérant l'avis du CWEDD du 12 octobre 2015, lequel a formulé un avis favorable sur l'opportunité environnementale du projet dans la mesure où les recommandations de l'auteur de l'étude d'incidences et les recommandations ci-après soient prises en compte, à savoir :

" .../...

Il constate que le projet intègre une bonne partie des recommandations de l'auteur d'étude. Il insiste néanmoins particulièrement sur les points suivants :

- assurer la continuité et la lisibilité des connexions piétonnes et vélo tout au long des quais en rives droite et gauche, en ce compris l'accès aux ponts;*
- éviter au maximum la remise en suspension des sédiments qui devront être excavés du lit et des berges de l'Escaut;*
- traiter boues de dragage et terres de déblai selon la législation en vigueur.*

Le CWEDD demande, en outre, que des mesures de limitation de la dispersion des plantes invasives soient intégrées dans le cahier des charges des travaux, entre autres lors de la destruction du pont des Trous.

Il regrette, par ailleurs, que la demande d'élargissement du trottoir du pont Delwart ait été déposée sans justification. D'après les informations recueillies après la visite de terrain, il s'inscrirait dans l'idée de circuits touristiques le long des quais.

Enfin, le CWEDD suggère d'envisager à plus ou moins long terme :

- un aménagement touristique du quai des Vicinaux, point de vue idéal sur le pont des Trous. Le libérer de la circulation automobile nécessiterait un bouclage alternatif à mettre en place;*

- le remplacement de la passerelle de l'Arche qui dénotera par rapport à la qualité architecturale du nouveau pont à Pont;
 - la suppression du stationnement sur le pont à Pont, comme le recommande l'auteur d'étude.
- Par ailleurs, le CWEDD aurait souhaité connaître la destination des pierres et dalles démontées du pont des Trous, notamment sur la possibilité de les réutiliser dans les aménagements de l'espace qui sera reconfiguré autour de ce pont.

.../...";

Considérant que le CWEDD recommande aux autorités compétentes d'aménager un parking public en rive droite en bordure de la ville, destiné au "usagers" de Tournai pour compenser en partie la perte de places de stationnement due au projet;

Attendu que sur ce sujet l'auteur de projet affirme qu'il n'y a pas de déficit de places de parking en ce qui concerne les implantations légales;

Considérant l'avis du 28 octobre 2015 de la CCATM, tel que amendé à sa séance suivante :

" .../...

M. GENS, du bureau GREISCH, explicite le projet de la modernisation de la traversée de Tournai à la classe Va dans ses grandes lignes. Il précise que les travaux seront réalisés en 4 phases et qu'ils sont prévus entre 2016 et 2020.

Une représentante du bureau STRATEC présente également les grandes lignes de l'étude d'incidences environnementales (EIE). Elle précise que son bureau a rencontré quelques difficultés pour la réalisation de la susdite étude en raison de certains documents ou informations manquants.

Elle précise également que l'étude d'incidences comporte 4 parties : présentation du projet, situation existante de droit, incidences du projet par thèmes (faune, flore, bruit et vibrations, paysage, bâti et patrimoine, navigabilité et aspects socio-économiques, mobilité, etc.), recommandations générales et recommandations par zones.

M. SCHLIT, du bureau ANMA, présente l'aménagement des quais.

S'ensuit une série de questions/réponses, à savoir :

Un membre qui a fait une lecture de l'E.I.E. pose les questions suivantes :

Question 1 : sur l'élargissement de l'Escaut, au droit du Pont à Pont.

Il est dit, dans l'étude d'incidences, que l'étude d'ALKYON (2009) démontre que la configuration actuelle de la zone du pont à Pont permettrait la navigation des unités de classe Va : "(...) La zone du pont à Pont pourrait être modifiée pour faciliter la navigation, mais cela n'est absolument pas nécessaire pour les bateaux de classe Va".

En conclusion, l'étude d'incidences nous dit "...la géométrie actuelle du chenal au droit de la zone du pont à Pont permet la navigation des unités de classe Va, mais la rend difficile, surtout en remonte suite aux phénomènes d'aspiration des berges et de résistance hydraulique (collisions légères fréquentes avec les berges et résistance à l'avancement).

Il est indiqué que le rayon de courbure fait actuellement 425 mètres et devrait faire idéalement 440 mètres pour une courbure réduite. Pourquoi faire passer ce rayon à 740 mètres (cela permettrait de faire passer le gabarit de l'Escaut non plus à Va mais à Vb en cet endroit)? La conséquence de ce changement de rayon surdimensionné pour les gabarits de classe Va porte la berge de l'Escaut à un peu moins de 6 mètres des façades existantes (posant le problème de la modification des voiries communales et du plan d'alignement de la Ville de Tournai.)

Au pont de routage, aucune modification n'est prévue. Le rayon est là de 325 mètres. L'Escaut, à cet endroit, ne sera donc pas aux normes Va.

Il est dit que la navigation des bateaux de classe Va a besoin d'un chenal de navigation de 22,80 mètres. Pourquoi faire passer au droit du pont à Pont le chenal à 27,43 mètres alors qu'en amont du pont, le chenal est de 26,17 mètres et en aval du même pont le chenal est de 24,21 mètres?

En cas de modification de la zone du pont à Pont, l'amélioration et la sécurisation des conditions de navigabilité de l'Escaut dans la zone du pont à Pont en période de crue pourraient induire une faible croissance du trafic fluvial dans la traversée de Tournai... Au total, environ 90 bateaux supplémentaires pourraient naviguer sur l'Escaut par an. Ce gain est relativement faible, puisqu'il ne représente que 0,64 % du trafic de 2012.";

Plan d'alignement :

Dans l'annexe 4 du permis d'urbanisme, qui est la note explicative sur les modifications des plans d'alignement, il est écrit "Dans le cadre du projet de modernisation de la traversée de Tournai, pour des bateaux de classe CEMT Va et éventuellement Vb, une étude de la société spécialisée ALKYON a été menée. Elle conclut à la nécessité de supprimer ce rétrécissement ponctuel et "brutal en donnant à la passe navigable une largeur quasi constante (ou plutôt en variation progressive). Ce qui n'est pas le cas.

Question 2 : sur le tirant d'air

Pour être à la classe Va, et suivant les normes CEMT, le tirant d'air doit être de 4,95 ou 6,70 ou 8.80. Le pont des Trous sera à un gabarit de 7.00 mètres. Il ressort d'une analyse que, en France comme en Wallonie, la hauteur libre minimale sur l'Escaut est inférieure à 7 mètres, ce qui restreint automatiquement le transport de conteneurs à 2 couches. Un tableau reprend d'ailleurs une liste de 42 ponts qui ne sont pas au gabarit. Quel est le planning pour la mise aux normes de ces ouvrages d'art?

Question 3 : sur les plans

Le permis d'urbanisme est disponible sur le site de la Ville de Tournai et est consultable par tout un chacun.

L'avis de marché pour la première phase des travaux a été lancé le 3 août et les documents sont également disponibles et consultables sur le site des marchés publics.

Pourquoi les plans du permis d'urbanisme ne sont pas semblables aux plans de l'avis de marché?

M. VANMUYSEN apporte la réponse suivante :

Actuellement, la traversée de Tournai permet le passage des bateaux de la classe IV, soit 1.350 tonnes. Le rayon de courbure au droit du pont à Pont est de 445 m.

Quand le débit de l'Escaut atteint 70 à 80 m³/seconde, la navigation doit être interrompue en raison des risques de collision avec les berges. A certains endroits, d'ailleurs, de l'Escaut, où la passe est bien plus large, le stationnement des bateaux est interdit, car, quand le débit augmente, les bateaux sont refoulés vers les berges et causent des avaries. Le passage aux bateaux de la classe Va (2.000 tonnes) va accentuer cette difficulté. L'objectif poursuivi est donc de sécuriser et fluidifier la navigation dans la traversée de Tournai et de l'optimiser sur le plan économique.

Question 4 : concernant le débit de l'Escaut

Le même intervenant de la CCATM conteste la réponse du demandeur en avançant les éléments d'observation suivants :

Le débit médian observé sur les 13 dernières années (2000-2015) à Tournai est de 23,15 m³/seconde. Des difficultés de navigation apparaissent au-dessus de 70 m³/seconde, ce qui a été le cas : 0 jour en 2005, 2 jours en 2006, 2 jours en 2007, 8 jours en 2008, 6 jours en 2009, 9 jours en 2010 : 7 jours en 2011 et 9 jours en 2012.

M. VANMUYSEN apporte la réponse suivante :

Au-delà des chiffres théoriques, ce sont les simulations de navigation qui permettent de déterminer réellement la largeur du chenal de navigation et le rayon de courbure optimaux pour naviguer en toute sécurité.

En l'occurrence, pour la modernisation de la traversée de Tournai, il a été fait appel à un logiciel performant avec un batelier expérimenté pour effectuer les simulations dans toutes les conditions de

navigabilité (débits, bateaux, sens de navigation et chargements différents, etc.). Ces simulations ont conclu que même les bateaux actuels de classe IV rencontraient des difficultés de navigation à cet endroit, a fortiori les bateaux de classe Va. Il est donc nécessaire d'élargir la passe du pont à Pont dans ces proportions pour assurer une navigabilité des classes Va dans les conditions de sécurité requises par les normes.

En outre, suite à l'analyse multicritères effectuée dans le cadre des réunions du comité d'accompagnement, il a été décidé de réduire le quai sur la rive droite et non sur la rive gauche récemment restaurée.

In fine, l'amélioration de la navigabilité profitera aux ports multimodaux implantés le long de l'Escaut. Pour la hauteur libre sous le pont à Pont, il n'y aura pas d'impact car le profil en long ne sera pas modifié et le nouveau tablier du pont sera plus mince.

Concernant les plans de l'avis de marché, ils sont conformes à la demande de permis.

M. VANMUYSEN invite le membre de la CCATM à les comparer en sa présence.

Un membre de la CCATM demande si le spécialiste en simulation a tenu compte qu'il naviguait dans un centre urbain dense.

Un autre membre précise que l'instauration d'une nouvelle taxe économique va avoir un impact positif sur le trafic fluvial.

L'autre membre lui répond qu'à son sens, il y a une prise de position sur la question des containers dans le chef des voies hydrauliques (volonté de faire passer des bateaux chargés de 3 containers). Or, il n'est développé, avance-t-il, que des petites plates-formes multimodales en région wallonne induisant la navigation de bateaux avec 2 couches de containers uniquement.

Il estime que les grands flux vont transiter par la Lys. L'Escaut ne sera dévolu qu'aux petits gabarits. Il persiste donc et soutient que le projet vise le Vb alors que ce qui est prévu dans le cadre du projet Seine-Escaut est le gabarit Va.

La présidente de la CCATM s'interroge quant aux retombées économiques du projet pour la Wallonie picarde.

Elle estime également que les lisses de guidage projetées au niveau du pont des Trous sont inesthétiques. Elle s'interroge sur leur utilité réelle et sur la possibilité des les immerger complètement.

M. VANMUYSEN rétorque, pour ce qui concerne les impacts économiques en Wallonie picarde, qu'actuellement 7,5 millions de tonnes de marchandises par an passent par l'Escaut (Liège comparativement : 13 millions de tonnes).

Ce tonnage est véhiculé par des bateaux de 1.350 tonnes (classe IV) et des 2.000 tonnes non standardisés. Pour que la voie d'eau reste compétitive, il est nécessaire de naviguer avec des bateaux standardisés. Une étude économique prévoit d'augmenter le tonnage de 2 millions par an. Dans le futur proche, la Lys sera modernisée à 4.500 tonnes (classe Vb). Si rien n'est fait sur l'Escaut, tout le trafic transitera par la Lys sans que les entreprises locales puissent en bénéficier.

Pour ce qui est des lisses de guidage, elles sont nécessaires pour éviter d'élargir l'arche centrale du pont des Trous à 17 ou 18 mètres car, dans ce cas, il aurait été impossible de garder la structure des trois arches, qui est le souhait du comité d'accompagnement.

De fait, les lisses permettent de réduire l'élargissement à 12,5 m en jouant un rôle d'entonnoir. Elles servent à canaliser et réaligner les bateaux sous le pont.

Un membre suggère de réaliser une sorte de plateau ou de plancher pour couvrir la partie entre les berges et les lisses de guidage et ainsi atténuer leur effet.

A cela, il est répondu que cette hypothèse a été écartée pour des raisons de sécurité (des personnes peuvent s'installer sur le plateau ou le plancher en question, se mettant ainsi en danger ou mettant en danger le trafic fluvial).

Un membre de la CCATM déclare qu'il ressent une forte tension au sein de la CCATM. Il précise qu'il a ressenti du plaisir à participer aux réunions très riches du comité d'accompagnement du projet dans lesquels la CCATM était, d'ailleurs, été représentée. Il estime qu'il faut rester dans une logique de dialogue.

Il souhaite :

- *la pose de panneaux rappelant le rôle de Louis XIV, l'histoire des ponts et moulins...;*
- *la mise en lien de la halte nautique avec le pôle technicité;*
- *l'intégration de la circulation des vélos.*

Il regrette, toutefois, qu'il n'y ait pas d'intervention sur la passerelle de l'Arche.

Il préconise l'intervention de Jean GILBERT, par exemple, sur la question du coloris.

M. VANMUYSEN précise que la passerelle de l'Arche sera restaurée, mais pas dans le cadre du présent projet.

Les conseillères en aménagement du territoire rappellent que le projet ne se limite pas à la zone du pont à Pont (200 m), mais concerne toute la traversée de Tournai qui représente un tronçon de 2,2 km et englobe plusieurs projets visant l'amélioration des quais. Elles précisent également qu'indépendamment des délais légaux, les membres de la CCATM peuvent prendre plus de temps pour rendre leur avis vu que les délais seront statés le temps que le conseil communal se prononce sur la question de la modification des voiries. Il leur est loisible, dans ce cas, de demander des explications supplémentaires ou de resolliciter une ou plusieurs présentations du projet.

Les membres de la CCATM décident, toutefois, de voter en séance. Le vote intervient sur :

- *la qualité de l'étude d'incidences;*
- *sur le respect du projet quant à l'article 1er du CWATUP.*

Concernant la qualité de l'étude d'incidences :

Par 11 voix contre, 3 abstentions et 1 voix pour, la commission émet un avis défavorable.

Concernant le respect du projet quant à l'article 1er du CWATUP :

Par 11 voix contre, 3 voix pour et 1 abstention pour, la commission émet un avis défavorable.";

Considérant l'avis de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) du 7 octobre 2015 (cfr annexe 2), lequel est favorable sous quelques réserves, dès lors que le projet a fait l'objet de réunions préparatoires en présence notamment de l'administration communale, des impétrants et des voies navigables pour définir les solutions les plus optimales : la configuration effective du pertuis étant définie sur le plan du bureau GREISH du 20 août 2015;

Vu l'avis du 30 octobre 2015 du service de l'archéologie du SPW (Service public de Wallonie) demandant aux voies hydrauliques de prendre contact dès à présent pour aborder les modalités d'intervention éventuelle du fait que le projet se situe dans une zone sensible sur le plan archéologique et/ou concerne une surface importante justifiant une évaluation archéologique systématique;

Vu l'avis du 27 octobre 2015 de la zone de secours de Wallonie picarde formulant les remarques suivantes sur les voiries et les abords, à savoir :

" .../...

Avis concernant les voiries et les abords

- 1. L'auteur de projet devra vérifier si des bouches ou des bornes incendie seront déplacées. Si tel est le cas, elles seront replacées de façon à être aussi proches que possible de la situation actuelle.*
- 2. Les voiries seront conformes à l'annexe 3/1 de l'arrêté royal du 4 juillet 1994. Elles auront les caractéristiques suivantes :*
 - *largeur libre minimale : 4 m*
 - *rayon de braquage minimal : 11 m (courbe intérieure), 15 m (courbe extérieure)*
 - *hauteur libre minimale : 4 m*

- *pente maximale : 6 %*
- *capacité portante : telle que les véhicules, dont la charge par essieu est de 13 t maximum, puissent y circuler et y stationner sans s'enliser, même s'ils déforment le terrain;*
- *permettre la présence simultanée de 3 véhicules de 15 t;*
- *distance entre le bord de la voirie et le plan de la façade : entre 4 m et 10 m.*

Si nécessaire, l'auteur de projet introduira une demande de dérogation auprès du SPF Intérieur en ce qui concerne la largeur des voiries (largeur de 3,5 m prévue aux plans).

1. *Les immeubles se situant en zone de travaux devront rester accessibles aux véhicules de la zone de secours de Wallonie picarde pendant toute la durée desdits travaux.*
2. *Les plantations se trouvant en bord de voiries seront entretenues de telle manière à ce que les largeur et hauteur mentionnées au point 2 restent telles quelles.";*

Vu l'avis du 18 novembre 2015 de la zone de police du Tournaisis sans incidence sur le projet dès lors qu'il fait état de la réalisation du chantier pendant lequel des itinéraires spécifiques aux différents modes de déplacement ont été étudiés et seront mis en œuvre en concertation avec la société désignée : les déviations prendront en compte la mobilité douce (notamment sur les aménagements cyclables réalisés au centre-ville);

Vu l'avis du 19 février 2016 de la cellule mobilité (cfr annexe 3), à savoir :

".../...

Madame,

Veillez trouver ci-dessous l'analyse sous l'aspect mobilité de la demande de permis d'urbanisme pour la modernisation de la traversée de Tournai à la classe Va.

Cette analyse s'appuie notamment sur le plan communal cyclable et l'actualisation du plan communal de mobilité.

Remarques préalables

Le plan communal cyclable

Les quais sont des axes structurants majeurs pour la circulation des cyclistes.

Le plan communal cyclable propose également l'aménagement de deux nouvelles passerelles cyclo-piétonnes :

- *au niveau du pont Delwart*
- *au niveau de la passerelle de l'Arche.*

Le plan communal de mobilité

L'actualisation du plan communal de mobilité propose d'établir un "RAVeL" sur les deux rives de l'Escaut liaisonné par des cheminements cyclo-pédestres au niveau du jardin de la Reine, du pont Delwart et du quai Sakharov (voir figure n°3.3.2b et annexes 3.3.2b et 3.3.2c).

Les quais Sakharov et Dumon sont repris dans le réseau collecteur (figure 3.4.7 et annexe 3.4.5).

L'ensemble des autres quais de l'intra-muros ne sont pas déterminants et ne font pas partie du réseau collecteur. Il s'agit de voiries de quartier n'ayant pas vocation à supporter une circulation dense.

L'enjeu majeur des ces voiries est "des cheminements et traversées cyclo-pédestres à sécuriser et dont le confort est à améliorer" (annexe 3.4.6).

Dossier technique

Sens de circulation

Des erreurs sont à relever :

- *sens de circulation existant : la portion de quai située entre la rue des Puits l'Eau basse et la rue Madame est à double sens;*
- *sens de circulation projeté :*
 - *inverser le sens de circulation du sens "existant" au niveau de la portion du quai Saint-Brice, entre la rue Royale et le quai Dumon;*
 - *le quai Sakharov est ici en sens unique alors que sur les plans il est à double sens (?).*

Mobilier

Il y a lieu d'ajouter du mobilier vélo aux endroits suivants :

- *quais Sakharov/Dumon, aménagement face à la rue du Château;*
- *quai Saint-Brice, placette au pied du pont à Pont;*
- *place Gabrielle Petit;*
- *quai Taille-Pierres, balcon sur le fleuve face à la rue des Petits Récollets.*

Plans projets

.../...

Plan projet zone 2

1. Le quai Saint-Brice

Une zone 20 est aménagée entre la rue Cambron et la ruelle d'Alluin. Ce type d'aménagement facilitera les manœuvres d'accès aux garages localisés dans cette zone et permettra de garder une continuité de la promenade piétonne + vélos. Les aménagements devront être conformes aux prescriptions d'une zone résidentielle.

La ruelle d'Alluin est actuellement à double sens et pourra suite aux aménagements être mise en sens unique limité.

Un plateau devrait être établi à hauteur de la ruelle Moncheur.

La largeur du trottoir au niveau du raccordement avec la rue Royale est insuffisante et doit atteindre 1,5 m.

Plan projet zone 3

1. quai Vifquin

Une rampe est manquante au niveau du plateau rue Cambron.

2. place Gabrielle Petit

Pour rappel, une demande de l'école de danse DANSE & CIE sollicitait d'intégrer du stationnement en épi dans la partie "place".

3. quai Taille-Pierres

Une rampe est manquante au niveau du plateau rue Cherequefosse.

Plan projet zone 4

1. quai du Luchet d'Antoinq

Il n'y a aucun détail sur le raccordement de la promenade piétonne + vélos avec le quai du Pays Blanc (en dessous du pont Devallée. Cela devra être précisé.

2. quai Taille-Pierres

Une rampe est manquante au niveau du plateau rue Tour Cantraine (sentier du Leu).

3. pont Devallée

Veiller à garantir le cheminement des piétons et des cyclistes en cohabitation avec le passage des bus.

Il y a un arrêt TEC à ce niveau qu'il y aurait lieu d'intégrer.

A quoi correspond l'inscription "escalier à créer" dans le parc Marvis?";

Vu l'avis des services techniques communaux du 8 mars 2016, à savoir :

" .../...

- *L'ensemble de l'éclairage public installé sera de type LED agréé par le gestionnaire de réseau ORES;*
- *L'ensemble des travaux sera conforme au cahier des charges type "Qualiroutes".*
- *Aux profils 14-14 et 15-15, il est mentionné au plan terrier un filet d'eau le long de la promenade en dalle de pierre bleue. Celui-ci n'est pas pourvu d'avaloirs.*
- *Est-il utile? Le cas échéant, prévoir des avaloirs. Dans le cas contraire, il faut supprimer le filet d'eau.*
- *Au niveau du profil 12-12, le revêtement en pierre bleue d'une épaisseur de 12 cm sera adapté en largeur et en longueur pour supporter la circulation automobile. Préférer un format "pavés" plutôt qu'un format "dalles".*

- Les caniveaux à fente auront une couverture suffisante en fonction de la nature du revêtement pour en assurer la bonne tenue dans le temps.
- Solliciter l'avis du HIT (Hainaut ingénierie technique) pour les rieux canalisés (exemple : rieu d'Amour).
- Solliciter l'avis d'IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) en ce qui concerne l'égouttage.
- Solliciter l'avis du gestionnaire du patrimoine arboré de la Ville de Tournai.
- Solliciter l'avis du service mobilité et des services de police, de secours.
- Le choix et la teinte des mobiliers urbains seront dans le même esprit que pour ceux des quais déjà aménagés.";

Attendu que la présente décision intervient dans le cadre du décret sur la voirie communale en son article traitant des plans d'alignement dès lors que ceux-ci doivent être élaborés eu égard à l'article 394 du CWATUP (les voiries concernées étant dans le centre ancien protégé en matière d'urbanisme), à savoir :

"Article 394 : les largeurs des rues, ruelles et impasses, les dimensions des places et les fronts de bâtisse doivent être maintenues dans leur état de fait actuel.../...

Toute modification des dimensions de ces espaces ne pourra se faire que sur base d'un plan d'alignement approuvé.";

Considérant qu'un plan d'alignement est nécessaire pour le quai Saint-Brice et le quai Vifquin (cfr annexe 4 : figure 1 - plan 25a) eu égard à l'élargissement de l'Escaut et, donc, à la diminution de l'espace public;

Considérant qu'un plan d'alignement est aussi nécessaire pour le quai Taille-Pierres (cfr annexe 5 : figure 2 - plan 26a) eu égard à la création d'une halte nautique évolutive avec des zones de balcon s'avancant sur le fleuve et, donc, à une augmentation de l'espace public;

Attendu que ces plans d'alignement, après enquête publique, ont été soumis à l'avis du collège provincial par courrier expédié le 23 décembre 2015;

Vu l'avis favorable du collège provincial du 25 février 2016 communiqué au collège communal par lettre datée du 2 mars 2016 : le collège provincial ayant considéré que les modifications de voirie projetées n'entraîneront aucun inconvénient significatif à la circulation viaire et sont conformes aux règles de l'art;

Considérant que cet avis du collège provincial (cfr annexe 6) est de toute façon réputé favorable dès lors qu'il a été transmis au-delà des 60 jours comme précisé à l'article 5, 2ème alinéa du décret voirie;

Vu l'article 5, 3ème alinéa du décret voirie précisant que, dans les 120 jours à dater de la clôture de l'enquête publique, le conseil communal prend connaissance des résultats de l'enquête publique et de l'avis du collège provincial et arrête, le cas échéant, le plan d'alignement;

Vu, également, l'article 22 du décret voirie (hypothèse où le projet de plan d'alignement est élaboré par un demandeur simultanément avec son projet) précisant que le conseil communal se prononce alors par décisions distinctes sur la demande de modification de voirie communale et sur le projet de plan d'alignement;

Vu sa décision en même séance sur le plan d'alignement;

Attendu qu'à ce stade des procédures administratives, le collège communal n'a pas à se prononcer sur le projet tel qu'annexé à la demande de permis d'urbanisme dont la compétence est d'ailleurs du fonctionnaire délégué;

Attendu que le collège communal pourra, en temps opportun, formuler des conditions sur le projet dans le cadre de son avis, à savoir dès l'obtention de l'accord définitif relatif à la modification de la voirie communale et à l'arrêté relatif au plan d'alignement;

Attendu que, eu égard à certaines réclamations, il faut rappeler que le collège communal n'est pas compétent sur la complétude de la demande, en ce compris sur l'EIE, qu'il actera, toutefois, que celle-

ci aurait pu aborder le sujet des nuisances sonores (vibrations), mais que sur ce sujet, il peut être argumenté une amélioration notable vu le recours généralisé à une nouvelle flotte de bateaux de classe Va avec des conditions de navigabilité plus aisées;

Attendu que, eu égard à certaines réclamations sur la largeur du quai Saint-Brice, il s'agit aux termes du plan communal de mobilité (PCM) dont l'actualisation a été approuvée par le conseil communal du 23 novembre 2015, d'une voirie de desserte de toute façon à sens unique; qu'il s'agira ici, dans le tronçon rétréci, d'une voirie zone 20 jusque la ruelle d'Alluin : ce type d'aménagement facilitera les manœuvres d'accès aux garages et permettra de garder une continuité dans la promenade piétonne et vélos;

Vu, en ce qui concerne le quai Taille-Pierres, le plan de coupe explicatif du balcon sur le fleuve qui vient donc en surplomb sur pilotis avec un habillage en bois vertical de type "azobé", en ce compris les garde-corps, ne laissant certes plus la lisibilité des façades comme actuellement avec les garde-corps en tête de lion caractéristique le long des quais (*cfr annexe 7 : figure 3*);

Vu la lettre du 17 février 2016 de Monsieur Maxime PREVOT, ministre des travaux publics (*cfr annexe 8*), confirmant qu'il s'agit bien d'une mise à gabarit de classe Va (110 m x 11,40), rappelant que le nouveau tracé du quai Saint-Brice provient de l'étude de navigation menée par ALKYON en 2009; qu'il a juste été adapté à l'aval du tracé afin de se raccorder tangentiellement sur le mur de quai existant (± 50 cm de correction au point de raccord aval) et qu'affirmer que le tracé a été modifié entre 2013 et 2015 constitue une contrevérité (il n'a en fait quasi plus évolué depuis 2009...);

Vu également, dans ce courrier, les commentaires suivants en ce qui concerne les bateaux de classe Va :

".../...

Quant aux bateaux de classe Vb, l'explication est fournie dans le rapport ci-annexé et, plus particulièrement au point 7 : "Dans un but de prédiction des évolutions possibles des besoins en matière de transports fluviaux, les aménagements projetés, dimensionnés pour le gabarit Va, ont été, par principe de précaution, confrontés à une simulation de navigation d'un bateau de gabarit Vb. La trajectoire idéale empruntée par ce type de bateau dans la passe navigable élargie pour le gabarit Va approche le mur de berge à moins de 2 mètres, ce qui ne répond absolument pas aux exigences minimales de navigation des bateaux de ce gabarit Vb, mais montre la possibilité théorique géométrique de passage de ces bateaux moyennant le recours à de périlleuses manœuvres".

En résumé, cette considération très technique conduit à démontrer que le passage des bateaux de classe Vb ne répond pas aux normes de navigation et est donc interdit.

Actuellement, des bateaux de gabarit NON STANDARDISE (par exemple 109 x 10,5 m comme cité dans l'article) peuvent effectivement passer à Tournai. Ces bateaux non standardisés sont rares et, dans le futur, ne seront plus construits. L'avenir du transport fluvial passe donc par des gabarits standardisés et donc par le gabarit Va qui nécessite cet élargissement pour pouvoir naviguer dans des conditions acceptables.

En outre, je vous rappelle que divers ouvrages sur l'Escaut à proximité immédiate de Tournai (notamment les écluses de Kain et Hérinnes ainsi que le pont des roulages) ne permettent pas le passage des bateaux de classe Vb. Il n'y a donc aucune crainte à avoir et le spectre d'une manœuvre en coulisse de la part de la Région pour permettre le passage de bateaux de gabarit Vb est dont totalement infondé.

.../...";

Vu également la note de synthèse de l'auteur de projet sur l'analyse de la navigabilité des bateaux de classe Va dans la zone du Pont à Pont et du quai Saint-Brice, à savoir :

"NOTE DE SYNTHESE

Remarque initiale

Le but de la présente note est de fournir une synthèse de l'analyse de la navigabilité des bateaux Va (110*11,4 m) dans la zone du pont à Pont. Pour une connaissance plus approfondie des sujets exposés, nous renvoyons le lecteur à la note générale.

Le rétrécissement actuel de la passe navigable dans la zone du pont à Pont ne permet pas aux bateaux de la classe Va de naviguer dans des conditions acceptables de sécurité.

La largeur du chenal de 19 m combinée à la présence d'un rayon de courbure de l'ordre de 425 m permet à peine au convoi de s'inscrire géométriquement entre les berges, ce qui rend la trajectoire extrêmement difficile.

Afin d'autoriser la navigation normale des unités de classe Va jusqu'à des débits de 70 m³/s (débit de l'Escaut dépassé seulement une quinzaine de jours par an à Tournai), un élargissement du chenal dans la zone du pont à Pont est nécessaire. Cet élargissement se justifie tant du point de vue de la trajectoire géométrique du bateau que du point de vue de la vitesse de navigation.

Plusieurs méthodes existent pour dimensionner la largeur à donner à la passe navigable.

La première repose sur les **normes** de dimensionnement des voies navigables **hollandaises** (Richtlijnen Vaarwegen RVW 2005). Ces dernières fixent la largeur minimale pour une voie d'eau à sens unique à deux fois la largeur du bateau, augmentée d'une surlargeur dans les zones en courbe.

Selon le rayon de courbure de la trajectoire théorique idéale empruntée par le bateau de classe Va naviguant dans la zone du pont à Pont (704 m), la largeur minimale du fleuve fixée par les normes hollandaises devrait être de 31,40 m. Elle devrait être de 47,10 m pour un bateau de classe Vb.

La seconde méthode abordée repose sur les **normes** de dimensionnement des voies navigables **allemandes** (Richtlinien für Regelquerschnitte von Binnenschiffahrtskanälen, 2011). Ces dernières fixent une zone de garde de 4 m entre une bande de navigation théorique et une berge verticale. La bande de navigation théorique considérée par ces normes possède une largeur minimale de 18,40 m pour un bateau de classe Va dans une voie d'eau en alignement droit. A nouveau, une surlargeur doit être considérée dans les zones en courbe. Selon le rayon de courbure de la trajectoire théorique idéale empruntée par le bateau de classe Va naviguant dans la zone du pont à Pont (704 m), cette surlargeur vaudrait 8,40 m. La largeur minimale du fleuve fixée par les normes allemandes devrait alors être de 34,80 m. Elle devrait être de 37,70 m pour un bateau de classe Vb.

Ces largeurs théoriques étant incompatibles avec l'inscription du fleuve dans la Ville, une troisième méthode nécessitant un recours à des **simulations de navigation** a été abordée. Le bureau spécialisé ALKYON a donc été mandaté en 2009 pour réaliser ces simulations sur le logiciel Ship Navigator.

Dans son rapport final, ALKYON propose d'adopter, pour la rive droite dans la zone du Pont à Pont, une courbe redessinée qui lui a servi de base pour vérifier le passage en sécurité des bateaux de classe Va (voir figure 1).

C'est cette courbe, légèrement adaptée au niveau de son raccord aval sur la berge existante, qui est dessinée dans les documents présentés à la demande de permis d'urbanisme. La figure 2 permet de montrer l'intégration de la trajectoire théorique idéale du bateau de classe Va dans cette courbe redessinée et en y faisant figurer en trame foncée les zones de garde de 4 m requises par les normes allemandes.

Dans un but de prédiction des évolutions possibles des besoins en matière de transport fluviaux, les aménagements projetés, dimensionnés pour le gabarit Va, ont été, par principe de précaution, confrontés à une simulation de navigation d'un bateau de gabarit Vb. La trajectoire théorique idéale empruntée par ce type de bateau dans la passe navigable élargie approche le mur de berge à moins de 2 mètres, ce qui ne répond absolument pas aux exigences minimales de navigation des bateaux de ce gabarit, mais montre la possibilité théorique géométrique de passage de ces bateaux moyennant le recours à de périlleuses manœuvres.

Afin de maximiser la largeur résiduelle du quai Saint-Brice, les simulations de navigation menées par ALKYON ont permis de valider un tracé qui ne pouvait l'être sur base des normes usuelles de dimensionnement de la voie d'eau.

	<i>Largeur minimale du fleuve au droit du quai Saint-Brice au niveau du bâtiment de la Croix-Rouge</i>			
	<i>Normes hollandaises</i>	<i>Normes allemandes</i>	<i>Simulations de navigation par ALKYON</i>	<i>Valeur retenue dans le cadre de la demande de permis</i>
<i>Bateau Va</i>	<i>31,40 m</i>	<i>34,80 m</i>	<i>27,20 m</i>	<i>27,20 m</i>

Ce tracé entraîne sur une quarantaine de mètres, des largeurs de quai inférieures à 8 m et jusqu'à un minimum de 5,85 m (au niveau du bâtiment de la Croix-Rouge).

L'aménagement projeté de ce quai donne la priorité aux piétons dans une logique de partage de l'espace par les différents usagers. La vitesse de circulation maximale sera fixée à 20 km/heure dans cette zone, alors que l'ensemble des quais sera porté en zone 30 km/heure.

Des revêtements distincts existent pour guider les flux, mais la largeur complète du quai se positionne sur un même niveau. Ce type d'aménagement dans des largeurs comparables existe déjà en de nombreux endroits de la ville de Tournai tout en montrant un bon fonctionnement. L'exemple de la rue Dame Odile située à proximité de la zone sur l'autre rive peut être cité. Deux fronts bâtis s'y font face, ce qui, pourtant, complique encore l'aménagement urbain par rapport au quai Saint-Brice.

Les aménagements projetés permettent de conserver l'accès aux garages situés le long du quai Saint-Brice. La réglementation en vigueur sur ce sujet demande en effet un recul de 5 m pour accéder à un emplacement de stationnement privé. Ce recul théorique est respecté par le profil du quai développé pour ce projet et l'accès a été confirmé par une simulation de giration avec un véhicule de 4,80 m de longueur.";

Vu le tableau des débits de l'Escaut, duquel il appert que le débit de 25 m³/seconde est rencontré 1 jour sur 2 et que, dans ce cas, pour un bateau Va, la navigation est très lente avec des blocages aux extrémités de la traversée (cfr annexe 8);

Vu la note générale dont question ci-dessus mise en annexe (cfr annexe 9) de la présente décision; Attendu que ce projet est inscrit dans le PLAN "Seine-Escaut est" approuvé par le gouvernement wallon du 12 juillet 2012;

Attendu qu'il s'agit de l'avenir du transport fluvial pour le bénéfice aussi d'entreprises de la Wallonie picarde (CCB, HOLCIM, CBR, DUFOUR, COSUCRA, TRANSLOMAT, SARENS, TRBA, ROSIER, ESCAUT SILOS, DERASSE, LEBRUN, VANDEPUTTE, DESCHIETER BCMA, établissements LAURENT, HAINAUT TANKING, YARA, ADVACHEM, STORME,...), soit aujourd'hui plus de 5.000 emplois directs;

Vu la présentation du projet faite en sa séance publique du 7 mars 2016 où, tant les représentants des réclamants que ceux des demandeurs, ont pu exprimer leur point de vue;

Attendu que sur base de ces auditions, il y a lieu de faire sien l'analyse de la passe navigable des spécialistes sur ce sujet notamment en ce qui concerne la marge de sécurité à assurer pour une traversée en sécurité maximale;

Compte tenu que cette analyse a été réalisée en faisant appel à un logiciel performant avec un batelier expérimenté pour effectuer les simulations dans toutes les conditions de navigabilité (débit, bateaux, sens de navigation et chargement) et que ces simulations ont été validées sur le plan scientifique par le laboratoire de la direction de recherches hydrauliques (SPW);

Attendu qu'il importe d'assurer la commodité et la sécurité de passage tant des usagers de la navigation que des usagers de la route qui est ici assurée dès lors que la voirie est conçue en zone 20 à sens unique et que les aménagements envisagés sont conformes au PCM dont l'actualisation a été approuvée par le conseil communal du 23 novembre 2015;

Attendu qu'il importe aussi d'assurer une fluidité du trafic fluvial qui, déjà dans la traversée de Tournai, est en alternat : cette fluidité ne peut être assurée que si le bateau peut manœuvrer aisément et en sécurité;

Attendu qu'il s'agit d'un projet à portée européenne du transport fluvial dans un souci de développement durable;

Vu la décision du collège communal du 25 mars 2016 de soumettre le dossier au conseil communal tout en actant que l'Echevin Robert DELVIGNE marque d'ores et déjà son désaccord sur l'élargissement de l'Escaut à 27 m à hauteur du quai Saint-Brice;

Pour les motivations susdites;

Sur proposition du collège communal;

Par 23 voix pour, 15 voix contre et 1 abstention;

PREND CONNAISSANCE

comme stipulé à l'article 5, 3ème alinéa du décret du 6 février 2014 sur la voirie communale, des résultats de l'enquête publique (enquête unique) tels que repris dans le susdit procès-verbal de clôture d'enquête;

DECIDE

d'approuver la modification de la voirie communale sur le quai Saint-Brice et le quai Vifquin dans le cadre de la mise à gabarit de l'Escaut aux bateaux de la classe Va, ainsi que sur le quai Taille-Pierres dans le cadre de l'aménagement d'une halte nautique.

Annexes à la décision :

- *Annexe 1 : procès-verbal de cette réunion de concertation*
- *Annexe 2 : avis de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE)*
- *Annexe 3 : avis cellule mobilité + croquis*
- *Annexe 4 : figure 1 - plan 25a un plan d'alignement est nécessaire pour le quai Saint-Brice et le quai Vifquin*
- *Annexe 5 : figure 2 - plan 26a un plan d'alignement est aussi nécessaire pour le quai Taille-Pierres*
- *Annexe 6 : avis du collège provincial*
- *Annexe 7 : figure 3 - structure proposée halte nautique évolutive*
- *Annexe 8 : débit de l'Escaut*
- *Annexe 9 : courrier du ministre Maxime PREVOT + note générale.*

19. Service mobilité. Rapport d'activités 2015. Approbation.

Madame et Monsieur les Echevins Laetitia LIENARD et Tarik BOUZIANE, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux Rita DESENCLOS-LECLERCQ, Jean-Louis CLAUX, Didier SMETTE, Brieuc LAVALLEE, Hélène LELEU sortent de séance.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient d'emblée comme suit :

"Au niveau des financements :

- 2.755.000,00€ budget communal pour les voiries

- 726.000,00€ budget communal mobilité

- 474.000,00€ subvention de la Région wallonne pour le plan cyclable.

Comment se fait-il que la Ville n'ait pas plus de subventions pour la rénovation et l'aménagement des routes? Est-ce parce que le plan de mobilité n'était pas encore voté? Auquel cas n'a-t-on pas perdu énormément de subsides? Jusqu'à quelle date était valable l'ancien plan de mobilité?
Je n'ai rien vu dans le rapport d'activités concernant le parking autour du nouveau site CHWAPI. Cela a sans doute été fait en 2016, mais pouvez-vous me dire ce qui est prévu ?"

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, lui répond comme suit :

"Ce rapport fait partie intégrante de la mise en oeuvre du plan de mobilité pour l'exercice 2015. N'y figurent pas les travaux réalisés dans le cadre du plan d'investissement. Il s'agit ici d'une synthèse de tout ce que le service mobilité a fait. Tout ce qui touche la mobilité autour du CHWAPI viendra dans les prochaines semaines. Je crois qu'on s'en rend compte au collège communal. Lors de la réunion du comité d'accompagnement de City Parking qui aura lieu le 12 mai, nous aurons l'occasion de débattre des emplacements à réserver aux riverains de la rue des Sports, sans oublier ceux qui travaillent au CHWAPI. Ils doivent pouvoir aussi rejoindre leur lieu de travail. Comme je l'ai dit, nous reviendrons comme promis en mai avec des informations complémentaires au sujet du stationnement."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient à nouveau :

"Je n'ai pas eu de réponse à ma question. Pourquoi la ville n'a pas plus de subventions pour la rénovation et l'aménagement des routes ? Est-ce que c'est parce qu'il n'y avait pas encore de plan de mobilité ? Si c'est le cas, combien d'années aurait-on perdu en raison de l'absence de plan de mobilité ?"

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, lui répond comme suit :

"Le plan de mobilité a été voté en 2004. Comme je le disais, les subsides du plan communal d'investissement ne sont pas repris dans ce rapport. Les travaux prévus au plan communal d'investissement, notamment dans l'un des deux points qui va suivre, sont subsidiés à 50%."

Monsieur le Conseiller communal MR, **Louis-Donat CASTERMAN**, conclut comme suit :

"Je voudrais faire remarquer à Monsieur le Conseiller communal Guillaume DENONNE, à propos du taux d'occupation des parkings, que je ne sais pas si cela signifie qu'il y a assez de places. Je crains au contraire qu'il y ait de moins en moins de gens qui veulent venir au centre-ville. C'est à bien analyser !"

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'un arrêté ministériel alloue à la Ville de Tournai une subvention de 24.000,00€ pour le maintien d'un conseiller en mobilité, du 1er janvier au 31 décembre 2015;

Considérant que l'octroi de cette subvention est notamment subordonné à la rédaction d'un rapport d'activités annuel du service mobilité reprenant notamment une évaluation de l'état d'avancement de la mise en oeuvre du plan communal de mobilité;

Considérant que ce rapport est établi selon un schéma transmis par la direction de la planification de la mobilité et transmis pour approbation au conseil communal accompagné de l'avis de la commission consultative d'aménagement du territoire et de la mobilité (CCATM);

Considérant l'avis favorable de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de la mobilité du 23 mars 2016;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver le rapport d'activités 2015 de la cellule mobilité :

COMMUNE DE TOURNAI **RAPPORT ANNUEL 2015 DE LA CELLULE MOBILITE**

PARTIE 1 : COMMUNICATION EXTERNE

I. Editorial

La mobilité à Tournai

C'est avec un plaisir immense que je préface le rapport annuel du service mobilité de la Ville de Tournai.

Echevin en charge, notamment de la mobilité, je compte sur le travail de deux équivalents temps plein affectés dans un temps partiel à la gestion de la mobilité sur le territoire de la plus grande commune belge.

En parcourant les pages constitutives de ce rapport, chacun appréciera les différentes «occupations» de nos conseillers en mobilité.

Le collège communal partage, j'en suis certain, ma satisfaction du travail de ce service. Deux temps forts sont mis en exergue en 2015 : le plan communal de mobilité (PCM) actualisé et la mise en œuvre d'un nouveau plan de stationnement.

Certes, le Tournaisien n'approuve pas toujours les axes importants de ces points, mais la sécurité des citoyens est, in fine, le gage d'un travail réfléchi pour tous les usagers de notre Ville.

Armand BOITE

Echevin de la mobilité

II. Objectifs du PCM - Axes de travail

2015, Tournai se dote d'un plan communal de mobilité actualisé.

En 2011, débute l'actualisation du plan communal de mobilité. 2014 fut l'année de reprise du processus d'actualisation après quelques mois d'interruption. Après une phase d'enquête publique qui s'est terminée le 1er mars 2015, le conseil communal approuvait l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai le 23 novembre 2015.

L'actualisation du plan communal de mobilité s'est plus particulièrement focalisée sur deux périmètres que sont :

- l'agglomération de la ville de Tournai qui s'étend du cœur de ville aux faubourgs
- l'intra-muros délimité par la ceinture des boulevards.

Les conclusions du plan communal de 2004 restent d'actualité pour les portions de territoire non reprises dans cette actualisation.

Pour rappel, il s'agissait plus particulièrement de sécuriser les zones sensibles, améliorer les espaces publics dans le cœur des villages, développer un maillage d'itinéraires cyclables sécurisés et améliorer l'accueil et l'information des usagers du TEC par une meilleure lisibilité des lignes.

Différentes mesures ont d'ailleurs vu le jour. On citera notamment la restructuration de la traversée de Willemeau et le futur aménagement de la traversée de Templeuve, les aménagements des chaussées de Bruxelles, Douai, Lille et de Tournai dans leur traversée des zones agglomérées, la sécurisation des abords des écoles de Barry, Béclers, Blandain, Froidmont, Havinnes, Kain, Templeuve...

Ses objectifs en lien avec le programme de politique générale 2012-2018 et le programme stratégique transversal **sont**:

1. Pour les faubourgs :

- sur les axes de pénétration vers le centre-ville:
 - améliorer l'intégration des modes actifs;
 - prioriser les bus;
 - apaiser les vitesses;
 - développer un réseau cyclable sûr et cohérent en lien avec le plan communal cyclable;
 - améliorer l'attractivité et la lisibilité du réseau TEC;
 - adapter l'offre en bus aux projets socio-économiques;
 - désenclaver la commune de Kain.

2. Pour les boulevards de ceinture :

- Enjeux d'aménagement :
 - réaménager l'ensemble des boulevards avec une requalification des portes de la Ville en veillant à assurer une perméabilisation aux modes actifs;
 - réaménager la plate-forme de la gare dans une optique d'intégration des modes actifs et des transports en commun, dans un concept d'ouverture de la gare sur la ville;
 - redynamiser et sécuriser les zones de parking de l'esplanade du conseil de l'Europe, de la maison de la culture et du hall des sports en lien avec le centre-ville;
 - intégrer les grands projets qui s'établissent en périphérie des boulevards et dans le centre-ville.
- Enjeux d'exploitation :
 - maîtriser les charges de trafic entrant, en adéquation avec les capacités admissibles sur la ceinture (contrôle d'accès);
 - orienter le trafic sur les itinéraires souhaités et lutter contre les flux transitant par l'intra-muros;
 - prioriser les transports en commun;
 - sécuriser les traversées piétonnes et cyclables.

3. Pour l'intra-muros :

- évaluer le plan de stationnement, proposer des indicateurs de suivi et une méthodologie de mise en œuvre de ceux-ci;
- actualiser le plan de circulation et de hiérarchisation des voiries du centre-ville;
- jalonner les parkings du centre-ville et de la périphérie;
- mettre en place un réseau de navettes «propres», en liaison avec les zones de stationnement, les pôles de travail et les pôles commerciaux;
- créer et mettre en œuvre des zones de rencontre, zones résidentielles et zones 30 km/heure dans le centre-ville en lien avec la requalification du quartier cathédrale.

Par conséquent pour le reste du territoire de la commune, il faut se référer aux objectifs du plan communal de mobilité de 2004, à savoir :

- développer un maillage d'itinéraires cyclables sécurisés;
- sécuriser les zones sensibles : traversées des villages, écoles;

- améliorer la convivialité des espaces dans le cœur des villages;
- contenir l'étalement urbain dans l'esprit du développement durable;
- rendre les villages plus autonomes;
- valoriser le cadre naturel et les paysages.

Un volet vélo particulièrement développé : le plan communal cyclable

Dans le cadre du projet «Communes pilotes Wallonie cyclable», la Ville de Tournai dispose de son plan communal cyclable développant des objectifs spécifiques au vélo. Ils ont été intégrés dans l'actualisation du plan communal de mobilité.

- Rouler à vélo
 - Aménager un réseau cyclable primaire reliant les principaux pôles d'éducation, de formation, d'emplois, culturels, sportifs et administratifs dans un périmètre de 5 km autour de l'intra-muros.
 - Développer et favoriser l'usage du vélo dans les quartiers et les centres de village.
 - Sécuriser, entretenir et baliser le réseau cyclable existant et futur.
- Le vélo à l'arrêt
 - Développer un stationnement vélo sûr et confortable dans le centre-ville et son agglomération.
 - Développer l'intermodalité vélo/transports en commun.
 - Développer un stationnement vélo sûr et efficace dans les établissements scolaires.
- Encourager la pratique du vélo
 - Créer et développer un système de communication entre la ville et le citoyen.
 - Développer et promouvoir l'usage du vélo et son image auprès des associations, des administrations, du monde scolaire, du monde culturel et du monde de l'entreprise.
 - Développer l'usage du vélo à des fins touristiques.
 - Faire du vélo un évènement.
- Ancrer la politique cyclable
 - Ancrer la politique cyclable dans les textes.
 - S'assurer le personnel suffisant et les moyens pour ancrer la politique cyclable dans le développement communal.
 - Évaluer la politique cyclable.

Pour l'année 2015, les axes de travail se sont plus particulièrement orientés sur :

- Le volet vélo et la mise en œuvre du plan communal cyclable :
 - acquisition de 3 vélos électriques pour les déplacements du personnel communal;
 - aménagement d'une liaison cyclable avec le zoning de Tournai Ouest, chemin Willems;
 - aménagement des sens uniques limités (suite) : districts de Tournai et Templeuve;
 - aménagement de liaisons cyclables : avenue d'Audenarde, quai Donat Casterman et chemin/avenue des Peupliers;
 - installation d'arceaux et d'abris vélos (suite);
 - déménagement de l'atelier vélo MELIVELO
- L'adoption par le conseil communal de l'actualisation du plan communal de mobilité :
 - organisation de l'enquête publique du 12 janvier au 1er mars 2015;
 - approbation de l'actualisation par le conseil communal le 23 novembre 2015.
- La sécurisation des abords de 3 écoles/crèches
 - la mise en place effective d'un nouveau plan de stationnement :
- réglementation et signalisation;
- information des citoyens.

III. Les faits marquants de l'année

1. L'actualisation du plan communal de mobilité : enquête publique et approbation

En janvier 2004, après deux ans de diagnostic, de consultations citoyennes et de propositions, Tournai se dotait de son plan communal de mobilité.

Depuis 2004, de nombreux projets sont venus changer le paysage urbain et reposer la question de la mobilité. Cette dynamique urbaine a nécessité une adaptation de notre plan communal de mobilité. Le conseil communal a donc décidé de solliciter une actualisation.

Cette procédure a débuté le 20 septembre 2010 sous l'ancienne législature.

Suite aux élections de 2012, la procédure a marqué un temps d'arrêt avant de reprendre le 13 juin 2014 pour aboutir le 23 novembre 2015 par l'approbation de l'actualisation du plan communal de mobilité par le conseil communal.

Préalablement à cette approbation, une enquête publique a été organisée du 12 janvier au 1er mars 2015.

2. La mise en œuvre d'un nouveau plan de stationnement au 1er avril 2015

Le contrat de concession avec la société City Parking se terminant le 31 décembre 2014, c'était l'occasion de revoir le plan de stationnement. Ce nouveau plan de stationnement est entré en vigueur au 1er avril 2015.

Ci-dessous, un aperçu des modifications de ce plan de stationnement :

AVANT	APRES
Zones de contrôle	Zones de contrôle
10 zones de contrôles (quartiers) <ul style="list-style-type: none">• horodateurs• zone bleue 2h• bleue 4h	1 seule zone de contrôle <ul style="list-style-type: none">• horodateurs• zone bleue 2h
Gestion du stationnement	Gestion du stationnement
Horodateurs <ul style="list-style-type: none">• tarif forfaitaire: 15,00€/jour	Horodateurs <ul style="list-style-type: none">• tarif forfaitaire: 15,00€/1/2 jour
Carte riverain (limitée au quartier) <ul style="list-style-type: none">• carte zone bleue: 25,00€/an• carte zone horodateurs: 120,00€/an	Carte riverain (limitée au quartier) carte zone bleue: 1ère gratuite carte zone horodateurs: 120,00€/an
	Carte travailleur <ul style="list-style-type: none">• valable en zone bleue: 150,00€/an
Contrôle du stationnement <ul style="list-style-type: none">• zone horodateurs lundi au samedi: 9h-12h30 14h-17h• zone bleue lundi au samedi: 9h-17h	Contrôle du stationnement <ul style="list-style-type: none">• zone horodateurs lundi au vendredi: 9h-12h30 14h-17h samedi: 9h-12h30• zone bleue: lundi au vendredi: 9h-17h samedi: 9h-12h30

3. La sécurisation des abords d'écoles

Le 7 juillet 2006, le collège communal décidait de participer au projet fédéral «plan Octopus» et de signer la charte reprenant ses objectifs principaux. L'un de ces objectifs était de mettre en place des infrastructures routières originales et uniformes, de façon à atteindre une harmonisation permettant une reconnaissance des routes fréquentées par les enfants et des espaces aux abords des écoles.

Le choix du mobilier «Octopus» découle de cet objectif d'harmonisation et vise à contribuer à une reconnaissance optimale de l'environnement scolaire.

L'année 2015 a permis de mettre en œuvre la sécurisation des abords de trois écoles/crèche de la Ville :

- l'école Notre-Dame de la Salette
- l'école Saint Michel
- la crèche «Les Chatons»

4. Les premières réalisations du plan communal cyclable

Le plan communal cyclable voit se concrétiser ses premières réalisations :

- aménagement de la zone 30 du cœur de ville;
- notre première rue cyclable, avenue de Maire (latérale);
- de nouveaux marquages vélos quais Saint-Brice, Vifquin, du Luchet d'Antoing, du Pays Blanc et allée des Princes d'Allain;
- l'aménagement du quai des Vicinaux : marquages vélos et dispositifs ralentisseurs;
- l'aménagement de la jonction boulevard Eisenhower- rue du Viaduc en lien avec les aménagements cyclables déjà réalisés chaussée d'Audenarde.

5. Le brevet du cycliste

En 2015, 19 écoles primaires communales et libres ont participé au projet du brevet du cycliste. La session 2014-2015 a permis à 488 enfants de 5ème primaire d'apprendre à devenir autonomes sur les routes de la Ville.

La remise officielle des brevets pour les 26 classes s'est déroulée le vendredi 26 juin en présence des échevins de l'enseignement et de la mobilité. Cette journée a permis à quelques écoles de participer à une balade vélo de 25 km vers Templeuve où un pique-nique était organisé au sein de l'école Camille Dépinoy de Templeuve. Un spectacle de magie a fait le bonheur des petits et des grands avant la remise des diplômes aux écoles présentes.

6. Le vélobus aux Apicoliers 1

Il y a deux ans, l'école des Apicoliers 1 participait au projet construire son REVe (Réseau des écoliers à Vélo). Après cette expérience, l'école s'est lancée dans l'organisation d'un ramassage scolaire à vélos : le Vélobus. Ce projet est encadré par l'asbl Provélo en collaboration avec le service mobilité.

7. Projet MOBITS

Déploiement d'un dispositif d'aide à la planification de trajet en temps réel, d'information voyageurs et de mobilité urbaine sur l'espace public sur certains sites/arrêts TEC de la Ville de Tournai

8. Projet URBANZEN

L'objectif principal d'UrbanZen est de fournir aux villes et communes wallonnes ainsi qu'aux transporteurs de marchandises, un outil collaboratif permettant de guider les poids lourds suivant le souhait des autorités publiques, par une adaptation des itinéraires fournis par défaut par les GPS. Tournai a accepté d'être seconde commune test dans le cadre du projet et de définir l'intra-muros comme zone d'étude pour le projet.

IV. Mise en œuvre du PCM - Actions réalisées - Indicateurs - Tendances

0. DONNÉES SOCIO-ECONOMIQUES - RESEAUX

DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES	69.756 habitants (1er janvier 2015)
	28.600 emplois
	25.150 élèves
	326 habitants/km ²
	1,25 véhicule/ménage (2008)
	nombre emplois/nombre habitants = 0,41
	nombre élèves/nombre habitants = 0,36
RESEAU DE VOIRIES	Longueur réseau routier 875 km
	800 km de routes communales
	75 km de routes régionales
	37 km d'autoroutes
	0,0125km réseau routier/habitant

1. TRAFIC MOTORISE (chiffres 2011- pas de comptage en 2015)

35.000 véhicules/jour sur la drève de Maire
 12.000 véhicules/jours sur la rue du Viaduc
 21.500 véhicules/jour sur la chaussée de Renaix
 28.600 véhicules/jour sur la chaussée de Bruxelles
 21.000 véhicules/jour sur la chaussée de Saint-Amand
 17.800 véhicules/jour sur la chaussée de Douai
 14.500 véhicules/jour sur la chaussée de Lille
 110.000 véhicules/jour au cordon du centre-ville
 15.000 véhicules/jour en transit dans le centre-ville

2. MODERATION DE LA VITESSE

32.5 km de zone 30 (hors abords écoles)
 2,3 km de zones résidentielle/rencontre
 1,1 km de zones piétonnes
longueur zone 30 réalisée/longueur zone 30 projetée = 1

3. VELO. NOMBRE DE CYCLISTES/ INFRASTRUCTURES

Nombre de cyclistes	Comptage vélo (7h-9h)				
	Localisation	Nombre cyclistes	Nombre cyclistes	Nombre cyclistes	Nombre cyclistes
		Mai 2014	Septembre 2014	Mai 2015	Septembre 2015
	Rond-point du Viaduc	88	82	54	85
	Gare	51	29	32	48
	Porte Morel	48	51	48	53
	Porte Marvis	82	78	80	59
	Rond-point de la Dorcas	70	69	56	52

	Porte Saint-Martin	61	42	33	56
	Porte de Lille	101	53	42	50
	Rond-point de l'Europe	98	77	65	88
	Pont Delwart	50	51	73	54
	Pont de Fer	54	29	39	23
	Pont Notre-Dame	34	62	57	69
	Pont à Pont	50	53	38	34
	Pont Devallée	34	24	22	23
	Total	821	680	639	694
Infrastructures cyclables	48,5 km réseau cyclable aménagé (dont voiries en zone 30, de rencontre, résidentielle et piétonne)				
	70 SUL				
	29,5 km piste cyclable marquée				
	4,36 km piste cyclable séparée unidirectionnelle				
	1,85 km piste cyclable séparée bidirectionnelle				
	4,1 km bande cyclable suggérées				
	0,75 km de rue cyclable				
	4,6 km de chemin réservé hors RAVeL				
	3,3 km de RAVeL (hors voirie de liaison)				
	3 abris vélos sécurisés				
	130 arceaux vélos				

4. MARCHE. NOMBRE DE PIETONS/ INFRASTRUCTURES

Nombre de piétons	Localisation	03/01-09/01	04/05-09/05	01/07-07/07	28/09-03/10
	Rue de Courtrai	9.342	15.390	9.870	11.142
	Rue du Puits Wagnon (piétonnier)	13.272	20.286	14.106	11.994
	Rue de l'Hôpital Notre-Dame	15.252	18.684	11.208	17.238
	Rue de la Tête d'Or	11.028	17.934	13.062	14.148
	Rue des Chapeliers (piétonnier)	13.776	19.152	15.000	13.374

	Grand-Place (Côté Beffroi)	22.218	24.714	18.030	22.638
	Grand-Place (côté rue de l'Yser)	12.888	19.344	14.376	13.104
	4 Coins Saint-Jacques	10.164	15.648	11.760	11.970
	Place de Lille	11.202	18.546	13.614	15.096

5. TRANSPORTS EN COMMUN. NOMBRE D'USAGERS/ INFRASTRUCTURES

TRAIN	Pas d'information
BUS	Pas d'information

6. SECURITE ROUTIERE

Statistique accident	Pas d'information
Règlements de police	52 règlements

7. STATIONNEMENT. ORGANISATION/OCCUPATION

7.1. OFFRE			
	5.694 emplacements réglementés périmètre (centre-ville / quartier gare)		
	4.147 emplacements zone bleue		
	1.534 emplacements payants		
	1.912 cartes riverains		
	120 emplacements parking Grand Place		
	660 abonnements travailleurs		
	44 abonnements (para)médicaux		
Stationnement pour personnes handicapées	création	suppression	
	13	5	
7.2 DEMANDE			
Taux moyen d'occupation		Avril 2015	Avril 2015
	Rue	semaine	samedi
	Royale	0,78	0,93
	Rue de Courtrai	0,46	0,57
	Grand Place	0,72	/
	Place Saint-Pierre	0,76	0,89
	Place Reine Astrid zone bleue	0,84	0,77
	Place Reine Astrid payante	0,67	0,67

	Place Crombez	0,29	0,27
	Rue de Pont	0,25	0,38
Taux de rotation (chiffres 2011)	Grand Place	6,4	
	Place Saint-Pierre	6,2	
	Place Reine Astrid	5,3	
	Square Bonduelle	2,2	
	Quai Saint-Brice	4,9	
	Rue Royale	11,8	
	Avenue Leray	3,1	
Ticket de stationnement payant (montant perçu)		556.149,85 €	
Redevances émises		97.022	
Taux de paiement des redevances		53%	
Taux d'annulation des redevances		5,20%	
Taux de plaques étrangères «sanctionnées» par redevance		24,65%	
Visiteurs payants parking Grand-Place		13.383	

8. INTERMODALITE. ORGANISATION/OCCUPATION

472 emplacements de parking SNCB

9. SERVICES MOBILITE

1,8 personne affectée à la politique mobilité

Visites, formations, interventions, colloques, séminaires	<ul style="list-style-type: none"> · Intervention au colloque «quelle politique énergétique pour demain» - Lille Eurométropole, dans le cadre de l'atelier thématique sur les déplacements ayant pour titre "Mouscron et Tournai, communes pilotes Wallonie cyclable" – 22 janvier 2015 · Projet Ecologic – conférence finale – vendredi 5 juin · Colloque annuel des conseillers en mobilité «Du nouveau dans la politique wallonne de mobilité et de sécurité routière» – vendredi 12 juin · Groupe de travail «Cem grandes villes» - Visite de Mons – mardi 13 octobre · Wallonie cyclable, atelier balisage – 27 octobre 2015
	Pas de chiffre par rapport à atelier MELIVELO suite au déménagement

10. EDUCATION- SENSIBILISATION-COMMUNICATION

Brevet du cycliste : 26 classes

Brevet du cycliste : 488 participants

Journal communal : 13 articles mobilité publiés.

V. Les onze chiffres de l'année

L'année 2015 en quelques chiffres :

- placement de 3 abris vélos sécurisés;
- placement de 29 arceaux vélos;
- 53 cyclistes en moyenne par point de comptage;
- 0,75 km de rue cyclable aménagée;
- 454 enfants ont reçu leur brevet de cycliste;
- 3 abords d'école sécurisés par du mobilier «Octopus»;
- mise en œuvre de 30 km de zone 30 (cœur de ville);
- mise en œuvre de 0,3 km de zone de rencontre;
- mise en œuvre de 0,3 km de zone piétonne;
- 77 contributions à l'enquête publique d'actualisation du PCM avec plus de 400 contributions.

VI. Projets

1. Mise en œuvre du plan communal de mobilité

Approuvée le 23 novembre 2015, l'actualisation du plan communal de mobilité doit maintenant voir ses premières concrétisations. Le service public de Wallonie a ainsi annoncé qu'il consacrera d'ici 2018, 4,8 millions d'euros au réaménagement des boulevards.

2. Réouverture de l'atelier vélo MELIVELO

Après les quelques semaines d'arrêt hivernal, l'atelier vélo MELIVELO va rouvrir ses portes dans le courant du mois de mai après un important déménagement et quelques modifications du partenariat. En effet, les locaux, qui hébergeaient jusqu'à présent notre atelier, vont être détruits pour faire place à un projet de réaménagement du quartier. Il a donc fallu trouver de nouveaux locaux situés à quelques centaines de mètres de notre emplacement initial, dans des bâtiments appartenant à l'agence locale pour l'emploi. Les travaux d'aménagement sont en cours de finalisation.

3. Projet MELIVELOCATION

Le projet de location de vélos à différents publics (précarisé, scolaire, d'entreprise et touristique) se concrétise par le développement et le test d'un cadenas intelligent. Le développement de ce cadenas a pris du retard et les tests en situation réelle devraient se faire durant le printemps 2016.

4. Mise en œuvre du plan communal cyclable

Les aménagements/projets qui se concrétisent en 2016 :

- travaux de signalisation et de balisage des itinéraires cyclables sur le territoire de Tournai;
- liaison cyclable quai Donat Casterman;
- liaison cyclable avenue d'Audenarde;
- liaison cyclable chaussée Romaine, chemin Vert et avenue des Peupliers;
- fourniture et pose d'arceaux vélos et abris vélos (phase 2);
- mise en œuvre des sens uniques limités (phase 2);
- aménagement complémentaire de la zone 30 km/heure;
- aménagement d'un pré-RAVeL urbain sur la ligne 88A : aménagement d'un pré-RAVEL sur la ligne désaffectée n° 88A du carrefour formé par les rues Jean-Baptiste Moens et de l'Orient à la rue Paul Pastur en franchissant la N7 (chaussée de Bruxelles);
- développement d'un circuit cyclo-pédagogique sur base du circuit « brevet cycliste » du centre-ville.

5. Mise à gabarit de l'Escaut – Modernisation de la traversée de Tournai à la classe Va

Ce projet est actuellement au stade du permis d'urbanisme ou en phase d'étude complémentaire pour la zone du pont des Trous. Il comprendra les aménagements suivants :

- zone du pont à Pont : élargissement de l'Escaut dans la zone du quai Saint-Brice et remplacement complet du pont à Pont;
 - zone du pont des Trous : remplacement des arches de l'ouvrage et intégration de lisses de guidage;
 - quais de l'Escaut entre le pont Delwart et le pont Devallée, réaménagement complet des quais non encore aménagés et intégration d'une halte nautique évolutive aux alentours du quai Taille-Pierres.
- Suite à la consultation populaire du 25 octobre 2015 sur le devenir du pont des Trous, un comité d'accompagnement a vu le jour en mars 2016 pour permettre d'impliquer la population et de dégager un consensus autour de l'aménagement du monument et de ses abords.

6. Réaménagement de l'axe gare/place Crombez/rue Royale

Ce projet intitulé «plate-forme multimodale 2.0» fait partie du portefeuille de projet fonds FEDER dont la Ville de Tournai bénéficie. Il regroupe des acteurs comme la Ville, la SRWT et le TEC-Hainaut, la SNCB et le service public de Wallonie autour d'un projet commun : requalifier l'axe reliant la gare au quartier Unesco. Se greffe à ce projet, la mise en œuvre d'une nouvelle gare TEC ainsi que la réactualisation du masterplan 2010 du site de la gare de Tournai.

Les options d'aménagements ont été ébauchées au cours des workshops de réactualisation du masterplan 2010 du site de la gare de Tournai. Actuellement en phase d'étude, sa concrétisation devrait aboutir en 2018/2019.

7. Instauration d'un système de carsharing sur le territoire urbain

Le carsharing est un système de voitures partagées à la disposition d'abonnés qui peuvent les réserver pour une heure, une journée, une semaine, voire plus. Elles sont accessibles 24heures/24 et 7 jours sur 7. La réservation peut se faire par téléphone ou par Internet, longtemps à l'avance ou quelques heures avant le départ.

VII. Autres dossiers traités par le service mobilité

1. Règlements de police (dossiers approuvés par le collège et le conseil communal)

1. Kain, clos de l'Epinette: réglementation de la circulation.
2. Tournai, rue du Viaduc: agrandissement d'un emplacement de stationnement pour les personnes handicapées.
3. Tournai, rue du Crampon: suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
4. Tournai : gestion du stationnement. Modification de la zone bleue sur les voiries régionales et les voiries communales.
5. Thimougies, rue du Vert Chemin : réglementation de la circulation.
6. Ramegnies-Chin. Arrêté ministériel. Carrefour de la chaussée de Tournai avec les rues d'Allain et du 22 mai 1794 : tourne à droite cycliste.
7. Gaurain-Ramecroix. Arrêté ministériel. Carrefour Grand'Route et rue d'Havennes : tout droit cycliste.
8. Rumillies, chaussée de Frasnes : déplacement d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
9. Mont-Saint-Aubert, chemin n° 15 : réservation de la circulation aux piétons, cyclistes et cavaliers.
10. Tournai, boulevard des Combattants : abrogation d'un passage pour piétons.
11. Kain, rue Gualbert : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
12. Tournai, Vieux chemin d'Ere : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
13. Tournai, rue du Crampon : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

14. Tournai, boulevard Léopold : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
15. Tournai, rue du Bas-Follet : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
16. Tournai, boulevard Lalaing : création d'une zone de chargement/déchargement.
17. Kain, rue Albert : réglementation du stationnement.
18. Havinnes, rue de l'Echelle, Béclers, Couture du Bois : réglementation de la circulation.
19. Tournai, rue Germaine Devalet : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
20. Vaulx, carrefour rues Michel Holyman, du Canon et Communale : canalisation de la circulation pour un rond-point.
21. Tournai, rue de la Culture : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
22. Tournai, rue Andrée Hennebicq : interdiction de stationnement.
23. Rumillies, rue de la Liberté : interdiction de stationnement.
24. Blandain : modification des limites d'agglomération.
25. Tournai, rues de Courtrai et du Curé Notre-Dame : aménagement d'une zone de rencontre et réglementation de la circulation et du stationnement.
26. Orcq, Vieux chemin de Lille : réglementation de la circulation.
27. Tournai, quai Andreï Sakharov : création d'une zone bleue.
28. Tournai, rue Floc à Brebis : création d'un îlot directionnel.
29. Kain. Modification des limites d'agglomération.
30. Rumillies, rues Monseigneur Dechamps et de la Liberté : création d'un îlot et de zones d'évitement.
31. Barry. Arrêté ministériel. Grand'Route : limitation de vitesse à 70 km/heure.
32. Tournai, rue Charles Mauroy : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
33. Tournai, chaussée de Willemeau : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
34. Tournai, Vieux chemin de Willems : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
35. Tournai, rue du Ballon : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
36. Rumillies, chaussée de Renaix : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
37. Rumillies, rue Jean-Baptiste Carnoy : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
38. Kain, rue des Combattants de Kain : stationnement sur accotement.
39. Ramegnies-Chin : rue de Bailleul et Templeuve, rue Crouzet : limitation tonnage (+3.5T).
40. Froyennes, rue de Maire : limitation tonnage (+3.5T).
41. Froyennes, rue Louis Masquillier : interdiction de stationnement.
42. Lamain : rue René Lefebvre : création d'une zone d'évitement striée.
43. Tournai, avenue Montgomery : aménagement d'un rond-point à la sortie des immeubles de la Corne Saint-Martin.
44. Tournai, rue Basse Couture : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
45. Ramegnies-Chin. Limites d'agglomération.

46. Tournai. Arrêté ministériel. Boulevard Léopold. Zones d'évitement striées.
47. Tournai, avenue Delmée : création d'un emplacement de stationnement pour les bus scolaires.
48. Tournai, rue de la Marnière : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
49. Tournai. Arrêté ministériel. Chaussée de Saint-Amand. Abrogation d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
50. Tournai, rue de la Culture : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
51. Tournai, place Crombez : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
52. Tournai, chemin n°34 : mise en sens unique limité.
53. Tournai, rue Saint-Catherine : interdiction de stationnement.
54. Tournai, quai des Vicinaux : cheminement cyclable.
55. Tournai. Arrêté ministériel. Avenue de Maire : régularisation des deux passages pour piétons.
56. Tournai, chemin n°31 et Warchin, rue Jean Winance : interdiction circulation, excepté usage agricole.
57. Tournai, intra-muros. Mise en zone 30 km/heure

2. Avis sur dossiers d'urbanisme

1. Demande de permis d'environnement pour un établissement de classe 2 introduit par CHWAPI ASBL, boulevard Lalaing, 39 à 7500 Tournai, cadastré, 1 division, Section I, Parcelle(s) n° 348h, 696a, 349a4, 336a7 Extension-restructuration-régularisation de l'hôpital – Site Union. Dossier PEU 2015/1/8-AD/NC.
2. Demande de permis d'urbanisme introduite par la SA MECCO GOSENT pour la démolition d'un bâtiment commercial et la construction d'un pôle de grands commerces spécialisés sis à Tournai (Froyennes), cadastré 32ème Division, Section C n° 20n.
3. Demande de permis d'urbanisme introduite par les Jardins de la Pasture sa pour la construction de 2 immeubles de bureaux et la création et modification de voirie – site à réaménager , sis à Tournai, cadastré 2ème division – section A – n° 281C53, boulevard des Combattants/rue Paul Pastur.
4. Demande de permis d'extension du supermarché Carrefour introduite par la société RETAIL SERVICE KAIN. Tournai – Ex – Kain, rue du 3ème âge, 2. Bien cadastré 4ème division, section A n° 298 t4.
5. Demande de permis d'urbanisme introduite par la Société KUMPEN pour la démolition de bâtiments existants et la construction d'un centre de formation IFAPME, sis à Tournai, cadastré 2ème division – section A, rue Paul Pastur.
6. Demande de permis d'urbanisme introduite par l'université catholique de Louvain pour la rénovation et la transformation de bâtiments existants et la construction d'un nouveau volume sur les biens sis à Tournai, rue du Glategnies et rue Haigne n° 17 à 21 cadastrés 2ème division, section C n° 206P, 206R, 216N et 237M.
7. Demande de permis d'urbanisme – suppression PN76 et construction d'une nouvelle voirie d'accès introduite par TUC RAIL pour INFRABEL Tournai – Ex- Havinnes, rue Astrid/Grand Chemin.
8. Demande de permis d'urbanisme introduite par l'intercommunale IDETA pour la mise en œuvre du projet de zone d'activité économique (voirie, équipements...) à Tournai (Blandain-Hertain-Marquain) Tournai Ouest 3.
9. Demande de permis d'urbanisme introduite par la WERELDAVE Belgium SCA pour la réalisation d'une voirie et la construction d'une surface commerciale sis à Tournai (Tournai), cadastré 2ème Division, Section B n° 131 g2 et 131 t2.

10. Demande de permis d'urbanisme introduite par la société CEO SATELLIC pour l'installation d'un distributeur avec fondation de 2x2 m et un coffret électrique de Proximus pour le réseau de Viapass sur le bien sis à Tournai, chaussée de Bruxelles, 201, cadastré 2ème division, Section B, n° 77 W. Dossier PU 15.2.280/FH.

PARTIE 2 : FONCTIONNEMENT INTERNE

I. La cellule mobilité

Composition de la cellule mobilité :

- Christine BERNARD, agent spécifique, conseillère en mobilité.
- Donat DE GRAEVE, agent technique en chef, conseiller en mobilité.

Donat DE GRAEVE est également responsable de la cartographie communale.

Autres conseillers en mobilité au sein de la commune : les deux conseillers en mobilité au sein de la zone de police du Tournaisis ont pris leur retraite.

Situation de la cellule mobilité dans l'organigramme communal

La cellule mobilité dépend actuellement de la division urbanisme/aménagement du territoire.

Mission de la cellule mobilité:

- améliorer la sécurité et l'accessibilité aux abords des écoles;
- avis en matière de mobilité sur les aménagements et projets soumis à sa consultation (permis d'urbanisme, études d'incidences, règlement de police...);
- faciliter les déplacements des cyclistes au travers des aménagements, de la communication et de la sensibilisation : atelier «MELI VELO», brevet du cycliste, commission cycliste et plan communal cyclable;
- faciliter les déplacements des personnes à mobilité réduite au travers des aménagements, de la communication et de la sensibilisation;
- gestion et suivi des règlements complémentaires de circulation routière : création d'un sens unique, zone 30 km/heure, tracé de marquages, limitation de vitesse, demande d'un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées...;
- information sur les différents thèmes de la mobilité;
- mise en œuvre et suivi du plan communal de mobilité, de son actualisation et des différents plans et projets ayant trait à la mobilité et à l'accessibilité dans la Ville;
- mise en œuvre, coordination et suivi des politiques fédérale, régionale et communale en matière de mobilité et d'accessibilité : enquête fédérale déplacement domicile-travail, plan de stationnement et RAVeL;
- organisation de la semaine de la mobilité;
- participation à des groupes d'études en matière de mobilité au niveau communal, régional et transfrontalier.
- gestion du stationnement.

Transversalité interne (formelle/informelle)

La cellule mobilité travaille plus particulièrement avec les services suivants :

- urbanisme
- bureau d'études voiries
- marchés publics
- communication
- juridique
- enseignement
- aide à l'intégration sociale

Transversalité externe (formelle/informelle)

La cellule mobilité travaille plus particulièrement avec :

- la police
- l'intercommunale IDETA
- le TEC-Hainaut
- la société régionale wallonne des transports
- le SPW, DGO1, direction des routes de Mons
- le SPW, DGO1, direction des équipements électroniques du Hainaut et du Brabant wallon
- le SPW, DGO1, direction de la sécurité des infrastructures routières
- le SPW, DGO1, direction des déplacements doux et des partenariats communaux
- le SPW, DGO2, direction de la planification de la mobilité -
- le SPW, DGO2, direction de la réglementation et des droits des usagers
- le SPW, DGO2, direction des voies hydrauliques de Tournai
- la SNCB
- Infrabel
- City-Parking
- le GRACQ
- l'IBSR
- PROVELO
- GAMAH

II. Comité de suivi du PCM

Cette partie du document a été rédigée sur base des différents documents établis dans le cadre de l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai.

- 8 avril 2010 : décision du collège communal sollicitant officiellement l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai.
- 29 juillet 2010 : séance du collège communal :
 - qui délègue la maîtrise de l'ouvrage en vue de l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai au service public de Wallonie, direction générale opérationnelle «Mobilité et voies hydrauliques», département de la stratégie de la mobilité, direction de la planification de la mobilité, par le biais d'une convention ;
 - qui prend connaissance du prédiagnostic établi par le service mobilité.
- 20 septembre 2010 : décision du conseil communal approuvant le cahier spécial des charges relatif à l'actualisation du plan communal de mobilité de la Ville de Tournai, en fonction de spécificités locales dressées en collaboration avec le service public de Wallonie
- 19 janvier 2011 : notification de l'attribution du marché de services relatif à l'étude de l'actualisation du PCM de Tournai à TRANSITEC.
- 14 juillet 2011 : notification de l'octroi à la ville de Tournai d'une subvention d'un montant de 72.000,00 € lui permettant de couvrir une partie du coût de l'actualisation de son plan communal de mobilité.
- Février 2011-septembre 2014 : élaboration de l'actualisation du plan communal de mobilité.
- 16 décembre 2014 : décision du conseil communal d'approuver la démarche d'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai et de la soumettre à enquête publique du 12 janvier au 1er mars 2015.
- Du 12 janvier au 1er mars 2015 : enquête publique.
- 13 février 2015 : débat No Télé.
- 24 février 2015 : réunion d'information publique.
- 10 mars 2015 : présentation à la commission des aînés.
- 11 mars 2015 : présentation à la commission consultative de la personne handicapée.
- 4 et 18 mars 2015 et 4 mai 2015 : présentation à la CCATM.
- 30 septembre 2015 : comité d'accompagnement de validation de l'actualisation du PCM.

- 17 novembre 2015 : réunion de la commission du conseil communal.
- 23 novembre 2015 : approbation par le conseil communal de l'actualisation du plan communal de mobilité.

Composition du comité de suivi de l'actualisation du plan communal de mobilité :

- SPW, direction de la planification de la mobilité
- SPW, direction des routes de Mons
- SPW, direction des routes de Mons, district de Tournai
- SPW, direction des déplacements doux et des partenariats communaux
- SPW, direction de la réglementation et du droit des usagers
- SPW, direction de l'aménagement du territoire, logement
- SNCB
- le TEC-Hainaut
- la société régionale wallonne des transports
- le GRACQ
- l'asbl GAMAH
- l'IBSR
- l'intercommunale de développement économique IDETA
- le collège communal de Tournai
- le bourgmestre de la Ville de Tournai
- l'échevin de la mobilité
- la police
- les services techniques «urbanisme, aménagement du territoire et travaux» de la Ville de Tournai
- la cellule mobilité de la Ville de Tournai

QUICK SCAN - Partie 1 : État d'avancement du PCM 2004.

L'actualisation du plan communal de mobilité ayant été approuvée par le conseil communal le 23 novembre 2015, le quick-scan de ce rapport d'activités 2015 reprend encore l'ensemble des mesures du PCM de 2004. Il faudra attendre le rapport d'activités 2016 pour faire un premier bilan de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de l'actualisation du PCM.

Niveau d'actualisation nécessaire		Précisions			Résultat attendu		
Révision du PCM pour ce qui concerne Tournai et son agglomération		Elaboration d'un nouveau PCM pour Tournai et son agglomération - rapport de synthèse de l'actualisation du plan communal de mobilité approuvé par le conseil communal le 23 novembre 2015			L'élaboration préalable d'un prédiagnostic est nécessaire - un prédiagnostic a été établi dans le cadre de la demande d'actualisation (<i>antérieur à la nouvelle méthodologie du Quick Scan</i>)		
Mesure PCM 2004	Echéance d'origine	Terminée	En cours	Reportée (nouvelle échéance)	Supprimée	Commentaires en cas d'écart important	

Modération du trafic et sécurisation

Mise en œuvre des zones 30 et	CT	X		
-------------------------------	----	---	--	--

résidentielles dans le centre-ville				
Sécurisation ponctuelle par des marquages et des éléments de guidage amovibles	CT		X	
Aménagement des axes dans les traversées de villages	MT		X	<ul style="list-style-type: none"> · Traversée du village de Willemeau terminée · Aménagement de la place de Templeuve : en cours d'étude
Sécurisation des carrefours	MT		X	Très peu d'aménagements réalisés actuellement

Schéma de circulation

Nouveaux sens de circulation en ville	CT	X			Peu de nouveaux sens mis en œuvre
Intégration du boulevard Eisenhower	MT		X		Pas encore réalisée
Nouveau franchissement de l'Escaut entre Kain et Froyennes	/		X		Pas encore réalisé
Liaisons concentriques complémentaires	/			X	

Déplacement de proximité et PMR

Elargissement des trottoirs	CT	X		En fonction des projets d'aménagement
Abaissement des bordures	CT	X		En fonction des projets d'aménagement
Marquages des pistes cyclables	CT	X		Débute dans le cadre du PCC
Ouverture d'itinéraires vélos complémentaires	CT	X		Débute dans le cadre du PCC

Ring cyclable continu et nouvelles traversées piétonnes sur les boulevards	MT		X	Pas encore réalisés
Nouvelles liaisons piétonnes en ville	MT	X		Requalification du quartier cathédral

Transport en commun

Plans des lignes et informations aux arrêts	CT	X		Toujours pas de plan des lignes sur Internet
Etalement des heures de service du Tournai City	CT		X	Pas à l'ordre du jour au niveau des TEC
Doublement de la fréquence de la ligne V	CT		X	Pas à l'ordre du jour au niveau des TEC
Réseau de nuit le week-end	CT		X	Pas à l'ordre du jour au niveau des TEC
Fréquence de minimum 2 passages/heure sur toutes les lignes du Tournai City	MT		X	Pas à l'ordre du jour au niveau des TEC
Restructuration des lignes suburbaines	MT		X	Pas encore réalisée
Raccordement au tram-train du Grand Lille	/		X	Plus de nouvelles

Politique de stationnement

Etalement de la zone payante et nouvelle tarification	CT	X			
Création d'un compte communal pour la gestion et le contrôle	CT			X	
Réorganisation dans les rues	MT		X		En fonction des projets d'aménagement

Jalonnement vers les parkings	MT		X		Actuellement peu de mise en œuvre
Politique P+R	MT		X		Actuellement peu de mise en œuvre
Suivi de la politique du stationnement par un observatoire	MT		X		Prise en charge en partie par la cellule mobilité lors de l'actualisation

Transports professionnels et de marchandises

Développement des infrastructures du port autonome	CT		X		Port de Vaulx
Création de cases de stationnement «livraisons» en ville	CT	X			
Branchement ferroviaire des usines du bassin carrier	MT			X	
Construction d'une plateforme de transfert rail-route à Tournai-Ouest				X	

Régulation des carrefours

Réaménagement et équipement des carrefours Saint-Martin et Lille avec des feux intelligents	CT		X		Pas encore réalisés
Concept de contrôles d'accès sur la ceinture avec des nouveaux feux intelligents au Viaduc, au pont Morel et à Marvis	CT		X		Pas encore réalisé

Signalisation et jalonnement

Remplacement des panneaux de la ceinture	CT		X		Projet RESI
------------------------------------------	----	--	---	--	-------------

Mise en place de la signalisation selon les principes du PCM	MT	X	
--------------------------------------------------------------	----	---	--

Mobilité liée aux écoles

Création de zones de dépose aux abords des écoles	CT	X	Projet Octopus
Développement du trajet scolaire accompagné à pied et à vélo	CT	X	
Mise en réseau des écoles par le schéma cyclable	MT	X	Débute dans le cadre du PCC
Amélioration des itinéraires piétonniers autour des écoles	MT	X	

Intermodalité et gestion de la mobilité

Mesure pour favoriser la complémentarité bus+vélo	CT	X		Prévu dans le cadre du PCC
Accueil de stations de car-sharing Cambio	CT	X		Ce projet devrait voir le jour en 2016
Construction d'un nouveau parking pour les clients SNCB au boulevard Eisenhower	MT	X		Réfection du parking actuel en cours
Mise en œuvre d'une plate-forme pour l'éducation liée aux thèmes de la mobilité	MT		X	

De façon à être complet, vous trouverez ci-dessous le tableau reprenant les différentes mesures de l'actualisation du PCM et leur échéance. Il sera la base pour le Quick-Scan repris dans le rapport d'activités qui devra être établi en 2016.

Mesure PCM 2015	Echéance d'origine	Terminée	En cours	Reportée (nouvelle échéance)	Supprimée	Commentaires en cas d'écart important
-----------------	--------------------	----------	----------	------------------------------	-----------	---------------------------------------

Développement urbain (mesures externes)

Extension site hospitalier CHWaPI-Union	CT
Extension centre commercial Bastions	CT
Développement ZACC Morel	MT-LT
Développement aval berges de l'Escaut	MT

Modes actifs (piétons – vélos)

Sécurisation traversées boulevards	CT-MT
Sécurisation traversées gare SNCB-TEC	CT
Amélioration secteur Beffroi	CT
Franchissement Escaut – Pont à Pont	MT

Transports en commun

Pôle d'échanges gare SNCB-TEC	CT
Sites propres et priorités bus entrées de ville	CT-MT
Navette bus Tournai Expo - boulevards	MT
Amélioration de la lisibilité de l'offre de bus	CT

Flux écoles

Réalisation d'un plan de déplacement scolaire	CT
Sécurisation parcours et abords écoles	CT-MT

Stationnement

P+R «Expos», «Froyennes» et «Manœuvres»	CT-MT
Renforcement contrôle stationnement intra-muros	CT
Assainissement stationnement sur les boulevards	CT
Réduction stationnement voirie intra-muros	CT-MT

Aménagements - exploitation

N7 - chaussée de Bruxelles
N50 - avenue de Maire
Boulevard Delwart - porte Europe - Viaduc
Boulevards des Nerviens/Déportés - portes Viaduc et Morel
Boulevard des Combattants - portes Morel et Marvis
Boulevard Marvis - portes Marvis et Dorcas
Boulevards Lalaing/Roi Albert - portes Dorcas et Saint-Martin
Boulevard Bara - portes Saint-Martin et de Lille
Boulevard Léopold - portes Lille et Europe

Circulation automobile

Pont Kain - Froyennes	CT
Principes accès Bastions	CT
Principes accès CHWaPI	MT
Maîtrise transit rues de Marvis-Duquesnoy	CT
Valorisation rue Perdue + soulagement Grand-Place	CT

QUICK SCAN - Partie 2 : Evolution du contexte politique et de planification

Document	Instance	Date	Eléments neufs ou divergents par rapport au PCM 2004
Schéma de structure	Ville de Tournai		Projets d'aménagement des ZACC
Plan communal cyclable	Ville de Tournai	19/09/2011	Itinéraires structurants, stationnement, communication
Plan communal de stationnement	Ville de Tournai	16/12/2014	Modification des zones bleues
Plan communal de développement rural	Ville de Tournai	2004	Projet de requalification des centres de village
Schéma d'accessibilité et de la mobilité pour la Wallonie picarde	IDETA-SPW	09/2008	Axe de développement sur le territoire de la Wallonie picarde
Schéma directeur cyclable en Wallonie picarde	IDETA-SPW	06/2011	Itinéraires cyclables touristiques
Etude de faisabilité dans le cadre du projet RAVeL de l'itinéraire de l'ancienne ligne SNCB 88a Tournai-Rumes	SPW-Ville de Tournai	01/2008	Nouvel axe cyclable d'accès à la gare
Etude mobilité pour l'extension du centre commercial «Les Bastions»	Privé	04/2012	Impact majeur sur l'aménagement du boulevard Walter de Marvis et la chaussée de Bruxelles
Rapport urbanistique et environnemental de la mise en œuvre de la ZACC Morel	Ville de Tournai	En cours	Développement d'un nouveau quartier au nord de Tournai
Etude d'incidences pour l'élargissement de l'Escaut	SPW-Voies hydrauliques	2014	Elargissement de l'Escaut dans sa traversée de Tournai et aménagements connexes

QUICK SCAN - Partie 3 : Scan thématique (pré diagnostic actualisation PCM)

Pour mémoire, cette partie a été faite sur base de la réflexion qui a conduit à une actualisation du PCM, celle-ci ayant démarré préalablement à cette nouvelle méthodologie d'analyse. Les nouveaux éléments repris ci-dessous ont donc été pris en compte dans l'actualisation du PCM.

Dans le cadre du prochain rapport d'activités, ce scan thématique s'établira sur base du rapport de synthèse d'actualisation du PCM et des réflexions émises par les membres du comité d'accompagnement.

Nouvel élément (projet, vision,	Ce qui implique :
---------------------------------	-------------------

réflexion, constats, tendances,...)				
	Simple mise à jour des échéances	Complément à ajouter	Révision de la thématique/du chapitre	Révision complète transversale
A. <u>DEVELOPPEMENT TERRITORIAL</u>				x
Projets impactant la mobilité de l'agglomération de Tournai : <ul style="list-style-type: none"> · Mise en œuvre de la ZACC Morel · Extension du centre commercial «Les Bastions» · Extension du centre hospitalier de Wallonie picarde · Construction d'un ensemble résidentiel au lieu-dit «Plaine des manœuvres» · Réaménagement du plateau de la gare · Revitalisation intégrée du cœur de Ville «quartier cathédral» · Mise à gabarit de l'Escaut dans la traversée de Tournai dans le cadre du projet de jonction Seine-Nord Europe · Requalification du quartier du port fluvial · Restructuration de l'ancien site Dunlop en complexe résidentiel et activités annexes 				
B. <u>MARCHE</u>		x		
Amélioration et/ou création de nouvelles traversées modes doux entre les deux rives de l'Escaut				
Etude du réaménagement de l'ensemble des boulevards			x	
Etude et réaménagement des axes de pénétration vers le centre-ville en veillant plus particulièrement à améliorer l'intégration des modes doux et des transports en commun			x	
C. <u>VELO</u>			x	
Amélioration et/ou création de nouvelles traversées modes doux entre les		x		

deux rives de l'Escaut				
Elaboration et mise en œuvre d'un plan vélo pour le centre-ville et sa périphérie : PCC			x	
Etude du réaménagement de l'ensemble des boulevards			x	
Etude et réaménagement des axes de pénétration vers le centre-ville en veillant plus particulièrement à améliorer l'intégration des modes doux et des transports en commun			x	
<u>D. TRANSPORTS EN COMMUN</u>		x		
Mise en place d'un réseau de navettes «propres» en liaison avec les zones de stationnement, les pôles de travail et les pôles commerciaux		x		
Etude et réaménagement des axes de pénétration vers le centre-ville en veillant plus particulièrement à améliorer l'intégration des modes doux et des transports en commun			x	
<u>E. CIRCULATION MOTORISEE</u>			x	

Actualisation du plan de circulation du centre-ville et de hiérarchisation des voiries du centre-ville			x	
Etude du réaménagement de l'ensemble des boulevards			x	
F. STATIONNEMENT			x	
Évaluation du plan de stationnement 2010 : proposition d'indicateurs de suivi			x	
Jalonnement des parkings du centre-ville		x		
G. ESPACE PUBLIC			x	
· Requalification du quartier cathédral · Elargissement de l'Escaut · Réaménagement du plateau de la gare				
Création et mise en œuvre de zones de rencontre, zones résidentielles et zones 30 km/heure dans le centre-ville en lien notamment avec les aménagements du quartier cathédral		x		
Aménagement et sécurisation des abords d'écoles		x		

III. Moyens budgétaires

DGO2- subsides Wallonie cyclable : 474.358,00€

Budget communal mobilité : 726.475,00€

Budget communal voiries : 2.755.706,64€.

* Les canevas du Quick scan sont repris en annexe dans l'original du rapport d'activités 2015, de la page 25 à 28.

20. Service mobilité. Tournai, commune pilote Wallonie cyclable. Vélos électriques de service. Règlement d'utilisation. Approbation.

Madame la Conseillère communale Marie-Christine LEFEBVRE sort de séance.

Monsieur l'Echevin Tarik BOUZIANE, Messieurs les Conseillers communaux Didier SMETTE, Brieuc LAVALLEE rentrent en séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée :

"N'est-ce pas trop lourd et décourageant de devoir à chaque utilisation remplir une fiche d'état des lieux? Et j'imagine qu'il doit y avoir une inspection lorsque le vélo est rendu ? Est-ce que la même procédure est prévue lorsqu'une voiture de service est utilisée ?

Est-ce qu'on peut déjà dire quel est le taux d'utilisation de ces vélos?

Pourrait-on prévoir une évaluation dans un an parce que ce n'est pas toujours suffisant de mettre des vélos à disposition ? Encore faut-il encourager leur utilisation !"

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, se veut rassurant. L'état des lieux d'un vélo prend peu de temps et l'utilisation ne présente pas de difficulté particulière selon lui.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, regrette le caractère bureaucratique de la procédure envisagée. Elle en appelle à plus de raison.

Le **président** d'assemblée intervient alors comme suit :

"Dans la question du vélo, il y a les croyants et les pratiquants. Il faut distinguer les deux catégories. Si nous voulons inciter, il ne faut pas commencer à formaliser à outrance. Ce que je proposerai, si la modification est acceptée par le conseil et adoptée par son échevin de la mobilité, c'est qu'on ne fasse un acte de déclaration qu'au moment où on prend le vélo, si on constate un problème. On doit aussi se prémunir d'un problème avec l'usage du vélo. Par exemple, si on constate, à un moment donné, que la batterie a disparu et qu'on ne le déclare pas, cela peut coûter cher à la personne qui aurait perdu cette batterie.

Je propose donc qu'il n'y ait d'acte déclaratif qu'en cas de problème constaté au moment de sa prise en charge."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant l'acquisition de trois vélos de service dans le cadre du projet "Tournai, commune pilote Wallonie cyclable";

Considérant que ces vélos de service seront mis à la disposition du personnel communal dans le cadre de leur travail ou de leur pose de midi;

Considérant qu'il y a lieu de gérer la mise à disposition de ces vélos de service sur base d'un règlement d'utilisation;

Considérant les documents suivants :

- la charte d'utilisation
- les conditions générales d'utilisation
- la fiche d'observations
- la procédure de réservation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes du règlement établissant les conditions d'utilisation des vélos de service :

Article 1 : l'utilisation des vélos de service est réservée aux agents communaux et mandataires pour un usage professionnel dans le cadre de l'exercice de leurs missions de service public. Toutefois, ils peuvent être utilisés par les agents dans le cadre privé durant la pose de midi, sous leur propre responsabilité civile (assurance familiale).

Article 2 : les vélos sont mis à disposition gratuitement de 8 à 18 heures.

Article 3 : tout agent utilisateur d'un vélo de service doit se conduire en "bon père de famille" quant à l'entretien et à la préservation de ce moyen de déplacement.

Article 4 : le strict respect du code de la route s'impose à l'utilisateur.

Article 5 : les vélos sont équipés d'un dispositif antivol. Le cycliste est responsable de son vélo, il doit utiliser le cadenas mis à disposition et protéger le vélo contre le vol à l'extérieur et dans le local prévu pour l'entreposage.

Article 6 : l'équipement des vélos est conforme aux normes du code de la route, tout autre équipement (casques, chasubles...) est à charge des utilisateurs.

Article 7 : si le cycliste commet une faute de conduite (non-respect du code de la route), il peut se voir refuser une nouvelle réservation de vélo.

Article 8 : si le cycliste ne respecte pas la charte et les conditions générales d'utilisation, en utilisant, notamment, le vélo de manière dangereuse ou irrespectueuse, l'utilisation des vélos lui sera dès lors refusée.

Article 9 : l'usage des vélos de service ne donne pas droit à l'octroi de l'indemnité pour usage d'une bicyclette.

21. Tournai, rues des Croisiers, Marvis (pie), Saint-Jean et place Gabrielle Petit. Travaux de voirie et d'égouttage (plan triennal des travaux 2010-2012). Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Madame la Conseillère communale Marie-Christine LEFEBVRE rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23, 24 et 38;

Vu les dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu sa délibération du 9 juillet 2012 décidant de passer, par adjudication publique, un marché conjoint entre la Ville de Tournai et la Société publique de gestion de l'eau (SPGE) ayant pour objet des travaux de voirie et d'égouttage, rues des Croisiers, de Marvis (pie), Saint-Jean et place Gabrielle Petit à Tournai (plan triennal des travaux 2010-2012, point 4 - année 2012) et estimés pour la Ville de Tournai à 1.013.467,00€ hors TVA, soit 1.226.295,07€ TVA comprise et pour la SPGE à 536.747,00€ (pas de TVA appliquée), soit 1.550.214,00€ hors TVA, soit 1.763.042,07€ TVA comprise;

Vu la décision du collège communal du 4 octobre 2012 de désigner en qualité d'entrepreneur adjudicataire de ces travaux de voirie et d'égouttage, l'entreprise SA COLAS, rue Nestor Martin, 313 à 1082 Bruxelles, au montant de son offre régulière et la plus basse, s'élevant à 1.396.324,70€ hors TVA, soit 1.578.522,33€ TVA comprise [1.049.805,41€ TVA comprise pour la partie Ville et 528.716,92€ hors TVA pour la partie SPGE];

Vu sa délibération du 1er juin 2015 d'approuver les travaux supplémentaires et/ou modificatifs faisant l'objet de l'avenant n°1 relatif à l'aménagement de voirie et d'égouttage, rues des Croisiers, de Marvis (pie), Saint-Jean et place Gabrielle Petit à Tournai, s'élevant à 168.807,89€ hors TVA et révisions, soit 204.257,55€ TVA comprise;

Considérant que le montant du décompte final de l'entreprise dans le cadre de ce dossier s'élève à 19.579,26€ hors TVA, soit 23.690,90€ TVA comprise;

Considérant que des crédits de l'ordre de 24.000,00€, inscrits sous l'article 421/731-60/12 sur l'exercice 2015, n'ont pas été engagés;

Considérant que le collège communal du 24 mars 2016, conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, a décidé de pourvoir à la dépense relative à ce décompte final, d'en donner connaissance au conseil communal qui admettra ou non la dépense et d'inscrire les crédits nécessaires à cette dépense, soit un montant de 23.700,00€ par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 au budget 2016 sous l'article 421/731-60/12;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ACCEPTE

la dépense d'un montant de 23.690,90€ TVA comprise, conformément aux dispositions de l'article L1311-5, alinéa 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

<p>22. Tournai, parc du Jardin de la Reine. Fourniture et pose d'un équipement d'aire de jeux. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.</p>

Répondant à la question posée par Madame la Conseillère communale MR, Catherine GUISET-LEMOINE, le **président** d'assemblée précise que la plaine de jeux en question a déjà été aménagée et qu'il s'agit à ce stade de procéder à une correction technique en vue de régler la dépense.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la délibération du conseil communal du 31 mars 2014 approuvant la passation d'un marché de fournitures portant sur l'achat et la pose d'un équipement d'aire de jeux à destination du jardin de la Reine, pour un montant estimé à 10.000,00€ TVA comprise;

Vu la décision du collège communal du 29 décembre 2014 de désigner, pour ce marché de fournitures, la firme KOMPAN, rue du Tétris, 2 à 4100 Seraing au montant de son offre négociée, jugée la plus intéressante et s'élevant à 9.954,31€ TVA comprise;

Considérant qu'en date du 27 avril 2015, le conseil communal a décidé de recourir aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, afin de pourvoir à la dépense d'un montant de 9.954,31€ TVA comprise liée à ce marché passé avec la firme KOMPAN, rue de Tétris, 2 à 4100 Seraing.

Considérant la décision du collège communal du 29 janvier 2016 d'approuver la facture de la firme KOMPAN au montant de 9.954,31€ TVA comprise pour la bonne exécution du marché et d'autoriser le paiement de la créance en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que les pièces du mandat ont été envoyées à la direction financière et comptable le 1er février 2016, simultanément à l'introduction du tableau des reports des crédits d'exercices antérieurs;

Considérant que le non-engagement des crédits et l'impossibilité d'opérer le paiement de la facture ont été constatés ce 7 mars 2016;

Considérant que le moindre retard de paiement occasionnerait un préjudice évident à la firme KOMPAN et entraînerait le paiement d'intérêts de retard;

Considérant la décision du collège communal du 24 mars 2016 prise en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à cette dépense et de prévoir un montant de 9.954,31€ par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 du budget extraordinaire 2016 sous l'article 7662/725-60/14;

Considérant qu'il appartient au conseil communal de prendre connaissance de cette décision et d'admettre la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE :

de la décision du collège communal du 24 mars 2016, prise en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

- en vue de n'occasionner aucun préjudice, décide de pourvoir à la dépense relative à la désignation de la firme KOMPAN, rue du Tétris, 2 à 4100 Seraing, pour la fourniture et la pose d'un équipement d'aire de jeux au parc du jardin de la Reine, au montant de son offre négociée s'élevant à 9.954,31€;
- d'inscrire les crédits nécessaires à cette dépense, soit le montant de 9.954,31€, par voie de modification budgétaire n°1 de l'exercice 2016, sous l'article 7662/725-60/14;
- de donner connaissance de cette décision au conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense, tel que prévu à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

ADMET

la dépense.

23. Tournai, avenue de Maire (pie). Travaux de voirie et d'égouttage. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23, 24 et 38;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, § 2;

Considérant que, conformément aux décisions du collège communal des 11 décembre 2015 et 19 février 2016, le bureau d'études communal a établi le projet définitif pour le marché conjoint Ville de Tournai - SPGE (société publique de gestion de l'eau) relatif aux travaux de voirie et d'égouttage à l'avenue de Maire (pie) à Tournai;

Considérant qu'il s'agit de la partie de la voirie latérale gauche comprise entre le rond-point de l'Europe et la rue de Lannoy.

Considérant que ces travaux comprennent notamment :

* pour la subdivision 1 - Ville de Tournai :

- la démolition des revêtements en voirie;
- la démolition de terre-plein aménagé;
- la pose d'un nouveau revêtement hydrocarboné;
- la pose d'un nouveau revêtement en pavés béton;
- la réalisation de marquage au sol;
- la mise à niveau d'éléments divers;

* pour la subdivision 2 - Société publique de gestion de l'eau (SPGE): le remplacement de plusieurs tronçons d'égouttage par une canalisation béton et un pertuis ainsi que la rénovation de la canalisation existante par chemisage structurant;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève :

- pour la subdivision 1 - Ville de Tournai à 430.436,00€ hors TVA, soit 520.827,56€ TVA comprise;
- pour la subdivision 2 - SPGE à 600.343,55€ hors TVA (pas de TVA appliquée sur la partie SPGE), soit un total de 1.030.779,55€ hors TVA, soit 1.121.171,11€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires pour la Ville seront prévus en modification budgétaire n°1 au budget extraordinaire 2016, à concurrence de 600.000,00€ sous l'article 4213/731-60;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché conjoint ayant pour objet les travaux de voirie et d'égouttage à l'avenue de Maire (pie) à Tournai, estimés à :

- pour la subdivision 1 - Ville de Tournai à 430.436,00€ hors TVA, soit 520.827,56€ TVA comprise;
- pour la subdivision 2 - SPGE à 600.343,55€ hors TVA (pas de TVA appliquée sur la partie SPGE), soit un total de 1.030.779,55€ hors TVA, soit 1.121.171,11€ TVA comprise.

Ces montants ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23, 24 et 38 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières à ce marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir pour ce marché :

- un certificat d'agrément en catégorie C – classe 5;
- une déclaration implicite sur l'honneur du soumissionnaire attestant que par le seul fait de déposer une offre, l'entreprise ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics.

Article 5 : les crédits nécessaires pour ce marché seront prévus, pour la partie ville, en modification budgétaire n°1 au budget extraordinaire 2016, à concurrence de 600.000,00€ sous l'article 4213/731-60.

24. Blandain, rue de l'Eglise Saint-Eleuthère. Travaux de voirie et d'aqueduc. Plan d'investissement communal 2013-2016. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Le conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, craint que le budget soit insuffisant vu l'état de la voirie.

Le **président** d'assemblée rappelle que 500.000,00€ sont prévus pour réaliser ces travaux.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, § 2;

Considérant qu'en séance des 16 septembre et 9 décembre 2013, 29 juin 2015 et 21 mars 2016, il a approuvé le plan d'investissement communal 2013-2016 comprenant la rue de l'église Saint-Eleuthère à Blandain;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif pour le marché relatif aux travaux de voirie et d'aqueduc de la rue de l'église Saint-Eleuthère à Blandain;

Considérant que ces travaux comprennent notamment :

- la démolition des revêtements en voirie
- la démolition de terre-plein aménagé
- la démolition d'une partie d'aqueduc
- la pose d'une partie d'aqueduc
- la pose d'un nouveau revêtement hydrocarboné
- la pose d'un nouveau revêtement en pavés béton
- la réalisation de marquage au sol
- la mise à niveau d'éléments divers;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 412.595,00€ hors TVA, soit 499.239,95€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2016 à concurrence de 4.555.895,00€ sous l'article 421/731-60;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet les travaux de voirie et d'aqueduc à la rue de l'église Saint-Eluthère à Blandain, estimés à 412.595,00€ hors TVA, soit 499.239,95€ TVA comprise.

Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières à ce marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et le plan y relatif.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir pour ce marché :

- un certificat d'agrément en catégorie C – classe 3;
- une déclaration implicite sur l'honneur du soumissionnaire attestant que, par le seul fait de déposer une offre, l'entreprise ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics.

Article 5 : les crédits nécessaires pour ce marché sont prévus au budget extraordinaire 2016 à concurrence de 4.555.895,00€ sous l'article 421/731-60.

25. Aménagement d'un skatepark. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Madame la Conseillère communale Rita DESENCLOS-LECLERCQ rentre en séance.

Messieurs les Conseillers communaux Jean-Michel DEPESEMIER et Geoffroy HUEZ sortent de séance.

Pour Tournai Plus, Monsieur le Conseiller communal **Simon LECONTE** intervient comme suit :

"Nous sommes tout à fait d'accord avec ce genre d'initiative. Mais nous voulons que le projet soit accompagné d'une véritable synergie visant à y amener les écoles, et que des événements y soient

organisés comme, par exemple, le skate and rock qui est de plus en plus populaire. Il pourrait trouver sa place à cet endroit."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, prend ensuite la parole :

"Nous sommes très enthousiastes pour ce projet qui a été co-construit avec les utilisateurs. De plus, le projet est prévu pour les petits et les grands, les débutants et les confirmés. L'emplacement nous paraît aussi très pertinent (entre la maison de la culture et le hall des sports). Il n'y aura environ que 6 mois entre la démolition de l'ancienne piscine et la construction du nouveau skatepark, ce qui ne laissera pas longtemps les skateurs sans espace de pratique."

Monsieur l'Echevin PS des sports, **Tarik BOUZIANE**, précise que le chantier durera approximativement du 15 septembre 2016 au 15 mars 2017.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, propose qu'une concertation ait lieu avec les utilisateurs pour qu'ils puissent identifier les lieux les plus propices à la pratique du skate pendant ces six mois.

Monsieur le **Président** d'assemblée intervient ensuite comme suit :

"En 2010, la question de la relocalisation physique n'était toujours pas connue. Il a fallu notamment dans la co-construction avec les groupes d'usagers, débattre des opportunités. Ce fut très long. Monsieur l'Echevin des sports a mis beaucoup d'énergie avec ceux qui l'ont fait pour trouver cet endroit.

La question du coût lié à cette relocalisation était difficilement estimable.

Deuxième chose, je n'étais pas là en 2010, mais dès qu'on a commencé à mettre en place un plan d'aménagement des infrastructures sportives, la ville a dû fixer des priorités et, en premier lieu, la réparation de la toiture de la maison des sports qui a posé beaucoup de problèmes.

Autre élément, le nouveau hall de sport aménagé à Kain. Ce hall a nécessité des moyens importants.

On ne peut pas aller au-delà de l'enveloppe de la Région wallonne.

Dernier dossier, celui de la Rusta, où des travaux étaient attendus depuis longtemps.

A un moment donné, la ville de Tournai aurait été, si elle avait déposé le dossier du skatepark, devant l'impossibilité d'obtenir des financements. On sait très bien qu'aujourd'hui, il y a des moratoires sur beaucoup d'infrastructures sportives. Ce sont des choix liés à des priorités. Notre priorité était aussi de répondre aux besoins des jeunes. On a considéré que, même si les subsides n'étaient pas là pour les raisons que je viens d'évoquer, il fallait quand même que ces jeunes puissent sortir de cette impasse devant laquelle nous nous trouvions. Le produit final est intéressant.

J'ai une petite remarque à formuler. La note qui vous a été transmise par l'administration est modifiée. Certaines modifications techniques mineures interviennent. Les annexes ont été modifiées et deux options non obligatoires ont été ajoutées. On parle bien d'options non obligatoires. Elles concernent la fourniture et la plantation d'arbres ainsi que la pose et la fourniture de bancs. Ceci fait que le montant estimatif passe de 429.020,63€ à 438.095,63€. Il y a une différence de quelque 9.000,00€ entre les deux esquisses."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, insiste pour que les travaux soient réalisés par une entreprise spécialisée, ce dont convient le président d'assemblée.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que le conseil communal, en séance du 26 octobre 2015, a décidé de passer un marché ayant pour objet la désignation d'un auteur de projet pour la conception et le suivi de l'exécution de la construction d'un skatepark dans le périmètre du hall des sports de la caisse d'épargne de la ville de Tournai, estimé à 53.719,01 € hors TVA, soit 65.000,00 € TVA comprise;

Considérant qu'en séance du 23 décembre 2015, le collège communal a désigné le bureau d'architecture au montant de son offre la plus intéressante s'élevant à 50.400,00 € hors TVA, celui-ci ayant obtenu le plus de points en fonction des critères d'attribution;

Considérant que l'auteur de projet a déposé le projet définitif pour la construction d'un skatepark, dont le coût est estimé à 438.095,63€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché (majorés de 9.000,00 € en modification budgétaire n°1) sont inscrits au budgetaire extraordinaire 2016 sous l'article 764/722-60;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet la construction d'un skatepark dans le périmètre du hall des sports de la caisse d'épargne de la ville de Tournai, dont le coût est estimé à 438.095,63€ TVA comprise.

Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera passé par appel d'offres ouvert conformément aux articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet et aux plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative sont arrêtés comme suit:

1. Obligations sociales

- Pour le soumissionnaire employant du personnel assujetti à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (visé à l'article 62 §1 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011) : le pouvoir adjudicateur procédera lui-même par des moyens électroniques (Digiflow) à la vérification établissant la situation du compte du soumissionnaire envers l'organisme de sécurité sociale jusqu'à l'avant-dernier trimestre civil écoulé avant la date limite de réception des offres.
- Pour le soumissionnaire employant du personnel relevant d'un autre état membre de l'Union européenne (visé à l'article 62 §2 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011) : le soumissionnaire devra joindre à son offre les documents exigés à l'article 62§2, à savoir : «une attestation délivrée par

l'autorité compétente certifiant que, suivant compte arrêté au plus tard à la date limite de réception (...) des offres, (...) il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi. »

- Les indépendants remettront un document délivré après la date de publication de l'avis de marché attestant qu'ils ne sont pas soumis à l'ONSS, mais qu'ils ont payé leurs cotisations sociales.

2. Obligations fiscales

Le soumissionnaire joint à son offre, comme visé à l'article 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, «une attestation dont il résulte qu'il est en règle par rapport à ses obligations fiscales professionnelles selon les dispositions légales du pays où il est établi. L'attestation porte sur la dernière période fiscale écoulée avant la date limite de réception (...) des offres».

Pour le soumissionnaire belge, l'attestation requise est l'attestation des contributions directes (modèle 276 C2) délivrée après la date de publication de l'avis de marché.

3. Preuve de non-exclusion (sur base de l'article 61 §1 et 2)

Extrait du casier judiciaire

Capacités financières, économiques et techniques ou professionnelles

4. Agréation

Le soumissionnaire joint à son offre la preuve de son agréation comme entrepreneur de travaux conformément à la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux et à l'arrêté royal du 26 septembre 1991 fixant certaines mesures d'application de la loi du 20 mars 1991. Les travaux sont à ranger dans la catégorie C (travaux routiers) ou catégorie D01 (gros œuvre de bâtiment) ou catégorie E (génie civil). Ils rentrent dans tous les cas dans la classe 3.

Dans le cas où le soumissionnaire appartient à un autre état membre de l'Union européenne et qu'il est titulaire d'un certificat ou est inscrit sur une liste officielle d'entrepreneurs agréés dans un autre état membre de l'Union européenne, il joindra à son offre le certificat délivré par l'organisme de certification compétent ou la preuve de cette inscription certifiée par l'organisme compétent de l'état membre, ainsi que tout document de nature à établir l'équivalence de cette certification avec les catégories et classes en vigueur en Belgique.

5. Références

Le soumissionnaire joint à son offre :

- une liste de références (espaces publics, ouvrages en béton, aménagements paysagers... et pas forcément des skateparks) réalisées les cinq dernières années.

(Maximum 3 A4)

- trois références pertinentes avec l'objet du marché. Ces références préciseront (maximum 4 A4 par référence) :

- Le lieu
- L'identité du maître d'ouvrage
- Le budget
- La surface au sol de l'élément aménagé ou construit
- La date de réception provisoire

Chaque référence sera appuyée :

- De 4 photos minimum
- De plans et détails techniques à échelle suffisante pour en permettre la bonne compréhension.
- D'un certificat de bonne exécution.

Capacités d'autres entités

Un soumissionnaire peut faire application de l'article 74 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 pour un marché déterminé et faire valoir les capacités d'autres entités. Dans ce cas, les capacités de ces autres entités ne pourront être prises en compte si le droit d'accès au marché ne leur est pas accordé. Dans ce cas également, le soumissionnaire produira une preuve de l'engagement de ces entités de mettre tels moyens (à préciser) à la disposition du soumissionnaire pour l'exécution de telle partie du marché.

Article 5 : les critères d'attribution sont arrêtés comme suit:

- La qualité du mémoire méthodologique (50 points)
- Le prix le plus bas (50 points).

Article 6 : un crédit de 430.000,00 € (majoré de 9.000,00 € par voie de modification budgétaire n°1) est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article 764/722-60 (financé par emprunt).

Article 7 : la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

26. Ecole du Château. Remplacement des portes d'accès avenue Leray. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Monsieur l'Echevin Vincent BRAECKELAERE sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment son article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 §1er 1° c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans le secteur classique, notamment les articles 105 et 110;

Considérant les nouvelles dispositions légales en matière de TVA, en application depuis le 1er janvier 2016, par lesquelles sont soumis au taux réduit de 6% les travaux dans les bâtiments scolaires;

Vu le rapport du 8 mars 2016 établi par les services techniques, dont les termes suivent:

"Ce vendredi 4 mars 2016, la porte extérieure côté gauche de l'école du Château à l'avenue Leray s'est désolidarisée de ses supports. La porte côté droit était déjà endommagée, rendant impossible son ouverture. Ces deux portes constituent le principal accès à l'établissement scolaire. Il est urgent de procéder aux travaux de remplacement de ces deux portes afin de garantir l'accès aux lieux en toute sécurité et éviter toute intrusion. Les entreprises tournaisiennes BATISPLUS et IDEAL VOLET, invitées à remettre une offre pour la fourniture et la pose de deux portes profil aluminium, doubles vitrages, ont déposé les offres suivantes :

- IDEAL VOLET SPRL, chaussée de Lille, 48 à 7500 Tournai, pour 5.008,28€ hors TVA
- BATISPLUS, quai Donat Casterman, 57 à 7500 Tournai, pour 5.237,10€ hors TVA;

L'offre la plus intéressante émane d'IDEAL VOLET SPRL, chaussée de Lille, 48 à 7500 Tournai, et s'élève à 5.008,28€ hors TVA. Je propose de passer commande immédiatement pour ces travaux."

Considérant que l'urgence de procéder au remplacement des portes d'accès de l'école du Château, avenue Leray, justifie le recours aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er, 1^o de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que des crédits de l'ordre de 911.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 7227/724-60;

Considérant qu'il est proposé, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er, 1^o de la loi du 15 juin 2006, un marché de travaux ayant pour objet le remplacement des deux portes d'accès à l'école du Château, avenue Leray, auprès de l'entreprise IDEAL VOLET SPRL chaussée de Lille, 48 à 7500 Tournai, au montant de son offre la plus intéressante s'élevant à 5.008,28€ hors TVA;

Considérant qu'il appartient au conseil communal de prendre acte de cette décision;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE

de la décision prise par le collège communal le 11 mars 2016, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation:

1. Il est passé un marché de travaux ayant pour objet le remplacement de deux portes d'entrée à l'école du Château, avenue Leray.
2. Ce marché est passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er, 1^o de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, auprès de l'entreprise IDEAL VOLET SPRL, chaussée de Lille, 48 à 7500 Tournai, au montant de son offre la plus intéressante s'élevant à 5.008,28€ hors TVA. Le montant de la TVA au taux de 6%, soit la somme de 300,50€, sera payé directement au service public fédéral finances, en vertu du régime cocontractant applicable à la matière.
3. Des crédits de l'ordre de 911.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 7227/724-60.
4. De donner connaissance de cette décision au prochain conseil communal qui en prendra acte.

27. Bâtiments du district de Templeuve. Fiche d'état sanitaire et étude de stabilité. Mise à jour. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1222-4;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, §1er, 1^o;

Vu la décision du collège communal du 29 janvier 2016 de passer en urgence un marché de services portant sur l'état sanitaire et la stabilité des bâtiments du district de Templeuve afin de s'assurer que la sécurité du personnel et des citoyens est garantie;

Considérant que l'urgence invoquée ci-avant justifie le recours aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et la passation du marché par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1^o de la loi du 15 juin 2006;

Considérant qu'une mise à jour de la fiche d'état sanitaire et de l'étude de stabilité des bâtiments du district de Templeuve a été préconisée et qu'une demande d'offre a été effectuée auprès de la firme Grégory VANASTEN ARCHITECTE SC SPRL, rue du Château, 31 à 7740 Pecq, cette firme ayant déjà établi, en 2009, les susdits documents;

Considérant l'offre transmise en date du 25 février 2016 s'élevant à 1.960,00€ hors TVA, soit 2.395,80€ TVA comprise;

Considérant la décision du collège communal du 4 mars 2016 prise, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité résultant d'un événement imprévisible et en vertu des dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1^o de la loi du 15 juin 2006, un marché de services ayant pour objet la mise à jour de la fiche d'état sanitaire et de l'étude de stabilité des bâtiments du district de Templeuve avec la firme Grégory VANASTEN ARCHITECTE SC SPRL, rue du Château, 31 à 7740 Pecq, au montant de son offre s'élevant à 1.960,00€ hors TVA, soit 2.395,80€ TVA comprise;

Considérant qu'il appartient au conseil communal, en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de prendre acte de cette décision;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE

de la décision du collège communal du 4 mars 2016 prise vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché de services ayant pour objet la mise à jour de la fiche d'état sanitaire et de l'étude de stabilité des bâtiments du district de Templeuve.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1^o de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec la firme Grégory VANASTEN ARCHITECTE SC SPRL, rue du Château, 31 à 7740 Pecq, au montant de son offre s'élevant à 1.960,00€ hors TVA, soit 2.395,80€ TVA comprise.

Article 3 : le présent marché est constaté sur simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 110, dernier alinéa de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : des crédits adéquats sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 104/733-60.

Article 5 : de donner connaissance de cette décision au prochain conseil communal qui en prendra acte.

28. Bâtiments du Pont de Maire. Alarme anti-intrusion. Remplacement des détecteurs défectueux. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Monsieur l'Echevin Vincent BRAECKELAERE rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, fournitures et services, notamment l'article 26, §1er, 1^o;

Vu la note de motivation relative au système d'alarme anti-intrusion, établie par les services techniques communaux et transmise le 16 février 2016 stipulant :

"Lors de l'intervention en urgence de la firme HELP SECURITY pour le remplacement de la centrale d'alarme anti-intrusion et claviers d'activation avec détecteurs existants, beaucoup de ces derniers se sont avérés inefficaces, ce qui n'était pas prévisible. Le coût d'installation de nouveaux détecteurs dépassant de plus de 15% la valeur initiale du marché, ce remplacement ne pouvait être commandé par voie d'avenant. Toutefois, seule la firme HELP SECURITY est en mesure de finaliser l'installation du système anti-intrusion au motif qu'elle a déjà installé la centrale et les claviers. Ces divers contacts, détecteurs, sirènes extérieures et l'un des claviers existants doivent être remplacés pour que l'alarme anti-intrusion puisse être totalement efficace. La firme HELP SECURITY a remis une offre en partie à prix forfaitaire et en partie à remboursement, conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011. En effet, la nature et les conditions de réalisation peuvent difficilement être définies sans vérification de l'ensemble du système.";

Considérant que l'urgence invoquée ci-avant justifie le recours aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision du collège communal du 4 mars 2016 prise vu l'urgence et l'impérieuse nécessité résultant d'un événement imprévisible et en vertu des dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1^o de la loi du 15 juin 2006, un marché de services ayant pour objet le remplacement des détecteurs, contacts et sirènes défectueux au Pont de Maire, avec la firme HELP SECURITY SA, zoning industriel de Tournai ouest 1, rue de la Grande Couture, 8 à 7501 Orcq, au montant de son offre en partie forfaitaire et en partie à remboursement, s'élevant à 4.055,00€ hors TVA, soit 4.906,55€ TVA comprise;

Considérant que des crédits adéquats sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 104/724-60;

Considérant qu'il appartient au conseil communal, en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de prendre acte de la décision du collège communal du 4 mars 2016;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE

de la décision du collège communal du 4 mars 2016 prise vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet le remplacement de l'alarme anti-intrusion au Pont de Maire.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1^o de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, fournitures et services, avec la firme HELP SECURITY SA, zoning industriel de Tournai ouest 1, rue de la Grande Couture, 8 à 7501 Orcq, au montant de son offre en partie forfaitaire et en partie à remboursement conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 15 juin 2006, s'élevant à 4.055,00€ hors TVA, soit 4.906,55€ TVA comprise.

Article 3 : le présent marché est constaté sur simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 110, dernier alinéa de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : des crédits adéquats sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 104/724-60.

Article 5 : de donner connaissance de cette décision au prochain conseil communal qui en prendra acte.

29. Fabrique d'église Saint-Paul à Tournai. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 5 février 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 8 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Saint-Paul à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 15 février 2016, réceptionnée en date du 17 février 2016, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que l'organe représentatif agréé fait remarquer : "à l'article 10 du chapitre I des dépenses (produits de nettoyage de l'église), le montant à prendre en compte en fonction des factures jointes est de 256,69€";

Considérant qu'il y a donc lieu d'adapter le montant;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que les inscriptions aux articles 50i (41,20€) et 50j (255,03€) du chapitre II des dépenses du compte n'ont pas fait l'objet d'inscriptions budgétaires dûment approuvées en 2015, qu'elles ne peuvent donc être admises et que ces dépenses pourront être inscrites par le conseil de fabrique via une modification budgétaire en 2016;

Considérant que, sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2015 de la fabrique d'église Saint-Paul à Tournai est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 02 mars 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 5 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
10	Produits de nettoyage de l'église	262,69€	256,69€
50i	Maintenance informatique	41,20€	0,00€
50j	Frais bancaires	255,03€	0,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	84.390,35€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	68.186,41€
Recettes extraordinaires totales	19.471,57€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	19.471,57€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	10.656,45€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	66.664,69€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	296.27€
Recettes totales	103.861,92€
Dépenses totales	77.617,41€
Résultat comptable	26.244,51€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Paul à Tournai et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'état. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'état, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site Internet du conseil d'état : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Paul à Tournai
- à l'organe représentatif agréé (évêché de Tournai).

30. Fabrique d'église Sainte-Agathe à Orcq. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 4 février 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 16 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 15 février 2016, réceptionnée en date du 17 février 2016, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant la remarque de l'organe représentatif agréé : "lors de la remise du compte 2016, toutes les factures seront exigées pour les article 5 et 6b des dépenses du chapitre I. Les extraits de compte ne vont plus suffire";

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant l'inscription de 60.090,38€ à l'article 23 des recettes extraordinaires et de 60.648,95€ à l'article 53 des dépenses extraordinaires sans que des crédits aient été inscrits au budget 2015 de la fabrique;

Considérant que ces inscriptions peuvent être admises à titre exceptionnel vu le caractère de ces montants (remboursement de capitaux - placement de capitaux), mais qu'il y a lieu de prévoir ce type d'opérations dans les budgets à venir;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Sainte-Agathe à Orcq au cours de l'exercice 2015 et qu'il est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 02 mars 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 4 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	11.049,70€
-----------------------------	------------

- dont une intervention communale ordinaire de secours de	3.072,06€
Recettes extraordinaires totales	66.570,90€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	6.480,52€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.436,64€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	12.473,01€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	60.648,95€
Recettes totales	77.620,60€
Dépenses totales	74.558,60€
Résultat comptable	3.062,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Sainte-Agathe à Orcq
- à l'organe représentatif agréé (évêché de Tournai).

31. Fabrique d'église Saint-Piat à Tournai. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 21 janvier 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 11 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 11 février 2016 réceptionnée le 12 février 2016, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant les dépassements de crédits aux articles 21 (3,00€) et 45 (0,17€) du chapitre II des dépenses ordinaires et que ces dépassements peuvent être admis compte tenu du fait qu'ils n'entraînent pas de dépassement du total du chapitre concerné;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun autre dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Piat à Tournai au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 02 mars 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 21 janvier 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	82.428,71€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	52.375,85€
Recettes extraordinaires totales	31.265,43€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	12.645,43€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	7.670,32€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	70.440,23€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	18.616,86€
- dont un déficit comptable du compte 2014 de	0,00 €
Recettes totales	113.694,14€
Dépenses totales	96.727,41€
Résultat comptable	16.966,73€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Piat à Tournai;
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

32. Fabrique d'église Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;
 Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;
 Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;
 Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;
 Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;
 Vu la délibération du 6 mars 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 8 mars 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert arrête son compte pour l'exercice 2015;
 Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;
 Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;
 Vu la décision du 16 mars 2015, réceptionnée en date du 16 mars 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;
 Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
 Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;
 Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 6 mars 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	17.527,23€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	14.181,98€
Recettes extraordinaires totales	2.924,64€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	2.924,64€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.576,09€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	13.360,68€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	20.451,87€
Dépenses totales	16.936,77€
Résultat comptable	3.515,10€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

33. Fabrique d'église Saint-Amand à Marquain. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 16 février 2016, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 17 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 8 mars 2015, réceptionnée en date du 9 mars 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Amand à Marquain au cours de l'exercice 2015 et, qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 16 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	18.929,72€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	6.121,12€
Recettes extraordinaires totales	65.764,22€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	4.751,05€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.752,58€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	14.374,83€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	992,20€
Recettes totales	84.693,94€
Dépenses totales	17.119,61€
Résultat comptable	67.574,33€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Marquain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

34. Fabrique d'église Saint-André à Chercq. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 4 février 2016, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 17 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 8 mars 2015, réceptionnée en date du 9 mars 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
 Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;
 Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-André à Chercq au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;
 Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 4 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	36.916,63€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	27.839,38€
Recettes extraordinaires totales	28.397,86€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	9.982,11€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.437,98€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	16.791,43€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	35.912,51€
Recettes totales	65.314,49€
Dépenses totales	54.141,92€
Résultat comptable	11.172,57€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-André à Chercq
- à l'organe représentatif du culte agréé (Evêché de Tournai).

35. Fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
 Vu la constitution, les articles 41 et 162;
 Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;
 Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;
 Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 10 février 2016, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 15 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 8 mars 2016, réceptionnée en date du 9 mars 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant les remarques de l'organe représentatif du culte agréé :

- "à l'article 5 du chapitre I des dépenses : les factures de février (114,47€ et 26,61€) et mai (114,47€ et 26,61€) manquent, soit un total de 282,16€; le montant de l'article est ramené à 399,53€", qu'il y a donc lieu de rectifier;
- "Article 9 "blanchissage du linge". L'achat de la bannière aurait dû être repris à l'article 12 "achat ornements", qu'il y a donc lieu de corriger;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2015 de la fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain est conforme à la loi;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 10 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain arrête son compte pour l'exercice 2015, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
5 (dépenses)	Electricité	681,69€	399,53€
9 (dépenses)	Blanchissage du linge	100,00€	0,00€
12 (dépenses)	Achat ornements	0,00€	110,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	50.832,85€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	48.396,18€
Recettes extraordinaires totales	7.064,29€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	7.064,29€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.492,37€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	34.722,44€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	57.897,14€

Dépenses totales	37.214,81€
Résultat comptable	20.682,33€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain
- à l'organe représentatif du culte agréé (Evêché de Tournai).

36. Fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 10 février 2016, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 17 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eloi à Froyennes arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 8 mars 2016, réceptionnée en date du 9 mars 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 10 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eloi à Froyennes arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	27.009,34€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	16.354,61€
Recettes extraordinaires totales	2.059,17€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	2.059,17€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.299,38€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	22.323,47€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	29.068,51€
Dépenses totales	27.622,85€
Résultat comptable	1.445,66€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes
- à l'organe représentatif du culte agréé (Evêché de Tournai).

37. Fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 17 février 2016, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 22 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Havinnes arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 8 mars 2016, réceptionnée en date du 9 mars 2016, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 17 février 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Havinnes arrête son compte pour l'exercice 2015 est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	25.455,29€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	17.744,41€
Recettes extraordinaires totales	10.193,13€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	10.437,15€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.311,92€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	26.356,04€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	0,00€
Recettes totales	35.948,42€
Dépenses totales	29.667,96€
Résultat comptable	6.280,46€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes;
- à l'organe représentatif du culte agréé (Evêché de Tournai).

38. Fabrique d'église Saint-Vaast à Gaurain. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 4 février 2016, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 29 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 15 février 2016, réceptionnée en date du 17 février 2016, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que l'organe représentatif du culte agréé fait remarquer : "à l'article 9 du chapitre I des dépenses : à l'avenir, une déclaration de créance doit être jointe" - à l'article 15 : la facture doit donner le détail du nombre de feuillets";

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant l'inscription de 87,41€ à l'article 50d du chapitre II des dépenses sans qu'un crédit budgétaire dûment approuvé ne soit disponible, qu'au vu des pièces justificatives jointes au compte, la dépense devrait être inscrite à l'article 50e du chapitre II des dépenses et qu'il y a donc lieu d'adapter le compte en conséquence;

Considérant que, sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2015 de la fabrique d'église Saint-Vaast à Gaurain est conforme à la loi;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 4 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain arrête son compte pour l'exercice 2015, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
50d	Assurance responsabilité civile	87,41€	0,00€
50e	Assurance responsabilité civile et loi	150,00€	232,76€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	22.585,81€
-----------------------------	------------

- dont une intervention communale ordinaire de secours de	16.825,38€
Recettes extraordinaires totales	5.975,21€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	5.975,21€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.481,07€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	17.522,75€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	28.561,02€
Dépenses totales	19.003,82€
Résultat comptable	9.557,20€

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur le point suivant : suivant la remarque de l'évêché "à l'article 9 du chapitre I des dépenses : à l'avenir, une déclaration de créance doit être jointe" - à l'article 15 : la facture doit donner le détail du nombre de feuillets".

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Vaast à Gaurain et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site Internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Vaast à Gaurain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

39. Fabrique d'église Saint-Martin à Quartes. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;
 Vu la délibération du 31 janvier 2016, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 5 février 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes arrête son compte pour l'exercice 2015;
 Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;
 Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;
 Considérant qu'en date du 25 février 2016, l'organe représentatif du culte agréé n'a pas rendu de décision à l'égard du compte endéans le délai de 20 jours et que sa décision est donc réputée favorable;
 Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
 Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;
 Considérant que le compte susvisé reprend, tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Martin à Quartes au cours de l'exercice 2015 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;
 Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 31 janvier 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes arrête son compte pour l'exercice 2015, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	14.148,40€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	12.842,21€
Recettes extraordinaires totales	3.067,51€
- dont un boni comptable du compte 2014 de	3.067,51€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.337,37€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	3.517,20€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	17.215,91€
Dépenses totales	13.707,37€
Résultat comptable	3.508,54€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Quartes
- à l'organe représentatif du culte agréé (Evêché de Tournai).

40. Finances communales. Vérification de l'encaisse communale au 31 décembre 2015.

Monsieur le Conseiller communal Geoffroy HUEZ rentre en séance.

Madame la Conseillère communale Coralie LADAVID sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'article 77 du règlement général de la comptabilité communale et l'article L1124-42 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le procès-verbal de vérification de l'encaisse au 31 décembre 2015, établi au montant global de 19.917.865,62€, en présence de Madame l'Echevine des finances, Laetitia LIENARD, vérificatrice;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

A l'unanimité;

PREND ACTE

de la vérification de l'encaisse communale au 31 décembre 2015, effectuée par Madame l'Echevine des finances, Laetitia LIENARD, et constatée au montant global de 19.917.865,62€ (solde global des comptes de classe 5).

**41. Finances communales. Taxe directe de répartition sur les carrières. Exercice 2016.
Règlement. Approbation.**

Madame la Conseillère communale Coralie LADAVID rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L112230, L1133-1 et L1133-2;

Vu les clauses relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux - articles L3321-1 à L3321-12 - du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et l'arrêté royal du 12 avril 1999;

Considérant qu'il serait inéquitable d'imputer à l'ensemble des habitants le financement des lourdes dépenses qu'entraînent l'existence et l'exploitation, sur le territoire de la Ville, d'industries dont la structure se prête mal à l'application des taxes industrielles indiciaires;

Considérant que le charroi de ces entreprises est fort important et qu'il dégrade les trottoirs et les routes de l'entité;

Considérant que ces entreprises souillent les rues de la Ville, qui doit mettre en oeuvre le dispositif de nettoyage adéquat;

Considérant qu'il est nécessaire, dès lors, d'instaurer à charge des entreprises une imposition spéciale qui englobe dans une certaine mesure les frais et obligations endossés par l'autorité communale à leur décharge;

Considérant que le règlement 2016 sur la taxe directe de répartition sur les carrières prévoit, par rapport à 2015, une diminution de 107.000,00€ découlant de la diminution de la production globale des contribuables (6.095.197 tonnes en 2015 pour 7.173.332 tonnes en 2014);

Considérant que, de ce fait, il y a lieu de porter à 610.000,00€ le montant de la taxe directe de répartition sur les carrières pour l'exercice 2016 (la taxe de 2015 était de 717.000,00€);

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier en date du 25 février 2016;

Vu l'avis de légalité sur la présente décision remis par Monsieur le Directeur financier en date du 25 février 2016 et joint en annexe;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver le règlement 2016 sur la taxe directe de répartition sur les carrières :

Article 1. Objet

Il est établi une taxe annuelle directe de répartition d'un montant total de 610.000,00€ à charge des entreprises de carrières exploitées sur le territoire de la commune, qu'elles aient ou non leur siège social ou administratif dans la commune.

Article 2. Période d'application

La taxe est établie pour l'exercice 2016.

Article 3. Redevable

La taxe est répartie entre les entreprises intéressées au prorata du tonnage de pierres extraites dans la commune au cours de l'année antérieure à l'exercice d'imposition.

Article 4. Mode de perception

La taxe est recouvrée par voie de rôle. Le rôle de taxe est dressé et rendu exécutoire par le collège communal.

Article 5. Mode de recensement

Le contribuable est tenu de remettre une déclaration faite sur une formule délivrée par l'administration communale.

La formule certifiée exacte, datée et signée est remplie conformément aux indications qui y figurent. Le contribuable, qui n'a pas reçu la déclaration, doit la réclamer au plus tard le 30 octobre de l'exercice d'imposition.

La déclaration doit être renvoyée ou remise à la direction financière et comptable dans un délai de 15 jours ou dans le délai indiqué sur la formule.

Article 6. Procédure de taxation d'office

La non-déclaration ou une déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable, entraîne l'enrôlement d'office de la taxe conformément aux dispositions de l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La taxe enrôlée d'office sera majorée de 50%. Cette majoration sera également enrôlée.

Article 7. Dispositions générales

Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

42. Finances communales. Régie foncière. Modification budgétaire 2016. Approbation.

Le conseil communal, à l'unanimité, décide de reporter ce point. Il sera complété et examiné lors d'une prochaine séance.

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Le Conseil décide de reporter le point.

43. Finances communales. Exercice 2016. Subsidés aux associations locales. Deuxième partie.

Monsieur le Conseiller communal Jean-Michel DE PESSEMIER rentre en séance.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient d'emblée comme suit :
"Dans le plan stratégique, dans les menaces on trouve : «extension centre commercial». Nous ne comprenons toujours pas ce qui justifie cette augmentation de budget pour l'année 2016. Nous aurions eu besoin d'un budget prévisionnel."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, intervient ensuite :

"Je suis déjà intervenu à ce sujet au dernier conseil communal. Je ne vais pas revenir sur des dossiers particuliers. Nous allons voter ce qui nous est proposé aujourd'hui.

Je reviens néanmoins sur le fonctionnement concret de la procédure qui a été mise en place. Trop de projets sont déposés alors qu'ils sont vides. Un formulaire est rempli. Certaines petites asbl ajoutent des annexes avec leur budget détaillé alors que d'autres demandes, je n'en vise aucune en particulier, sont tout à fait incomplètes. Nous avons l'impression qu'il suffit de rentrer 3 feuilles avec quelques croix cochées à gauche et à droite pour que la demande soit acceptée. J'aurai l'occasion de revenir en temps opportun, peut-être lors de l'élaboration du budget 2017, pour mettre au point une procédure qui soit notamment vérifiée par l'administration et, éventuellement, renvoyer des dossiers aux demandeurs pour leur demander des compléments sur leur situation financière, sur l'usage du subside octroyé...

Aujourd'hui, on en restera là en ce qui nous concerne. Mais je reviendrai là-dessus pour améliorer cette procédure de contrôle des subsides."

Le **président** d'assemblée suggère que ce débat ait lieu en présence de l'échevine des finances.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient ensuite :

"J'ai une question très précise à propos des demandes de subsides. Il y a cinq demandes de subsides pour les associations sportives. Quand j'examine le tableau, je constate que le jogging club de Blandain, qui marche très fort et qui va organiser son premier trail dans peu de temps, demande un subside. Toutes les colonnes indiquent "ok". Mais lorsqu'on vérifie l'attribution des subsides à la page suivante, quatre subsides sur cinq sont octroyés, sauf celui-là. Je ne comprends pas pourquoi. Quatre sont octroyés et un cinquième n'est pas dans la liste, alors que tous les feux sont au vert ! C'est 500,00€ par rapport à d'autres montants."

Le **président** d'assemblée invite l'échevin des sports à répondre à cette question.

Monsieur l'Echevin PS des sports, **Tarik BOUZIANE**, précise ce qui suit :

"Le dossier est en suspens pour l'instant. C'est tout ce que je peux dire. Il concerne la location d'un chapiteau lors du jogging de Blandain. Ils avaient demandé ce subside pour prendre en charge ce

chapiteau. Nous avons décidé de la gratuité. Nous avons mis momentanément le dossier en suspens."

Madame l'Echevine PS, **Ludivine DEDONDER**, intervient ensuite à propos de l'asbl Tournai centre-ville :

"Je rappelle tout d'abord que l'asbl Tournai centre-ville doit être le moteur de la redynamisation du centre-ville. Pourquoi ? Dans beaucoup d'autres villes, il y a au sein même de la commune un service de développement économique et commercial. A Tournai, cela n'a jamais été le cas. Le choix a été fait en 1998 de créer l'asbl Tournai centre-ville. Cela s'est passé de façon assez innovante à l'époque et transparente puisqu'il y avait été dit que les instances seraient composées paritairement à 50% par le public et par le privé. Je trouve que c'était une idée innovante, dans le sens où ce n'était pas la ville, ni une majorité qui avait le pouvoir de décision. Le privé participait. Forcément, quand on délègue cette mission à l'asbl, il faut en assurer le financement. Bien sûr, des subsides pour le personnel sont attribués par la Région wallonne. Il y a toujours eu un financement de la Ville de Tournai de 82.500,00€, qui a été voté chaque année. Ce budget, vous l'avez voté l'année dernière. C'était le même montant. Aujourd'hui, on passe à 182.500,00€. Cette augmentation a été débattue lors de la présentation du budget en octobre 2015. Nous avons déjà expliqué - je ne vous apprends donc rien - qu'il y a un problème au niveau commercial à Tournai, qu'il faut faire quelque chose. En définitive, c'est l'asbl Tournai centre-ville qui doit faire quelque chose. Je dois travailler avec cet outil. Lorsqu'il avait été question de la taxe sur les commerces de 400m², il avait été dit qu'une partie du produit de cette taxe reviendrait à l'asbl Tournai centre-ville.

Je précise aussi que le plan stratégique et le plan d'action ont été votés par tous les partis politiques, sans exception (ils sont représentés à l'assemblée générale de l'asbl Tournai centre-ville) le 12 juin 2014. Vos représentants ont pu poser toutes les questions qu'ils souhaitaient.

Le centre commercial des Bastions, vous lisez qu'il constitue une menace. Pour valider ce plan stratégique, une démarche participative a été menée. L'analyse préalable a nécessité un certain nombre de réunions. Cela a également été le cas pour définir les objectifs prioritaires à 2018.

Effectivement, l'extension du centre commercial constitue une menace. Les participants aux réunions l'ont dit. Mais vous le retrouvez également aussi dans les atouts. Certains considèrent qu'il s'agit d'un atout, d'autres au contraire estiment qu'il s'agit d'une menace. C'était vraiment le point de départ pour définir des objectifs. Ensuite, les participants ont choisi tel ou tel objectif et finalement, nous avons conservé ceux qui étaient choisis par la majorité. Le plan d'actions a été établi sur cette base-là comme le budget. Les représentants de votre parti ont pu aussi les voter à l'unanimité lors de la dernière assemblée générale. Cette année, nous lançons comme vous l'avez certainement vu, le projet "Créa-comm" qui consiste à aider quelqu'un qui veut ouvrir un commerce à Tournai. L'asbl Tournai centre-ville, avec le budget dont elle dispose, va pouvoir aider au lancement d'un ou de plusieurs commerces en centre-ville.

Nous voulons réduire le nombre de cellules vides. Nous voulons redynamiser la commune. Toutes les animations sont organisées par le service événementiel, les fêtes publiques. Nous nous recentrons sur cet objectif. Nous organisons des petites animations pour amener des gens, comme le marché.

L'objectif est aussi de drainer des gens dans le centre-ville.

Pour le reste, je suis à votre disposition si vous souhaitez des informations plus précises sur les projets en cours."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient ensuite :

"Nous allons nous abstenir sur ce point de l'ordre du jour en raison uniquement du subside à l'asbl Tournai centre-ville. Nous déplorons que la décision de réduire le nombre de membres du conseil

d'administration a pour conséquence qu'il n'y ait plus aucun représentant de la minorité. Nous ne trouvons pas cela démocratique."

Madame l'Echevine **Ludivine DEDONDER** précise à nouveau que ce point a été présenté à l'assemblée générale et qu'il a été voté à l'unanimité.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient à nouveau :

"J'ai la chance de travailler pour une association. Lorsque nous introduisons des demandes de subsides, pour chaque euro demandé, les dépenses sont justifiées. Je vois des projets, de bonnes idées. Je ne mets pas en cause le travail de Tournai centre-ville. Le problème c'est que nous allons voter un budget sans savoir à quoi il va être utilisé. Je le regrette. Il n'y a pas de lisibilité sur la façon dont cet argent va être utilisé. Ces 70.000,00€ en plus, c'est pour faire quoi ? A quoi seront-ils utilisés ? Je n'ai pas dit pour autant qu'il ne fallait pas d'argent pour le centre-ville."

Madame l'Echevine DEDONDER précise que le projet "Créa-comm" va consommer la "majeure" partie des moyens budgétaires.

Ensuite, le **président** d'assemblée clôture le débat et invite l'assemblée à voter.

Par 31 voix pour et 5 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. VIEREN, D. SMETTE, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, MM. P. ROBERT, V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction majeure et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mme M.-C. LEFEBVRE, M. B. MAT, Mme C. LADAVID, MM. G. DENONNE, S. LECONTE

Considérant que les communes disposent de la possibilité d'accorder une subvention à des associations locales en vue de les soutenir dans le développement de leurs initiatives conformément à la loi du 14 novembre 1983 et au Code de la démocratie locale et de la décentralisation (troisième partie, livre IV, chapitre unique – modifié par le décret du 31 janvier 2013) relatifs à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par [notamment] les communes;

Considérant qu'il a été décidé de revoir globalement la politique d'octroi des subsides [procédure et modalités d'octroi (critères objectifs,...)] dès l'entrée en vigueur du budget 2015;

Considérant la délibération du conseil communal du 10 novembre 2014 instaurant un règlement sur l'octroi et le contrôle de l'octroi de subventions aux associations locales;

Considérant que plusieurs demandes d'aide financière ont été introduites fin 2015 et depuis le 1er janvier 2016 par des associations locales;

Considérant la délibération du conseil communal du 16 septembre 2013 par laquelle il a décidé de déléguer au collège communal, pour la durée de la législature, la compétence d'octroyer les subventions :

- qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de tutelle
- en nature

- motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues;

Considérant, pour rappel, qu'il faut distinguer les subsides nominativement inscrits au budget, des crédits à répartir entre différentes associations;

Considérant que les subsides nominatifs sont inscrits au budget 2016 comme suit :

Article	Libellé	Budget 2016	Solde disponible
104/332-02	Subside à la fédération des directeurs généraux	250,00€	250,00€
1041/332-02	Subside à la fédération des directeurs financiers	250,00€	250,00€
421/332-02	Subside ASBL A.P.P.E.R.	2.000,00€	2.000,00€
520/332-02	Subside à Tournai centre-ville ASBL	182.500,00€	182.500,00€
561/332-03	Subside à l'association des guides de Tournai ASBL	3.500,00€	3.500,00€
5611/332-02	Subside aux amis de Tournai ASBL	35.000,00€	0,00€
5612/332-02	Subside à Tournai commerces ASBL	7.100,00€	7.100,00€
6203/332-02	Subvention pour expansion agricole (ASBL Journées internationales de l'élevage et de l'agriculture) (2017)	0,00€	0,00€
6205/332-02	Subvention service de remplacement agricole	2.500,00€	2.500,00€
7222/332-02	Enseignement primaire - subvention fédération sportive de l'enseignement communal	4.400,00€	4.400,00€
76203/332-02	Subside à l'ASBL Ramdam	20.000,00€	20.000,00€
76204/332-02	Subside Fondation Roger de le Pasture	2.500,00€	2.500,00€
7621/332-02	Subside pour La piste aux espoirs ASBL	15.000,00€	15.000,00€
7623/332-02	Harmonie des pompiers	8.000,00€	0,00€
7623/332-03	Subside à l'ASBL centre culturel transfrontalier - Maison de la Culture (Après MB)	250.000,00€	250.000,00€
7625/332-02	Subside à Infor Jeunes ASBL	16.500,00€	0,00€

7627/332-03	Subside au centre de la marionnette ASBL	15.000,00€	15.000,00€
76301/332-02	Subside à Carnaval de Tournai ASBL	18.000,00€	18.000,00€
76302/332-02	Subside à l'accordéon, moi j'aime ASBL	3.000,00€	0,00€
7632/332-02	Subside ASBL fondation Auschwitz	620,00€	620,00€
76401/332-02	Subside à Cazeau pédale Templeuve ASBL/circuit franco-belge	35.000,00€	35.000,00€
76402/332-03	Subside au Cercle royal de natation de Tournai	20.000,00€	0,00€
76403/332-02	Subside au triptyque des monts et châteaux	5.000,00€	5.000,00€
7645/332-02	Subside triennal aux Tournaisiades (2018)	0,00€	0,00€
80101/332-02	Subside à VEEWEYDE Tournai ASBL	17.110,00€	17.110,00€
871/332-02	Subside à la Croix-Rouge de Belgique - section locale de Tournai	2.500,00€	2.500,00€
77101/332-02	A l'aube de l'Europe	0,00€	0,00€
878/332-02	Commission sauvegarde patrimoine funéraire	2.500,00€	2.500,00€
TOTAL		668.230,00	585.730,00€

Considérant que le conseil communal, lors de la séance du 21 mars 2016, a accordé un subside à diverses associations et sur différents articles budgétaires généraux;

Considérant que les soldes des crédits à répartir sont inscrits au budget 2016 comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial	Solde disponible
161/332-02	Subside pour l'aide au développement	20.000,00€	20.000,00€
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00€	250,00€
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00€	2.000,00€
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00€	2.600,00€

762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	24.500,00€	15.850,00€
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	5.400,00€	5.400,00€
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	9.000,00€	9.000,00€
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	38.000,00€	38.000,00€
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00€	4.000,00€
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00€	2.800,00€
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00€	48.900,00€
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	23.750,00€	8.050,00€
80105/332-02	Subside aux associations protectrices des animaux	2.500,00€	2.500,00€
TOTAL		205.200,00€	159.350,00€

Considérant que les demandes suivantes ont été introduites par des associations qui satisfont à différents points de l'article 11 du Règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subsides qui dispose:

"L'objet de la demande de subvention s'inscrit :

- dans les objectifs stratégiques et opérationnels définis dans le Programme de politique générale 2012-2018 et le Programme stratégique transversal 2013-2018, comme suit :

- * agir pour créer de l'activité économique et de l'emploi
- * agir pour garantir la cohésion sociale, la solidarité
- * agir pour s'affirmer comme une région de qualité : enseignement, culture, sport
- * agir pour atteindre l'excellence environnementale
- * agir pour relever le défi de l'attractivité urbaine et rurale
- * agir pour valoriser notre situation géographique
- * agir pour remporter l'enjeu de la gouvernance et de la participation.

- dans les valeurs arrêtées dans la Charte des valeurs :

- * respect – Etre respecté et être respectueux
- * qualité – Donner le meilleur de soi
- * honnêteté – Etre intègre
- * bien-être – Qualité de la vie
- * écoute – Entendre, s'entendre et être entendu
- * solidarité – Etre plus forts ensemble
- * service public – Etre un vrai service public local " :

520/332-02 ASBL TOURNAI CENTRE-VILLE Crédit initial : 182.500,00€ - solde disponible : 182.500,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Tournai Centre-Ville	Aide au fonctionnement de l'ASBL	112.500,00 €	182.500,00 €
Total pour l'article			182.500,00 €

76401/332-02 ASBL CIRCUIT FRANCO-BELGE Crédit initial : 35.000,00€ - disponible : 35.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Circuit Franco-Belge	Organisation de la course cycliste internationale	35.000,00€	40.000,00€
Total pour l'article		40.000,00€	

762/332-02 ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE LOISIRS Crédit initial : 24.500,00€ - Solde disponible : 15.850,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Ballet du Hainaut	Aide à l'organisation des cours et des spectacles saison 2016	1.000,00€	2.500,00€
Comité des fêtes du Quartier Saint-Antoine	Frais de fonctionnement	Néant	200,00€
ASBL Mômes Circus	Aide à l'organisation du week-end Portes ouvertes	1.500,00€	1.500,00€
ADF Les Artilleurs	Aide à l'organisation du tournoi annuel	Néant	100,00€
Total pour l'article		4.300,00€	

764/331-01 SUBSIDES D'ENCOURAGEMENT AUX SPORTIFS Crédit initial : 2.800,00€ - Solde disponible : 2.800,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
Loïs PETIT	Aide à la participation aux compétitions internationales	600,00 €	500,00€
Total pour l'article		500,00€	

7642/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES Crédit initial : 63.000,00€-Solde disponible : 48.900,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016

Celtic Tournai	Aide au fonctionnement	500,00 €	2.000,00€
ASBL Jogging Club de Blandain	Aide à l'organisation d'un jogging trail	Néant	500,00€
ASBL Tournai Pétanque Club	Aide à l'organisation d'un tournoi	Néant	1.000,00€
ASBL Pétanque Club Scaldis	Aide à l'organisation d'un tournoi	Néant	300,00€
Cazeau Pédale Templeuve	Organisation du Grand Prix de la Ville de Tournai	Néant	2.500,00 €
Total pour l'article		6.300,00€	

Considérant que, selon leurs déclarations dans le formulaire officiel de demande ou sur constatations, les associations suivantes répondent ou pas aux prescrits de l'article 12 du règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subsides :

Article 12 (règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subventions) : pour pouvoir introduire une demande de subside, l'association doit remplir les conditions suivantes :

1. se prévaloir d'une existence de minimum 1 an précédant l'année de la demande
2. avoir son siège social sur le territoire de l'entité et intéresser un nombre significatif d'habitants de la Ville de Tournai
3. à défaut de répondre au point "b", justifier d'activités régulières ou d'un impact significatif envers la population de l'entité
4. disposer d'un compte ouvert au nom de l'association
5. disposer de statuts conformes à la loi du 2 mai 2002 et/ou d'un règlement d'ordre intérieur actualisé (si existant)
6. promouvoir des activités :
 - basées sur un calendrier
 - qui s'inscrivent dans une politique d'ouverture au public
 - qui font l'objet d'une publicité;
7. ne pas avoir d'activités contraires aux principes de la déclaration universelle des droits de l'homme ni se prévaloir de publications ou d'activités à caractère raciste, xénophobe ou sexiste.

Date in = date de réception du formulaire à l'administration.

Demandeur	Critère A	Critère B	Critère C	Critère D	Critère E	Critère F	Critère G	Date in
ASBL Circuit Franco-Belge	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	18/03/2016
ASBL Tournai Centre Ville	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	11/01/2016

ASBL Ballet du Hainaut	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	05/03/2016
Quartier Saint-Antoine	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	29/02/2016
Mômes Circus	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	14/03/2016
Loïs PETIT	Ok	OK	OK	OK	OK	OK	OK	09/03/2016
Les Artilleurs	OK	OK	OK	OK	OK	Ok	OK	23/02/2016
Celtic Tournai	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	08/03/2016
ASBL Jogging Club Blandain	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	08/03/2016
ASBL Tournai Pétanque Club	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	25/02/2016
ASBL Pétanque Club Scaldis	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	25/02/2016
Cazeau Pédale	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	18/03/2016

Considérant que les subsides repris dans la présente délibération sont accordés pour promouvoir des activités réalisées par les diverses associations bénéficiaires animant culturellement, sportivement, voire économiquement la cité, et utiles à l'intérêt général;

Considérant qu'il est de bonne administration de les soutenir financièrement par l'octroi d'une subvention destinée à permettre la poursuite des activités, et plus particulièrement de faire face au paiement d'une partie de leurs dépenses de fonctionnement;

Considérant que les subsides sont octroyés exclusivement dans la limite des crédits ordinaires disponibles et dans le respect du règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi des subventions;

Considérant que les subsides repris dans la présente décision sont constitués par un ou des versement(s) en numéraire sur le compte de l'association bénéficiaire;

Considérant que les subsides seront liquidés conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il est proposé d'examiner les dossiers introduits par les associations locales sur base de l'octroi des subsides lors de l'exercice 2015, et ainsi de limiter l'impact budgétaire;

Considérant les délibérations du conseil communal des 27 avril 2015, 1er et 29 juin 2015, 22 septembre 2015, 26 octobre 2015 et 23 novembre 2015 relatives à l'octroi de subsides pour l'exercice 2015;

Considérant la délibération du conseil communal du 21 mars 2016 relative à l'octroi de subsides pour l'exercice 2016;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 avril 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 31 voix pour et 5 abstentions;

DECIDE:

1/ d'approuver les subsides nominatifs repris au service ordinaire comme suit :

520/332-02 ASBL TOURNAI CENTRE-VILLE Crédit initial : 182.500,00€ - solde disponible : 182.500,00€				
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016	DECISION
ASBL Tournai Centre Ville	Aide au fonctionnement de l'ASBL	112.500,00€	182.500,00€	182.500,00€
Total pour l'article				182.500,00€

76401/332-02 ASBL CIRCUIT FRANCO-BELGE Crédit initial : 35.000,00€ - disponible : 35.000,00€				
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016	DECISION
ASBL Circuit Franco-Belge	Organisation de la course cycliste internationale	35.000,00€	40.000,00€	35.000,00€
Total pour l'article		35.000,00€		

2/ d'examiner les demandes d'aide financière adressées par les associations et d'octroyer les subsides (2ème partie) repris au service ordinaire comme suit :

762/332-02 ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE LOISIRS Crédit initial : 24.500,00€ - Solde disponible : 15.850,00€				
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016	DECISION
ASBL Ballet du Hainaut	Aide à l'organisation des cours et spectacles 2016	1.000,00 €	2.500,00€	1.500,00€
Comité Quartier Saint-Antoine	Frais de fonctionnement (kermesse Saint- Antoine)	Néant	200,00€	200,00€
ASBL Mômes Circus	Aide à l'organisation du	1.500,00 €	1.500,00€	1.500,00€

	week-end Portes ouvertes			
Les Artilleurs	Aide à l'organisation du tournoi annuel	Néant	100,00 €	100,00€
Total pour l'article		3.300,00€		

764/331-01 SUBSIDES D'ENCOURAGEMENT AUX SPORTIFS

Crédit initial : 2.800,00€ - Solde disponible : 2.800,00€

Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016	DECISION
Loïs PETIT	Aide à la participation aux compétitions internationales	600,00 €	500,00€	600,00€
Total pour l'article		600,00€		

7642/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES

Crédit initial : 63.000,00€ - Solde disponible : 48.900,00€

Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016	DECISION
Celtic Tournai	Aide au fonctionnement	500,00 €	2.000,00€	1.000,00€
ASBL Tournai Pétanque Club	Aide à l'organisation d'un tournoi	Néant	1.000,00€	500,00€
ASBL Pétanque Club Scaldis	Aide à l'organisation d'un tournoi	Néant	300,00€	300,00€
ASBL Cazeau Pédales Templeuve	Organisation du Grand Prix de la Ville de Tournai	Néant	2.500,00€	2.500,00€
Total pour l'article		4.300,00€		

3/ que les crédits, ou le solde de ceux-ci, feront l'objet d'une décision ultérieure comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial	Solde disponible	Solde après nouveaux octrois
161/332-02	Subside pour l'aide au développement	20.000,00€	20.000,00€	20.000,00€
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00€	250,00€	250,00€
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00€	2.000,00€	2.000,00€

761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00€	10.000,00€	2.600,00€
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	24.500,00€	15.850,00€	12.550,00€
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	5.400,00€	5.400,00€	5.400,00€
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	9.000,00€	9.000,00€	9.000,00€
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	38.000,00€	38.000,00€	38.000,00€
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00€	4.000,00€	4.000,00€
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00€	2.800,00€	2.200,00€
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00€	48.900,00€	44.600,00€
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	23.750,00€	23.750,00€	8.050,00€
80105/332-02	Subside aux associations protectrices des animaux	2.500,00€	2.500,00€	2.500,00€
TOTAL		205.200,00€	159.350,00€	151.150,00€

44. Centre public d'action sociale. Commission locale pour l'énergie. Rapport d'activités 2015.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les décrets relatifs à l'organisation des marchés régionaux du gaz (19 décembre 2002, article 31 quater, paragraphe 1er, alinéa 2) et de l'électricité (12 avril 2001, article 33 ter, paragraphe 1er, alinéa 2);

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

du rapport d'activités de la commission locale pour l'énergie, année 2015 :

"C.P.A.S. de Tournai

A. Nombre de saisies et type de décisions relatives à l'activité des C.L.E.

1. Nombre de saisies de la commission locale pour l'énergie

Nombre de saisies de la commission locale pour l'énergie pour l'ensemble de l'année : 317

Nombre de réunions de la commission locale pour l'énergie : 13

En électricité

Nombre de réunions par type de C.L.E. :

- 7 C.L.E. concernant les arriérés de paiement liés à la fourniture minimale garantie en électricité;
- 10 C.L.E. concernant la perte de statut de client protégé;
- 0 C.L.E. pour une demande d'audition du client.

En gaz

Nombre de réunions par type de C.L.E. :

- 0 C.L.E. concernant les arriérés de paiement liés à la fourniture de gaz auprès du gestionnaire de réseau de distribution;
- 6 C.L.E. concernant les clients protégés qui ne sont plus en mesure d'alimenter leur compteur à budget pendant la période hivernale;
- 10 C.L.E. concernant la perte de statut de client protégé;
- 0 C.L.E. pour une demande d'audition du client.

2. Nombre de C.L.E. par type de décision

En électricité

*** C.L.E. concernant les arriérés de paiement liés à la fourniture minimale garantie**

- 14 décisions de retrait de la fourniture minimale garantie;
- 0 décision portant sur la ratification de l'accord négocié entre le client et le gestionnaire de réseau de distribution (GRD) avant réunion de la C.L.E. avec continuité de la fourniture minimale garantie (sauf en cas de non-respect du plan de paiement)
- 0 décision d'octroi d'un plan de paiement avec continuité de la fourniture minimale garantie (sauf en cas de non-respect du plan de paiement)
- 1 décision de remise de dette prise en charge par le fonds énergie régional
- 1 décision portant sur la continuité de la fourniture minimale garantie (liée au paiement de la dette, à la prise en charge de la dette par le C.P.A.S.,...)

*** C.L.E. concernant la perte de statut de client protégé**

- 80 décisions confirmant la perte du statut de client protégé;
- 15 décisions attestant de la qualité de client protégé et du maintien de la fourniture d'électricité;
- 26 décisions octroyant un délai supplémentaire afin de permettre au client de signer un contrat avec le fournisseur de son choix.

*** C.L.E. pour une demande d'audition du client**

- 0 décision confirmant le bien-fondé de la demande de réouverture des compteurs introduite par les clients;
- 0 décision ne confirmant pas le bien-fondé de la demande.

En gaz

*** C.L.E. concernant les arriérés de paiement liés à la fourniture de gaz auprès du gestionnaire de réseau de distribution**

- 0 décision de retrait de la fourniture de gaz;
- 0 décision portant sur la ratification de l'accord négocié entre le client et le GRD avant réunion de la C.L.E. avec continuité de la fourniture de gaz (sauf en cas de non-respect du plan de paiement);

- 0 décision d'octroi d'un plan de paiement avec continuité de la fourniture de gaz (sauf en cas de non-respect du plan de paiement);
- 0 décision portant sur la continuité de la fourniture de gaz (liée au paiement de la dette, à la prise en charge de la dette par le C.P.A.S.,...)

*** C.L.E. concernant les clients protégés qui ne sont plus en mesure d'alimenter leur compteur à budget gaz pendant la période hivernale**

- 12 décisions de retrait de l'alimentation;
- 10 décisions d'octroi de kWh dont 30% de la consommation restent à charge du client protégé.

*** C.L.E. concernant la perte de statut de client protégé**

- 55 décisions confirmant la perte du statut de client protégé;
- 11 décisions attestant de la qualité de client protégé et maintenant la fourniture de gaz;
- 21 décisions octroyant un délai supplémentaire afin de permettre au client de signer un contrat avec le fournisseur de son choix.

*** C.L.E. pour une demande d'audition du client**

- 0 décision confirmant le bien-fondé de la demande de réouverture des compteurs introduite par les clients;
- 0 décision ne confirmant pas le bien-fondé de la demande.

B. Mission d'information

(Détail des actions mises en place par la C.L.E. pour le public qu'elle rencontre afin d'assurer sa mission d'information relative aux mesures à caractère social en matière de fourniture d'énergie et des tarifs applicables, de guidance sociale énergétique et des plans d'action préventive en matière d'énergie).

Le service a vu sa mission d'information et de suivi se développer encore au cours de cette dernière année notamment suite aux décisions de perte de statut. Cela a amené à un accompagnement des personnes dans leurs démarches de choix et d'inscription auprès d'un fournisseur. Il s'en est suivi ponctuellement des analyses et explicatifs des factures.

Remarques complémentaires :

Le nombre de saisines reçues en 2015 a doublé par rapport à l'année précédente.

Il faut mettre en évidence la masse de travail qui a été réalisée dès réception des saisines ayant permis l'annulation de nombreux dossiers.

Signature : Jean-Paul Caby, Président de la commission locale pour l'énergie".

45. Musée des Beaux-Arts. Prêt de l'œuvre d'Edouard MANET "Chez le Père Lathuille" pour le Vonderheydt Museum (Wuppertal, Allemagne). Approbation.

Le conseil communal prend la libération suivante :

Monsieur le Conseiller communal L.-D. CASTERMAN sort de séance.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le Vonderheydt Museum (Wuppertal, Allemagne) organisera, du 10 octobre 2017 au 28 février 2018, une exposition rétrospective consacrée à Edouard MANET;

Considérant qu'à cette occasion les organisateurs ont sollicité le prêt des oeuvres suivantes:

- Edouard MANET, "Argenteuil" (1874, huile sur toile, 148,5 x 114,5 cm, valeur d'assurance : 50.000.000,00€);

- Edouard MANET, "Chez le Père Lathuille" (1879, huile sur toile, 93,5 x 112,5 cm, valeur d'assurance : 50.000.000,00€);

Considérant que les tableaux "Argenteuil" et "Chez le Père Lathuille" d'Edouard Manet ont été classés, par arrêté du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 23 novembre 2010, au titre de trésors, conformément au décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Fédération Wallonie-Bruxelles et qu'il convient donc, dans ce cadre, d'obtenir l'accord de la Fédération Wallonie-Bruxelles avant tout déplacement;

Considérant que les trésors doivent également être accompagnés d'une autorisation d'exportation ou d'une autorisation d'expédition à titre temporaire selon qu'ils sortent du territoire de l'Union européenne ou du territoire national (article 16 du décret);

Considérant que le service du patrimoine culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles a rappelé le caractère exceptionnel du déplacement de ces deux tableaux pour des raisons de conservation : le prêt d'"Argenteuil" au Japon en 2014 a été autorisé, car celui-ci n'avait pas été déplacé au cours des trois années précédentes, et le prêt du "Père Lathuille" a été accordé à la Nationalgalerie de Berlin du 22 mai au 20 septembre 2015, mais avec la recommandation que cette oeuvre ne soit plus prêtée avant 2018.

Considérant que le caractère exceptionnel du déplacement de ces deux tableaux ayant été rappelé, le collège communal a décidé, en séance du 26 juin 2015, de ne pas autoriser le prêt de ces oeuvres au Vonderheydt Museum;

Considérant, cependant, que le conservateur a souhaité que le dossier soit réexaminé étant donné la compensation proposée, à savoir le prêt de deux oeuvres (de Dali et de Chirico) en vue de la prochaine exposition du musée des Beaux-Arts et qu'il propose le prêt d'un seul des tableaux, à savoir "Chez le Père Lathuille";

Considérant le récapitulatif des prêts des tableaux de MANET au cours de ces dernières années :

Oeuvre	Emprunteur	Titre de l'exposition	Durée
"Chez le Père Lathuille"	Nationalgalerie de Berlin	Impressionism - Expressionism. Turning point in art	22/05/2015 - 20/09/2015
"Argenteuil"	Tokyo Fuji Art Museum / Musée de Kyoto	Impressionists at waterside	11/03/2014 - 11/05/2014
"Chez le Père Lathuille"	Toledo Museum	Manet : Portraying life	04/10/2012 - 01/01/2013

Considérant qu'en séance du 24 mars 2016, le collège communal a pris la décision de principe d'autoriser ce prêt, sous réserve de l'approbation du conseil communal et de l'acceptation du service du patrimoine culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'autoriser, sous réserve de l'acceptation du service du patrimoine culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le prêt de l'oeuvre d'Edouard MANET, "Chez le Père Lathuille" (1879, huile sur toile, 93,5 x 112,5 cm, valeur d'assurance : 50.000.000,00 €) au Vonderheydt Museum (Wuppertal, Allemagne) pour son exposition rétrospective consacrée à Edouard MANET, qui se tiendra du 10 octobre 2017 au 28 février 2018.

46. Musée des Beaux-Arts. Prêt de l'oeuvre d'Edouard Manet "Argenteuil" pour la Hamburger Kunsthalle (Hamburg, Allemagne). Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Monsieur le Conseiller communal, Louis-Donat CASTERMAN, sort de séance.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la Hamburger Kunsthalle (Hamburg, Allemagne) organisera, du 27 mai au 4 septembre 2016, une exposition intitulée "Manet. Jeux de regards";

Considérant qu'à cette occasion, les organisateurs ont sollicité le prêt des oeuvres suivantes :

- Edouard MANET, "Argenteuil" (1874, huile sur toile, 148,50x 114,50cm, valeur d'assurance : 50.000.000,00€)
- Edouard MANET, "Chez le Père Lathuille" (1879, huile sur toile, 93,50x112,50cm, valeur d'assurance : 50.000.000,00€);

Considérant que la Hamburger Kunsthalle propose en prêt compensatoire, en vue de la prochaine exposition du Musée des Beaux-Arts, une oeuvre de Caspar David Friedrich;

Considérant l'avis favorable du conservateur pour le prêt du tableau "Argenteuil";

Considérant que les frais d'assurance (clou à clou), d'emballage et de transport aller-retour de l'oeuvre prêtée seront entièrement à charge dudit musée;

Considérant que les tableaux "Argenteuil" et "Chez le Père Lathuille" d'Edouard MANET ont été classés, par arrêté du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 23 novembre 2010, au titre de trésors, conformément au décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Fédération Wallonie-Bruxelles, dont il est impératif d'obtenir l'accord avant tout déplacement;

Considérant que les trésors doivent également être accompagnés d'une autorisation d'exportation ou d'une autorisation d'expédition à titre temporaire selon qu'ils sortent du territoire de l'Union européenne ou du territoire national (article 16 du décret);

Considérant que le service du patrimoine culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles a rappelé le caractère exceptionnel du déplacement de ces deux tableaux pour des raisons de conservation : le prêt d'"Argenteuil" au Japon en 2014 a été autorisé, car celui-ci n'avait pas été déplacé au cours des trois années précédentes, et le prêt du "Père Lathuille" a été accordé à la Nationalgalerie de Berlin du 22 mai au 20 septembre 2015, mais avec la recommandation que cette oeuvre ne soit plus prêtée avant 2018.

Considérant le récapitulatif des prêts des tableaux de Manet au cours de ces dernières années :

Oeuvre	Emprunteur	Titre de l'exposition	Durée
"Chez le Père Lathuille"	Nationalgalerie de Berlin	Impressionism - Expressionism. Turning point in art	22/05/2015 - 20/09/2015
"Argenteuil"	Tokyo Fuji Art Museum/Musée de Kyoto	Impressionists at waterside	11/03/2014 - 11/05/2014
"Chez le Père Lathuille"	Toledo Museum	Manet : portraying life	04/10/2012 - 01/01/2013

Considérant qu'en séance du 24 mars 2016, le collège communal a pris la décision de principe d'autoriser ce prêt, sous réserve de l'approbation du conseil communal et de l'acceptation du service du patrimoine culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'autoriser, sous réserve de l'acceptation du service du patrimoine culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le prêt de l'œuvre d'Edouard Manet "Argenteuil" (1874, huile sur toile, 148,50x114,50cm, valeur d'assurance : 50.000.000,00€) à la Hamburger Kunsthalle (Hamburg, Allemagne), pour son exposition intitulée "Manet. Jeux de regards", du 27 mai au 4 septembre 2016.

47. Questions.

Monsieur le Conseiller communal Louis-Donat CASTERMAN rentre en séance.

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour, le **président** d'assemblée invite les conseillers communaux à poser leur question :

1) Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID, à propos du déménagement temporaire de la bibliothèque au stade Luc Varenne :

"La maison de la culture de Tournai va subir de gros travaux de rénovation et nous sommes bien heureux que ceux-ci puissent être mis en œuvre. Il nous revient que ces travaux vont obliger la bibliothèque de la Ville à déménager durant 2 ans. Il est prévu, si mes informations sont bonnes, que la bibliothèque soit installée en dehors de la ville, au stade Luc Varenne, le temps des travaux. Cela nous pose beaucoup de questions en termes d'accessibilité. Une autre alternative ne serait-elle pas envisageable, dans des locaux inoccupés du CPAS par exemple, au séminaire, dans l'ancienne bibliothèque de la ville... ? Ne pourrait-on pas envisager également une bibliothèque mobile? Pourrait-on connaître le prix du loyer pour occupation du stade Luc Varenne?"

Monsieur l'Echevin **Tarik BOUZIANE** lui répond en ces termes :

"Je suis heureux de cette convergence par rapport aux travaux du bâtiment de la maison de la culture et de la bibliothèque.

En effet, au moment où beaucoup ont fait le choix de désinvestir, Tournai fait le choix d'en faire un enjeu majeur d'épanouissement individuel et d'attractivité régionale et transfrontalière.

J'en arrive à la période des travaux qui est estimée à deux ans et donc, à votre question sur le déménagement.

Comme vous avez sans doute pu le lire dans la presse, depuis plusieurs mois, avec les responsables de la maison de la culture et de la bibliothèque, nous étudions toutes les pistes, notamment celles évoquées dans votre question.

Ensemble, nous avons convenu que la solution du stade Luc Varenne était la plus adéquate.

Evidemment, si on peut me trouver un autre espace aussi vaste, dans des conditions financières acceptables, équipé d'un ascenseur pour les personnes à mobilité réduite, je suis preneur !

Quoi qu'il en soit, pas plus tard que ce vendredi au collège, nous avons eu une discussion sur le sujet.

Avec mes collègues, nous avons convenu, notamment :

- d'examiner avec le TEC comment une ligne temporaire pourrait être mise en œuvre le temps des travaux;

- d'organiser « un dépôt » de livres dans l'un de nos services communaux. Par exemple, la maison de l'événementiel et des associations;

- d'étudier la faisabilité en fonction du niveau de numérisation des collections, la commande par internet, ...

Chère Coralie,

Soyez assurée que nous envisageons des solutions qui pourront être mises en œuvre afin de causer le moins de désagréments possible tant pour les usagers que pour les travailleurs des deux institutions. Actuellement, avec les services techniques, nous sommes occupés de finaliser l'étude de faisabilité des solutions envisagées.

En ce qui concerne le prix du loyer pour l'occupation du stade Luc Varenne, les discussions sont actuellement en cours.

Je vous remercie pour votre question."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVI**D, réplique comme suit :

"Y aura-t-il une convention ? Nous y serons attentifs. Par ailleurs, tout le monde ne vient pas en voiture à la bibliothèque."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Geoffroy HUEZ**, confirme qu'un contrat de location devra effectivement être établi avec la régie communale autonome.

2) Monsieur le Conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE, à propos des nuisances engendrées par la circulation routière à Ramegnies-Chin :

"Depuis trop longtemps, les habitants de Ramegnies-Chin subissent des nuisances liées à la traversée de leur village par les voitures et camions. Ils constatent et subissent :

- une vitesse excessive
- le passage en transit de nombreux poids lourds
- le bruit
- les vibrations de leurs maisons
- le grand danger pour les usagers faibles, dont les écoliers à vélo.

Tout cela provoque un inconfort évident et l'insécurité est réelle. Le problème ne date pas d'hier et ne sera pas amélioré par la mise en circulation de la taxe imposée aux poids lourds sur certains axes routiers. Il est, par exemple, intéressant de prendre connaissance des préoccupations du bourgmestre de Rumes concernant la nationale qui traverse sa commune...

Outre certaines démarches individuelles, les riverains se sont réunis à deux reprises et la deuxième fois de manière plus formelle puisqu'il y avait 2 échevins et des représentants de la police. De nombreux riverains étaient présents ainsi que 2 conseillers communaux. La situation a été présentée et plusieurs «solutions» ont été envisagées :

- des panneaux de rappel de limitation de vitesse à 50 km/heure (on est en agglomération)
- la mise en place de radars préventifs
- la limitation du tonnage à 3.5 T
- des aménagements dissuasifs : chicanes, plateaux, dos d'âne, marquage au sol,...
- la réfection de la voirie.

Les riverains ont eu une écoute bienveillante des 2 échevins présents. Reste maintenant à passer aux actes.

Mes questions :

- quelles sont les mesures déjà prises ?
- quelles sont les mesures qui seront prises ?
- dans quel délai ?
- les riverains seront-ils associés à la démarche ?

Depuis le dépôt de ma question, j'ajouterai qu'il y a deux semaines, deux informations complémentaires me sont parvenues.

La première concerne la situation à Ramegnies-Chin. Un premier effet de mobilisation des citoyens a été la pose d'un radar préventif. Durant les jours qui ont suivi la pose du radar, 5.914 véhicules ont été contrôlés, 3.989 dépassaient la vitesse autorisée, c'est-à-dire 50%.

Une deuxième information, qui m'a été communiquée, vient de la commune de Péruwelz. Elle a fait l'acquisition de 16 radars préventifs financés à 50% par la Région wallonne. Dans cette commune également, le comité de mobilité a mis en place une étude systématique des problèmes de mobilité en ville et dans les villages. Suite à des aménagements provisoires, ils ont déjà eu des résultats spectaculaires.

Ainsi à un premier endroit, on est passé de 72% de dépassement de vitesse à 17%.

A un autre endroit, on est passé de 63% à 15%. Cela me donne l'occasion de rappeler ma demande pour qu'une telle analyse soit faite dans les villages de l'entité."

3) Monsieur le Conseiller communal ECOLO, Guillaume DENONNE, à propos des problèmes de mobilité à Ramegnies-Chin et dans les villages en général :

"Fin février, deux membres du collège étaient présents lors d'une réunion citoyenne à Ramegnies-Chin. Les habitants du village nous présentaient le problème du ballet incessant des camions (rues de Templeuve, de Bailleul, de Wattrelos, l'avenue de Picardie et la place de Ramegnies-Chin) et nous parlaient également de la vitesse excessive. Ils étaient inquiets quant à la sécurité des usagers faibles, en particulier les enfants. Ils demandaient que la traversée du village soit limitée à 3,5T et que des aménagements soient prévus pour sécuriser les lieux et que la voirie soit réparée. Comme je m'y étais engagé ce jour-là auprès de certains riverains, mais également auprès de Monsieur l'Echevin des travaux, si le point n'était pas à l'ordre du jour de ce conseil du 25 avril, je vous poserais la question. Où en est ce dossier? Et plus largement, où en est le dossier de la mobilité dans les villages? Faut-il que, dans chaque village, un groupe de citoyens se forme? Pourquoi pas un plan de mobilité villages? Un échevin m'a déjà répondu qu'il y avait beaucoup de villages, qu'on ne pouvait pas tout faire d'un coup. Je suis d'accord et ça souligne l'importance d'un plan à long terme avec des urgences (comme le problème des traversées de camions) et des aménagements prioritaires et étalés dans le temps. Pour résumer ma question : qu'en est-il des problèmes de mobilité à Ramegnies-Chin? Et plus largement, qu'en est-il de la mobilité dans nos villages?"

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, répond comme suit aux deux conseillers :

"Messieurs les Conseillers,

Guillaume, Xavier,

J'ose espérer que vous me permettez de répondre de manière globale à vos deux questions qui se rejoignent.

En effet, elles concernent, toutes deux, le même souci de la population tournaise : la mobilité. Comme vous le dites si bien, l'un et l'autre, mon collègue, Philippe ROBERT et moi-même avons été sensibilisés aux questions d'une partie de la population tournaise, plus précisément, quelques riverains de la commune de Ramegnies-Chin.

Différents services communaux ont déjà pu examiner la problématique soulevée par certains, et j'insiste sur le terme «certains» riverains de Ramegnies-Chin. Je cite le service mobilité, les services techniques, mais aussi les services de police du commissariat de Templeuve.

Ce dossier a été évoqué à certaines reprises au sein de cette enceinte, où certaines décisions ont été prises à savoir :

- En séance du 9 décembre 2013, durant laquelle nous avons décidé d'interdire l'accès à la rue de Templeuve, entre l'avenue de Picardie et la rue de Wattrelos aux véhicules dont la masse en charge dépasse 3,5 T;
- En séance du 22 septembre 2015, durant laquelle une décision similaire a été prise pour la rue de Bailleul et durant laquelle nous avons fixé les limites de l'agglomération dans le village.

Avant de prendre des décisions ponctuelles, vous devez savoir, qu'en amont, des contacts doivent être pris afin d'éviter de déplacer le problème vers un autre village. De plus, certaines impositions du service public de Wallonie se doivent d'être prises en compte. A ce niveau, un inspecteur de la sécurité routière viendra sur place ce 9 mai, afin d'examiner toutes les problématiques d'une éventuelle interdiction de circuler pour les camions d'un tonnage supérieur à 3,5 tonnes. Entre-temps, des analyses de trafic ont été réalisées et une synthèse est en préparation, voire en finalisation.

Certes, les problèmes issus des travaux sur l'autoroute et de la grève des transporteurs ont augmenté dans le village, mais, à circonstances exceptionnelles, conditions exceptionnelles et d'autres rues de notre ville ont été confrontées à cette augmentation de circulation de charroi lourd.

Lors de ladite réunion, les représentants du collège communal avaient informé les citoyens que des mesures seraient annoncées en juin. Nous tiendrons parole, mais en tant qu'échevin de la mobilité, je dirai qu'il ne faut pas confondre vitesse et précipitation.

La mobilité dans les villages, pour répondre à Monsieur le Conseiller communal Guillaume DENONNE, est toujours présente dans les travaux des différents services de police et de mobilité. En plus, avec la nouvelle taxe kilométrique qui verra peut-être une augmentation du charroi lourd vers nos routes communales, des dispositions devraient être envisagées.

Le plan communal de mobilité de 2004 est toujours d'actualité et les travaux prévus à Willemeau et bientôt à Templeuve seront réalisés dans cette optique.

Je suppose que notre mémoire n'est pas sélective et que vous avez bien noté que des modifications sont réalisées ou envisagées, notamment dans la mise en agglomération de certains villages. C'est déjà en place dans le district de Gaurain.

Les services de police sont attentifs à l'éducation des automobilistes et/ou transporteurs.

Tout comme vous, je reste sensible à la mobilité rurale et nos services ne manquent pas d'être attentifs aux idées de nos citoyens. Certains, vous le savez, ne sont pas toujours d'accord avec les suggestions des autres, mais la sécurité de tous les usagers reste primordiale à mes yeux."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, ajoute ce qui suit :
"Monsieur le Conseiller communal,

Vous avez interrogé la zone de police au sujet des radars préventifs. Dans la prochaine modification budgétaire, 50.000,00€ seront prévus pour faire l'achat notamment de radars préventifs qui doivent être subsidiés à 50%. C'est la police qui définira les emplacements où ils seront installés."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, réplique comme suit :

"Je voudrais insister, car je sens parfois des réticences importantes concernant la mise en place de mesures visant à limiter la vitesse. Or, quand on se promène un peu partout à Brunehaut, à Rumes, à Péruwelz, on se rend compte qu'il y a pas mal de mesures mises en place et qui sont efficaces. J'ai cité des chiffres interpellants. La réflexion doit continuer. Je me réjouis pour les futurs radars préventifs. Pour ce montant-là, à Péruwelz, ils ont eu 28 radars."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, réplique ensuite :

"Je me réjouis que le dossier de Ramegnies-Chin avance et j'espère qu'on sera un peu moins frileux dans les aménagements pour réduire à l'avenir la vitesse dans les villages. Et petit à petit, bien sûr, on n'attend pas tout pour demain."

Monsieur le Conseiller communal MR, **Louis-Donat CASTERMAN**, conclut comme suit :

"Je voulais signaler à Messieurs les Conseillers communaux, Xavier DECALUWE et Guillaume DENONNE, que, par rapport à leurs préoccupations, l'horizon vient de s'éclaircir ce soir. Avec un Escaut à 27m, il y aura un tel report modal de la route vers le fleuve que tous les problèmes vont fondre et disparaître."

Points complémentaires

83. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, les procès-verbaux des séances publiques des 7 et 21 mars 2016 sont adoptés conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **président** d'assemblée clôture la séance publique à 22 heures 40, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 30 mai 2016.

Par le Conseil :

Le Directeur général adjoint,

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Thierry LESPLINGART

Paul-Olivier DELANNOIS